

**MESSAGE N° 189** 20 avril 2010  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi sur l'emploi**  
**et le marché du travail (LEMT)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur l'emploi et le marché du travail (LEMT).

Le présent message est établi selon le plan suivant:

**1. Généralités**

- 1.1 *Introduction – historique*
  - 1.1.1 Le chômage dans le canton
  - 1.1.2 Développements en matière d'assurance-chômage
  - 1.1.3 Autres domaines couverts par le projet
- 1.2 *Nécessité d'un seul texte de loi*
- 1.3 *Conception générale*
  - 1.3.1 Les grandes lignes du projet
  - 1.3.2 En particulier
- 1.4 *Résultat de la procédure de consultation*
  - 1.4.1 Entrée en matière
  - 1.4.2 Dispositions générales
  - 1.4.3 Dispositions d'application de la législation fédérale
  - 1.4.4 Mesures complémentaires de réinsertion professionnelle
  - 1.4.5 Autres mesures cantonales
  - 1.4.6 Dispositions diverses
  - 1.4.7 Conclusions de la procédure de consultation
- 1.5 *Incidences de la nouvelle loi*
  - 1.5.1 Incidences financières
  - 1.5.2 Incidences sur l'effectif en personnel
  - 1.5.3 Incidences sur la répartition des tâches entre le canton et les communes
  - 1.5.4 Eurocompatibilité
  - 1.5.5 Referendum

**2. Commentaire des articles**

**ANNEXE: table des abréviations**

**1. GÉNÉRALITÉS**

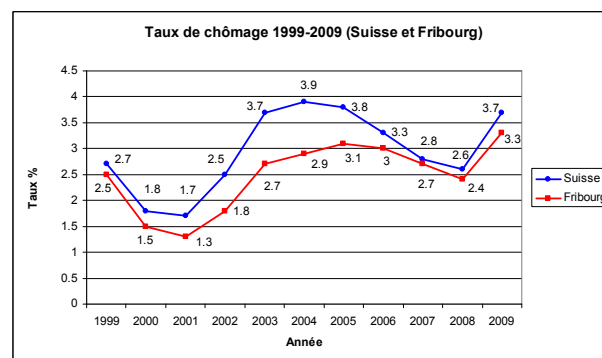
**1.1 Introduction – historique**

La Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (RSF 10.1), à son article 55 al. 2, prévoit expressément que l'Etat et les communes doivent œuvrer en commun pour atténuer les conséquences du chômage, prévenir l'exclusion sociale et professionnelle et favoriser la réinsertion. Le présent projet vise donc à réaliser cet impératif constitutionnel, en complétant et en améliorant les outils à la disposition des autorités en charge des problématiques précitées. Cet objectif s'inscrit dans un climat conjoncturel en pleine mutation, compte tenu du développement de la situation économique mondiale, nationale et cantonale de ces derniers mois. Conçu en situation de haute conjoncture, le projet prend donc toute son importance au moment où les signes de reprise se multiplient et font suite à une crise qui a affecté durement certains secteurs de l'économie cantonale, avec toutes les conséquences qui y sont liées en matière de marché du travail. Alors que le canton a constaté la nécessité d'aider son économie par un plan de soutien dans le but de contrer les effets de la crise, la LEMT permettra d'agir sur la durée,

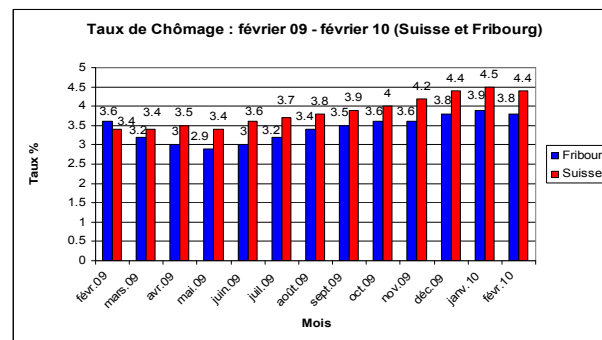
non seulement dans le cadre de la lutte contre le chômage et de la réinsertion professionnelle, mais également en assurant les conditions nécessaires à un développement cohérent du marché du travail.

**1.1.1 Le chômage dans le canton**

Dans le canton de Fribourg, les mesures de lutte contre le chômage ont fait leurs preuves depuis de nombreuses années. Les résultats sont palpables: notre canton, depuis le début de la décennie, a en général vu sa courbe de chômage se profiler continuellement et sensiblement en-dessous de la moyenne nationale, plus particulièrement en-dessous des autres cantons romands.



Cette situation plutôt favorable semble se vérifier également ces derniers mois, alors que les effets de la crise se répercutent sur l'ensemble de l'économie. La situation du chômage dans le canton se présente en effet comme suit:



Dans le canton de Fribourg, la lutte contre le chômage est confiée à trois Office régionaux de placement (ORP), dont la gestion est assurée par le Service public de l'emploi (SPE). Ces unités comptent plus de 120 collaborateurs spécialisés, dont les compétences sont au service des demandeurs d'emploi et des entreprises. Dans les 10 ans qui ont suivi la création des ORP (1996–2006):

- 80 000 personnes (soit à peu près l'équivalent de la population du district de la Sarine) se sont inscrites dans les ORP du canton;
- 750 000 entretiens de conseil ont été dispensés par les conseillers ORP, qui ont ainsi aidé
- 53 000 personnes à retrouver un emploi (soit l'équivalent de la population des villes de Fribourg, de Bulle et de Morat réunies).

Il n'en demeure pas moins que les efforts consentis pour la lutte contre le chômage doivent être appliqué avec en-

core plus de vigueur en faveur de certaines catégories de la population, à savoir les jeunes ou les personnes qui cumulent des difficultés (par ex. chômage conjugué avec une santé précaire, etc.). Des mesures particulières ont été conçues pour elles. Il s'agit en premier lieu de la «Plate-forme jeunes» et des Semestres de motivation (SeMo), qui permettent aux jeunes en difficulté ou en rupture d'apprentissage de réintégrer un système de formation tout en se préparant à la vie professionnelle. La collaboration interinstitutionnelle (CII), quant à elle, permet d'apporter des solutions réalistes aux personnes concernées par plusieurs difficultés dont le cumul entrave leur retour sur le marché du travail.

La collaboration doit être la clé de voûte de la lutte contre le chômage. Tous les acteurs de la société sont appelés à unir leurs forces qu'ils soient économiques, soit les entreprises privées, ou institutionnels, soit les administrations communales et cantonales ou associatifs.

Il sied encore de relever que, compte tenu de la dégradation de la conjoncture constatée dans le canton dès 2008 suite à la crise économique, le Conseil d'Etat a décidé, dans le cadre de la clôture des comptes 2008, de consacrer un montant global de 50 millions de francs à un plan de soutien de l'économie fribourgeoise. En acceptant, en date du 6 mai 2009, le décret relatif au compte d'Etat du canton de Fribourg pour l'année 2008 et à l'institution d'un fonds de relance, le Grand Conseil a donné une base légale à ce fonds. Par son message du 19 mai 2009 adressé au Grand Conseil, le Conseil d'Etat a proposé un décret relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg, lequel a été adopté en séance du 18 juin 2009. Ce décret prévoit 24 mesures réparties en 6 domaines d'intervention (soutien à l'emploi, formation continue et soutien à la jeunesse; innovation; infrastructures; énergie; transports publics; environnement, agriculture et alpages). Parmi ces mesures, certaines visent à combattre le chômage, à le prévenir ou à améliorer la situation des demandeurs d'emploi:

- Allocation d'insertion professionnelle: cette mesure vise à favoriser l'engagement de jeunes demandeurs d'emploi par le subventionnement d'une partie de leur salaire pour une durée limitée;
- Places d'apprentissage à l'Etat: par le biais de son plan de relance, l'Etat s'est donné pour but de créer une cinquantaine de places d'apprentissage supplémentaires dans ses directions d'ici à 2011;
- Stages professionnels à l'Etat: cette mesure permet de donner aux jeunes demandeurs d'emploi une première expérience professionnelle pour une durée de 6 à 12 mois;
- Appui pour les jeunes en difficulté: le montant alloué à cette mesure permettra de mettre en place les outils nécessaires à la prise en charge des jeunes demandeurs d'emploi qui rencontrent de graves problèmes d'insertion professionnelle (case management, etc.);
- Perte de gain pour demandeurs d'emploi: cette mesure vise à encourager les demandeurs d'emploi à souscrire à une assurance perte de gain en cas de maladie, ce risque n'étant que très partiellement couvert par l'assurance-chômage. Le présent projet de loi propose d'ailleurs d'introduire cette mesure à titre permanent, comme on le verra ci-après;
- Formation continue pour entreprises en RHT: cette mesure permet de soutenir la formation dans les en-

treprises qui connaissent des périodes de réduction de l'horaire de travail (chômage partiel), soit durant les heures chômées par les collaborateurs.

### 1.1.2 Développements en matière d'assurance-chômage

Le système de chômage est régi en premier lieu par la loi fédérale sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité du 25 juin 1982 (LACI; RS 837.0). Le canton institue en aval des mesures cantonales qui seront attribués aux demandeurs d'emploi non couverts par la LACI. Ces mesures sont régies par la Loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs du 13 novembre 1996 (LEAC; RSF 866.1.1) et son règlement d'application.

Le Conseil fédéral a ouvert, le 14 décembre 2007, la procédure de consultation concernant la révision partielle de la loi sur l'assurance-chômage. Cette révision a pour but d'assurer sur la durée le financement de l'assurance-chômage en passant par une adaptation des cotisations et des prestations. Fin 2007, les dettes de l'assurance-chômage ont atteint les cinq milliards de francs. Or, ses recettes suffiront à couvrir durablement les prestations de 100 000 chômeurs seulement en moyenne et les expériences réalisées montrent qu'il serait plus approprié de se baser sur un chiffre de 125 000 chômeurs en moyenne à long terme (au mois de janvier 2010, près de 176 000 personnes étaient inscrites au chômage en Suisse). Cette différence entraînera pour l'assurance des dépenses supplémentaires annuelles d'environ un milliard de francs. Diverses économies sont proposées sur les dépenses: il deviendra plus difficile de toucher des prestations lors d'une réinscription au chômage; la durée d'indemnisation dépendra davantage de la période de cotisation et les délais d'attente seront allongés pour ceux qui terminent leur scolarité. Au total, cette révision permettra d'économiser 481 millions de francs par année. La modification de la loi vise aussi à donner davantage de poids au principe de la réinsertion rapide. Le projet de révision propose en complément d'augmenter légèrement le taux de cotisation qui passera de 2,0 à 2,2%. Cette mesure apportera des recettes supplémentaires de 460 millions de francs. En outre, de manière à pouvoir amortir la dette de l'assurance, un rehaussement temporaire du taux de cotisation de 2,2 à 2,4% et l'ajout d'un pour cent de solidarité sont également proposés. Il devra ainsi être possible de rembourser la dette en l'espace de six à huit ans.

Le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur d'un relèvement du taux de cotisation à 2,2%. Il s'est également rallié à la proposition selon laquelle le fait de participer à des mesures de marché du travail (MMT) financées par les pouvoirs publics ne doit plus générer un nouveau droit aux prestations de l'assurance-chômage. Cette proposition est prônée depuis plusieurs années par le canton afin de prévenir un phénomène de chômage récurrent, qui a pour effet de mettre à charge des communes et du canton des prestations supplémentaires.

Le Gouvernement s'est toutefois opposé à l'ajustement du nombre maximum d'indemnités journalières en fonction de la durée de cotisation. Le canton voit dans cette mesure une diminution disproportionnée des prestations qui prêterite avant tout les jeunes, les familles, les chômeurs âgés et les invalides. Elle entraînera un transfert évident des coûts sur l'aide sociale.

Le Conseil d'Etat s'est également prononcé contre l'introduction d'un délai d'attente spécial de 260 jours pour

les personnes libérées des conditions relatives à la période de cotisation en raison de formation scolaire, reconversion ou perfectionnement professionnel. Cette mesure est jugée trop restrictive et prêterait gravement la situation de certains assurés. Fribourg est également contre l'abaissement de 3500 francs à 3000 francs du plafond applicable aux MMT. Une réduction linéaire avantage les cantons dont le taux des demandeurs d'emploi est élevé et, par voie de conséquence, désavantage les cantons dont le taux est bas, ce qui est le cas de Fribourg.

Les discussions parlementaires sur le projet de modification de la loi ont débuté au mois de juin 2009. Après plusieurs renvois suite à des divergences, les Chambres fédérales ont adopté le message du Conseil fédéral relatif à la révision partielle de la loi sur l'assurance-chômage lors de la séance de printemps 2010. Cette révision a pour but de rétablir l'équilibre financier de l'assurance par des recettes supplémentaires et des économies du même ordre de grandeur. Le Conseil des Etats et le Conseil national ont modifié le projet du Conseil fédéral sur les points suivants:

- renforcement de la notion de travail convenable devant être accepté jusqu'à l'âge de 30 ans;
- allongement, échelonné d'après le gain assuré, du délai d'attente général devant être observé par les chômeurs n'ayant pas d'obligation d'entretien.

Le Conseil national a en outre apporté les modifications suivantes:

- augmentation de la cotisation de 0,2 point de pourcentage au plus contrairement à la proposition du Conseil fédéral qui était de 0,3 point. Le taux de cotisation serait ainsi de 2,2%;
- compétence d'augmenter le taux de cotisation lorsque les dettes de l'assurance atteignent le plafond légal, conférée au Conseil fédéral à l'art. 90c LACI, ne dépassant pas 0,3 point de pourcentage (puisque l'actuelle augmentation de 0,5 point est déjà amputée de 0,2 point par le passage du taux de cotisation de 2% à 2,2%);
- allongement du délai d'attente pour les personnes qui terminent leur scolarité, leur perfectionnement ou leur reconversion;
- dégressivité des indemnités journalières;
- limitation du nombre d'indemnités journalières pour les jeunes (jusqu'à l'âge de 30 ans) sans obligation d'entretien;
- allongement de la période de cotisation nécessaire à la perception de 520 indemnités journalières.

En l'état, un referendum a déjà été annoncé contre le projet, si bien que le sort de celui-ci demeure incertain.

### 1.1.3 Autres domaines couverts par le projet

Comme mentionné ci-dessus, le SPE, par ses ORP, est l'autorité chargée de l'application de la législation fédérale en matière d'assurance-chômage. Ce service traite également de la location de services, du placement privé, de droit du travail et de travail détaché. Il assume en outre des missions dans le domaine des conventions collectives de travail, des licenciements collectifs, du travail à domicile et de la libre circulation des travailleurs. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le SPE est également l'autorité cantonale d'application de la nouvelle loi fédérale du

17 juin 2005 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (loi sur le travail au noir; LTN). A ces tâches découlant de l'application du droit fédéral s'ajoutent des missions purement cantonales touchant à la politique de l'emploi, notamment en matière de mesures de réinsertion des demandeurs d'emploi en fin de droit. Les compétences cantonales en matière de chômage et de marché du travail se sont développées au gré des promulgations de lois fédérales et de leurs modifications, ainsi que des mesures mises en place par le canton dans des domaines spécifiques du marché du travail. A l'heure actuelle, le SPE est ainsi chargé d'assurer l'application d'un ensemble de lois fédérales et cantonales adoptées entre les années cinquante (loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail) et l'année 2005 (loi fédérale sur le travail au noir), sa principale activité, à savoir la lutte contre le chômage, reposant sur LACI, modifiée à de réitérées reprises, ainsi que sur son droit cantonal d'application, soit la LEAC. L'ensemble des tâches attribuées au SPE montre que le marché du travail est un tout, que l'on parle de lutte contre le chômage ou des mesures de surveillance du marché du travail, par exemple. Il existe une véritable complémentarité et de réelles synergies entre les législations concernées, qui forment un ensemble cohérent. C'est cette constatation qui a justifié l'élaboration du présent projet de loi.

## 1.2 Nécessité d'un seul texte de loi

Avec la pratique, il est apparu que la dispersion des sources légales cantonales de l'activité du SPE et la multiplicité des organes compétents pouvaient constituer des obstacles au bon fonctionnement du système. L'objet principal du projet de loi consiste par conséquent à les concentrer dans un seul texte légal qui reprend les règles existantes, tout en aménageant quelques nouveautés qui seront décrites dans l'exposé détaillé des nouveaux articles. L'accès aux différentes dispositions applicables en matière d'emploi et de droit du travail sera plus abordable, puisqu'elles seront réunies dans une loi unique, disposant d'une structure claire et moderne, dont la lecture sera ainsi facilitée. Le projet présenté prévoit également une concentration des organes légalement institués, afin d'en améliorer le fonctionnement et de clarifier leurs compétences. Dans les limites imposées par le droit fédéral, le rôle exercé par les diverses autorités tripartites, qui sont regroupées dans une seule commission disposant de compétences bien définies, est consolidé.

En marge du besoin touchant à la simplification de la législation existante, le projet instaure diverses nouvelles mesures, nécessitées par les contingences d'un marché du travail moderne et tenant compte des réalités économiques contemporaines. Il prévoit donc des dispositions inédites touchant, par exemple, aux compétences du SPE à instituer et à déléguer à une association à but non lucratif l'exploitation d'un système cantonal de chèque emploi.

Le projet tient compte également de la récente promulgation de la législation fédérale en matière de travail au noir. Il assure la mise à jour du droit cantonal en vigueur, adaptant certaines dispositions cantonales aux modifications récentes du droit fédéral et en procédant à l'abrogation de réglementations désuètes qui subsistent dans le recueil systématique fribourgeois, par exemple la loi du 24 novembre 1859 concernant la sanctification des dimanches et fêtes. Il donne ainsi suite à la motion N° 083.04 Denis

Boivin concernant la mise à jour de la législation sur les jours fériés, qui a été prise en considération par le Grand Conseil le 12 mai 2005. Le projet concrétise également le contenu de la réponse du Conseil d'Etat donnée le 6 novembre 2007 à la question des députés Eric Collomb et Jacques Vial concernant l'avenir de la lutte contre le travail au noir dans le canton de Fribourg (QA 3050.07). Enfin, il répond à la motion 1021.07 des députés Antoinette Romanens et André Ackermann concernant la loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs, visant à introduire un soutien aux paiements des primes d'assurance perte de gain pour les demandeurs d'emploi.

### 1.3 Conception générale

#### 1.3.1 Les grandes lignes du projet

Le projet de loi sur l'emploi et le marché du travail comprend quatre parties distinctes, lesquelles sont divisées en cinq chapitres. La première partie traite des buts et précise le champ d'application matériel et personnel du texte légal. Dans une section consacrée aux autorités d'exécution, la loi redéfinit ces autorités en concentrant leurs compétences. Il en résulte notamment une réduction marquée du nombre des commissions actuellement actives dans le cadre de l'application des diverses lois touchant au marché du travail. Cette réduction se justifie au vu de la similitude constatée quant à la composition des commissions selon le droit en vigueur.

La seconde partie intègre les dispositions d'application du droit fédéral pour le canton de Fribourg. Dans l'ensemble, elle reprend les dispositions cantonales existantes, actuellement réparties dans divers textes légaux. Cette nouvelle présentation aura l'avantage, pour l'utilisateur et le praticien, de réunir toutes les dispositions topiques en matière d'emploi et de marché du travail dans un seul et même texte, avec une structure simple et compréhensible. Quelques adaptations des dispositions en vigueur ont été faites, afin de tenir compte des expériences accumulées sous le droit actuel.

La troisième partie comprend les mesures purement cantonales. Elle traite de matières connues (mesures de réinsertion pour les demandeurs d'emploi en fin de droit), tout en y apportant des modifications imposées par la pratique et quelques innovations issues des nouvelles sollicitations de l'économie et des contraintes relatives à un marché du travail moderne et efficace (lutte contre le travail au noir et chèque emploi). Le projet tient en outre compte de l'évaluation de l'efficacité des mesures de réinsertion socioprofessionnelle commandée par le Conseil d'Etat au printemps 2006 et dont le rapport a été rendu au mois de janvier 2008<sup>1</sup>.

La quatrième partie du projet est consacrée aux dispositions diverses concernant le fonctionnement du SPE et des autorités appelées à appliquer la nouvelle loi (financement, voies de droit, dispositions pénales, émoluments, etc.). Elle institue également les bases d'une participation des acteurs cantonaux concernés à la collaboration interinstitutionnelle, principalement en matière d'assurance-chômage.

<sup>1</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers et Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, janvier 2008

#### 1.3.2 En particulier

La LEMT tend en premier lieu à conserver les aspects positifs de la législation actuelle. En même temps, elle introduit plusieurs nouveautés qui sont les suivantes:

– Amélioration de l'efficacité par un renforcement de l'organisation et de la concentration des forces de travail

- Le rôle et la composition de la commission instituée en matière d'emploi et de marché du travail ont été revus et renforcés (cf. art. 15 et 16). Le projet prévoit d'attribuer à cette autorité des compétences étendues, notamment dans le cadre de la stratégie cantonale en matière de surveillance du marché du travail.
- Le projet introduit la notion de collaboration et de coordination entre les autorités chargées de la surveillance du marché du travail appliquant les différentes dispositions du droit fédéral en cette matière (inspection du travail, inspection de l'emploi et inspection du travail au noir; cf. art. 11 et 12).
- Le projet institue les bases d'une collaboration interinstitutionnelle efficace, en mentionnant les autorités concernées tenues de collaborer (cf. art. 99 et 100). Cette collaboration s'entend aussi bien d'un point de vue économique que du point de vue des assurances sociales, de la formation et de l'orientation professionnelle, ainsi que de l'aide sociale.
- Le projet introduit également la possibilité d'instituer des commissions cantonales particulières, selon les besoins de l'emploi et du marché du travail, par exemple pour les jeunes en difficultés d'insertion professionnelle (cf. art. 19). Des structures en vue de renforcer la politique de prise en charge des demandeurs et demandeuses d'emploi en fin de droit, ainsi que des jeunes en difficultés d'insertion, ont également été intégrées dans le projet (cf. art. 87). Ces organes traiteront notamment des dossiers des jeunes qui n'ont pas trouvé de solutions de formation à la fin de leur scolarité obligatoire ou de ceux pour lesquels il est nécessaire d'optimiser la transition entre la scolarité obligatoire et la formation professionnelle, puis entre celle-ci et la vie active. Ce qui précède concrétise ainsi certaines des recommandations émises dans le rapport final de l'évaluation des mesures de réinsertion socio-professionnelle dans le canton de Fribourg, établi en janvier 2008<sup>2</sup>.
- Le projet renforce la prise en charge des demandeurs d'emploi ayant été ou étant au bénéfice de prestations de l'aide sociale. A ce titre, il prévoit une coordination entre le SPE et le Service de l'action sociale par la mise en place d'une structure de suivi particulière (cf. art. 86).
- La nouvelle loi fédérale sur le travail au noir est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Le projet contient les dispositions cantonales d'application qui, pour l'instant, font l'objet d'une ordonnance d'exécution cantonale (cf. art. 70 et suivants). Il prévoit notamment que les tâches de contrôle pourrônt être déléguées à un organe paritaire externe

<sup>2</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers et Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, janvier 2008

à l'administration, sous la forme d'un mandat de prestations, comme c'est le cas aujourd'hui dans le secteur de la construction.

- Le projet prévoit de transférer l'inscription des demandeurs d'emploi des communes aux ORP. Une délégation de cette compétence a néanmoins été prévue, en faveur des communes qui souhaitent le maintien de la procédure actuelle (cf. art. 32).
- Nouveaux instruments, respectivement modifications juridiques touchant aux instruments actuels
  - Le projet prévoit la possibilité de recourir au service de médecin(s)-conseil en matière d'assurances sociales, de santé et d'hygiène au travail, d'aide sociale et de collaboration interinstitutionnelle. Cet appui médical permettra de coordonner l'action des divers intervenants dans les dossiers d'assurés et ainsi de garantir qu'un soutien adéquat soit fourni à ces derniers (cf. art. 14).
  - Des mesures de contraintes particulières ont été introduites dans le projet s'agissant du contrôle du marché du travail. Les autorités concernées disposeront ainsi de moyens dissuasifs et efficaces à l'encontre des entreprises coupables d'enfreindre les règles applicables en matière de travail détaché et de travail au noir notamment (cf. art. 59, 69 et 77).
  - Le canton de Fribourg s'est doté, depuis le 20 juin 2006, du chèque emploi, soit d'un système permettant d'alléger la charge administrative des employeurs dans le cadre d'emplois de proximité. Ce service a été confié au Centre d'intégration socio-professionnelle (CIS), sur la base d'un appel d'offres. Le projet de loi prévoit les bases légales nécessaires à l'exploitation d'un tel service, lequel se conjugue avec les mesures destinées à combattre le travail au noir (cf. art. 95 et suivants).
  - Le projet permet aux autorités compétentes en matière d'assurance-chômage d'étoffer leur offre en matière de mesures de marché du travail dans les domaines où celle-ci peut être insuffisante, notamment au profit des jeunes chômeurs ou des chômeurs peu/pas qualifiés (cf. art. 31).
  - De nouvelles dispositions donnent la possibilité au Conseil d'Etat de subventionner les primes d'assurance perte de gain en cas de maladie en faveur des demandeurs d'emploi se trouvant dans une situation économique délicate. En encourageant cette couverture, le projet vise à soulager les services sociaux de la prise en charge de personnes n'ayant plus droit aux prestations de chômage en raison d'une maladie de longue durée (cf. art. 94).
- Equilibrage des règles relatives aux jours fériés dans le canton
  - Le projet introduit un nouveau régime des jours fériés dans le canton en décrétant des jours fériés supplémentaires dans les communes dont la population est majoritairement de confession réformée. Cette modification vise à rétablir l'égalité entre la partie catholique et la partie réformée du canton et de permettre ainsi aux travailleurs de bénéficier du même nombre de jours fériés, quel que soit leur domicile dans le canton (cf. art. 49).

## 1.4 Résultat de la procédure de consultation

Le 16 novembre 2005, la Direction de l'économie et de l'emploi (ci-après: la DEE) a mis en consultation un premier projet de loi et son rapport explicatif, documents qui ont été transmis à 267 organes (administrations, communes, commissions, services sociaux, partis politiques, syndicats et associations concernées). 145 prises de position ont été adressées à la DEE.

Dès lors que, courant 2007, un mandat a été confié aux professeurs Bonoli et Flückiger en vue de l'établissement d'une étude portant sur l'évaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg<sup>1</sup>, la DEE a décidé d'attendre les résultats de ce travail avant d'aller plus avant avec le projet de loi. Le rapport ayant été remis au mois de janvier 2008, le projet de LEMT a dû être ensuite réadapté sur les bases des conclusions de celui-ci.

La prolongation de la procédure a ensuite été la conséquence de la concentration des moyens de la DEE sur d'autres priorités, en particulier le plan de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg (Message N° 132 du 19 mai 2009 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif au plan de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg).

Les observations formulées lors de la procédure de consultation de fin 2005, ainsi que lors de consultations subséquentes, ont permis de finaliser le texte du projet. Des discussions sur le contenu ont encore été menées par la suite:

- entre mai 2006 et janvier 2007, les partenaires sociaux se sont rencontrés à 7 reprises pour traiter des divergences relatives au projet;
- le 3 avril 2006, la DEE a rencontré les communes pour la présentation du projet;
- en juin 2009, les partenaires sociaux ont été conviés à un nouveau tour de table pour une information sur les dernières modifications du projet de loi.

Les observations déposées lors des procédures de consultation peuvent être résumées comme suit:

### 1.4.1 Entrée en matière

Sur l'ensemble des organes consultés, trois entités (Parti socialiste, Parti chrétien-social, Union syndicale fribourgeoise/UNIA) ont annoncé qu'elles refuseraient l'entrée en matière sur le projet tel que proposé, pour des raisons liées à sa complexité, à son articulation et à son contenu et ont proposé qu'il fût divisé en plusieurs lois. D'autres organes ont demandé que la procédure législative soit suspendue dans l'attente des résultats de l'audit alors en cours au SPE ou des résultats de l'évaluation des mesures d'insertion prévues par la loi sur l'aide sociale (ci-après: LASoc) et la LEAC.

D'une manière générale toutefois, la volonté de réunir dans une seule et même loi l'ensemble des dispositions relatives à l'emploi et au marché du travail a été soutenue par une grande partie des instances consultées, qui ont salué l'optimisation du fonctionnement des institutions,

<sup>1</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers et Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, janvier 2008

la réponse à un besoin de simplification du droit et la facilitation de l'accès aux différentes dispositions légales.

#### 1.4.2 Dispositions générales

S'agissant des buts exprimés par le projet, certains organes consultés ont exposé que la paix du travail (qui figurait dans le projet soumis à la consultation) était prioritairement l'affaire des partenaires sociaux, et non de l'Etat, ou qu'elle devait pouvoir être remise en cause par la lutte syndicale en cas de déséquilibre social dans la relation «employé-employeur». Tenant compte de ces avis, le projet a été adapté.

Certaines instances ont fait valoir que l'indépendance de l'inspection du travail devait être mieux assurée, notamment par la création d'un service indépendant. S'agissant des ORP, une requête tendant à ce que leur présence dans chaque district soit intégrée dans le projet a été exprimée.

#### 1.4.3 Dispositions d'application de la législation fédérale

Dans le cadre des dispositions relatives aux licenciements collectifs, certains organes consultés ont estimé qu'il ne revenait pas à l'Etat de prévoir une obligation d'annonce allant au-delà des dispositions prévues par le droit fédéral. Dans le même cadre, une requête visant à l'intégration du principe de la consultation obligatoire des travailleurs en cas de licenciement collectif a été exprimée.

En matière d'assurance-chômage, l'inscription des demandeurs d'emploi dans les ORP a été soutenue par la grande majorité des communes, à condition qu'elles soient informées des personnes inscrites domiciliées sur leur territoire. Ce mode d'inscription, en tant qu'il signifie la vraisemblable disparition des offices communaux du travail, a toutefois été combattu par d'autres instances favorables au statu quo en se fondant principalement sur des arguments tirés de la garantie d'un service de proximité. L'instauration d'un médecin-conseil en matière d'assurance-chômage a été considérée, par la grande majorité des consultés, comme une mesure nécessaire, à laquelle il ne doit pas être fait systématiquement appel.

S'agissant de l'application de la loi fédérale sur le travail, hormis les considérations liées à l'organisation de l'inspection du travail (cf. ci-dessus), certains ont insisté sur l'intégration, dans le projet, du principe de collaboration intercantonale, ainsi que sur l'engagement d'un médecin et d'un hygiéniste du travail. Le rétablissement de l'équilibre, entre les parties du canton, des jours fériés a été majoritairement soutenu.

L'application de la loi fédérale sur le travail au noir a suscité bon nombre de commentaires. La majorité des organes consultés a relevé que la lutte contre le travail au noir était nécessaire. Certains ont néanmoins fait remarquer que la législation fédérale laissait une grande latitude aux cantons pour s'organiser dans ce domaine et ont requis que cette lutte soit déléguée à une commission tripartite, comme cela était le cas dans le secteur de la construction jusqu'au 31 décembre 2007. La procédure de consultation a également fait état du besoin de sanctions correctes contre les employeurs ayant recours au travail au noir et du besoin des travailleurs de pouvoir faire valoir leurs prétentions contre les précités ou les assurances sociales.

#### 1.4.4 Mesures complémentaires de réinsertion professionnelle

D'une manière générale, les instances consultées ont salué les réflexions relatives à la lutte contre le chômage récurrent et à l'amélioration de la capacité de placement des bénéficiaires des mesures, par la stimulation de ces derniers. Toutefois, selon certains, les dispositions du projet aboutissent à un démantèlement de la réinsertion, dès lors qu'elles visent à mettre sous pression les demandeurs d'emploi. Plutôt que de prévoir pareilles mesures, un revenu minimum d'insertion devrait être instauré et devrait être versé à toute personne en fin de droit. La durée des mesures limitée à trois mois a été jugée correcte par une partie des consultés, alors qu'elle a été critiquée par l'autre en raison du manque de souplesse dans les possibilités d'octroi des mesures.

#### 1.4.5 Autres mesures cantonales

Les compétences octroyées au SPE en matière de location de services ont été soutenues par une partie des organes consultés, d'autres estimant que cette compétence pouvait être la source de concurrence et de conflits avec les entreprises privées de placement et de location de services. Tenant compte de ces avis, le projet a été adapté.

Le système du chèque emploi a emporté l'adhésion de l'ensemble des organes consultés.

#### 1.4.6 Dispositions diverses

Le principe, ancré dans le projet de loi, de la collaboration interinstitutionnelle a également été soutenu, certaines souhaitant qu'elle soit étendue à l'aide aux chômeurs de longue durée (fins de droit) et aux mesures cantonales de réinsertion professionnelle.

S'agissant du financement, les communes ont requis que leur charge fût fixée après discussion avec le Conseil d'Etat, selon une fourchette à déterminer.

#### 1.4.7 Conclusions de la procédure de consultation

La procédure de consultation a démontré que le projet était, dans l'ensemble, bien accepté. Le présent message reprend quelques uns des points centraux du projet, ainsi que les prises de position émises à leur sujet dans le cadre de la consultation:

– *Nouveautés:*

Les nouveautés proposées, telles que le chèque emploi, la lutte contre le travail au noir ou encore la collaboration interinstitutionnelle ont été saluées.

– *Pluralité de lois:*

La concentration de toutes les dispositions cantonales dans un seul texte de loi présente, en général, des avantages. Au-delà de l'amélioration de la lisibilité du droit, elle offre avant tout la possibilité de mettre sur pied des structures efficaces (par ex. une seule commission pour l'emploi et le marché du travail). D'autres cantons ont d'ailleurs légiféré en ce sens, notamment le canton de Vaud, avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation au 1<sup>er</sup> janvier 2006<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Loi sur l'emploi du 5 juillet 2005 (LEmp; RSV 822.11)

– *Revenu minimal d'insertion:*

Le Conseil d'Etat considère que cette mesure n'atteindrait pas l'efficacité souhaitée. Il a dès lors renoncé à adapter le projet sur ce point.

– *Inscription des demandeurs d'emploi dans les communes:*

L'inscription des demandeurs d'emploi dans les ORP a été combattue par certaines grandes communes. Le projet a donc été remanié pour tenir compte des souhaits de ces dernières qui auront donc, à l'avenir, encore la possibilité de conserver cette compétence.

– *Mesures de réinsertion professionnelle pour les demandeurs d'emploi en fin de droit*

Les possibilités de réinsertion professionnelle offertes aux chômeurs en fin de droit ont été jugées trop restrictives par certains, alors que la majorité des entités consultées ont craint qu'elles ne soient utilisées davantage comme un droit à la réouverture d'une nouvelle période de chômage fédéral, favorisant ainsi un chômage récurrent. Sur ce point, le projet n'a donc pas été modifié sur le fond.

– *Indépendance de l'Inspection du travail*

Soucieux d'assurer l'indépendance de l'Inspection du travail, le principe de l'indépendance de cette dernière a été ancré dans la loi.

## 1.5 Incidences de la nouvelle loi

### 1.5.1 Incidences financières

Les coûts annuels consacrés à la lutte contre le chômage dans le canton de Fribourg peuvent être résumé comme suit (comptes année 2008):

|  | Confédération            | Canton                  | TOTAL                    |
|--|--------------------------|-------------------------|--------------------------|
| Frais d'exécution (Personnel et coûts) | 13 115 000 francs        | 3 150 000 francs        | 16 265 000 francs        |
| Mesures du marché du travail           | 20 100 000 francs        | 1 284 000 francs        | 21 384 000 francs        |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>33 215 000 francs</b> | <b>4 434 000 francs</b> | <b>37 649 000 francs</b> |

La plus grande partie des activités du SPE, en qualité d'autorité cantonale d'application de la législation sur l'assurance-chômage, est financée par la Confédération. S'agissant des autres compétences que lui attribue le projet de loi, il y a lieu de relever que, pour l'essentiel, elles existent déjà. Partant seules les mesures suivantes introduites par le projet pourraient être sources d'augmentation des charges pour le canton, sous réserve d'un financement partiel par la Confédération:

– *Médecin(s)-conseil* (financement partiel par la Confédération dans le cadre de l'assurance-chômage): le recours aux services d'un médecin-conseil devra être réservé, selon la spécialité de ce dernier, aux cas soulevant des questions médicales en relation avec la santé et l'hygiène au travail, ainsi qu'en matière d'assurance-chômage et d'aide sociale. Les coûts des mandats attribués dans le cadre de l'assurance-chômage fédérale étant à la charge de la Confédération, seuls les frais engendrés par une éventuelle requête d'un avis médical en matière de santé et d'hygiène au travail et d'aide sociale ou pour un demandeur d'emploi bénéficiant uniquement des mesures cantonales de réinsertion professionnelle devront être assumés par le canton. Le coût global de la mesure peut être estimée à environ 50 000 francs par année;

– *Lutte contre le travail illicite* (financement partiel par la Confédération dans le cadre de la loi sur le travail au noir et la loi sur les travailleurs détachés): les mesures de lutte contre le travail au noir impliquent l'engagement, par l'Etat, d'un personnel formé pour effectuer les contrôles prévus par le projet. Compte tenu des places de travail dénombrées sur le territoire cantonal, l'autorité de contrôle devrait être composée d'au moins quatre personnes à un taux d'activité complet (1 poste pour 25 000 places de travail). La moitié des charges liées à l'engagement des inspecteurs sera supportée par la Confédération. Il en résulte que la lutte contre le travail au noir dans le canton de Fribourg devrait se chiffrer dans une fourchette comprise entre 100 000 francs et 200 000 francs (2 postes de travail) par année, ces montants ne tenant pas compte des éventuelles participations des partenaires sociaux concernés. Au-delà de la dépense, il sied de relever que ces coûts seront largement compensés par les effets des mesures mises en place. On estime en effet qu'en Suisse, le travail au noir représente 5 à 10% du produit intérieur brut. Ainsi, il ne fait aucun doute que la lutte contre le travail au noir devrait générer des revenus pour l'Etat, à tout le moins d'un point de vue fiscal.

– *Structure de prise en charge des bénéficiaires de mesures cantonales de réinsertion professionnelle*: la structure de prise en charge des bénéficiaires de mesures cantonales de réinsertion professionnelle exploitée en collaboration avec les autorités de l'aide sociale compétentes nécessitera la prise en charge, par le Fonds de l'emploi, du financement de 4 à 6 postes de travail, répartis entre les fonctions de conseiller en placement et d'assistant social. Comme on le verra ci-après, la mise en place de cette structure fait partie des recommandations formulées par les experts chargés par le Conseil d'Etat d'évaluer les mesures cantonales de réinsertion socioprofessionnelle. Le coût global de la mesure peut être estimée à environ 400 000 francs par année;

– *Chèque emploi*: le chèque emploi est sans incidence financière. L'exploitation du système ne génère pas de coûts pour l'Etat, puisqu'il est prévu que le recours au chèque emploi donne lieu à la perception d'un émolument, lequel sert à couvrir les frais de fonctionnement;

– *Subventions aux primes d'assurance perte de gain pour maladie*: le subventionnement des primes à l'assurance perte de gain pour maladie des demandeurs d'emploi est inspiré du modèle neuchâtelois avec une limitation du cercle des bénéficiaires selon la fortune fiscale. Selon ce modèle, le coût annuel peut être estimé de 200 000 à 250 000 francs, à charge du Fonds cantonal de l'emploi. Il est à relever que l'encouragement, par le versement de subventions, à la couverture perte de gain devrait permettre aux bénéficiaires de toucher un revenu en cas de maladie de longue durée. Ce revenu n'aurait donc plus à être versé par l'aide sociale, d'où un potentiel d'économies pour les services concernés.

### 1.5.2 Incidences sur l'effectif en personnel

Comme mentionné dans le cadre de l'examen des incidences financières, le projet de loi sous-entend l'engagement de deux nouveaux inspecteurs du travail au noir pour l'ensemble du canton, si la délégation de la compétence des contrôles dans la construction est maintenue. Le financement en est assuré pour moitié par la Confédération.

Quant au(x) médecin(s)-conseil, l'engagement est prévu sous la forme de mandats, si bien que l'introduction de la disposition légale n'aura pas d'influence sur l'effectif en personnel.

S'agissant de la structure de prise en charge des bénéficiaires de mesures cantonales de réinsertion professionnelle (4 à 6 postes), les recrutements pourront en principe avoir lieu à l'interne, dans les services concernés.

### 1.5.3 Incidences sur la répartition des tâches entre le canton et les communes

Hormis l'inscription des demandeurs d'emploi qui aura désormais lieu dans les ORP (sauf maintien du système actuel sur demande d'une commune), le projet n'entraîne aucune modification de l'actuelle répartition des tâches entre le canton et les communes.

### 1.5.4 Eurocompatibilité

Dans la mesure où il applique le droit fédéral, l'eurocompatibilité du projet ne peut pas être remise en cause. Pour le surplus, le projet n'a pas de lien avec le droit communautaire, ni avec les conventions et recommandations du Conseil de l'Europe ou d'autres organisations européennes.

### 1.5.5 Referendum

Dès lors qu'il n'entraînera pas de dépense nouvelle notable, le projet de loi qui sera adopté par le Grand Conseil ne sera pas soumis au referendum financier. Il sera en revanche soumis au referendum législatif facultatif.

## 2. COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Titre

Le titre fait référence aux deux volets traités par la loi: la notion d'«emploi» renvoie aux dispositions applicables en matière d'assurance-chômage et aux mesures cantonales y relatives; celle de «marché du travail» s'applique aux autres dispositions de réglementation propre à l'exercice d'une activité professionnelle dans le canton. Le titre choisi résume ainsi le contenu de la loi.

La consultation a révélé que certains des organes interrogés souhaitaient que le projet fût divisé en deux lois distinctes (lutte contre le chômage et marché du travail). Vu les points de convergence indéniables entre les deux domaines traités, le Conseil d'Etat propose de maintenir le projet dans sa structure initiale. A ce titre, on peut citer comme exemple la collaboration nécessaire et évidente entre l'unité chargée de gérer les annonces des licenciements collectifs (marché du travail) et les ORP (lutte contre chômage), lesquels sont appelés à intervenir de concert, en particulier par le biais d'échanges d'informations. Il y a également lieu de relever que cette unité en-

tre les domaines a été concrétisée par l'institution d'une seule commission compétente pour traiter de l'ensemble des questions relatives à l'emploi et le marché du travail.

## CHAPITRE PREMIER Dispositions générales

### SECTION 1

#### But et champ d'application

#### Art. 1 Objectifs

L'article premier du projet énonce les objectifs généraux de la loi. Il est fait référence au partenariat social, à l'équilibre du marché du travail (lutte contre le non-emploi), à la lutte contre la distorsion de celui-ci (lutte contre le travail au noir et inspection de l'emploi), ainsi qu'à la promotion de la sécurité et de la santé au travail (inspection du travail). Les objectifs couvrent donc l'ensemble des thèmes abordés dans la loi et vise donc à favoriser un marché du travail équilibré, considérant l'ensemble des acteurs du domaine.

#### Art. 2 But

L'article 2 du projet définit les buts de la loi, qui couvrent l'ensemble des activités étatiques dont la réglementation est prévue par le texte légal. Suite à la procédure de consultation, les buts exprimés par le projet ont été réduits à l'essentiel, puisqu'une grande partie des organes consultés a remis en cause les mentions relatives à la paix et à l'équilibre du marché du travail notamment.

#### Art. 3 et 4 Champ d'application

Le champ d'application de la LEMT fait l'objet de deux articles (art. 3 et 4), qui distinguent l'application quant à la matière et quant aux personnes. La loi s'applique aux principaux acteurs du marché du travail, soit les demandeurs d'emploi, les travailleurs, les employeurs ainsi que les entreprises privées de placement et de location de services, lesquelles exercent une activité soumise à une réglementation particulière de droit fédéral.

### SECTION 2 Autorités d'exécution

#### Art. 5 Conseil d'Etat

La haute surveillance sur l'application de la loi est confiée au Conseil d'Etat, autorité chargée de définir la politique dans les domaines concernés et d'édicter les dispositions d'exécution.

#### Art. 6 Direction

La Direction de l'économie et de l'emploi exerce la surveillance des autorités d'exécution. Elle conserve ses autres compétences, notamment celle d'appliquer la politique cantonale en matière d'emploi et de marché du travail. La compétence de développer des partenariats en matière d'hygiène et de sécurité au travail a été ajoutée, suite à la consultation, sur proposition des autorités concernées.

#### Art. 7 Service

Conformément à la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1), l'organisation du SPE n'est plus définie dans le projet de loi comme elle l'était dans le texte soumis à consultation, la compétence du Conseil d'Etat à cet égard étant réservée.



### **Art. 8 Offices régionaux de placement**

Cette disposition est reprise de l'actuelle loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC). Elle a été légèrement retouchée en ce sens que la compétence décisionnelle des ORP dans l'alinéa 3 a été précisée (pouvoir délégué de rendre des décisions) et qu'il a été fait mention de la compétence du Conseil d'Etat à en décider du nombre, après consultation de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail (al. 4).

### **Art. 9 Logistique des mesures du marché du travail**

L'article 9 ne figurait pas dans le projet original, mais la consultation a révélé que la logistique des mesures du marché du travail, en tant qu'elle est indépendante des ORP dans son organisation et son fonctionnement, devait figurer dans le projet final de la LEMT. Les compétences attribuées à cette unité sont issues des dispositions de la LACI relatives à la fourniture et à la gestion des mesures du marché du travail.

### **Art. 10 Médiation**

L'article 10 ne figurait pas non plus dans le projet original. Cette nouvelle disposition intègre l'organe de médiation en matière d'assurance-chômage, qui existe d'ailleurs déjà à ce jour. En 2008, le médiateur de l'assurance-chômage a ainsi été saisi à 141 reprises pour des dossiers relatifs à la reconsidération de décisions, pour des problèmes de rapports entre conseillers en placement et assurés, ainsi que pour des questions liées à l'indemnisation (caisses de chômage). Cette médiation répond donc à un vrai besoin et permet dans de nombreux cas de proposer des solutions négociées à des litiges résultant des règles contraignantes de l'assurance. Dans ce cadre, il faut également souligner que la médiation permet d'assurer une information complémentaire en faveur d'assurés parfois démunis face à la complexité du système. Les coûts engendrés par cet organe de médiation sont actuellement couverts par le fonds cantonal de l'emploi. Ils le seront également sous le régime de la LEMT.

### **Art. 11 Inspection du travail**

La disposition institue l'inspection du travail en qualité d'organe dont l'action se doit d'être indépendante de toute forme d'influence. Dans le projet soumis à la consultation, cette unité était intégrée à l'unité d'inspection et de surveillance du marché du travail, ce qui, selon certains organes consultés, remettait en cause la garantie de cette indépendance. Le projet a donc été remanié sur la base des échanges avec les partenaires sociaux, en ce sens que l'unité de surveillance du marché du travail a été scindée en deux entités distinctes, soit l'inspection du travail et la surveillance du marché du travail (inspection de l'emploi et inspection du travail au noir; cf. art. 12).

Le projet prévoit cependant que l'inspection du travail coordonne son action et collabore avec la surveillance du marché du travail, ce qui ne remet pas en cause le principe d'indépendance dont elle bénéficie. A ce titre, il est utile de mentionner que l'inspection du travail au sens strict constitue une entité administrative dont le fondement repose sur l'article 41 al. 1 de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail; LTr; RS 822.11). Elle relève donc de la compétence exclusive des cantons s'agissant de son organisation et du droit de procédure applicable, sous réserve des dispositions réservées par le

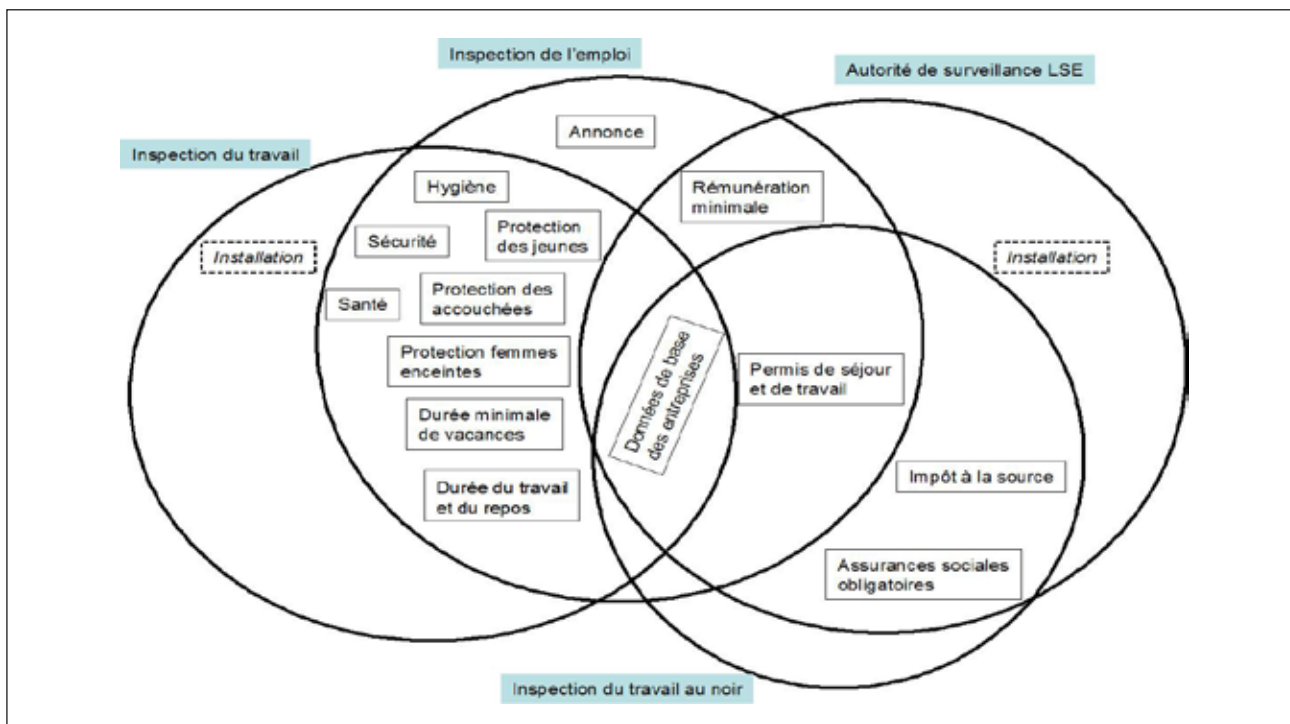
droit fédéral. En Suisse, des modèles différents de structures organisationnelles ont été adoptés dans ce domaine. Parmi les deux modèles principaux, un premier intègre l'inspection du travail dans un service public (en général: service cantonal de l'emploi, selon les appellations propres aux cantons) ayant des compétences allant au-delà des tâches de l'inspection, notamment en matière d'assurance-chômage (cantons romands concernés: Fribourg, Vaud et Jura); un second modèle crée un organe administratif distinct (en général: Service/Office de l'inspection, selon les appellations propres aux cantons; cantons romands concernés: Valais, Neuchâtel et Genève). Le premier modèle prédomine sur l'ensemble du territoire de la Confédération, puisque 16 cantons sur 26 l'ont adopté. Le projet respecte ainsi la réglementation applicable et a également l'avantage de permettre une concentration et une coordination des moyens dans le domaine du contrôle du marché du travail.

L'indépendance de l'inspection sera en outre accrue, puisque le projet prévoit que les recours contre les décisions prises par cette unité seront adressés directement au Tribunal cantonal (cf. art. 105 et 108 du projet). Une dérogation à l'article 116 al. 1 du code de procédure et de juridiction administrative (compétence de la Direction à connaître des recours contre les décisions des services) est donc instaurée en matière d'inspection du travail, comme le permet l'alinéa 3 de la même disposition.

### **Art. 12 Surveillance du marché du travail**

Comme mentionné ci-dessus, la scission entre l'inspection du travail et les autres unités engagées dans la surveillance du marché du travail (inspection de l'emploi et inspection du travail au noir) a justifié l'introduction de l'article 12. Cette disposition prévoit la collaboration réciproque des autorités de contrôle du marché du travail avec l'inspection du travail.

Le projet, tel qu'il a été conçu en matière de surveillance du marché du travail, laisse toutes les options ouvertes s'agissant du fonctionnement. Ainsi, la Commission de l'emploi et du marché du travail instituée sur la base de l'article 15 du projet disposera de plusieurs possibilités pour organiser cette surveillance, soit par le biais de moyens confiés à l'Etat, soit par l'intermédiaire de la délégation des contrôles. Si l'on se réfère aux tâches commandées par le droit fédéral aux différents organes de contrôle, on ne peut toutefois s'empêcher de constater que les domaines se recoupent très souvent, qu'ils soient fondés sur la loi fédérale sur le service de l'emploi (contrôle des entreprises de placement privé et location de service), la loi sur le travail (contrôle portant sur la sécurité et l'hygiène dans les entreprises), la loi sur les travailleurs détachés (contrôle des entreprises étrangères détachant des travailleurs en Suisse) ou la loi sur le travail au noir. Le tableau suivant livre le détail de la convergence des compétences:



Cette situation pourrait entraîner une multiplication des contrôles par des autorités différentes, ce qui pourrait en amoindrir l'efficacité. Une étude non publiée commandée par le Service de l'emploi du canton de Vaud a d'ailleurs relevé que l'efficacité de la surveillance du marché du travail passe par la formation d'inspecteurs généralistes, la création d'un office de contrôle du marché du travail regroupant l'ensemble des moyens à disposition et la mise en œuvre d'une base de données unique sur les entreprises. Ces constatations ont amené le canton précité à fusionner ses unités compétentes en matière de surveillance du marché du travail dès l'année 2006<sup>1</sup>.

#### **Art. 13 Observatoire du marché du travail**

L'article 12 résulte de la réorganisation du projet suite à la consultation. L'observatoire du marché du travail, initialement mentionné à l'article 64, a été intégré dans la section des autorités d'exécution, par souci de cohérence. Cette entité est déjà existante et produit l'ensemble des études et des statistiques relatives au chômage et au marché du travail. Elle constitue un outil à la disposition de la Commission de l'emploi et du marché du travail pour permettre à cette dernière de fonder ses projets et décisions sur la base de données comparatives fiables. En ce sens, elle constitue donc une sorte observatoire, d'où sa dénomination.

#### **Art. 14 Médecins-conseil**

Cette disposition introduit la possibilité, pour les autorités, de recourir aux services d'un ou de plusieurs médecin(s)-conseil. Dans le projet initial, cette compétence était réservée aux autorités chargées de l'application des dispositions de l'assurance-chômage. La consultation a démontré que le recours à un ou des médecins-conseil ne devait pas se limiter à cette assurance uniquement. Les organes consultés ont émis le souhait de pouvoir requérir

des avis médicaux également dans le cadre de l'hygiène et de la santé au travail, ainsi que dans celui de la collaboration interinstitutionnelle. La solution du mandat a été préférée à celle d'un engagement fixe en raison de la diversité des problématiques à analyser. Ainsi, les autorités requérant un avis médical pourront s'adresser au praticien le plus à même de fournir l'expertise demandée.

#### **Art. 15 à 18 Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail**

Les articles 15 à 18 instituent une nouvelle commission qui remplacera l'ensemble des commissions actives actuellement, qu'elles soient de nature tripartites ou autres (commissions tripartites au sens de la LACI, commission cantonale de l'emploi, commission cantonale du marché du travail, commission cantonale de la surveillance du marché du travail, commission cantonale pour la promotion de la sécurité et de l'hygiène dans les entreprises, commission cantonale pour l'attribution de la main-d'œuvre étrangère). Le projet initial soumis à la consultation prévoyait deux commissions, qui ont été finalement concentrées en une seule. Cette concentration des commissions s'explique par la volonté d'améliorer l'efficacité du travail de ces entités, par souci de simplification des procédures et, finalement, par une volonté de réduire les coûts liés à leur fonctionnement. L'article 18 du projet prévoit néanmoins la possibilité pour la commission de s'organiser en bureaux, lesquels pourront traiter des domaines particuliers.

La nouvelle Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, composée de quinze membres (dont 5 représentants de l'Etat, présidence comprise), aura donc des compétences en matière de lutte contre le chômage (remplace les commissions tripartites en cette matière), de problématiques particulières (chômage de longue durée, réinsertion des jeunes) et de surveillance du marché du travail, notamment dans le cadre de la sécurité et l'hygiène au travail, de travail détaché, de travail au noir et des contrats-types de travail. Ces compétences, qui ne

<sup>1</sup> Canton de Vaud, Rapport d'activité 2006 du Service de l'emploi, p. 4

figuraient pas intégralement dans le projet initial, résultent de la procédure de consultation et des séances avec les partenaires sociaux. La commission pourra également accepter de prendre en charge, sur demande des organes paritaires concernés, les contrôles dans les domaines couverts par les conventions collectives de travail.

#### **Art. 19 Commissions particulières**

Le projet de loi laisse néanmoins la compétence au Conseil d'Etat d'instituer des commissions particulières en fonction des besoins de l'emploi et du marché du travail. A ce titre, on pense plus particulièrement à la Commission cantonale pour les jeunes en difficultés d'insertion professionnelle, qui est consultée pour toute question concernant cette problématique particulière et est chargée d'émettre des propositions dans son domaine, ainsi que de coordonner les efforts qui sont fournis en la matière.

#### **Art. 20 Statut du personnel**

Cette disposition reprend le contenu de l'actuelle LEAC. Elle relève que le personnel du SPE est engagé conformément aux règles de l'Etat, étant précisé que l'effectif doit tenir compte du financement fédéral, lequel est calculé sur la base du nombre de demandeurs d'emploi.

### **CHAPITRE II Dispositions d'application de la législation fédérale**

#### **SECTION 1 Application de la LSE**

Ce chapitre est consacré aux devoirs cantonaux en matière de marché du travail imposés par la législation fédérale. Les articles 21 à 28 constituent les dispositions d'application de la loi fédérale du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services (LSE).

#### **Art. 21 Placement privé et location de services – autorisations**

L'alinéa 1 de cette disposition est repris de l'actuelle LEAC et n'a pas subi de modification. L'alinéa 2 est nouveau puisqu'il institue une procédure d'avertissement en cas de faute légère d'une entreprise privée de placement ou de location de services (par ex. lors d'une première infraction constatée à la loi en matière de respect des conditions salariales). Dans la pratique, ces avertissements sont régulièrement prononcés pour des violations de la LSE de moindre importance. Le projet permet donc de formaliser la compétence du Service en cette matière et de clarifier les voies de droit.

#### **Art. 22 Réexamen**

La procédure de contrôle des entreprises précitées a été également formalisée et correspond désormais à la pratique du SPE. Elle répond ainsi au prescrit du droit fédéral au maintien de l'autorisation de pratiquer le placement privé et la location de services.

#### **Art. 23 Sûretés**

Le dépôt de sûretés auprès du Service constitue l'une des conditions à l'obtention de l'autorisation de pratiquer selon le droit fédéral. Ces sûretés (qui servent à couvrir les éventuelles créances de salaires des travailleurs ayant eu recours aux services de l'entreprise autorisée) sont généralement fournies sous la forme de cautions bancaires. Elles sont déposées auprès d'un établissement bancaire

fribourgeois. Dans la grande majorité des cas, l'utilisation de ces sûretés est réglée par le service, hormis quelques dossiers traités par les autorités de poursuites et de faillite.

#### **Art. 24 Emoluments**

Le régime des émoluments a été modifié. Contrairement au projet soumis à la consultation, un renvoi au règlement d'application du projet a été introduit, ce qui permettra d'adapter les émoluments aux directives fédérales en la matière, sans devoir modifier la loi. Compte tenu des efforts consentis par le SPE pour obtenir le recouvrement de ces émoluments, la disposition précitée permet à l'autorité de soumettre l'octroi de l'autorisation de pratiquer à la condition préalable du paiement de ceux-ci.

#### **Art. 25 Obligation de renseigner**

L'obligation de renseigner relève du contrôle des conditions d'octroi et du maintien de l'autorisation de pratiquer le placement privé et la location de services. Elle incite également les entreprises concernées à porter à la connaissance du Service tout fait important relatif à la surveillance du marché du travail, notamment les éventuelles violations des règles applicables à ce dernier.

#### **Art. 26 Conseil et plainte**

Cette disposition reprend le contenu de l'article 15 al. 2 de l'actuelle LEAC. Le projet soumis à la consultation prévoyait l'introduction d'un bureau de médiation en matière de conflit de travail, lequel pouvait être saisi par les différentes parties en vue d'une éventuelle conciliation extrajudiciaire. Cette proposition ayant été combattue par la plus grande partie des consultés, elle a été retirée du projet. Ainsi, conformément au droit actuel, les travailleurs et employeurs parties à une relation de placement ou de location de services pourront continuer d'adresser leurs demandes de conseils et leurs plaintes au Service.

#### **Art. 27 Contestations civiles**

L'article 27 est repris de la LEAC dans son intégralité. Il rappelle les règles de procédure relatives à la juridiction civile en matière de conflits liés au contrat de travail et de placement, notamment celles ayant trait à la valeur litigieuse dans le cadre de la juridiction des prud'hommes (art. 26 de la loi sur la juridiction des prud'hommes; RSF 132.1). Il est à noter qu'au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la justice (LJ; cf. Message N°175 du 14 décembre 2009 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la justice), une adaptation de certaines des dispositions du projet de LEMT sera nécessaire. Dans le cas d'espèce par exemple, la référence à la valeur litigieuse concernant le tribunal des prud'hommes a été supprimée de la LJ, ce qui n'est pas sans conséquence sur le contenu de l'article 27 LEMT.

#### **Art. 28 Annonce des places vacantes**

L'annonce des places vacantes, mesure déjà connue sous l'ancien droit, est désormais envisageable sur requête de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail. Il s'agit là d'une obligation qui peut être prononcée en période de fort taux de chômage, afin de permettre aux autorités de disposer des informations nécessaires au placement des demandeurs et demandeuses d'emploi.

## **SECTION 2 Application de la LSE et du CO: procédure en cas de licenciements**

### **Art. 29 et 30 Annonces des licenciements, fermetures d'entreprises et licenciements collectifs**

Ces dispositions exécutent les articles 29 LSE, 53 de l'ordonnance fédérale sur le service de l'emploi et la location de services (OSE; RS 823.111) et 335d CO. Selon l'article 53 al. 1 OSE, l'annonce est obligatoire lorsque dix licenciements sont notifiés par une entreprise. L'alinéa 2 de la même disposition prévoit néanmoins que là où la dimension et les structures du marché du travail local le requièrent, les cantons peuvent abaisser à six le nombre des travailleurs déterminant l'obligation de déclarer les licenciements et les fermetures d'entreprises. C'est cette dernière option qui a été choisie dans le canton de Fribourg lors de la promulgation de la LEAC. Compte tenu de la dimension relativement restreinte des entreprises du canton, le Conseil d'Etat propose de maintenir à six le seuil de l'annonce des licenciements.

## **SECTION 3 Application de la LACI**

L'application LACI est reprise aux articles 31 à 40 du projet. Ces dispositions correspondent à celles instituées par la LEAC, ainsi que son règlement d'application (règlement du 6 juillet 1999 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs; REAC; RSF 866.1.11). Certains articles ont fait l'objet de simplifications, puisqu'une référence à la LACI a été préférée à l'énumération de compétences prévue par cette dernière. Comme mentionné ci-avant (ad pt 1.1.2), la LACI est en cours de révision. Les éventuelles modifications apportées à la loi fédérale n'auront néanmoins pas d'influence sur le contenu du projet.

### **Art. 31 Compétences du Service**

La simplification annoncée ci-dessus est concrétisée dans le cadre de la liste des compétences du Service (cf. art. 31 al. 1 let. a). Le SPE reçoit en outre une nouvelle compétence qui lui permettra de mettre sur pied lui-même des mesures relatives au marché du travail dans des domaines où l'offre est considérée comme insuffisante (let. j). Pour le surplus, les autres tâches du Service en matière de lutte contre le chômage sont issues de l'actuelle LEAC et découlent des obligations d'exécution du droit fédéral.

### **Art. 32 Compétences des offices régionaux**

Ces compétences, découlant du droit fédéral pour leur plus grande partie, sont reprises de la LEAC. L'article 31 al. 1 let. a instauré néanmoins une nouveauté: l'inscription des demandeurs d'emploi à l'assurance-chômage aura désormais lieu auprès des ORP et non plus auprès des offices communaux du travail. Cette modification de la procédure d'inscription résulte de la demande de certaines communes de se voir décharger de cette tâche pour des raisons pratiques et de coûts. Elle aura également l'avantage de permettre une meilleure gestion des dossiers de chômage (inscriptions, mutations et radiations) par les ORP. Cette procédure permettra aussi d'éviter les inscriptions excessives. En effet, il apparaît que certains demandeurs d'emploi déclarés inaptes au placement, notamment en raison de sanctions répétées, se réinscrivent immédiatement après leur radiation de l'assurance-chômage. Selon la procédure actuelle, leur inaptitude ne peut pas être constatée au moment de la réinscription, si bien

qu'elle n'est relevée que lorsque le nouvel inscrit se rend dans l'ORP désigné pour le recevoir (parfois plusieurs semaines après l'inscription). Il s'avère ainsi qu'actuellement, les autorités concernées (communes, caisses de chômage, ORP et conseillers en placement) ouvrent des dossiers pour des demandeurs d'emploi radiés de l'assurance-chômage par décision antérieure. Il s'ensuit un travail administratif lourd qui pourrait être évité en simplifiant la procédure d'inscription, puisque les ORP ont un accès direct aux dossiers précédemment ouverts pour les nouveaux inscrits.

Lors de la consultation, certaines grandes communes du canton, qui procèdent actuellement à l'inscription de leurs demandeurs d'emploi, ont souhaité conserver cette compétence. Le projet initial a donc été modifié par l'ajout d'une mention qui donne la possibilité de déléguer cette tâche, dans la mesure où le droit fédéral ne s'y oppose pas. A ce titre, il sied de noter que le système PLASTA, soit la gestion informatique de l'assurance-chômage, a été modifié et intègre la gestion électronique des documents. La migration du système a nécessité l'adoption, par la Confédération, d'une nouvelle ordonnance sur le système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail (ordonnance PLASTA; RS 823.114). Compte tenu des données qui sont accessibles via la gestion électronique des documents notamment, la question s'est posée de savoir si la Confédération admettrait encore des exceptions à la réglementation des accès, ceux-ci n'étant pas expressément prévus pour les autorités autres que celles compétentes en matière d'assurance-chômage (SECO, autorité cantonale d'application de la LACI, ORP, logistique des mesures du marché du travail et caisses de chômage). Invitée à se déterminer sur cette question, la Confédération a assuré que des accès au système pourraient être fournis aux communes qui souhaitent continuer à inscrire leurs propres demandeurs d'emploi. Ces accès sont néanmoins limités au processus d'inscription dans le système et toute consultation ultérieure du dossier ne sera plus possible une fois que celui-ci aura été transféré électroniquement à l'ORP compétent. Ces nouvelles règles d'exploitation du système PLASTA résultent du souci, exprimé par les autorités fédérales, de se conformer aux dispositions applicables en matière de protection des données notamment.

### **Art. 33 Coordination**

Les questions de coordination entre les ORP et les autres services (services sociaux régionaux et spécialisés, service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes) ont été intégrées dans l'article 33 (initialement, art. 26 al. 3 à 5 du projet soumis à consultation). Cette modification se justifie par un souci de simplification de l'article 32, relatif aux ORP. Les bases de la coordination figurent dans l'article 10 de l'actuelle LEAC (al. 4 à 7).

### **Art. 34 Responsabilité**

Cette disposition se limite à rappeler le contenu du droit fédéral relatif à la responsabilité des organes cantonaux de l'assurance-chômage.

### **Art. 35 à 40 Caisse publique de chômage**

Les articles 35 à 40 sont repris des dispositions de la LEAC et du REAC. La seule modification apportée concerne la compétence, pour la Caisse publique de chômage, d'ouvrir des offices de paiement, non seulement par district, mais également par région (art. 40). Cet ajout

permettra à la Caisse publique de chômage de s'organiser de façon plus efficace, notamment en assurant certaine proximité par rapport à ses assurés.

#### SECTION 4 Application de la LTr

Les articles 41 à 54 concernent l'application, dans le canton de Fribourg, de la législation fédérale sur le travail. Cette section reprend l'intégralité des dispositions issues de la loi du 8 février 1966 d'application de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce. Comme mentionné ci-dessus, l'autorité compétente pour rendre des décisions est l'inspection du travail, contre lesquelles la voie du recours au tribunal cantonal est désormais ouverte (art. 108). Ces remarques valent également pour les articles 55 à 59 concernant l'application, dans le canton de Fribourg, des règles fédérales en matière de sécurité au travail contenues dans la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA), l'ordonnance du 19 décembre 1983 sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA) et la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques. Les articles du projet sont repris tels quels de l'arrêté du 18 décembre 1990 d'exécution de l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (AOPA), lequel sera abrogé avec l'entrée en vigueur de la LEMT.

Les autres modifications concernent des points de détail qui permettent d'adapter les dispositions cantonales aux règles fédérales. Seules ces modifications sont reprises dans la présentation des dispositions des sections 4 et 5 du chapitre 2 du projet, ci-après.

##### Art. 49 Jours fériés

L'article 49 modifie le régime des jours fériés dans le canton, dans le but de rétablir un certain équilibre entre la partie du canton dont la population est à majorité de confession catholique et celle dont la population est à majorité de confession réformée. Sous le régime actuel, la partie catholique bénéficie de huit jours assimilés à des dimanches au sens du droit fédéral, alors que la partie protestante n'en a que quatre. Le projet donne donc la possibilité aux communes qui, selon les données du recensement, abritent une population à majorité protestante (dans le district du Lac: communes de Büchslen, Courgevau, Courlevon, Fräschels, Galmiz, Gempenach, Greng, Jeuss, Kerzers, Lurtigen, Meyriez, Muntelier, Murten/Morat, Ried, Salvenach, Ulmiz, Bas-Vully, Haut-Vully), de disposer de quatre jours fériés supplémentaires, pour l'ensemble d'entre elles, selon la liste exhaustive figurant à l'article 49 al. 3 du projet. L'instauration de nouveaux jours fériés par les communes concernées n'aura que peu d'incidence, puisqu'en règle générale, les jours ajoutés dans l'énumération de l'article 49 al. 3 sont déjà à ce jour considérés comme fériés dans la partie protestante du canton. Quelques oppositions à l'établissement de l'égalité complète du nombre de jours fériés dans le canton, telle que proposée dans le projet initial, ont été émises dans le cadre de la procédure de consultation, notamment pour des raisons d'ordre économique (plus de choix, pour une entreprise, d'être exploitée ou non pendant les jours nouvellement intégrés dans le projet). Considérant que l'égalité de traitement entre les travailleurs et travailleuses doit être favorisée, le projet a donc été adapté sur cette question. La disposition a en outre été complétée par l'ajout d'un troisième alinéa qui permet au Conseil

d'Etat d'autoriser des exceptions à l'application des jours fériés selon la distribution prévue sur la base des confessions majoritaires. En l'espèce, seule la localité de Flamatt (commune de Wünnewil-Flamatt) est visée, puisque, quand bien même celle-ci devrait être soumise au régime de la partie catholique, les jours fériés de la partie protestante y sont fêtés depuis toujours. L'alinéa 1 se réfère aux dispositions fédérales de la loi sur le travail pour ce qui en est de l'engagement de travailleurs durant les jours fériés. S'agissant des professions indépendantes notamment, la disposition renvoie au règlement pour déterminer les activités proscrites durant ces journées. Il s'agira en premier lieu d'interdire l'exercice d'activités professionnelles manifestes ou bruyantes, dans le but de préserver la tranquillité publique durant les périodes assimilées à des dimanches. L'alinéa 5 de la disposition détermine quel régime est applicable en matière de jours fériés. Il appert en effet que de nombreux travailleurs(es) exercent leur activité dans la partie catholique du canton, alors qu'ils sont domiciliés dans la partie réformée (ou vice-versa). La nouvelle disposition permet ainsi de lever tout doute quant au régime qui leur est applicable, puisque seul le lieu du travail est déterminant.

En résumé, le régime des jours fériés dans le canton peut être résumé selon le tableau suivant:

| Quand?         | Partie catholique-romaine | Partie évangélique réformée | Remarque  |
|----------------|---------------------------|-----------------------------|---|
| 01.01          | X                         | X                           | Nouvel An   |
| 02.01          |                           | X                           | Lendemain du Nouvel An  |
| Mars-Avril     | X                         | X                           | Vendredi-Saint  |
| Mars-Avril     |                           | X                           | Lundi de Pâques   |
| Mai-Juin       |                           | X                           | Lundi de Pentecôte  |
| Avril-Mai-Juin | X                         | X                           | Ascension   |
| Mai-Juin       | X                         |                             | Fête-Dieu   |
| 01.08          | X                         | X                           | 1 <sup>er</sup> août (toute la Suisse; art. 40a al. 1 de la loi sur le travail) |
| 15.08          | X                         |                             | Assomption  |
| 01.11          | X                         |                             | Toussaint   |
| 08.12          | X                         |                             | Immaculée Conception  |
| 25.12          | X                         | X                           | Noël  |
| 26.12          |                           | X                           | Lendemain de Noël   |
| TOTAL          | 9                         | 9                           |   |

##### Art. 50 Protection spéciale des jeunes travailleurs

Cette disposition a subi une légère modification, en ce sens que l'embauche des jeunes travailleurs n'est plus soumise à autorisation, mais à une obligation d'annonce auprès du Service. Cette nouvelle procédure a pour but d'améliorer la protection des jeunes en incitant l'employeur, par une démarche facilitée, à annoncer la prise d'emploi. Sous l'ancien régime en effet, les employeurs renonçaient dans la grande majorité des cas à requérir l'autorisation en raison du temps de traitement de la demande et pour éviter la perception d'un éventuel émolument par l'autorité. La procédure d'annonce permettra donc à l'inspection du travail de mieux connaître les engagements de jeunes et de pouvoir, le cas échéant, procéder aux contrôles appropriés afin de sauvegarder la sécurité et la santé de ces derniers. La procédure soulagera

également cette autorité de son obligation de rendre une décision formelle sur la question.

**Art. 51, 52 et 54 Règlement et contrôle des entreprises, dénonciations**

Ces dispositions règlent les questions de compétence (inspection du travail) s'agissant des tâches imposées par le droit fédéral dans le domaine du contrôle, des règlements d'entreprises et des dénonciations.

**Art. 53 Mesures de contrainte administrative**

Cette disposition fait partie du paquet de mesures intégrées dans le projet en matière de sécurité et santé au travail, de travail détaché et de travail au noir. En l'occurrence, il s'agit en effet de donner aux autorités les compétences nécessaires pour prendre des mesures incisives à l'encontre des entreprises dont l'exploitation met en danger la santé et la sécurité des employés, en interdisant l'accès à certains des locaux ou installations de ces dernières, voire même en ordonnant la suspension totale de l'exploitation. En matière de sécurité et de santé au travail, ces mesures sont déjà prévues par le droit fédéral. L'article 52 ne fait donc que s'y référer en déterminant les compétences décisionnelles, ainsi que la procédure applicable. Cette dernière est ainsi réglée par l'intermédiaire du règlement d'application de la loi.

**SECTION 5 Application des dispositions de l'assurance-accident et de sécurité des installations et appareils techniques**

**Art. 55, 56 et 58 Organe d'exécution, entraide administrative et avis en cas d'accident**

Les articles 55, 56 et 58 règlent les questions de compétence (inspection du travail et SPE) s'agissant des tâches imposées par le droit fédéral dans le domaine de l'assurance-accident, de la sécurité des installations et appareils techniques, ainsi que de l'entraide administrative. L'avis en cas d'accident est également du ressort de l'inspection du travail, conformément à la pratique actuelle.

**Art. 57 Organisme de coordination**

L'article 57 a fait l'objet d'une adaptation, puisque la Commission de l'emploi et du marché du travail se verra confier les compétences de l'actuelle Commission cantonale pour la promotion de la sécurité et de l'hygiène dans les entreprises, instituée par l'arrêté d'exécution de l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (AOPA; RSF 842.3.11).

**Art. 59 Mesures de contrainte administrative**

Les raisons de l'introduction des mesures de contrainte administrative sont mentionnées sous le commentaire de l'article 53, ci-dessus. L'article 59 reprend donc les compétences et la procédure décrites précédemment, dans le cadre particulier des dispositions relatives à la prévention des accidents. La disposition a en outre été adaptée aux moyens de contrainte propre à ce domaine prévus par le droit fédéral, soit notamment la saisie de substances dangereuses.

**SECTION 6 Application de la LTrD**

**Art. 60 et 61 Compétences et attributions du Service**

Les articles 60 et 61 concrétisent, au niveau cantonal, les dispositions fédérales en matière de travail à domicile. Ces dispositions ont été extraites de l'arrêté du 22 mars 1983 d'exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile et n'ont subi aucune modification.

**SECTION 7 Application du CO et de la LECCT en matière de contrats-types et de conventions collectives de travail**

La section 7 du chapitre II du projet se réfère aux compétences cantonales en matière de contrats-types et de conventions collectives de travail.

**Art. 62 Contrats-types – Compétences du Conseil d'Etat**

Cette disposition institue la compétence du Conseil d'Etat pour édicter et ratifier les contrats-types au sens des articles 359 et suivants du CO.

**Art. 63 Compétence de la Commission de l'emploi et du marché du travail**

Cette disposition concrétise les obligations fédérales contenues à l'article 360b CO en matière d'observation du marché du travail. Pour ce faire, la Commission de l'emploi et du marché du travail dispose notamment de l'observatoire institué par l'article 13 du projet.

**Art. 64 Conventions collectives de travail – Compétences du Conseil d'Etat**

L'article 64 institue la compétence du Conseil d'Etat en matière de conventions collectives, conformément à la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECCT; RS 221.215.311). Cette disposition est issue de l'arrêté du 29 octobre 1957 d'application de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (RSF 222.5.81), lequel sera abrogé dès l'entrée en vigueur de la LEMT. Par rapport à d'autres cantons, le canton de Fribourg n'a étendu que très peu de conventions collectives de travail. Le projet soumis à consultation proposait donc que le Conseil d'Etat encourage la conclusion de pareils accords. Cette proposition a été combattue tant par les milieux patronaux que syndicaux, ceux-ci estimant qu'il ne revient pas à l'Etat d'intervenir dans ce domaine. Les propositions allant en ce sens ont par conséquent été radiées du projet final.

**Art. 65 Compétences du Service**

Le SPE est chargé d'analyser les besoins et mener la procédure aboutissant à l'extension des conventions collectives de travail. En coordination avec les autorités fédérales, il assiste les parties aux conventions de manière à ce qu'il puisse être fait droit à leurs requêtes d'extension. A ce titre, il sied de relever que les procédures sont souvent longues et complexes, en raison notamment des conditions fixées par le droit fédéral (établissement de quorums, publications, etc.).

## **SECTION 8 Application de la loi sur les travailleurs détachés**

Les articles 66 à 69 constituent les dispositions d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1999 sur les conditions minimales de travail et de salaire applicables aux travailleurs détachés en Suisse et sur les mesures d'accompagnement (RS 823.20). Le projet intègre à ce titre les dispositions de l'ordonnance du 2 juin 2004 sur les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes (OMA; RSF 866.0.31).

### **Art. 66 Compétences du Conseil d'Etat**

La compétence d'édicter les contrats-types de travail prévus par le droit fédéral revient au Conseil d'Etat, par exemple dans les domaines où il pourrait être constaté des cas fréquents de dumping salarial.

### **Art. 67 Compétences du Service**

L'article 66 énumère les compétences du Service en matière de contrôle du travail détaché. Par rapport au projet initial et sur la base des souhaits émis par les organes consultés, l'article 67 al. 2 prévoit la possibilité, pour le SPE, de déléguer les tâches de contrôle à un organe constitué paritairement et externe à l'administration. Cette délégation pourra être opérée par le biais d'un mandat de prestations. Le contenu de ce mandat sera déterminé par le règlement d'exécution de la loi, qui devra prévoir l'étendue de la délégation, la fréquence des contrôles et la rémunération de l'organe de contrôle délégué. Pour le surplus, les compétences de l'actuelle Commission cantonale de l'emploi passent à la nouvelle Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail (art. 66 al. 1 let. c).

### **Art. 68 Compétences du service chargé de l'application du droit des étrangers**

Cette disposition n'a subi qu'une légère modification par rapport au contenu de l'OMA, puisqu'il y a été intégré la nouvelle dénomination du système d'information central sur la migration (Symic).

### **Art. 69 Mesures de contrainte administrative**

Comme relevé dans le commentaire relatif aux mesures de contrainte en matière de sécurité et de santé au travail, le projet de loi permet également d'ordonner la suspension de l'exploitation d'une entreprise en cas de suspicion de violation des règles applicables en matière de travail détaché. L'expérience a en effet démontré qu'une application de la loi fédérale peut s'avérer particulièrement difficile lorsqu'il s'agit de contrôler l'activité d'une entreprise étrangère sur le sol suisse, notamment en raison du fait que celle-ci n'est présente que pour une durée restreinte dans notre pays. Il a également été constaté que les documents relatifs aux éléments contrôlés (fiches de salaires, relevé du temps de travail, etc.) ne sont que difficilement disponibles, puisque les unités de gestion administrative de ces entreprises se trouvent à l'étranger. Dans bien des cas, les entreprises contrôlées rechignent ainsi à fournir ces documents, puisqu'aucun moyen ne permet de les y contraindre dans leur pays de siège. L'article 69 donne par conséquent un moyen efficace aux autorités d'application de forcer ces entreprises à respecter le droit fédéral, notamment par souci de protéger les conditions de travail des employés(es), mais également pour assurer que les entreprises actives dans un domaine particulier

ne soient pas pénalisées par la présence, sur le marché, de concurrents pratiquant, par exemple, le dumping salarial. Il sera ainsi possible, à bref délai, de suspendre toute activité d'une entreprise sur le sol fribourgeois, jusqu'à la démonstration, par ladite entreprise, du rétablissement d'une situation conforme à la loi.

## **SECTION 9 Application de la LTN**

En matière de lutte contre le travail au noir, le projet soumis à la consultation avait pour but de créer les dispositions d'application de la loi du 17 juin 2005 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Loi sur le travail au noir, LTN; RS 822.41), dès son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Pour des raisons diverses mentionnées ci-avant (ad pt 1.4), le présent projet a été retardé, si bien qu'il n'a pas été possible de le soumettre au législateur avant la date précitée. Pour pallier le vide législatif momentané, le Conseil d'Etat a donc adopté une ordonnance du 18 décembre 2007 d'exécution de la législation fédérale en matière de lutte contre le travail au noir (OETN; RSF 866.0.22), laquelle devra être abrogée à l'entrée en vigueur de la LEMT. Par travail illicite ou travail au noir, on entend toute forme d'activité salariée ou indépendante effectuée en violation des prescriptions légales applicables, en particulier celles relatives à la main d'œuvre étrangère, à la fiscalité, aux assurances sociales et à la protection des travailleurs. Les conséquences du travail illicite sont multiples et peu quantifiables: d'un côté, ce phénomène a pour effet de priver l'Etat de sources de revenus considérables (notamment en matière fiscale); d'un autre, il aboutit à une exclusion de nombreux travailleurs de la protection des assurances sociales et rend ces derniers particulièrement vulnérables face aux abus d'employeurs peu scrupuleux (emplois sous payés, horaires excessifs, etc.). Dans le canton de Fribourg, la lutte contre le travail au noir s'est opérée, ces dernières années, par des mesures prises par l'Etat en collaboration avec les partenaires sociaux dans le domaine de la construction. Un arrêté du 18 juin 2001 instituant des mesures contre le travail illicite dans la construction (AMTIC; RSF 866.0.22) a permis de mettre en place un système visant à lutter contre le travail au noir dans les professions concernées, en instituant des mécanismes de contrôle et de répression. Cet arrêté a été abrogé par l'entrée en vigueur de l'OETN, au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### **Art. 70 Application de la LTN – Conseil d'Etat**

A son article 70, le projet confie au Conseil d'Etat d'exercer la haute surveillance sur la lutte contre le travail au noir dans le canton. Il donne également la compétence à cette autorité de définir la stratégie cantonale en cette matière, soit notamment de déterminer dans quels domaines professionnels une attention particulière doit être portée.

### **Art. 71 Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail**

Sur la base de la stratégie cantonale, il reviendra à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail instituée par l'article 15 de définir les objectifs et les plans d'action en matière de lutte contre le travail au noir. En ce sens, cette autorité devra, par exemple, formuler des priorités quant aux domaines professionnels contrôlés.

### **Art. 72 Service – Tâches et attributions**

Dans le projet initial, il revenait exclusivement au SPE d'effectuer les contrôles commandés par la loi fédérale, par le biais de la surveillance du marché du travail. Suite à la procédure de consultation et aux séances de discussion avec les partenaires sociaux, il a été prévu que cette compétence puisse être déléguée à un organe composé paritairement, sous forme de mandat de prestations (art. 75). Cette délégation est d'ailleurs prévue par l'ordonnance fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (OTN; RS 822.411). L'article 72 du projet final confie donc la tâche de la lutte contre le travail illicite au SPE, pour autant que celle-ci n'ait pas fait l'objet d'une délégation conformément à l'article 75. A cet effet, le SPE emploie les agents intégrés dans son unité de surveillance du marché du travail et, au besoin, fait appel à des experts externes à l'administration (par ex. fiduciaire). Le reste de la disposition concerne les garanties que doit présenter le personnel effectuant les contrôles, ces dernières étant également commandées par le droit fédéral.

### **Art. 73 Compétences**

Que les contrôles aient été délégués ou non, il revient au Service d'assumer les compétences en matière de sanctions attribuées à l'autorité cantonale selon le droit fédéral. A ce titre, il est à noter que le droit fédéral prévoit un système de sanctions à deux niveaux: d'une part, l'autorité cantonale prononcera les sanctions prévues par la LTN qui peuvent aller jusqu'à l'exclusion d'une entreprise des marchés publics ou des aides financières étatiques. D'autre part, les rapports de dénonciation seront transmis aux autorités étatiques concernées par les infractions constatées, charge à celles-ci de rendre leurs propres sanctions selon le droit qu'elles appliquent (droit des étrangers, droit fiscal, droit des assurances sociales, etc.). La copie des sanctions prononcées par le Service sera transmise à la Confédération, laquelle tiendra à jour une liste des entreprises concernées. La Commission de l'emploi et du marché du travail se verra également remettre une copie des décisions, charge à elle, le cas échéant, de la transmettre aux organes paritaires institués par les conventions collectives de travail.

### **Art. 74 Contrôles**

Pour assumer les tâches de contrôles non délégués à des tiers, l'Etat dispose de deux postes d'inspectrices ou inspecteurs du travail au noir. Ces contrôleurs agissent d'office – soit, conformément à la stratégie et aux priorités cantonales – ou sur dénonciation. Les contrôles sont effectués conformément aux prescriptions émises par la loi fédérale et son ordonnance d'application.

### **Art. 75 Délégation des activités de contrôle**

La délégation évoquée à l'article 72 fait l'objet de l'article 75 du projet. La disposition introduit donc une clause générale de délégation sur proposition de la Commission, laquelle ne pourra avoir lieu que sur la base d'un mandat de prestations dans lequel seront réglées notamment les questions relatives au nombre de contrôles, à leur financement et au contenu standard des procès-verbaux établis par les organes chargés de ces derniers (art. 76). L'OETN, qui sera abrogée par l'entrée en vigueur de la LEMT, prévoit que, dans le domaine particulier de la construction, les contrôles sont assurés par les inspecteurs de la construction engagés sur la base de l'AMTIC (art. 9

OETN). Dans l'attente du projet de LEMT, la délégation directe des contrôles dans le domaine de la construction a été justifiée par le fait qu'une structure de contrôle existait déjà en vertu de l'arrêté précité et que les inspecteurs intégrés à cette dernière disposaient du savoir-faire et de l'expérience nécessaires pour assurer ces contrôles à bref délai. Cette délégation particulière et provisoire ne se justifie plus sous le régime de la LEMT, puisque celle-ci doit être formulée de façon générale. La délégation des contrôles dans la construction ayant été assurée jusqu'à la fin de l'année 2008, la structure de contrôle existante a requis un nouveau mandat pour les années 2009 et 2010. Pour les années suivantes, cette requête sera formulée auprès de la Commission de l'emploi et du marché du travail, charge à elle de proposer la reconduction de délégation au Service sur la base des dispositions du projet. Le reste de la disposition concerne les garanties que doit présenter le personnel de l'organe délégué effectuant les contrôles, ces dernières étant également commandées par le droit fédéral.

### **Art. 76 Procès-verbal de contrôle et rapport de dénonciation**

Selon cette disposition, les contrôles font l'objet de procès-verbaux qui servent, le cas échéant, à l'établissement d'un rapport de dénonciation par le Service. Une fois le rapport rédigé, il est transmis aux autorités judiciaires ou administratives compétentes, ainsi qu'à la Commission de l'emploi et du marché du travail, à charge pour elle de saisir les organes paritaires concernés dans le cadre de l'application des CCT (cf. art. 76 al. 3). Les rapports de dénonciations sont donc transmis, selon les infractions constatées, aux autorités compétentes en matière d'assurances sociales (AVS; AI, assurance-chômage, assurance accident), en matière de police des étrangers (asile et droit des étrangers), en matière fiscale fédérale et cantonale (TVA, imposition à la source, etc.) et en matière pénale. Ces autorités seront invitées à prendre les mesures adéquates et prononcer les sanctions y relatives. Ces décisions sont communiquées au Service, pour suivi des dénonciations et prononcé des sanctions supplémentaires selon le droit fédéral (art. 73 al. 1).

### **Art. 77 Mesures de contrainte administrative**

Comme en matière de sécurité et santé au travail, ainsi que de travail détaché, le projet permet de prendre des mesures incisives contre les entreprises en infraction, en donnant au SPE la compétence d'ordonner la suspension immédiate de l'exploitation d'une entreprise ayant recours au travail au noir. Dans le cas d'espèce, le but visé est de forcer l'entreprise concernée à participer activement à l'établissement des faits, sans quoi son activité demeurera suspendue. La mesure a non seulement pour vocation de faciliter la procédure d'instruction relative aux éventuelles infractions, mais également de dissuader les employeurs ou employeuses d'engager du personnel au noir.

### **Art. 78 Emoluments et frais**

Cette disposition constitue la base légale nécessaire à l'attribution des frais de contrôle et de procédure à la charge de l'employeur ou de l'employeuse en infraction.



## CHAPITRE III Mesures cantonales

### SECTION 1 Mesures cantonales de réinsertion professionnelle

Les articles 79 à 93 du projet concernent les mesures cantonales de réinsertion professionnelle, soit les mesures mises à la disposition des demandeurs d'emploi qui ne peuvent pas ou plus bénéficier des indemnités de chômage selon le droit fédéral. Ces dispositions reprennent celles contenues dans l'actuelle LEAC avec quelques modifications pour en améliorer l'efficacité. Au printemps 2006 en effet, le Conseil d'Etat a donné mandat à l'Institut de hautes études en administration publique et à l'Observatoire Universitaire de l'Emploi de procéder à une évaluation des mesures de réinsertion professionnelle dans le canton de Fribourg, selon un cahier des charges du 26 juin 2006. Cette évaluation repose sur l'article 22a al. 3 de la loi cantonale sur l'aide sociale (LASoc; RSF 831.0.1) qui prévoit que le Conseil d'Etat «... mandate, au moins une fois par législature, un organe externe pour évaluer quantitativement et qualitativement les mesures d'insertion de la présente loi et celles de la loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs. Il en informe le Grand Conseil.». Le rapport d'évaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle<sup>1</sup>, dont l'attente a été l'une des raisons principales du report du projet de loi, a été remis au Conseil d'Etat en date du 9 janvier 2008. Il porte sur l'évaluation de l'efficacité des mesures d'insertion sociale au sens de la LASoc (MIS) et celle des mesures de réinsertion professionnelle selon la LEAC (PEQ). L'étude fait tout d'abord un état du dispositif fribourgeois de réinsertion socioprofessionnelle. A ce titre, elle conclut que (cf. rapport d'évaluation, p. 23):

- le dispositif se base sur une division du travail et des responsabilités entre le SPE et le Service de l'action sociale (ci-après: SASoc);
- le concept de réinsertion est qualifié de «séquentiel», puisqu'il se fonde sur le passage d'une démarche de réinsertion sociale à une démarche de réinsertion professionnelle;
- le succès du dispositif est fortement dépendant de la collaboration entre les acteurs concernés.

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif relève que (cf. rapport d'évaluation, p. 36):

- la mise en œuvre est conforme aux lois et globalement positive;
- il est constaté un «glissement» des objectifs par rapport aux intentions des concepteurs, de la réinsertion professionnelle vers le rétablissement du droit aux indemnités fédérales;
- il est constaté un problème de coordination important entre les services sociaux régionaux et les offices régionaux de placement.

Quant à l'impact des mesures, il est jugé de la manière suivante (cf. rapport d'évaluation, p. 53):

- le taux d'application des PEQ est plus important que le taux d'application des MIS pour la population des demandeurs d'emploi arrivés en fin de droit entre 1999 et 2003;

- pour cette même population, le taux de retour en emploi après avoir participé à un PEQ ou à une MIS est inférieur à celui constaté sans le recours à une mesure;
- la participation à une mesure n'améliore pas significativement le retour à l'emploi. Au contraire, l'octroi d'une mesure a pour effet de diminuer les probabilités de sortie du chômage et d'en augmenter la durée.

Les causes du manque d'efficacité des mesures de réinsertion socioprofessionnelle ont été expliquées comme suit (cf. rapport d'évaluation, p. 55 et suivantes):

- l'ouverture d'un nouveau délai-cadre de droit fédéral à l'assurance-chômage reste l'une des raisons de l'octroi d'une mesure;
- le moment et le mode d'attribution des mesures de réinsertion professionnelle réduisent l'incitation à reprendre une activité professionnelle;
- la coordination entre le SPE et le SASoc est problématique et se répercute sur l'efficacité du dispositif;
- l'attribution claire de la responsabilité pour la réinsertion socioprofessionnelle fait défaut;
- la prise en charge adaptée pour une population à faible employabilité qui «tombe» entre les deux piliers du dispositif fait défaut;
- le mode de financement des MIS n'encourage pas les organisateurs de mesures à réinsérer professionnellement les bénéficiaires;
- seule une faible proportion des PEQ ont lieu dans les entreprises;
- les effets de seuil dans l'aide sociale n'incitent pas à reprendre ou à augmenter une activité lucrative<sup>2</sup>.

Forts de ces constats, les auteurs de l'étude ont formulé les recommandations suivantes (cf. rapport d'évaluation, p. 61):

- renforcer la dimension «réinsertion professionnelle» du dispositif, notamment par l'encouragement à développer des mesures orientées vers le marché du travail (en entreprise);
- adapter la prise en charge aux besoins du chômeur ou de la chômeuse par le développement du *profiling*;
- valoriser le travail des bénéficiaires de l'aide sociale par l'introduction d'un système à prestations dégressives selon l'activité professionnelle exercée;
- renforcer la collaboration entre le SPE et le SASoc par une analyse conjointe des cas;
- améliorer le système de collecte des données en vue de garantir une évaluation efficace des dossiers;
- renforcer les spécialisations du personnel des ORP et de l'aide sociale en fonction des besoins du *profiling*;
- introduire un système de triage et d'accompagnement de type «*case management*» dans les services sociaux régionaux;
- créer une nouvelle structure neutre au centre du dispositif, laquelle sera compétente pour le *profiling* des bénéficiaires et disposera d'un seul catalogue de mesures.

<sup>1</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers et Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, janvier 2008

<sup>2</sup> Avec l'introduction des nouvelles normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) en 2007, ces dernières ont permis de surmonter cet écueil grâce à l'instauration de la franchise sur le revenu.

Dans sa conception, le système des programmes d'emploi cantonaux avait pour but de donner une chance supplémentaire au demandeur d'emploi qui n'avait pu réintégrer le marché de l'emploi durant son délai cadre de droit fédéral. Or comme le relève le rapport d'évaluation, l'expérience a démontré que, bien souvent, les mesures cantonales pouvaient avoir un effet incitatif de chômage récurrent. Durant l'année 2004, environ 80% des demandeurs d'emploi fréquentant une mesure cantonale avaient déjà bénéficié de deux ou trois (jusqu'à six) délais cadre de droit fédéral. Au-delà du but de réinsertion voulu par la LEAC, les mesures cantonales ont été ainsi avant tout perçues comme le moyen de rouvrir un droit aux prestations de l'assurance-chômage en permettant à l'ayant droit de remplir les conditions du droit fédéral quant à la période de cotisation (12 mois). Si cette pratique pouvait être tolérée en période de recul du nombre des chômeurs en fin de droit, la forte augmentation, depuis l'année 2004, des programmes d'emploi qualifiant (PEQ) organisés sur la base de la LEAC exige que la législation soit ajustée, afin de renforcer le but premier poursuivi par le législateur, soit la réinsertion professionnelle. En effet, les données démontrent qu'en 2003, 218 mesures ont été organisées pour 158 ayants droit, alors qu'en 2004, 307 demandeurs d'emploi ont pu bénéficier de 460 mesures.

Le projet vise donc à recentrer le but des mesures vers la réinsertion professionnelle, en évitant que ces dernières soient comprises comme un moyen de créer un nouveau droit au chômage fédéral. Cette perspective est d'ailleurs également motivée par les derniers développements de la jurisprudence (cf. par ex. Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 août 2007, réf. C68/2007, confirmant qu'une mesure cantonale, consistant en un emploi temporaire sans réelle affectation à une activité professionnelle, ne peut compter comme période de cotisation de l'assurance-chômage) et par le projet de modification de l'article 23 LACI, selon lequel un revenu réalisé dans le cadre d'une mesure de marché du travail financée par les pouvoirs publics n'est plus assuré (projet de révision de la LACI; FF 2008, p. 52, ad art. 23 al. 3<sup>bis</sup>).

Dès lors que les mesures sont financées par le Fonds cantonal de l'emploi, il revient au SPE de les gérer selon les moyens mis à la disposition de ce dernier. Pour ce faire, il doit pouvoir établir des quotas de mesures sur la base du budget alloué au Fonds et les répartir dans les ORP selon le taux de demandeurs d'emploi en fin de droit par rapport à la population résidente. Afin de répondre à la demande de programmes, il convient également de donner les moyens aux ORP d'examiner les réelles motivations des bénéficiaires à se réinsérer dans le marché de l'emploi (notamment par le biais des recherches d'emploi) et de permettre, sur la base des quotas disponibles, de favoriser l'octroi de mesures à des demandeurs d'emploi qui n'en ont pas encore bénéficié. Finalement et dans le but de favoriser une réinsertion rapide des bénéficiaires, la durée initiale des PEQ doit être réduite, tout en aménageant la possibilité d'une prolongation en cas de démonstration de l'assiduité des intéressés à retrouver du travail. L'ensemble de ces mesures, qui s'inscrivent dans la liste des recommandations formulées par les experts dans le rapport d'évaluation, font partie des modifications proposées dans le projet. L'étude a également incité à adapter le projet de loi aux conclusions relatives à la coordination entre le SPE et le SASoc s'agissant de la prise en charge des bénéficiaires et l'octroi des mesures.

Comme l'on pouvait s'y attendre, la procédure de consultation a révélé deux courants d'opinions diamétralement opposés: une partie des organes consultés a considéré que les modifications du système actuel constituaient des restrictions supplémentaires inacceptables et, qu'au contraire, les prestations devaient être garanties et étendues (jusqu'à la mise à disposition d'un revenu minimum d'insertion); l'autre partie a considéré que les mesures envisagées étaient tout à fait opportunes et justifiées, puisqu'elles visaient avant tout à une réinsertion rapide et efficace des demandeurs d'emploi ne disposant pas ou plus de droit au sens de la LACI. Vu ce qui précède, les dispositions du projet relatives aux mesures cantonales de réinsertion professionnelle peuvent être commentées comme suit.

#### **Art. 79 Mesures cantonales de réinsertion professionnelle – Nature des mesures**

L'existence des mesures cantonales de réinsertion professionnelle n'a pas été remise en cause dans le projet, dès lors qu'elle ne l'a pas été non plus dans le cadre de l'évaluation. La limitation des mesures selon les quotas et le fondement de ces derniers apparaissent aux articles 79 al. 4 in fine (limitation quantitative) et 80 al. 1 du projet. La corrélation entre les quotas et le financement disponible permettra ainsi aux autorités de gérer au mieux l'octroi de mesures, tout en assurant l'égalité de traitement entre les bénéficiaires. Il sera ainsi possible de réévaluer mensuellement les possibilités d'octroi en se fondant sur une planification annuelle continue. L'alinéa 3 de l'article 79 a subi une légère modification («et/ou»), afin d'adapter la teneur de la loi au cercle reconnu des bénéficiaires.

#### **Art. 80 Quotas**

Cette disposition formule la clef de répartition des quotas de mesures disponibles, fondés sur le financement à la disposition du Service. Ceux-ci sont composés d'un nombre de jours/mesure calculés sur la base du coût moyen consentis par bénéficiaire. Ces quotas sont ensuite répartis selon les besoins et la population légale, entre les ORP du canton et la structure de prise en charge des demandeurs d'emploi bénéficiant ou ayant bénéficié d'autres prestations sociales cantonales ou communales instituées par l'article 86. L'utilisation de ces quotas est régulièrement examinée par l'unité des mesures du marché du travail. S'il s'avère que les besoins sont plus marqués dans certaines régions, un transfert des quotas est envisageable sous réserve du respect du budget. Les commentaires relatifs à la structure précitée figurent ci-dessous, dans la partie réservée à cette dernière disposition.

#### **Art. 81 Conditions d'octroi**

L'article 81 renvoie au règlement d'exécution pour ce qui en est des conditions et des critères d'octroi des mesures. Le délai d'attente selon l'alinéa 2 de l'article 81 n'a pas été modifié: il n'est applicable qu'aux demandeurs d'emploi n'ayant pas bénéficié des prestations de chômage et n'ayant donc pas été inscrits précédemment auprès d'un ORP. Dans le cas d'espèce, le délai d'attente a donc pour objectif de permettre aux concernés de bénéficier du suivi de l'ORP dans leurs démarches en vue de retrouver un emploi, avant de prétendre à l'octroi d'une mesure. Le règlement d'exécution de la loi, dont le contenu reprendra les dispositions actuelles avec quelques modifications, déterminera précisément le cercle des bénéficiaires: pre-

mièrement, les règles concernant l'octroi de mesures aux demandeurs d'emploi ayant bénéficié des prestations fédérales sur la base d'une libération des cotisations seront précisées dans le but de lever une lacune de l'ancien droit, lequel devait être appliqué par interprétation. Deuxièmement, une nouvelle disposition sera ajoutée qui permettra de passer outre les conditions au statut de bénéficiaire, lorsque l'octroi de la mesure a été examiné et approuvé par la nouvelle structure conjointe entre le SPE et le SASoc (cf. art. 86, ci-dessous). Dans les cas où une réinsertion par une mesure cantonale présente, selon l'analyse de la structure précitée, de bonnes chances d'aboutir, un refus d'octroi de cette dernière pour des raisons liées au statut du bénéficiaire serait manifestement contreproductif et contraire au but visé par la loi.

#### **Art. 82 Autorité compétente**

A l'exception des cas pris en charge par la structure de collaboration ORP-SASoc (cf. art. 86 ci-dessous), les dossiers relevant du régime des mesures de réinsertion professionnelle demeurent en mains des ORP, comme jusqu'à ce jour. Il s'agit en l'espèce des demandeurs d'emploi ayant bénéficié des prestations fédérales sans avoir pu retrouver un emploi ou des personnes n'ayant pas droit à ces prestations pour des motifs liés principalement à l'absence d'une période de cotisation. La procédure d'octroi des mesures est prévue dans le règlement d'exécution de la loi. En raison de la limitation des mesures disponibles (quotas fondés sur le budget), un catalogue de critères de priorité a été prévu, lequel tient compte de la situation familiale des requérants, de leur âge et de leur santé, de l'expérience professionnelle, de l'assiduité démontrée durant le délai-cadre de droit fédéral, etc. Les requêtes des personnes ayant déjà bénéficié d'une mesure de réinsertion ou qui ont été sanctionnées durant le droit aux prestations de l'assurance-chômage ne sont pas exclues. Ces requêtes ne seront toutefois pas considérées comme prioritaires en cas de demande accrue. L'article 82 a également été complété sur la question de la voie de droit contre une décision de refus de l'ORP à l'octroi d'une mesure (al. 3 et 4). Afin de ne pas surcharger cette autorité, une décision administrative formelle ne sera prononcée que sur la demande du requérant débouté. Cette décision pourra faire l'objet d'une opposition auprès du Service, qui pourra être attaquée dans le cadre d'un recours.

#### **Art. 83 Suspension et exclusion du droit aux prestations**

L'article 83 permet à l'autorité, après avertissement, de résilier les rapports de travail, lorsque le but de la mesure se trouve compromis par le comportement du bénéficiaire. A nouveau, l'accent est mis sur la réinsertion professionnelle du demandeur d'emploi, lequel pourra être exclu de la mesure si son assiduité à retrouver un emploi n'est pas démontrée (défaut de recherches ou absence à un entretien de placement). Une réserve a toutefois été apportée à cette exclusion, notamment lorsque le bénéficiaire est pris en charge par la structure particulière prévue à l'article 86.

#### **Art. 84 Genre de prestations et délai cadre de droit cantonal**

Le projet formalise la durée maximale de la mesure. Contrairement au projet initial qui prévoyait une durée de trois mois, l'article 84 al. 2 fait un renvoi au règlement

d'exécution. Cette adaptation est motivée par le souci de pouvoir modifier la durée de la mesure selon les besoins des bénéficiaires, la conjoncture, etc. Le projet prévoit également que la mesure peut être prolongée, si l'objectif de réinsertion le justifie, jusqu'à une durée maximale d'une année. Ces prescriptions ont pour objectif de permettre un meilleur suivi du bénéficiaire en donnant la possibilité à l'autorité de placement de réévaluer les effets de la mesure sur ses chances de réinsertion dans la vie professionnelle. Elles ont également un but incitatif en ce sens que la personne concernée ne peut obtenir l'assurance de la reconduction de la mesure au-delà de la durée initiale prévue. Elles permettent enfin une meilleure gestion des quotas en cas de forte demande.

La condition du projet de réinsertion professionnelle est rappelée à l'article 84 al. 2, s'agissant de l'encadrement des bénéficiaires par l'ORP. Ce projet doit tenir compte, outre des qualifications du demandeur d'emploi, de ses aspirations professionnelles et, en priorité, des disponibilités d'emplois, car l'accent doit être porté sur le placement du bénéficiaire dans le marché du travail. Le programme cantonal constituant, après l'échec des mesures entreprises sur la base de l'assurance fédérale, l'ultime chance pour le demandeur d'emploi de se réinsérer professionnellement, il se justifie que celui-ci soit prêt à envisager un travail permettant de répondre raisonnablement à ses besoins. L'ensemble de ces aménagements, touchant notamment à la durée initiale de la mesure et à l'établissement d'un projet professionnel, est motivé par les constatations des experts quant à l'efficacité du système fribourgeois. Ceux-ci relèvent que, s'agissant des obstacles à la réinsertion, «*Malgré la réorientation des mesures LEAC décidée en 2005, l'ouverture d'un nouveau délai-cadre fédéral reste un objectif du dispositif dans son ensemble, poursuivi parfois à travers des actions pas forcément coordonnées des deux services (...) cette pratique constitue à moyen terme un obstacle à la réinsertion professionnelle car elle contribue à instaurer un chômage récurrent. (...) Le fait de savoir que selon toute probabilité le délai-cadre fédéral sera complété par deux mesures LEAC, constituent de fait une extension de six mois de la période d'indemnisation. De ce fait, la pression à retrouver un emploi au fur et à mesure que la fin du délai-cadre fédéral s'approche, diminue. Le fait que certains CEP (Conseillers en placement) préfèrent ne pas mentionner l'option LEAC confirme que ce problème est bien perçu aussi par les acteurs de terrain.*» (Rapport d'évaluation, p. 55). Le projet de loi a donc clairement pour but de réduire les obstacles à l'efficacité constatés et de recentrer le système sur la problématique de la réinsertion professionnelle.

#### **Art. 85 Encadrement des bénéficiaires – Office régional**

Les tâches d'encadrement des ORP sont exposées dans cette disposition, qui constitue notamment le fondement de l'obligation d'établir un objectif professionnel pour le bénéficiaire (cf. commentaire de l'art. 84). L'alinéa 3 de l'article 85 aménage toutefois un régime particulier pour les personnes intégrées dans la structure SPE – SASoc, qui doivent pouvoir bénéficier d'un encadrement adapté à leur situation.

#### **Art. 86 Structure de prise en charge de certains bénéficiaires**

Cette disposition a été introduite suite au rapport d'évaluation de l'efficacité des mesures de réinsertion socioprofessionnelle commandé par le Conseil d'Etat. Il ressort en effet du catalogue des recommandations formulées dans cette étude que «...Dans un souci de résoudre les problèmes de coordination entre les deux composantes du dispositif, dans le but de valoriser les compétences de chaque institution et de surmonter les tensions causées par leurs cultures différentes, cette piste préconise la mise sur pied d'une nouvelle structure ad hoc d'évaluation, neutre, ayant essentiellement pour mission l'évaluation et l'adressage des demandeurs d'emploi qui présentent des problèmes d'employabilité, indépendamment de leur statut (LACI, bénéficiaires de l'aide sociale, ou autre). Par ailleurs, le recouvrement partiel des mesures actuellement mises en œuvre, chacun de son côté, par le SSR et l'ORP milite pour la création d'un pot commun de mesures géré conjointement par ces deux institutions. (...) Cette structure devrait s'appuyer sur un outil de profiling (...). Les demandeurs d'emploi seraient ensuite orientés vers le SSR, l'ORP, ou toute autre institution publique ou privée reconnue, en fonction de leur profil et des problèmes qu'ils rencontrent pour se réinsérer professionnellement. Pour ce faire, elle aurait à sa disposition l'ensemble des institutions publiques et privées dont les mesures sont recensées dans le catalogue. Le financement des mesures se ferait par transfert financier de la part du service légalement responsable au fournisseur de la mesure, comme l'ORP le pratique déjà avec les prestataires de mesures de marché du travail sous l'égide de la LACI (contrat de prestation). Pour éviter les tensions interinstitutionnelles constatées, cette structure ne devrait pas dépendre d'un des deux services concernés. Il pourrait s'agir d'une instance interdépartementale, composée de collaborateurs délégués par ces services et formés à cette fin, à laquelle chaque service adresserait les personnes placées sous sa juridiction et jugées difficilement plaçables. Une fois l'attribution faite par la structure d'évaluation à un service (SSR, ORP ou autre), celui-ci serait responsable du suivi de la personne concernée et, une fois la mesure terminée, de mandater la structure d'évaluation pour un nouvel adressage au cas où la réinsertion professionnelle n'aurait pas pu être réalisée.» (Rapport d'évaluation, p. 66).

L'article 86 al. 1 pose ainsi les bases de la collaboration du SPE avec le SASoc et les services sociaux dans le cadre de l'attribution de mesures en faveur de la population des demandeurs d'emploi bénéficiant ou ayant précédemment bénéficié de prestations sociales cantonales ou communales. Cette collaboration doit être distinguée de la collaboration interinstitutionnelle prévue aux articles 98 et suivants du projet: dès lors qu'elle tend à coordonner des prestations purement cantonales ou communales (PEQ et MIS) visant à la réinsertion socioprofessionnelle des bénéficiaires, la coordination instituée par l'article 86 va au-delà de l'application des dispositions fédérales relatives à la collaboration interinstitutionnelle prévue dans le cadre des assurances sociales (LACI, AI, etc.) et réalisée par l'intermédiaire de moyens alloués à chacune de ces assurances. La collaboration en matière de mesures cantonales au sens du projet a donc pour objectif principal d'améliorer l'efficacité des outils de réinsertion cantonaux par une prise en charge et un suivi personnalisé des bénéficiaires, pour lesquels une mesure

de droit cantonal adaptée peut être envisagée. Rien n'empêche cependant que la structure de coordination prévue à l'alinéa 2 de l'article 86 entreprenne une démarche de collaboration institutionnelle étendue aux autres intervenants, s'il s'avère que le bénéficiaire doit ou peut y avoir recours. La collaboration prévue par l'article 86 vise donc la réalisation de la recommandation des experts en instituant une structure d'évaluation neutre au centre du dispositif PEQ – MIS qui assure une transition concertée entre ces mesures («institutionnalisation d'un espace de coordination SSR – ORP», cf. rapport d'évaluation, p.63 § 10). Cette structure est instaurée par l'alinéa 2, dont l'organisation et la conduite relèvent des deux services compétents. Cette plate-forme de collaboration sera exploitée par des collaborateurs spécialement formés qui proviendront des ORP (conseillers en placement) et des services sociaux (assistants sociaux). Les modalités de la collaboration et de la gestion de la structure seront réglées par une convention entre les services (al. 3).

Il est également prévu qu'un outil statistique commun performant soit mis à sa disposition, pour assurer une collecte fiable de données (cf. rapport d'évaluation, objectif N° 5, p. 63). La tâche de la structure consistera à évaluer les dossiers susceptibles d'être pris en charge et sous quelle forme (*profiling*). Il s'agira principalement de demandeurs d'emploi susceptibles, soit immédiatement, soit à court ou à moyen terme, d'être intégrés à un programme d'insertion professionnelle (notamment suite au bon déroulement d'une MIS), qui requièrent toutefois une prise en charge individualisée afin d'assurer le succès de la mesure. Cette prise en charge particulière aura ainsi pour objectif d'accompagner les demandeurs d'emploi (notamment ceux ayant bénéficié de prestations d'aide sociale) vers la réinsertion professionnelle en assurant un suivi social (aide à l'organisation familiale, réadaptation à un horaire de travail, etc.), auquel s'ajoutera une prise en charge visant l'aptitude au placement dans le monde du travail.

#### **Art. 87 Structure particulière pour les jeunes**

L'article 87 donne également charge au SPE et aux autres services de l'Etat concernés de collaborer en matière d'insertion professionnelle des jeunes. Les tâches de cette structure seront de prendre en charge les cas de jeunes éprouvant des difficultés de réinsertion, de leur proposer les mesures adéquates et d'assurer le suivi des cas qui seront soumis à cette dernière. Le projet crée donc la base légale formelle qui permet au SPE de poursuivre les efforts de collaboration entrepris déjà aujourd'hui dans ce domaine, par l'intermédiaire de la «Plate-forme jeunes» notamment.

#### **Art. 88 Coordination**

La coordination et l'offre de mesures adaptées aux besoins ressortent de la compétence du Service, lequel doit procéder dans la limite de ses moyens.

#### **Art. 89 et 90 Programme de qualification – Notion – Bénéficiaires**

Ces dispositions reprennent le contenu de l'actuelle LEAC et traitent des genres de programmes à disposition des bénéficiaires.

### **Art. 91 Obligations de l'organisateur**

L'article 91 al. 2 concerne en particulier la contribution de l'organisateur de la mesure au salaire du bénéficiaire, lorsqu'il s'agit d'une entreprise. Dès lors que la rémunération mensuelle du demandeur d'emploi est prélevée intégralement sur le compte du Fonds cantonal de l'emploi, l'organisateur s'engage à contribuer à ce salaire pour une part fixée lors de la conclusion du contrat. Le droit actuellement en vigueur prévoit que cette contribution peut être négociée dans une fourchette comprise entre 20 et 75% du salaire versé, les entreprises étant toutefois tenues de supporter une part de 75%, qui peut toutefois être réduite de deux fois 30% dans des circonstances particulières. Si la part minimale de 20% assurée par l'entreprise organisatrice doit constituer l'exception, l'examen des contrats passés permet de constater que cette contribution minimale fait désormais office de règle. Contrairement au projet soumis à la consultation qui prévoyait une application plus stricte d'une contribution à hauteur de 75%, la disposition renvoie la question au règlement d'exécution, afin de pouvoir modifier facilement cette contribution, au gré de la demande en mesures et de la situation conjoncturelle prévalant dans le canton. Une marge de négociation sera laissée aux autorités chargées de ratifier les contrats.

Le projet introduit également la problématique de la prévoyance professionnelle dans le cadre des mesures cantonales de réinsertion professionnelle. Il reviendra aux autorités de déterminer, dans le règlement d'exécution, les conditions à une contribution du Fonds cantonal de l'emploi à la prévoyance des bénéficiaires (âge, durée minimale de la mesure, contribution maximale, etc.). A ce titre, il a été prévu que la contribution soit versée lorsque le contrat passé entre le bénéficiaire de la mesure et le SPE a une durée minimale d'un mois, quand bien même l'obligation d'assujettissement n'intervient que pour les contrats de durée supérieure à trois mois. Cette option est justifiée par le fait que la prévoyance professionnelle couvre le risque du décès et de l'invalidité par un droit à une rente pour les survivants ou les invalides, ce qui constitue une garantie dans le cadre de mesures comprenant des activités exposées à ce genre de risque. Le projet mentionne également des conditions à la contribution en fonction de l'âge, lesquels ne font, pour l'instant, l'objet d'aucune disposition d'exécution. Ces dispositions pourront être introduites ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires, notamment pour des raisons budgétaires. La contribution versée par le Fonds de l'emploi correspondra aux dispositions fédérales en la matière, relatives notamment au salaire coordonné selon la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (RS 831.40). Pour l'année 2007, la contribution du Fonds de l'emploi (part employeur) s'est élevée à 165 378 fr. 15.

### **Art. 92 Conditions à remplir par l'entreprise**

L'article 92 définit les conditions à remplir par une entreprise pour l'organisation d'une mesure de réinsertion professionnelle. Cette disposition est reprise de la LEAC et n'a subi aucune modification. Elle a pour objectif d'éviter que la mesure soit, pour l'entreprise, un moyen d'obtenir de la main-d'œuvre dont le salaire est pris en charge en grande partie par l'Etat. Dans cette optique, l'organisation d'une mesure sera refusée à toute entreprise qui aura licencié du personnel durant les dix-huit derniers mois et qui ne respecterait pas les conventions collectives de travail ou les salaires usuels. Le cumul de

mesures doit être également évité s'il s'avère que l'entreprise renonce à engager un bénéficiaire pour des raisons dont elle assume la responsabilité.

### **Art. 93 Contrats**

Cette disposition est reprise de la LEAC. Elle a néanmoins été complétée par une clause de résiliation facilitée du contrat passé avec le bénéficiaire, s'il s'avère que celui-ci doit répondre des comportements décrits à l'article 83 (abandon de la mesure, violation du contrat de placement passé avec l'ORP, etc.).

## **SECTION 2 Perte de gain en cas de maladie**

### **Art. 94 Subventions**

L'introduction de cette disposition fait suite à la motion Antoinette Romanens et André Ackermann déposée au mois de juin 2007 (M 1021.07), sur laquelle le Conseil d'Etat est entré en matière. Les motionnaires ont requis du Conseil d'Etat l'introduction d'une disposition nouvelle dans la loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs, afin d'assurer, sous certaines conditions, le subventionnement des primes d'assurance perte de gain en cas de maladie pour les personnes qui sont à la recherche d'un emploi. Il est à noter que dans le cadre du décret relatif au plan de soutien à l'économie en vue contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg, le Grand Conseil a accepté, en séance du 17 juin 2009, l'entrée en vigueur anticipée de cette mesure, par le biais du fonds de relance créé dans le cadre du bouclage des comptes 2008 de l'Etat de Fribourg. Cette mesure de soutien aux individus ayant été toutefois limitée jusqu'à juillet 2011, les dispositions prévues par le présent projet pourront donc s'y substituer.

En Suisse, la couverture d'une personne bénéficiant d'un contrat de travail pour la perte de gain en cas de maladie est facultative. Elle peut dépendre de deux régimes distincts: l'un est fondé sur l'assurance facultative d'indemnités journalières au sens des articles 67 et suivants de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal; RS 832.10); l'autre dépend d'un contrat passé avec un assureur privé et est régi par la loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA; RS 221.229.1). Dans la mesure où une couverture perte de gain a été conclue, les deux régimes prévoient le passage de l'assurance collective à l'assurance individuelle, lorsque la relation de travail entre un employeur et son employé prend fin. Cette opportunité est cependant peu utilisée par les personnes qui perdent leur emploi et s'inscrivent à l'assurance-chômage, pour des raisons de coûts principalement.

Les prestations en cas de maladie prévue par la LACI sont très limitées. En effet, selon l'article 28 al. 1 LACI, «*Les assurés qui, passagèrement, ne sont aptes ni à travailler ni à être placés ou ne le sont que partiellement en raison d'une maladie (...), d'un accident (...) ou d'une grossesse et qui, de ce fait, ne peuvent satisfaire aux prescriptions de contrôle, ont droit à la pleine indemnité journalière s'ils remplissent les autres conditions dont dépend le droit à l'indemnité. Leur droit persiste au plus jusqu'au 30<sup>e</sup> jour suivant le début de l'incapacité totale ou partielle de travail et se limite à 44 indemnités journalières durant le délai-cadre.*». Il en résulte qu'un demandeur d'emploi victime d'une maladie de longue durée verra son droit aux indemnités refusé à partir du 31<sup>e</sup> jour d'incapacité, son aptitude au placement pouvant être en outre niée si cet état perdure. Il ne fait donc aucun doute que le demandeur d'emploi qui n'aurait pas sous-

crit à une assurance perte de gain en cas de maladie se verrait sans aucune ressource passé ce délai, si ce n'est celle issue de son épargne privée ou celle allouée par les services sociaux.

Conscients de cette lacune de couverture, certains cantons ont introduit des mesures pour pallier le risque lié à la perte de gain en cas de maladie des demandeurs d'emploi. La République et Canton de Genève notamment a prévu l'obligation des demandeurs d'emploi de cotiser à une assurance perte de gain par un prélèvement systématique sur les prestations versées par les caisses de chômage (cf. loi genevoise du 11 novembre 1983 en matière de chômage; RSG J 2 20; art. 9ss). En cas de maladie, le bénéficiaire dispose par ce biais de 270 indemnités journalières pour perte de gain, cumulées dans le délai cadre d'indemnisation fédérale, qui sont servies dès la fin des 30 jours couverts par la LACI, moyennant un délai d'attente de 5 jours. Le canton de Neuchâtel a, quant à lui, prévu un régime facultatif dans le but d'inciter les demandeurs d'emploi à s'assurer par le subventionnement des primes d'assurance perte de gain en cas de maladie. Les chômeurs doivent donc s'assurer eux-mêmes et requérir le subventionnement, pour peu qu'ils en remplissent les conditions d'octroi (cf. loi neuchâteloise du 25 mai 2004 sur l'emploi et l'assurance-chômage; RSN 813.10; art. 43 al. 1 let. e; règlement du 23 décembre 1998 concernant le subventionnement de l'assurance perte de gain pour chômeurs et bénéficiaires de mesures d'intégration professionnelle; RSN 823.201.2). Il est à relever que le subventionnement des primes s'étend non seulement aux demandeurs et demandeuses d'emploi touchant des prestations de l'assurance-chômage, mais également aux bénéficiaires de mesures d'intégration cantonales.

Le système neuchâtelois actuel a été précédé d'une autre forme de couverture pratiquée dans ce canton dès le 1<sup>er</sup> janvier 1997. L'ancien système reposait sur une convention passée entre l'Etat et un assureur privé, selon laquelle le canton s'engageait à affilier tous ses demandeurs d'emploi à un contrat collectif de perte de gain en cas de maladie. Afin de ne pas péjorer la situation financière d'une classe de population à revenu modeste, la cotisation obligatoire à prélever sur les prestations de chômage était fixée selon un taux de prime supportable. Afin que le modèle soit viable, il était donc nécessaire que l'Etat s'engage par une contribution publique, fixée à 50 francs par mois et par chômeur, pour un montant total d'environ 3 millions de francs par année. Vu son coût, le système a été abandonné et remplacé par le subventionnement facultatif décrit ci-dessus.

Le canton de Fribourg a également examiné, dès 1998, l'opportunité d'assurer ses demandeurs d'emploi contre le risque de perte de gain lié à la maladie. L'évaluation portait sur un modèle comparable à celui pratiqué dans le canton de Neuchâtel. Considérant les coûts prévus à la charge du canton, le Conseil d'Etat a renoncé à aller plus avant dans ce projet.

L'utilité d'une couverture au risque de la perte de gain pour cause de maladie en faveur des demandeurs d'emploi n'est pas à démontrer. Le Conseil d'Etat est conscient que, pour cette population déjà fragilisée par un état de non-emploi, la survenance d'une maladie de longue durée peut aboutir à une situation économique très critique. Il relève également que l'inscription au chômage suite à la perte d'un emploi conduit elle-même, dans bien des cas, à une détérioration de l'état de santé des demandeurs d'emploi compte tenu des pressions psychologiques que

peut engendrer une telle situation. Le défaut de couverture efficace en cas de maladie peut donc être considéré comme une fausse économie, non seulement pour les demandeurs d'emploi, mais également pour l'Etat, lequel doit quoiqu'il en soit pallier l'absence de revenu par le biais de l'aide sociale dans bien des cas.

L'évaluation effectuée par le Conseil d'Etat dans sa réponse à la motion Romanens/Ackermann a permis de conclure qu'une affiliation facultative avec versement de subventions aux primes selon le modèle neuchâtelois était réalisable dans le canton de Fribourg. Selon les informations obtenues auprès de la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage qui se charge de l'application du règlement concernant le subventionnement de la perte de gain, les subventions allouées se sont montées à 115 488 francs en 2008 pour 101 bénéficiaires, 145 724 francs en 2007 pour 138 bénéficiaires, à 200 617 fr. 80 en 2006 pour 167 bénéficiaires et 245 327 fr. 60 en 2005 pour 205 bénéficiaires (CCNAC, rapports de gestions 2005, 2006, 2007 et 2008). Le modèle neuchâtelois repose en outre sur un seuil de la fortune fiscalement constatée pour déterminer les ayants-droit aux subventions. Ce seuil permet donc de limiter le subventionnement de l'Etat aux demandeurs d'emploi qui se trouvent dans les situations économiques les plus difficiles. Les subventions sont, quant à elles, versées sous la forme de forfaits fixés au prorata du gain assuré ou du salaire réalisé en mesure d'insertion professionnelle. Comme on peut le constater, le système est modulable en fonction du budget garanti par l'Etat. Il est donc aisé, par modification du règlement, de restreindre ou d'étendre le cercle des bénéficiaires et le montant des subventions alloués. La charge de travail supplémentaire pour la caisse de chômage a été estimée, dans le canton de Neuchâtel, à 268 heures pour l'année 2006. Ces heures ont été consacrées au traitement de 182 dossiers (167 décisions positives; 15 décisions négatives).

Considérant ce qui précède et compte tenu de l'impact social et économique lié à l'absence d'une assurance perte de gain en cas de maladie pour les chômeurs et bénéficiaires de mesures de réinsertion, le Conseil d'Etat est entré en matière sur le contenu de la motion en formulant, par le biais de l'article 95 du projet, une proposition d'adaptation de la législation, afin d'instituer un subventionnement aux primes d'assurance dans ce domaine. Le modèle choisi se fonde sur le système neuchâtelois, soit sur un subventionnement facultatif en faveur des demandeurs d'emploi se trouvant dans les situations financières les moins avantageuses. Puisque les cantons de Fribourg et de Neuchâtel sont comparables s'agissant du nombre de demandeurs d'emploi, on peut donc considérer que les retombées en termes de coût et de fonctionnement seront à peu près semblables. Selon l'article 94, le subventionnement devra faire l'objet d'une évaluation par la Commission de l'emploi et du marché du travail, qui pourra proposer la mesure au Conseil d'Etat. La procédure d'octroi des subventions sera fixée par le règlement. La Caisse publique de chômage, qui a été consultée sur la question, se déclare prête à prendre en charge l'examen des dossiers et le versement des subventions.

Il y a encore lieu de relever que, selon les expériences faites dans le cadre du plan de soutien à l'économie en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg, une adaptation des conditions d'octroi de la subvention pourra encore être effectuée, afin d'optimiser l'attractivité de la mesure. L'âge minimal du bénéficiaire, sa for-

tune ou sa situation de famille seront pris en compte dans le cadre de la fixation des conditions d'octroi, lesquelles seront adaptées par le biais du règlement d'exécution de la loi.

### **SECTION 3 Chèque emploi**

Les articles 95 à 97 du projet donnent une base légale au chèque emploi, introduit dès juin 2006 dans le canton de Fribourg. Une source importante de travail illicite résulte des emplois dits de «proximité», soit des engagements à temps partiel ou de durée limitée passés à titre privé, dont le salaire est payé directement au travailleur (par ex. l'engagement d'une aide de ménage pour quelques heures hebdomadaires). Le fait de ne pas déclarer ces emplois résulte, dans la plupart des cas, non pas d'une volonté claire de contrevenir aux dispositions légales applicables, mais est plutôt lié aux contraintes administratives qui découlent de l'engagement de ce personnel. En effet, la personne qui recourt à des services de proximité acquiert la qualité d'employeur et doit, de ce fait, assumer les responsabilités qui y sont liées, soit principalement le versement du salaire, ainsi que l'affiliation et le versement de cotisations aux assurances sociales. Le système du chèque emploi permet d'alléger cette charge administrative en la rendant très simple: d'une part, le salaire est versé en espèces au travailleur; d'autre part, un chèque emploi est établi en trois parties, sur lesquelles sont reportés le montant et la date du paiement du salaire. La première partie tient lieu de quittance pour l'employeur; la seconde fait office de décompte de salaire pour l'employé; la troisième partie est adressée à une structure de gestion chargée de calculer les charges sociales dues en fonction du salaire.

Ces charges, ainsi que l'impôt à la source, peuvent être encaissées par le biais d'acomptes prévisibles ou sur la base d'un décompte adressé à l'employeur. La structure de gestion se charge ensuite de ventiler les montants perçus auprès des différentes assurances sociales concernées. L'employé est ainsi couvert en matière d'AVS, d'AI, d'APG, d'assurance-chômage et d'assurance-accident. L'employeur, quant à lui, est «en règle». Les institutions sociales peuvent percevoir des montants qui leur échappaient jusqu'alors. Le chèque emploi ne saurait exempter les parties au contrat de travail des règles de police des étrangers et de législation en matière fiscale. Toutefois, la structure de gestion du chèque emploi assure aux parties le respect de la confidentialité de leurs données personnelles (nom, adresse, etc.).

#### **Art. 95 Chèque emploi – définition**

L'article 95 du projet définit les notions de chèque emploi et d'emploi de proximité, telles qu'elles figurent ci-dessus (par ex. aide au ménage, garde d'enfants, jardinage, etc.), et ouvre la possibilité d'étendre le système à d'autres domaines professionnels, selon les besoins.

#### **Art. 96 Compétences du Service**

Le SPE est l'autorité chargée de la mise en place du système. Dans ce but, il collabore et négocie avec les autres autorités concernées, soit notamment les organismes d'assurances sociales. Il a aussi la charge d'organiser la structure de gestion, dont la mission consiste en la calculation, l'encaissement et la redistribution des charges sociales et de l'impôt à la source prélevés auprès des parties. Pour ce faire, il peut mandater une entité privée, sans

but lucratif. La mise en place du chèque emploi a précédé l'entrée en vigueur de la base légale y relative. Le canton de Fribourg s'est en effet doté, depuis le 20 juin 2006, de ce système permettant d'alléger la charge administrative des employeurs offrant des emplois de proximité. La gestion en a été confiée au Centre d'intégration socioprofessionnelle (CIS), sur la base d'un appel d'offres. En juillet 2007, 131 contrats de travail étaient répertoriés auprès de cette association, qui représentaient une masse salariale mensuelle de près de 61 000 francs et des charges sociales d'environ 10 000 francs (cf. réponse du 6 novembre 2007 du Conseil d'Etat à la question Xavier Ganioz «Chèque emploi: mesurer l'efficacité»; QA 3054.07).

#### **Art. 97 Rapport comptable**

Cette disposition prévoit la remise, à la Direction, d'un rapport comptable annuel sur les activités liées au chèque emploi.

## **CHAPITRE IV Dispositions diverses**

### **SECTION 1 Collaboration interinstitutionnelle**

#### **Art. 98 et 99 En général et en matière d'assurance-chômage**

Les articles 98 et 99 du projet instituent l'obligation, pour le SPE, de collaborer avec les autres services de l'Etat dans des domaines particuliers. Réciproquement, le SPE doit pouvoir également compter sur les compétences de ces services, afin d'être capable de réaliser ses propres missions. En matière de chômage, l'utilité de la collaboration interinstitutionnelle entre le SPE, les services sociaux et l'assurance-invalidité notamment n'est plus à démontrer. Le projet crée donc la base légale formelle qui permet à ces unités de persévérer dans les efforts de collaboration entrepris dans cette matière.

#### **Art. 100 Bénéficiaires**

Cette disposition prévoit expressément le consentement des bénéficiaires à la collaboration interinstitutionnelle, en vue notamment de l'échange d'informations entre les autorités en charge des dossiers.

### **SECTION 2 Moyens et financement**

#### **Art. 101 Système électronique d'information**

L'article 101 donne la compétence au SPE de gérer le service informatique qui permet de réaliser l'inscription des demandeurs d'emploi auprès des ORP et d'assurer le suivi des dossiers de manière centralisée, par l'intermédiaire du système PLASTA. Il est également prévu que le Service se dote d'un système commun à l'ensemble de ses unités dans le cadre des activités cantonales. La coordination de l'activité de ces unités, notamment en ce qui concerne les différentes inspections (travail, emploi, travail au noir) et le contrôle des entreprises de placement privé et de location de services, justifie que les données utiles soient à la disposition de l'ensemble des collaborateurs concernés. L'objectif visé réside dans l'amélioration de l'efficacité de la réalisation des tâches.

#### **Art. 102 Travail détaché et lutte contre le travail au noir**

L'article 102 règle la délégation de l'activité de contrôle par le biais de mandats de prestations, dont le financement est fixé sur la base des contrôles effectués.

#### **Art. 103 et 104 Financement**

La question du financement des activités prévues par le projet est abordée dans les articles 103 et 104. Ces dispositions règlent la gestion du Fonds cantonal de l'emploi, principale source de financement des tâches cantonales en matière d'emploi. Ces dispositions sont reprises de l'actuelle LEAC avec quelques modifications: il est fait mention de l'établissement de quotas en matière de mesures cantonales de réinsertion professionnelle dans le cadre de la disposition accordant le financement des dites mesures par le Fonds (art. 103 al. 1 let. a). Le projet entend ainsi lier l'octroi des mesures avec les moyens financiers effectifs mis à la disposition par le Fonds.

S'agissant du financement des subventions à l'assurance perte de gain (art. 103 al. 1 let. b), le coût prévu est formulé ci-dessus (ad art. 94). Le projet soumis à consultation a été modifié sur la question de la contribution des communes (art. 103 al. 3): celle-ci est désormais fixée à 15 francs et toute augmentation est soumise à l'information préalable des communes. En sa qualité de principal utilisateur des moyens mis à disposition par le Fonds cantonal de l'emploi, le SPE en assume la gestion courante (art. 104).

L'article 103 al. 1 let. g prévoit, sous réserve des moyens consacrés par l'assurance-chômage, le financement de la structure de prise en charge des bénéficiaires de mesures cantonales de réinsertion professionnelle exploitée en collaboration avec les autorités de l'aide sociale compétentes, ainsi que de celle instituée en faveur des jeunes éprouvant des difficultés de réinsertion. Même si l'organisation de ces structures ne sont n'est pas encore totalement définie, on peut estimer que les moyens à allouer en personnel se montent à environ 4 à 6 postes de travail à plein temps.

### **SECTION 3 Voies de droit**

#### **Art. 105 à 108 Principe et cas particuliers**

Les articles 105 à 108 du projet sont consacrés aux voies de droit. Ces dispositions ont été réorganisées par rapport à celles contenues dans la LEAC, puisque selon les principes généraux de procédure, les voies de droit sont décrites pour chaque domaine concerné. L'article 105 rappelle que les décisions sont sujettes à recours, selon les dispositions de la procédure administrative cantonale, sous réserve des dispositions de la législation fédérale. Les décisions d'octroi de mesures cantonales par les ORP sont sujettes à opposition auprès du SPE (art. 107). L'article 108 fixe les voies de droit dans toutes les matières qui relèvent de la compétence de l'inspection du travail. Il institue une procédure de réclamation, laquelle doit être déposée dans un délai de trente jours. La décision sur réclamation est ensuite susceptible d'être attaquée auprès du Tribunal cantonal dans le même délai (art. 108 al. 2). L'instauration du recours direct au Tribunal cantonal a pour but de renforcer l'indépendance de l'inspection du travail, cet organe n'étant désormais plus soumis au contrôle d'une autorité hiérarchique supérieure, pour en garantir l'indépendance.

### **SECTION 4 Obligations**

#### **Art. 109 à 111 Obligations de renseigner, de garder le secret et de protéger les données**

Les articles 109 à 111 du projet font état des différentes obligations incombant aux agents de l'Etat chargés de son application. Ces dispositions, qui sont reprises de la LEAC, instituent l'obligation de fournir des renseignements gratuits, le secret de fonction et la protection des données.

### **SECTION 5 Dispositions pénales**

#### **Art. 112 à 114 En général et dans les cas particuliers**

Les dispositions pénales ont été exprimées de manière générale (art. 112) et de façon distincte pour ce qui concerne les infractions à la loi fédérale sur le service de l'emploi et la loi sur le travail. S'agissant des amendes prévues par la LSE, la rétrocession de la compétence au Service s'inspire du système genevois. Elle est motivée par le fait que le domaine de la gestion et du contrôle des entreprises de placement privé et de location de services est très particulier et nécessite le recours à du personnel très spécialisé. Dès lors que le Service assume les tâches spécifiques prévues par la loi en collaboration avec les autorités fédérales et qu'il dispose de l'ensemble des moyens pour y procéder (par ex. l'accès au système informatique fédéral de gestion des entreprises concernées; EXLSE), il se justifie que la compétence de prononcer les amendes lui soit accordée (art. 113 al. 1). S'agissant des dispositions pénales de la LTr, la LEAC prévoit que le Préfet connaît des infractions en cette matière. Compte tenu de la nature des infractions qui peuvent avoir des conséquences très graves sur la santé des travailleurs, il se justifie d'octroyer ces compétences au juge de police, en regard notamment des peines qui peuvent être prononcées (art. 114). Il est à noter qu'au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la justice (LJ; cf. Message N°175 du 14 décembre 2009 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la justice), une adaptation de certaines des dispositions pénales du projet de LEMT sera nécessaire.

### **SECTION 6 Emoluments et frais**

#### **Art. 115 Principe**

L'article 115 instaure le principe général de perception d'émoluments et de frais lorsqu'une décision a été rendue par les autorités chargées de l'application de la loi. Il est désormais acquis que l'Etat peut, en fonction du travail réalisé en faveur des administrés, facturer ses services. Le règlement d'exécution fixera le tarif des émoluments, dans la mesure où la gratuité de la procédure n'est pas expressément prévue.

### **CHAPITRE V Dispositions finales**

#### **Art. 116 à 119 Dispositions transitoires, abrogatoires, modifications et entrée en vigueur**

Le dernier chapitre du projet concerne les dispositions finales et transitoires. Celles-ci garantissent les situations acquises des demandeurs d'emploi en fin de droit, de manière à ce qu'ils ne soient pas, le cas échéant, pénalisés par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (art. 116). L'ar-



ticle 117 prévoit l'abrogation des diverses législations cantonales qui ont été intégrées à la LEMT, ainsi que de certaines lois à caractère désuet. L'article 118 prévoit les modifications d'autres textes légaux. L'entrée en vigueur de la LEMT sera fixée par le Conseil d'Etat (art. 119). Un report du délai d'entrée en vigueur pour les dispositions qui requièrent des mesures d'organisation particulières doit toutefois être envisagé. Sont notamment concernées par ce report les dispositions concernant l'inscription des demandeurs d'emploi auprès des ORP et l'institution de services particuliers en matière de communication (informatique, etc.).

Le Conseil d'Etat invite dès lors le Grand Conseil à adopter le présent projet de la loi sur l'emploi et le marché du travail.

#### ANNEXE: table des abréviations

|          |   |
|----------|---|
| ad       | voir  |
| AI       | Assurance-invalidité  |
| al.      | Alinéa  |
| AMTIC    | Arrêté fribourgeois du 18 juin 2001 instituant des mesures contre le travail illicite dans la construction                                    |
| AOPA     | Arrêté fribourgeois du 18 décembre 1990 d'exécution de l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles |
| APG art. | Assurance perte de gain en cas de maladie article   |
| AVS      | Assurance-vieillesse et survivants  |
| CCNAC    | Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage  |
| CCT      | Convention collective de travail  |
| CEP      | Conseiller(ère) en placement  |
| cf.      | confer  |
| CII      | Collaboration interinstitutionnelle   |
| CIS      | Centre d'intégration socioprofessionnel   |
| CO       | Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le code civil suisse (Livre cinquième: droit des obligations)   |
| CSIAS    | Conférence suisse des institutions d'action sociale   |
| DEE etc. | Direction de l'économie et de l'emploi et cetera  |
| ex.      | exemple   |
| EXLSE    | Système d'information pour la gestion des entreprises de placement et de location de services   |
| FF       | Feuille fédérale  |
| LAA      | Loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents  |
| LACI     | Loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité  |
| LAMal    | Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie  |
| LASoc    | Loi fribourgeoise du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale  |
| LCA      | Loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance   |
| LEAC     | Loi fribourgeoise du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs   |
| LECCT    | Loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail                          |

|           |   |
|-----------|---|
| LEMT      | Projet de loi fribourgeoise sur l'emploi et le marché du travail  |
| LEmp let. | Loi vaudoise du 5 juillet 2005 sur l'emploi lettre  |
| LJ        | Projet de loi fribourgeoise sur la justice  |
| LOCEA     | Loi fribourgeoise sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration   |
| LSE       | Loi fédérale du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services  |
| LTN       | Loi fédérale du 17 juin 2005 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (loi sur le travail au noir)                        |
| LTr       | Loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail)   |
| LTrD      | Loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile  |
| MIS       | Mesure d'insertion sociale  |
| MMT       | Mesures du marché du travail  |
| OETN      | Ordonnance fribourgeoise du 18 décembre 2007 d'exécution de la législation fédérale en matière de lutte contre le travail au noir                     |
| OMA       | Ordonnance fribourgeoise du 2 juin 2004 sur les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes   |
| OPA       | Ordonnance fédérale du 19 décembre 1983 sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents) |
| ORP       | Office régional de placement  |
| OSE       | Ordonnance fédérale du 16 janvier 1991 sur le service de l'emploi et la location de services (Ordonnance sur le service de l'emploi)                  |
| OTN       | Ordonnance fédérale du 6 septembre 2006 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (ordonnance sur le travail au noir)      |
| p.        | page  |
| PEQ       | Programme d'emploi qualifiant   |
| PLASTA    | Système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail  |
| QA        | Question parlementaire  |
| REAC      | Règlement fribourgeois du 6 juillet 199 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs   |
| réf.      | référence   |
| RHT       | Réduction de l'horaire de travail   |
| RS        | Registre systématique du droit fédéral  |
| RSF       | Recueil systématique de la législation fribourgeoise  |
| RSG       | Recueil systématique de la législation genevoise  |
| RSN       | Recueil systématique de la législation neuchâteloise  |
| RSV       | Recueil systématique de la législation vaudoise   |
| SASoc     | Service de l'action sociale   |
| SECO      | Secrétariat d'Etat à l'économie   |
| SeMo      | Semestre de motivation  |
| ss        | suivants  |
| SSR       | Service social régional   |
| SPE       | Service public de l'emploi  |
| Symic     | Système d'information central sur la migration  |
| TVA       | Taxe sur la valeur ajoutée  |

**BOTSCHAFT Nr. 189  
des Staatsrats an den Grossen Rat  
zum Gesetzesentwurf über die Beschäftigung  
und den Arbeitsmarkt (BAMG)**

20. April 2010

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG).

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

**1. Allgemeines**

- 1.1 *Einleitung – Rückblick*
  - 1.1.1 Die Arbeitslosigkeit im Kanton
  - 1.1.2 Entwicklungen im Bereich der Arbeitslosenversicherung
  - 1.1.3 Andere vom Entwurf behandelte Bereiche
- 1.2 *Notwendigkeit eines einzigen Gesetzestextes*
- 1.3 *Das allgemeine Konzept*
  - 1.3.1 Die wichtigsten Züge des Entwurfs
  - 1.3.2 Besondere Neuerungen
- 1.4 *Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens*
  - 1.4.1 Eintreten
  - 1.4.2 Allgemeine Bestimmungen
  - 1.4.3 Ausführungsbestimmungen zur Bundesgesetzgebung
  - 1.4.4 Ergänzende Massnahmen zur beruflichen Eingliederung
  - 1.4.5 Andere kantonale Massnahmen
  - 1.4.6 Verschiedene Bestimmungen
  - 1.4.7 Folgerungen aus dem Vernehmlassungsverfahren
- 1.5 *Auswirkungen des neuen Gesetzes*
  - 1.5.1 Finanzielle Auswirkungen
  - 1.5.2 Auswirkungen auf das Personal
  - 1.5.3 Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden
  - 1.5.4 Europaverträglichkeit
  - 1.5.5 Referendum

**2. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln**

**BEILAGE: Abkürzungsverzeichnis**

**1. ALLGEMEINES**

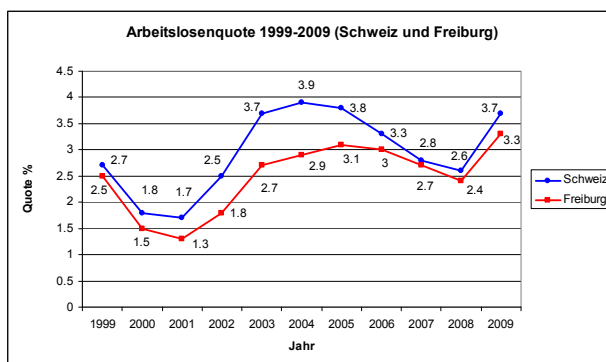
**1.1 Einleitung – Rückblick**

Die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (SGF 10.1) sieht unter Artikel 55 Abs. 2 ausdrücklich vor, dass Staat und Gemeinden Massnahmen ergreifen, um die Folgen der Arbeitslosigkeit abzuschwächen, der sozialen oder beruflichen Ausgrenzung vorzubeugen und um die Eingliederung zu fördern. Der vorliegende Gesetzesentwurf hat zum Ziel, diesen Verfassungsauftrag umzusetzen, indem er die Werkzeuge ergänzt und verbessert, die den dafür zuständigen Behörden zur Verfügung stehen. Dieses Vorhaben fällt in eine Zeit, in der sich angesichts der wirtschaftlichen Entwicklungen der vergangenen Monate auf internationaler, nationaler und kantonaler Ebene das konjunkturelle Klima verändert hat. Der Entwurf, der zu Zeiten der Hochkonjunktur aufgestellt wurde, erlangt seine volle Bedeutung zu einem Zeitpunkt, da sich die Zeichen einer Konjunkturerholung mehren, nachdem eine schwere Krise verschiedene Wirtschaftszweige des Kantons mit all ihren Folgen für den Arbeitsmarkt mit voller Wucht getroffen hat. Während der Kanton die Notwendigkeit erkannt hat, dass seiner

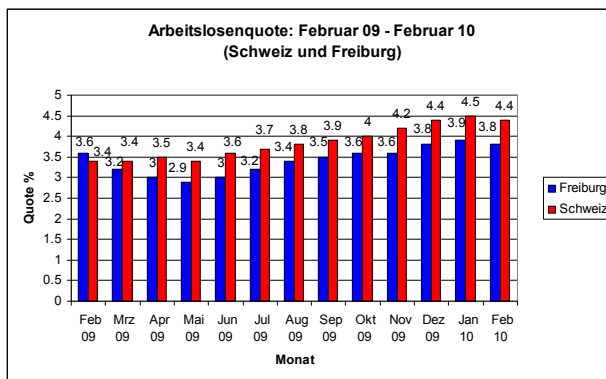
Wirtschaft mittels eines Konjunkturplans zur Krisenbewältigung Soforthilfe geleistet werden muss, ist die Wirkung des BAMG auf lange Frist angelegt und zwar nicht nur im Bereich der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und der beruflichen Eingliederung, sondern auch in Bezug auf die Gewährleistung der Rahmenbedingungen für eine harmonische Entwicklung des Arbeitsmarkts.

**1.1.1 Die Arbeitslosigkeit im Kanton**

Im Kanton Freiburg haben sich die Massnahmen zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit seit vielen Jahren bewährt. Die Resultate sind spürbar: Die Arbeitslosenkurve unseres Kantons lag seit Beginn des Jahrzehnts in der Regel deutlich unter dem Schweizer Durchschnitt, vor allem aber unter der Arbeitslosenkurve aller anderen Kantone der Romandie.



Diese eher günstige Situation schien sich auch in den vergangenen Monaten zu bestätigen, in denen die Krise die gesamte Wirtschaft im Griff hatte. Die Arbeitslosigkeit im Kanton sieht wie folgt aus:



Mit der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit im Kanton Freiburg sind drei regionale Arbeitsvermittlungszentren (RAV) betraut, deren Verwaltung vom Amt für den Arbeitsmarkt (das Amt) sichergestellt wird. Diese drei Zentren zählen über 120 spezialisierte Mitarbeitende, die ihre Kompetenzen in den Dienst der Stellensuchenden und der Unternehmen stellen. Die zehn Jahre seit der Schaffung der RAV (1996–2006) lassen sich wie folgt in Zahlen ausdrücken:

- 80 000 Personen (das entspricht etwa der Bevölkerung des Saanebezirks) haben sich bei den RAV des Kantons angemeldet;
- 750 000 Beratungsgespräche wurden in den RAV von den Personalberaterinnen und -beratern durchgeführt. Auf diese Weise konnten

- 53 000 Personen wieder in den Arbeitsmarkt eingegliedert werden (das entspricht der Bevölkerung der Städte Freiburg, Bulle und Murten zusammengerechnet).

Trotzdem steht fest, dass für bestimmte Personenkategorien, wie Junge und Personen mit Schwierigkeiten auf verschiedenen Ebenen (z.B. Arbeitslose mit gesundheitlichen Problemen usw.), ganz besondere Anstrengungen erforderlich sind, um gegen die Arbeitslosigkeit anzukämpfen. Für diese Personen wurden besondere Massnahmen geschaffen. Es handelt sich dabei einerseits um die «Plattform Jugend» und um Motivationssemester (SeMo), die es Jugendlichen mit Schwierigkeiten oder mit abgebrochener Lehre erlauben, wieder in eine Ausbildung einzusteigen und sich auf das Berufsleben vorzubereiten. Andererseits soll die interinstitutionelle Zusammenarbeit (IIZ) es ermöglichen, realistische Lösungen für Personen zu finden, deren Rückkehr auf den Arbeitsmarkt erschwert ist, weil sie mit verschiedenen Schwierigkeiten gleichzeitig konfrontiert sind.

Die Zusammenarbeit ist für die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit von zentraler Bedeutung. Alle Akteure unserer Gesellschaft sind aufgerufen, ihre Kräfte zu vereinen, ob sie aus der Privatwirtschaft, der Verwaltung der Gemeinden oder des Kantons oder aus Verbandskreisen stammen.

Erwähnenswert ist ausserdem, dass der Staatsrat angesichts der ab 2008 festgestellten Konjunkturverschlechterung infolge der Wirtschaftskrise beschlossen hat, im Rahmen des Jahresabschlusses 2008 einen Globalbetrag von 50 Millionen Franken für einen Plan zur Stützung der Freiburger Wirtschaft bereitzustellen. Mit der Verabschiedung des Dekrets vom 6. Mai 2009 zur Staatsrechnung des Kantons Freiburg für das Jahr 2008 und zur Schaffung eines Konjunkturfonds schuf der Grosse Rat die gesetzliche Grundlage für diesen Fonds. Mit Botschaft vom 19. Mai 2009 unterbreitete der Staatsrat dem Grossen Rat ein Dekret über den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg, das an der Grosratssitzung vom 18. Juni 2009 verabschiedet wurde. Dieses Dekret sieht 24 Massnahmen in 6 Interventionsbereichen vor (Arbeitsmarkt, Weiterbildung und Jugend; Innovation; Infrastrukturen; Energie; öffentlicher Verkehr; Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft). Ein Teil dieser Massnahmen zielt auf die Vermeidung und Bekämpfung von Arbeitslosigkeit und auf die Verbesserung der Lage der Stellensuchenden ab:

- Zuschüsse für die berufliche Eingliederung von Jugendlichen: Mit dieser Massnahme soll die Anstellung von jungen Stellensuchenden gefördert werden, indem für eine bestimmte Zeit Lohnbeiträge geleistet werden;
- Lehrstellen beim Staat: Über den Plan zur Stützung der Wirtschaft hat sich der Staat zum Ziel gesetzt, bis 2010 rund fünfzig zusätzliche Lehrstellen in seinen Direktionen zu schaffen;
- Berufspraktika beim Staat: Diese Massnahme erlaubt es jungen Stellensuchenden, während 6 bis 12 Monaten erste Berufserfahrungen zu sammeln;
- Unterstützung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten: Der für diese Massnahme bereitgestellte Betrag wird es erlauben, die nötigen Instrumente für die Betreuung von Jugendlichen mit grossen Schwierigkeiten bei der

beruflichen Eingliederung bereitzustellen (Case Management usw.);

- Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende: Mit dieser Massnahme werden die Stellensuchenden angespornt, eine Erwerbsausfallversicherung bei Krankheit abzuschliessen, da dieses Risiko durch die Arbeitslosenversicherung nur ungenügend gedeckt wird. Der vorliegende Gesetzesentwurf sieht übrigens vor, diese Massnahme, wie weiter unten dargestellt, dauerhaft einzuführen;
- Weiterbildung in Betrieben mit Kurzarbeit: Diese Massnahme erlaubt es, die Weiterbildung in Betrieben während Perioden der Kurzarbeit zu unterstützen, und zwar während der Stunden, in denen die betroffenen Mitarbeitenden keine Arbeit haben.

### 1.1.2 Entwicklungen im Bereich der Arbeitslosenversicherung

Die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit wird in erster Linie durch das Bundesgesetz vom 25. Juni 1982 über die obligatorische Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzenschädigung (AVIG; SR 837.0) geregelt. Der Kanton ergreift nachgelagerte kantonale Massnahmen, die Stellensuchenden gewährt werden, die keinen Anspruch auf Leistungen nach AVIG haben. Diese Massnahmen werden durch das Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG; SGF 866.1.1) und sein Ausführungsreglement geregelt.

Der Bundesrat hat am 14. Dezember 2007 ein Vernehmlassungsverfahren über die Teilrevision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes eröffnet. Diese Revision hat zum Ziel, die langfristige Finanzierung der Arbeitslosenversicherung durch eine Anpassung der Beiträge und der Leistungen sicherzustellen. Ende 2007 erreichten die Schulden der Arbeitslosenversicherung fünf Milliarden Franken. Die Einnahmen genügen längerfristig nur, um die Leistungen bei einer durchschnittlichen Arbeitslosigkeit von 100 000 Personen zu finanzieren. Die Erfahrung zeigt jedoch, dass es zutreffender ist, längerfristig von einer durchschnittlichen Zahl von 125 000 arbeitslosen Personen auszugehen (im Januar 2010 waren in der Schweiz knapp 176 000 Personen arbeitslos gemeldet). Diese Differenz hat für die Versicherung durchschnittliche Mehrausgaben von jährlich rund einer Milliarde Franken zur Folge. Verschiedene Kosteneinsparungen werden empfohlen: Der erneute Bezug von Arbeitslosengeldern soll erschwert, die Leistungsdauer vermehrt von der Beitragszeit abhängig gemacht und die Wartezeiten für Schulabgänger sollen erhöht werden. Insgesamt sollen jährlich 481 Millionen Franken eingespart werden. Die Gesetzesänderung verfolgt ferner das Ziel, dem Prinzip der raschen Eingliederung noch stärker als bisher Geltung zu verschaffen. Ergänzend wird eine leichte Erhöhung des Beitragssatzes von 2,0 auf 2,2 Prozent vorgeschlagen, was jährlich Mehreinnahmen von 460 Millionen Franken ergibt. Damit die Schulden zurückbezahlt werden können, werden zusätzlich eine befristete Erhöhung des Beitragssatzes von 2,2 auf 2,4 Prozent sowie ein Solidaritätsprozent vorgeschlagen. Auf diese Weise wird eine Rückzahlung innert sechs bis acht Jahren möglich sein.

Der Staatsrat hat sich für eine Erhöhung des Beitragssatzes auf 2,2% ausgesprochen. Er ist ebenfalls einverstanden mit dem Vorschlag, dass die Teilnahme an einer von der öffentlichen Hand finanzierten arbeitsmarktlichen

Massnahme (AMM) keine Beitragszeiten für einen neuen Anspruch auf Leistungen der Arbeitslosenversicherung generieren darf. Der Kanton vertritt diese Meinung bereits seit mehreren Jahren, da auf diese Weise dem Phänomen der Dauerarbeitslosigkeit entgegengewirkt werden kann, das für die Gemeinden und den Kanton eine Mehrbelastung bedeutet.

Der Staatsrat hat sich jedoch dagegen ausgesprochen, dass die maximale Bezugsdauer von Taggeldern von der Beitragszeit abhängig gemacht wird. Der Kanton sieht in dieser Massnahme eine unverhältnismässige Leistungskürzung, die vor allem Junge, Familien sowie ältere und invalide Arbeitslose trifft. Sie führt offensichtlich zu einer Abwälzung der Kosten auf die Sozialhilfe.

Der Staatsrat hat sich auch gegen die Einführung einer besonderen Wartefrist von 260 Tagen für Personen ausgesprochen, die von der Erfüllung der Beitragszeit wegen Schulbildung, Umschulung oder beruflicher Weiterbildung befreit sind. Diese Massnahme wird als zu streng erachtet, vor allem da sie bestimmte Versicherte in eine sehr prekäre Lage bringen würde. Freiburg ist ebenfalls gegen die Senkung des Plafonds für AMM von 3500 Franken auf 3000 Franken. Eine lineare Kürzung bevorzugen die Kantone mit einer hohen Stellensuchendenquote und benachteiligt die Kantone mit einer tiefen Quote, was im Kanton Freiburg der Fall ist.

Die parlamentarischen Diskussionen zum Änderungsentwurf wurden im Juni 2009 aufgenommen. Nach verschiedenen Rückweisungen aufgrund von Differenzen haben die Eidgenössischen Räte die Botschaft des Bundesrats zur Teilrevision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes in der Frühlingssession 2010 verabschiedet. Ziel der Revision ist es, mit Mehreinnahmen und Einsparungen in der gleichen Grössenordnung das finanzielle Gleichgewicht wieder herzustellen. Der Ständerat und der Nationalrat haben gegenüber der bundesrätlichen Vorlage folgende Änderungen vorgenommen:

- Verschärfung der Zumutbarkeit der anzunehmenden Arbeit für Personen bis 30 Jahre;
- Erhöhung der allgemeinen Wartetage für nichtunterstützungspflichtige Arbeitslose, abgestuft nach dem versicherten Verdienst.

Zusätzlich hat der Nationalrat noch folgende Änderungen vorgenommen:

- Die Erhöhung des ALV-Beitrags soll entgegen dem Vorschlag des Bundesrates (0,3%) nur noch 0,2 Prozentpunkte betragen. Der Beitragssatz würde somit auf 2,2% festgelegt;
- Die Kompetenz des Bundesrats gemäss Artikel 90c AVIG für eine Erhöhung des Beitragssatzes bei Erreichen des Schuldenstandes soll nur noch max. 0,3 Prozentpunkte betragen (da von den bisherigen 0,5% durch die Beitragserhöhung von 2% auf 2,2% bereits 0,2 Prozentpunkte beansprucht wurden);
- Erhöhung der Wartefrist für Schul- und Weiterbildungs- sowie Umschulungsabgänger;
- Degression bei den Taggeldern;
- Limitierung der Taggelder für Junge (bis 30 Jahre) ohne Unterstützungspflichten;
- Erhöhung der nötigen Beitragsdauer für den Bezug von 520 Taggeldern.

Ein Referendum gegen den Entwurf wurde bereits angekündigt, so dass noch sehr ungewiss ist, was aus diesem Entwurf letztendlich wird.

### 1.1.3 Andere vom Entwurf behandelte Bereiche

Wie weiter oben erwähnt, ist das Amt für den Arbeitsmarkt über seine RAV für den Vollzug der Bundesgesetzgebung über die Arbeitslosenversicherung zuständig. Dieses Amt befasst sich auch mit dem Personalverleih und der privaten Arbeitsvermittlung sowie dem Arbeitsrecht und den entsandten Arbeitnehmenden. Es führt ausserdem Aufgaben im Bereich der Gesamtarbeitsverträge, der Heimarbeit und des freien Personenverkehrs aus. Seit dem 1. Januar 2008 ist das Amt ferner die kantonale Behörde für den Vollzug des neuen Bundesgesetzes vom 17. Juni 2005 über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Bundesgesetz gegen Schwarzarbeit; BGSA). Neben diesen Aufgaben, die sich aus der Ausführung der Bundesgesetzgebung ergeben, erledigt das Amt auch rein kantonale Aufgaben, die die Beschäftigungspolitik betreffen und insbesondere Eingliederungsmassnahmen für ausgesteuerte Stellensuchende umfassen. Die kantonalen Kompetenzen im Bereich der Arbeitslosigkeit und des Arbeitsmarkts wurden mit dem Erlass neuer und der Änderung bestehender Bundesgesetze sowie der Einführung kantonaler Massnahmen in spezifischen Bereichen des Arbeitsmarkts ständig erweitert. Heute ist das Amt für den Arbeitsmarkt für den Vollzug einer Reihe von Gesetzen des Bundes und des Kantons zuständig, die zwischen den Fünfzigerjahren (Bundesgesetz vom 28. September 1956 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen) und 2005 (Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit) erlassen wurden. Seine Hauptaufgabe liegt dabei in der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, die sich auf das bereits mehrfach revidierte AVIG und das kantonale Ausführungsrecht, das BAHG, abstützt. Alle dem Amt für den Arbeitsmarkt übertragenen Aufgaben zeigen, dass der Arbeitsmarkt ein Ganzes bildet, egal ob beispielsweise von der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit oder der Überwachung des Arbeitsmarkts die Rede ist. Die betreffenden Gesetzestexte, die eine kohärente Einheit bilden, ergänzen sich gegenseitig und zwischen ihnen gibt es deutliche Synergien. Dies rechtfertigt die Erstellung des vorliegenden Gesetzesentwurfs.

### 1.2 Notwendigkeit eines einzigen Gesetzestextes

Die tägliche Praxis hat gezeigt, dass die Aufsplitterung der kantonalen Gesetzesquellen und die Vielzahl der beteiligten Organe dem reibungslosen Funktionieren des Systems hinderlich sein können. Das Hauptziel des vorliegenden Gesetzesentwurfs ist es deshalb, die bestehenden Bestimmungen in einen einzigen Gesetzestext aufzunehmen und einige Neuerungen einzubringen, die weiter unten in den Erläuterungen zu den neuen Artikeln im Detail dargelegt werden. Der Zugriff auf die verschiedenen Bestimmungen im Bereich der Beschäftigung und des Arbeitsrechts wird damit vereinfacht, denn sie werden unter dem Titel eines einzigen Gesetzes aufgeführt, das eine klare und moderne Struktur aufweist und somit die Lesbarkeit erleichtert. Der vorliegende Entwurf sieht ferner vor, die gesetzlich geschaffenen Organe zu straffen, um deren Funktionsweise zu verbessern und ihre Kompetenzen klarer zu umreissen. Innerhalb der vom Bundesrecht vorgeschriebenen Grenzen wird die Rolle der verschiedenen tripartiten Organe gefestigt, indem mit

ihnen eine einzige Kommission gebildet wird, die über klar definierte Kompetenzen verfügt.

Neben der Vereinfachung der bestehenden Gesetzgebung, führt der Entwurf verschiedene neue Massnahmen ein, die sich aufgrund der Gegebenheiten eines modernen Arbeitsmarkts und der heutigen wirtschaftlichen Umstände aufdrängen. So sind neue Bestimmungen vorgesehen, die zum Beispiel dem Amt für den Arbeitsmarkt die Befugnis geben, eine nicht gewinnorientierte Vereinigung zu gründen und ihr die Bewirtschaftung eines kantonalen Service-Check-Systems zu übertragen.

Der Gesetzesentwurf berücksichtigt ausserdem die kürzlich in Kraft gesetzte Bundesgesetzgebung gegen die Schwarzarbeit. Er aktualisiert das geltende kantonale Recht und erlaubt die Anpassung verschiedener Bestimmungen an die jüngsten Änderungen des Bundesrechts, indem überholte Erlasse wie etwa das Gesetz vom 24. November 1859 betreffend die Heiligung der Sonn- und Feiertage in der systematischen Gesetzessammlung des Kantons Freiburg aufgehoben werden. Mit dieser Aufhebung wird der Motion Nr. 083.04 von Denis Boivin über die Aktualisierung der Gesetzgebung über die Feiertage entsprochen, die am 12. Mai 2005 vom Grosse Rat erheblich erklärt wurde. Der Entwurf setzt ausserdem die Antwort des Staatsrats vom 6. November 2007 auf die Frage der Grossräte Eric Collomb und Jacques Vial über die künftige Bekämpfung der Schwarzarbeit im Kanton Freiburg (QA 3050.07) um. Schliesslich wird mit dem Gesetzesentwurf auch der Motion M1021.07 von Grossrätin Antoinette Romanens und Grossrat André Ackermann über das Gesetz über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe entsprochen, die zum Ziel hat, die Leistung von Beiträgen an die Prämien von Erwerbsausfallversicherungen für Stellensuchende einzuführen.

### 1.3 Das allgemeine Konzept

#### 1.3.1 Die wichtigsten Züge des Entwurfs

Der Gesetzesentwurf über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt besteht aus vier Teilen und ist in fünf Kapitel gegliedert. Der erste Teil befasst sich mit den Zielen und legt den sachlichen und personellen Geltungsbereich des Gesetzes fest. Im Abschnitt über die Ausführungsbehörden definiert das Gesetz diese Behörden neu und strafft ihre Kompetenzen. Stark reduziert wird insbesondere die Zahl der Kommissionen, die zurzeit im Rahmen der Ausführung verschiedener Gesetze über den Arbeitsmarkt tätig sind. Diese Umorganisation lässt sich damit rechtfertigen, dass die verschiedenen Kommissionen gemäss geltendem Gesetz oft die gleichen Mitglieder vereinen.

Der zweite Teil beinhaltet die Ausführungsbestimmungen des Bundesrechts für den Kanton Freiburg. Im Grosse und Ganzen werden in diesem Teil alle bestehenden kantonalen Gesetzesbestimmungen übernommen, die bisher auf verschiedene Gesetzestexte verstreut waren. Diese neue Darstellung hat den Vorteil, dass Anwender und Praktiker alle wichtigen Bestimmungen im Bereich der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts in einem einzigen Text finden, der einfach und verständlich strukturiert ist. Die Erfahrungen mit dem alten Recht haben zu vereinzelt Anpassungen der geltenden Bestimmungen geführt.

Der dritte Teil befasst sich mit den rein kantonalen Massnahmen. Er behandelt bekannte Themen (Eingliederungsmassnahmen für ausgesteuerte Stellensuchende) und bringt einige Änderungen ein, die sich durch die Pra-

xis aufdrängen. Dieser Teil beinhaltet auch verschiedene Neuerungen, die den Erwartungen der Wirtschaft und den heutigen Bedingungen auf dem Arbeitsmarkt entsprechen (Bekämpfung der Schwarzarbeit und Service-Check). Der Entwurf berücksichtigt ausserdem die Beurteilung der Wirksamkeit der sozialen und beruflichen Eingliederungsmassnahmen, die der Staatsrat im Frühjahr 2006 in Auftrag gegeben hat und deren Bericht im Januar 2008 vorgelegt wurde<sup>1</sup>.

Der vierte Teil des Entwurfs beinhaltet verschiedene Bestimmungen über die Funktionsweise des Amts und der Behörden, die zur Ausführung des neuen Gesetzes herangezogen werden (Finanzierung, Rechtsmittel, Strafbestimmungen, Gebühren usw.). Er schafft ebenfalls die Grundlage für die Beteiligung der betroffenen kantonalen Stellen an der interinstitutionellen Zusammenarbeit, besonders im Bereich der Arbeitslosenversicherung.

#### 1.3.2 Besondere Neuerungen

In erster Linie bewahrt das BAMG die positiven Aspekte der geltenden Gesetzgebung. Gleichzeitig führt es aber auch mehrere Neuerungen ein:

##### – Effizienzsteigerung durch organisatorische Straffung und Verstärkung der Zusammenarbeit

- Die Rolle und die Zusammensetzung der Kommission im Bereich der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts wurden überarbeitet und verbessert (siehe Art. 15 und 16). Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass dieser Behörde ausgedehnte Kompetenzen übertragen werden, insbesondere was die kantonale Strategie im Bereich der Arbeitsmarktüberwachung betrifft.
- Der Entwurf führt die Zusammenarbeit und die Koordination zwischen den Behörden ein, die für die Überwachung des Arbeitsmarkts in Ausführung der verschiedenen einschlägigen Bestimmungen des Bundesrechts zuständig sind (Arbeitsinspektorat, Arbeitsmarktinspektion und Inspektion im Bereich Schwarzarbeit; siehe Art. 11 und 12).
- Der Gesetzesentwurf schafft ausserdem die Grundlagen für eine effiziente interinstitutionelle Zusammenarbeit, indem er die Behörden aufzählt, die zur Zusammenarbeit verpflichtet sind (siehe Art. 99 und 100). Diese Zusammenarbeit dehnt sich auf die Wirtschaft, die Sozialversicherungen, die Berufsbildung und -beratung sowie auf die Sozialhilfe aus.
- Der Entwurf führt ausserdem die Möglichkeit ein, je nach Bedarf auf dem Gebiet der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts spezifische kantonale Kommissionen zu errichten, wie etwa die Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung (siehe Art. 19). Einrichtungen für eine bessere Betreuung von ausgesteuerten Stellensuchenden sowie von Jugendlichen mit Eingliederungsschwierigkeiten wurden ebenfalls in den Entwurf aufgenommen (siehe Art. 87). Diese Organe werden insbesondere die Dossiers von Jugendlichen bearbeiten, die nach Abschluss der obligatorischen Schulzeit keinen Ausbildungsplatz gefunden

<sup>1</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers und Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, Januar 2008

haben oder die Unterstützung beim Übergang von der Schule zur Berufsbildung und danach von dieser zur Berufstätigkeit benötigen. Damit werden einzelne Empfehlungen umgesetzt, die im Schlussbericht vom Januar 2008 über die Beurteilung der sozialen und beruflichen Eingliederungsmassnahmen im Kanton Freiburg aufgestellt wurden<sup>1</sup>.

- Der Entwurf verstärkt die Betreuung von Stellensuchenden, die Leistungen der Sozialhilfe beziehen oder bezogen haben. Zu diesem Zweck sieht er vor, dass das Amt für den Arbeitsmarkt und das Kantonale Sozialamt gemeinsam eine spezielle Einrichtung für eine koordinierte Betreuung schaffen (siehe Art. 86).
  - Das neue Bundesgesetz gegen Schwarzarbeit ist am 1. Januar 2008 in Kraft getreten. Der Gesetzesentwurf enthält die kantonalen Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetz, die zurzeit Gegenstand einer kantonalen Ausführungsverordnung sind (siehe Art. 70 und folgende). Er sieht namentlich vor, dass die Kontrollaufgaben einem verwaltungsexternen paritätischen Organ mittels Leistungsauftrag übertragen werden können, wie dies heute im Baugewerbe der Fall ist.
  - Der Entwurf sieht vor, dass die Anmeldung der Stellensuchenden nicht mehr von den Gemeinden, sondern von den RAV vorgenommen wird. Allerdings wird für Gemeinden, die das aktuelle Verfahren beibehalten möchten, eine Kompetenzdelegation vorgesehen (siehe Art. 32).
- Neue Instrumente bzw. gesetzliche Verankerung bestehender Instrumente
- Der Entwurf sieht die Möglichkeit vor, im Bereich der Sozialversicherungen, des Gesundheitsschutzes und der Hygiene am Arbeitsplatz, der Sozialhilfe und der interinstitutionellen Zusammenarbeit einen oder mehrere Vertrauensärzte oder -ärztinnen beizuziehen. Diese ärztliche Unterstützung erlaubt es, die Aktionen der verschiedenen Personen, die mit einem Dossier zu tun haben, zu koordinieren und auf diese Weise zu garantieren, dass den Betroffenen eine angemessene Unterstützung gewährt wird (siehe Art. 14).
  - Im Bereich der Kontrolle des Arbeitsmarkts wurden besondere Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden in den Entwurf aufgenommen. Die zuständigen Behörden werden so gegenüber Betrieben, die namentlich die geltenden Regeln auf dem Gebiet der entsandten Arbeitnehmenden und der Schwarzarbeit missachten, über effiziente und abschreckende Mittel verfügen (siehe Art. 59, 69 und 77).
  - Der Kanton Freiburg verfügt seit dem 20. Juni 2006 über einen Service-Check. Dies ist ein System, das die Arbeitgebenden im Bereich der persönlichen Dienstleistungen von den administrativen Aufgaben entlastet. Diese Dienstleistung wurde im Rahmen einer öffentlichen Ausschreibung an das *Centre d'intégration socioprofessionnelle* (CIS) vergeben. Der Gesetzesentwurf sieht die notwendigen gesetz-

lichen Grundlagen vor, damit eine derartige Dienstleistung, die die Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit ergänzt, angeboten werden kann (siehe Art. 95 und folgende).

- Der Entwurf erlaubt es den für die Arbeitslosenversicherung zuständigen Behörden, zusätzliche arbeitsmarktliche Massnahmen in Bereichen aufzubauen, in denen das Angebot zu schwach ist, insbesondere zugunsten von jungen sowie von wenig bzw. nicht qualifizierten Arbeitslosen (siehe Art. 31).
  - Neue Bestimmungen bieten dem Staatsrat die Möglichkeit, Beiträge an die Prämien von Erwerbsausfallversicherungen für Stellensuchende zu leisten, die sich die Versicherung sonst nicht leisten könnten. Indem der Abschluss einer derartigen Versicherung gefördert wird, sollen die Sozialdienste von den Personen entlastet werden, die infolge einer längeren Krankheit keinen Anspruch auf Arbeitslosentaggelder mehr haben (siehe Art. 94).
- Gleichbehandlung bei der Feiertagsregelung im Kanton
- Der Entwurf führt eine neue Feiertagsregelung für den Kanton ein, indem er zusätzliche Feiertage für die Gemeinden mit einer mehrheitlich reformierten Bevölkerung festlegt. Mit dieser Änderung soll eine ausgeglichene Situation zwischen den mehrheitlich katholischen und den mehrheitlich reformierten Kantonsteilen hergestellt werden, so dass alle Arbeitnehmenden unabhängig von ihrem Arbeitsort im Kanton in den Genuss der gleichen Anzahl Feiertage gelangen (siehe Art. 49).

#### 1.4 Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens

Am 16. November 2005 gab die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) einen ersten Gesetzesentwurf mit einem erläuternden Bericht an 267 Organe (Verwaltungsstellen, Gemeinden, Kommissionen, Sozialdienste, politische Parteien, Gewerkschaften und betroffene Vereine) in die Vernehmlassung. 145 Stellungnahmen trafen bei der VWD ein.

Die VWD beschloss, die Resultate der 2007 bei den Professoren Bonoli und Flückiger in Auftrag gegebene Studie über die Beurteilung der sozialen und beruflichen Eingliederungsmassnahmen im Kanton Freiburg<sup>2</sup> abzuwarten, bevor der Entwurf in das weitere politische Verfahren gegeben wird. Dieser Bericht wurde im Januar 2008 vorgelegt, so dass der Entwurf des BAMG an die Schlussfolgerungen dieses Berichts angepasst werden konnte.

Doch der Abschluss des Entwurfs wurde weiter verzögert, da sich die VWD inzwischen auf andere Prioritäten konzentrieren musste, insbesondere auf die Erarbeitung des Plans zur Stützung der Wirtschaft im Kanton Freiburg (Botschaft Nr. 132 vom 19. Mai 2009 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über den Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg).

Auf der Grundlage der Vernehmlassungsantworten von 2005 und unter Berücksichtigung der weiteren Konsultationen, die im Anschluss an die Vernehmlassung durch-

<sup>1</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers und Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, Januar 2008

<sup>2</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers und Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, Januar 2008

geführt wurden, konnte der vorliegende Gesetzesentwurf schliesslich fertig ausgearbeitet werden. Es wurden namentlich die folgenden weiteren Vorbereitungsgespräche geführt:

- Insgesamt 7 Treffen der Sozialpartner zwischen dem 12. Mai 2006 und dem 26. Januar 2007, um die Divergenzen über den Entwurf zu behandeln;
- Ein Treffen der VWD mit den Gemeinden am 3. April 2006, um den Entwurf vorzustellen;
- Ein erneutes Treffen mit den Sozialpartnern im Juni 2009, um sie über die letzten Änderungen am Gesetzesentwurf zu informieren.

Die Vernehmlassungsantworten lassen sich wie folgt zusammenfassen:

#### **1.4.1 Eintreten**

Drei der Vernehmlassungsadressaten (Sozialdemokratische Partei, Christlichsoziale Partei, Freiburgerischer Gewerkschaftsbund/UNIA) meldeten, dass sie auf den vorgelegten Entwurf aufgrund seiner Komplexität, seiner Gliederung und seines Inhalts nicht eintreten würden, und schlugen vor, dass der Entwurf in mehrere Gesetze aufgeteilt wird. Andere Organe verlangten, dass das Gesetzgebungsverfahren eingestellt wird, solange die Resultate des Audits, dem das Amt zu jener Zeit unterzogen wurde, oder die Resultate der Analyse der Eingliederungsmassnahmen gemäss Sozialhilfegesetz (SHG) und BAHG noch ausstehen.

Insgesamt aber wurde der Wille zur Zusammenlegung der Bestimmungen im Bereich der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts unter einen einzigen Gesetzestext von einem grossen Teil der Vernehmlassungsadressaten unterstützt. Diese begrüsst besonders die Optimierung der Funktionsweise der Einrichtungen, die Berücksichtigung des Bedarfs nach Vereinfachung des Rechts und die Erleichterung des Zugangs zu den verschiedenen Gesetzesbestimmungen.

#### **1.4.2 Allgemeine Bestimmungen**

In Bezug auf die im Entwurf aufgezählten Ziele gaben einzelne Organe zu bedenken, dass der Arbeitsfriede (der im Vernehmlassungsentwurf enthalten war) in erster Linie Sache der Sozialpartner und nicht des Staats ist: Der Arbeitsfriede müsse durch den Gewerkschaftskampf in Frage gestellt werden können, falls es zu einem sozialen Ungleichgewicht im Verhältnis zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern kommen sollte. Der Entwurf wurde unter Berücksichtigung dieser Bedenken angepasst.

Einzelne Organe pochten darauf, dass die Unabhängigkeit des Arbeitsinspektorats besser gesichert wird, insbesondere, indem ein selbständiger Dienst geschaffen wird. Hinsichtlich der RAV wurde der Antrag gestellt, ihre Präsenz in den Bezirken gesetzlich zu verankern.

#### **1.4.3 Ausführungsbestimmungen zur Bundesgesetzgebung**

Bezüglich der Bestimmungen über die Massenentlassungen haben einzelne der konsultierten Organe erklärt, dass es nicht Aufgabe des Staats ist, eine Meldepflicht vorzusehen, die über die Bestimmungen nach Bundesrecht hinausgeht. Zum gleichen Thema wurde ein Antrag gestellt,

dass der Grundsatz der obligatorischen Anhörung der Arbeitnehmer bei Massenentlassungen verankert wird.

Im Bereich der Arbeitslosenversicherung wurde die Anmeldung der stellensuchenden Personen in den RAV von der grossen Mehrheit der Gemeinden unterstützt, sofern sie über die Personen informiert werden, die auf ihrem Gemeindegebiet arbeitslos gemeldet sind. Diese Anmeldeverfahren wurde jedoch, da sie sehr wahrscheinlich das Ende der Gemeindearbeitsämter bedeutet, von anderen Organen bekämpft, die den Status quo hauptsächlich mit der Begründung verteidigen, dass eine kundennahe Dienstleistung gewährleistet werden muss. Die Einführung eines Vertrauensarzts im Bereich der Arbeitslosenversicherung wurde von der grossen Mehrheit der konsultierten Organe als eine nötige Massnahme akzeptiert, von der aber nicht systematisch Gebrauch gemacht werden soll.

Hinsichtlich des Vollzugs des Arbeitsgesetzes des Bundes bezogen sich die Bemerkungen auf die Organisation des Arbeitsinspektorats (siehe weiter oben) sowie auf den Grundsatz der interkantonalen Zusammenarbeit, der im Gesetzesentwurf verankert werden soll, und auf die Anstellung eines Arztes und eines Arbeitshygienikers. Der Ausgleich der Anzahl Feiertage zwischen den Kantonsteilen wurde mehrheitlich begrüsst.

Der Vollzug des Bundesgesetzes gegen Schwarzarbeit gab Anlass zu zahlreichen Kommentaren. Die Mehrheit der konsultierten Organe bestätigte, dass die Bekämpfung der Schwarzarbeit nötig ist. Einzelne wiesen jedoch darauf hin, dass die Bundesgesetzgebung den Kantonen einen grossen Handlungsspielraum lässt, was die Organisation in diesem Bereich betrifft, und verlangten, dass die Bekämpfung der Schwarzarbeit einer tripartiten Kommission übertragen wird, wie dies bis am 31. Dezember 2007 für das Baugewerbe der Fall war. Das Vernehmlassungsverfahren ergab ausserdem, dass die Arbeitgeber, die schwarz arbeiten lassen, angemessen sanktioniert werden müssen und dass die Arbeitnehmer in der Lage sein müssen, gegenüber den Arbeitgebern und den Sozialversicherungen Ansprüche zu erheben.

#### **1.4.4 Ergänzende Massnahmen zur beruflichen Eingliederung**

Im Allgemeinen haben die konsultierten Organe die Überlegungen zur Bekämpfung der Dauerarbeitslosigkeit und zur Verbesserung der Kapazität für die Vergabe von Massnahmen an Leistungsempfängerinnen und -empfänger begrüsst. Einzelnen zufolge führen die Bestimmungen des Entwurfs jedoch zu einer Prekarisierung der Eingliederung, da sie die stellensuchenden Personen unter Druck setzen. Statt derartige Massnahmen vorzusehen, schlugen sie vor, ein minimales Eingliederungsgeld einzuführen, das jeder ausgesteuerten Person auszubehalten sei. Die Begrenzung der Massnahmen auf drei Monate wurde von einem Teil der konsultierten Organe als korrekt angesehen, während diese Regelung von anderen kritisiert wurde, weil sie bei der Gewährung der Massnahmen zu wenig Flexibilität zulässt.

#### **1.4.5 Andere kantonale Massnahmen**

Die dem Amt für den Arbeitsmarkt übertragenen Kompetenzen in Bezug auf den Personalverleih wurden von einem Teil der angehörten Organe begrüsst, während andere der Meinung waren, dass diese Kompetenzen zu

einer Konkurrenzsituation und zu Konflikten mit den privaten Arbeitsvermittlungs- und Personalverleihbetrieben führen könnten. Der Entwurf wurde unter Berücksichtigung dieser Bedenken angepasst.

Das System Service Check wurde von allen angehörten Organen begrüsst.

#### 1.4.6 Verschiedene Bestimmungen

Der im Gesetzesentwurf festgehaltene Grundsatz der interinstitutionellen Zusammenarbeit wurde ebenfalls unterstützt. Einzelne wünschten, dass sie auf die Hilfe für Langzeitarbeitslose (Ausgesteuerte) und auf die kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung ausgedehnt wird.

Bezüglich der Finanzierung verlangten die Gemeinden, dass ihre Beiträge im Gespräch mit dem Staatsrat innerhalb eines noch zu definierenden Bereichs festgelegt werden.

#### 1.4.7 Folgerungen aus dem Vernehmlassungsverfahren

Das Vernehmlassungsverfahren hat ergeben, dass der Entwurf generell gut aufgenommen wurde. Auf die einzelnen zentralen Punkte des Projekts und die dazu abgegebenen Vernehmlassungsantworten wird im Rahmen dieser Botschaft näher eingegangen. Das Wichtigste soll aber bereits in diesem Kapitel erörtert werden:

##### – Neuerungen:

Die vorgeschlagenen Neuerungen wie Service Check, die Bekämpfung der Schwarzarbeit und die interinstitutionelle Zusammenarbeit wurden begrüsst.

##### – Mehrere Gesetze:

Die Zusammenfassung der verschiedenen Bestimmungen in einem einzigen Gesetzestext bringt wesentliche Vorteile. Neben der Verbesserung der Lesbarkeit bietet er vor allem die Möglichkeit, effiziente Strukturen umzusetzen (z.B. eine einzige kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt). Verschiedene andere Kantone, insbesondere der Kanton Waadt, der eine neue Gesetzgebung am 1. Januar 2006 in Kraft gesetzt hat<sup>1</sup>, haben diese Idee eines einzigen Gesetzes bereits umgesetzt.

##### – Minimales Eingliederungseinkommen:

Diese Massnahme erachtet der Staatsrat als nicht zielführend. Er verzichtete folglich auf eine entsprechende Anpassung des Entwurfs.

##### – Anmeldung der Stellensuchenden bei den Gemeinden:

Einzelne grosse Gemeinden haben sich gegen die Anmeldung der Stellensuchenden in den RAV ausgesprochen. Der Entwurf wurde an die Wünsche dieser Gemeinden angepasst. Sie werden auch künftig die Möglichkeit haben, diese Kompetenz zu behalten.

##### – Berufliche Eingliederungsmassnahmen für ausgesteuerte Stellensuchende

Die beruflichen Eingliederungsmöglichkeiten für ausgesteuerte Stellensuchende wurden von einzelnen Organen als zu restriktiv eingeschätzt. Die Mehrheit befürchtete

jedoch, dass sie vermehrt dazu genutzt werden, eine neue Rahmenfrist des Bundes für den Bezug von Arbeitslosenentschädigung zu eröffnen, was der Dauerarbeitslosigkeit Vorschub leistet. In diesem Punkt wurde der Entwurf deshalb inhaltlich nicht verändert.

##### – Unabhängigkeit des Arbeitsinspektorats

Im Bestreben, die Unabhängigkeit des Arbeitsinspektorats sicherzustellen, wurde der Grundsatz der Unabhängigkeit gesetzlich verankert.

### 1.5 Auswirkungen des neuen Gesetzes

#### 1.5.1 Finanzielle Auswirkungen

Die folgende Aufstellung bietet eine Übersicht über die jährlichen Kosten, die für die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit im Kanton Freiburg anfallen (Jahresrechnung 2008):

|   | Bund                      | Kanton                   | Total                     |
|---|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Verwaltungskosten (Personal und Kosten) | 13 115 000 Franken        | 3 150 000 Franken        | 16 265 000 Franken        |
| Arbeitsmarktliche Massnahmen            | 20 100 000 Franken        | 1 284 000 Franken        | 21 384 000 Franken        |
| <b>Total</b>                            | <b>33 215 000 Franken</b> | <b>4 434 000 Franken</b> | <b>37 649 000 Franken</b> |

Der grösste Teil der Aktivitäten des Amts für den Arbeitsmarkt als kantonaler Vollzugsbehörde der Gesetzgebung über die Arbeitslosenversicherung wird vom Bund finanziert. Die übrigen Kompetenzen, die ihm durch den Gesetzesentwurf übertragen werden, hat es grösstenteils heute schon inne. Folglich könnten einzig die folgenden durch den Entwurf neu eingeführten Massnahmen für den Kanton eine zusätzliche finanzielle Last bedeuten, wobei der Bund vereinzelt für einen Teil der Kosten aufkommen wird:

– *Vertrauensarzt* (Teilfinanzierung durch den Bund im Rahmen der Arbeitslosenversicherung): Der Rückgriff auf die Dienste einer Vertrauensärztin oder eines Vertrauensarzts muss, je nach ihrer oder seiner Spezialisierung, auf Fälle beschränkt werden, bei denen gesundheitliche Fragen auftreten, die im Zusammenhang mit der Gesundheit und der Hygiene am Arbeitsplatz oder mit der Arbeitslosenversicherung und der Sozialhilfe stehen. Die Kosten für Aufträge im Rahmen der Arbeitslosenversicherung des Bundes gehen zu Lasten des Bundes, so dass nur die Kosten für das Einholen eines ärztlichen Gutachtens im Bereich der Gesundheit und der Hygiene am Arbeitsplatz oder der Sozialhilfe oder für Stellensuchende, die nur im Genuss von kantonalen beruflichen Eingliederungsmassnahmen stehen, vom Kanton übernommen werden müssen. Die Gesamtkosten der Massnahme können auf etwa 50 000 Franken pro Jahr geschätzt werden.

– *Bekämpfung der Schwarzarbeit* (Teilfinanzierung durch den Bund im Rahmen des Gesetzes gegen Schwarzarbeit und des Gesetzes über die entsandten Arbeitnehmenden): Im Rahmen der Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit muss der Staat ausgebildetes Personal einstellen, um die im Entwurf vorgesehenen Kontrollen vornehmen zu können. Unter Berücksichtigung der Zahl der Arbeitsplätze auf dem Kantonsgebiet sollte die kantonale Kontrollbehörde mindestens aus vier Personen mit einem Vollzeitpen-

<sup>1</sup> Loi sur l'emploi vom 5. Juli 2005 (LEmp; RSV 822.11)



sum bestehen (1 Stelle pro 25 000 Arbeitsplätze). Die Hälfte der Kosten für die Anstellung der Inspektorinnen und Inspektoren wird vom Bund übernommen. Folglich wird die Bekämpfung der Schwarzarbeit im Kanton auf 100 000 bis 200 000 Franken (2 Stellen) pro Jahr zu stehen kommen. In diesem Betrag sind allfällige Beiträge der betroffenen Sozialpartner nicht berücksichtigt. Die Kosten werden jedoch bei Weiterem durch die Wirkung der eingeführten Massnahmen kompensiert. Schätzungen zufolge entspricht die Schwarzarbeit in der Schweiz 5 bis 10% des Bruttoinlandsprodukts. Deshalb besteht kein Zweifel, dass die Bekämpfung der Schwarzarbeit dem Staat zumindest über die Steuern Einnahmen bringen wird.

- *Betreuungseinrichtung für Personen im Genuss von kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung:* Für Personen im Genuss von kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung soll eine Betreuungseinrichtung in Zusammenarbeit mit den für Sozialhilfe zuständigen Behörden betrieben werden. Für diese Einrichtung müssen über den Beschäftigungsfonds vier bis sechs Arbeitsplätze für Personalberaterinnen und Personalberater und Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeiter finanziert werden. Wie weiter unten dargelegt, gehört die Einführung dieser Einrichtung zu den Empfehlungen der Experten, die der Staatsrat mit der Beurteilung der kantonalen Massnahmen zur sozialen und beruflichen Eingliederung beauftragt hat. Die Gesamtkosten der Massnahme können auf etwa 400 000 Franken pro Jahr geschätzt werden.
- *Service Check:* Service Check hat keine finanziellen Auswirkungen. Der Betrieb des Systems verursacht keine Kosten für den Staat, denn es ist vorgesehen, dass für die Verwendung von Service Check eine Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben wird.
- *Beiträge an die Prämien von Erwerbsausfallversicherungen:* Die Subventionierung der Prämien von Erwerbsausfallversicherungen inspiriert sich am Neuenburger Modell, das den Kreis der Leistungsempfängerinnen und -empfänger nach Steuervermögen einschränkt. Gemäss diesem Modell können die jährlichen Kosten auf etwa 200 000 bis 250 000 Franken zu Lasten des Kantonalen Beschäftigungsfonds geschätzt werden. Doch die Leistung von Beiträgen fördert den Abschluss von Erwerbsausfallversicherungen, so dass die Leistungsempfängerinnen und -empfänger bei längerer Krankheit einen Erwerb ersatz erhalten. Dies bedeutet eine Entlastung der Sozialhilfe, woraus sich ein Sparpotential für die betroffenen Dienststellen ergibt.

### 1.5.2 Auswirkungen auf das Personal

Wie bereits unter den finanziellen Auswirkungen erwähnt, beinhaltet der Gesetzesentwurf die Anstellung von zwei Personen für die Inspektion im Bereich der Schwarzarbeit für den gesamten Kanton, sofern die Kompetenzdelegation für die Kontrollen im Baugewerbe beibehalten wird. Die Finanzierung wird zur Hälfte vom Bund sichergestellt.

Was die Vertrauensärztinnen und Vertrauensärzte betrifft, so ist geplant, ihren Einsatz über Aufträge zu regeln, so dass die Einführung der entsprechenden Gesetzesbestim-

mung keinen Einfluss auf den Personalbestand haben wird.

Bezüglich der Betreuungsstruktur für Personen im Genuss von kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung (4 bis 6 Arbeitsplätze), könnte die Personalrekrutierung grundsätzlich innerhalb der betroffenen Dienststellen vorgenommen werden.

### 1.5.3 Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Mit Ausnahme der Anmeldung der Stellensuchenden, die künftig in den RAV stattfindet (unter Ausnahme der Beibehaltung des bisherigen Systems auf Verlangen einer Gemeinde), hat der Gesetzesentwurf keine Auswirkungen auf die aktuelle Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden.

### 1.5.4 Europaverträglichkeit

Der Gesetzesentwurf ist, insoweit er Bundesrecht anwendet, europaverträglich. Die übrigen Teile des Entwurfs haben keinen Bezug zum Europarecht und auch nicht zu den Konventionen und Empfehlungen des Europarats oder zu anderen europäischen Institutionen.

### 1.5.5 Referendum

Da der Gesetzesentwurf keine nennenswerten Mehrausgaben verursacht, ist er nach Verabschiedung durch den Grossen Rat keinem Finanzreferendum unterstellt. Er untersteht dagegen dem fakultativen Gesetzesreferendum.

## 2. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

### Erlasstitel

Der Erlasstitel erwähnt die beiden Aspekte, die das Gesetz behandelt: Der Begriff der «Beschäftigung» verweist auf die Bestimmungen über die Arbeitslosenversicherung und die kantonalen Massnahmen in diesem Bereich. Der Begriff des «Arbeitsmarkts» dagegen bezieht sich auf die anderen Bestimmungen über die Arbeitstätigkeit im Kanton. Damit fasst der gewählte Titel den Inhalt des Gesetzes zusammen.

Einzelne der konsultierten Organe wünschten im Rahmen der Vernehmlassung, dass der Entwurf in zwei verschiedene Gesetze aufgeteilt wird (Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und Arbeitsmarkt). Da die beiden Gebiete sich an verschiedenen Punkten überschneiden, schlägt der Staatsrat vor, die ursprüngliche Struktur des Entwurfs beizubehalten. Als Beispiel können Massenentlassungen angeführt werden, bei denen die Einheit, die die Meldung über eine Massenentlassung entgegennimmt (Arbeitsmarkt), und die RAV (Bekämpfung der Arbeitslosigkeit) zusammenarbeiten und insbesondere Informationen austauschen müssen. Es ist zu erwähnen, dass die Errichtung einer einzigen Kommission, die für alle Fragen zur Beschäftigung und zum Arbeitsmarkt zuständig ist, den Zusammenhang der beiden Gebiete bestätigt.

## **1. KAPITEL Allgemeine Bestimmungen**

### **1. ABSCHNITT Ziel und Geltungsbereich**

#### **Art. 1 Ziel**

Der erste Artikel des Entwurfs legt die allgemeinen Ziele des Gesetzes fest. Erwähnt werden die Sozialpartnerschaft, die Gewährleistung eines ausgeglichenen (Bekämpfung der Arbeitslosigkeit) und unverzerrten Arbeitsmarkts (Bekämpfung der Schwarzarbeit und Arbeitsmarktinspektion) sowie die Förderung der Sicherheit und des Gesundheitsschutzes am Arbeitsplatz (Arbeitsinspektorat). Die Ziele decken somit alle vom Gesetz betroffenen Bereiche ab und sollen zu einem ausgeglichenen Arbeitsmarkt unter Berücksichtigung aller Akteure auf dem Gebiet beitragen.

#### **Art. 2 Zweck**

Artikel 2 des Entwurfs definiert die gesamten Aktivitäten des Staats, die dieses Gesetz abdeckt. Aufgrund des Vernehmlassungsverfahrens wurden die im Entwurf aufgelisteten Ziele auf die wichtigsten Punkte beschränkt, da eine grosse Zahl der Vernehmlassungsadressaten insbesondere die Erwähnung des Arbeitsfriedens und der Harmonie des Arbeitsmarkts in Frage gestellt hat.

#### **Art. 3 und 4 Geltungsbereich**

Der Geltungsbereich des BAMG ist Gegenstand zweier Artikel (Art. 3 und 4), die zwischen der materiellen und personellen Ausführung unterscheiden. Das Gesetz ist auf die wichtigsten Akteure des Arbeitsmarkts, nämlich die stellensuchenden Personen, die Arbeitnehmenden und die Arbeitgebenden sowie auf die privaten Arbeitsvermittlungs- und Personalverleihbetriebe anwendbar, die eine Tätigkeit ausüben, die einer besonderen Bundesregelung unterstellt ist.

### **2. ABSCHNITT Vollzugsbehörden**

#### **Art. 5 Staatsrat**

Die Oberaufsicht über die Ausführung des Gesetzes übt der Staatsrat aus. Er ist darüber hinaus beauftragt, die auf den betroffenen Gebieten angewandte Politik festzulegen und die Vollzugsbestimmungen zu erlassen.

#### **Art. 6 Direktion**

Die Volkswirtschaftsdirektion übt die Oberaufsicht über die Vollzugsbehörden aus. Sie behält ihre übrigen Befugnisse, insbesondere die Kompetenz, die kantonale Beschäftigungs- und Arbeitsmarktpolitik umzusetzen. Die Kompetenz zum Aufbau von Partnerschaften im Bereich der Hygiene und der Sicherheit am Arbeitsplatz wurde infolge der Vernehmlassung auf Vorschlag der betroffenen Behörden hinzugefügt.

#### **Art. 7 Amt**

Gestützt auf das Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1) wird die Organisation des Amtes für den Arbeitsmarkt nicht mehr wie im Text, der in die Vernehmlassung ging, im Gesetzesentwurf definiert, sondern es wird dem Staatsrat die Kompetenz dafür vorbehalten.

#### **Art. 8 Regionale Arbeitsvermittlungszentren**

Diese Bestimmung wurde aus dem bisherigen Gesetz über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG) übernommen. Sie wurde geringfügig angepasst, denn die Entscheidungsbefugnis der RAV wurde im Absatz 3 eingefügt (an sie übertragene Kompetenz, Verfügungen zu erlassen). Die Befugnis des Staatsrats, nach Anhörung der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt über die Anzahl RAV zu entscheiden, wurde im Absatz 4 erwähnt.

#### **Art. 9 Logistik der arbeitsmarktlichen Massnahmen**

Artikel 9 war im Vorentwurf nicht enthalten. Die Vernehmlassung ergab jedoch, dass die Logistik der arbeitsmarktlichen Massnahmen im definitiven Entwurf des BAMG aufgeführt werden muss, da sie bezüglich Organisation und Funktionsweise von den RAV unabhängig ist. Die Befugnisse dieser Einheit gründen auf den Bestimmungen des AVIG über die Bereitstellung und die Verwaltung von arbeitsmarktlichen Massnahmen.

#### **Art. 10 Mediation**

Artikel 10 war nicht im ursprünglichen Entwurf enthalten. Diese neue Bestimmung befasst sich mit der Mediation im Bereich der Arbeitslosenversicherung, die im Übrigen bereits existiert. 2008 wurde der Mediation im Bereich der Arbeitslosenversicherung in 141 Fällen angerufen für Wiedererwägungen von Verfügungen, Probleme zwischen Personalberatern und Versicherten sowie für Fragen zur Entschädigung (Arbeitslosenkassen). Diese Mediation entspricht einem echten Bedürfnis und erlaubt es in vielen Fällen, Lösungen auf Streitigkeiten aufgrund der strengen Regeln der Versicherung anzubieten. Die Mediation erlaubt es ferner, zusätzliche Informationen für Versicherte zu liefern, die manchmal durch die Komplexität des Systems desorientiert sind. Die Kosten, die durch diese Mediation entstehen, werden zurzeit vom kantonalen Beschäftigungsfonds gedeckt. Diese Regelung wird auch im BAMG bestehen bleiben.

#### **Art. 11 Arbeitsinspektorat**

Diese Bestimmung errichtet das Arbeitsinspektorat als ein unabhängiges Organ, das seine Tätigkeit selbständig und frei von jeglicher Einflussnahme verrichtet. Im Entwurf, der in die Vernehmlassung ging, gehörte dieses Organ zur Einheit für Inspektion und Arbeitsmarktüberwachung, was für einzelne der Vernehmlassungsadressaten dessen Unabhängigkeit in Frage stellte. Der Entwurf wurde deshalb aufgrund von Gesprächen mit den Sozialpartnern umgeformt, so dass die Einheit für Arbeitsmarktüberwachung in zwei unterschiedliche Einheiten aufgeteilt wurde, nämlich in das Arbeitsinspektorat und die Arbeitsmarktüberwachung (mit der Arbeitsmarktinspektion und der Inspektion im Bereich Schwarzarbeit; siehe Art. 12).

Der Entwurf sieht jedoch vor, dass das Arbeitsinspektorat seine Tätigkeit mit der Arbeitsmarktüberwachung koordiniert und mit ihr zusammenarbeitet, was aber den Grundsatz ihrer Unabhängigkeit nicht in Frage stellt. In diesem Zusammenhang ist es angebracht, darauf hinzuweisen, dass das Arbeitsinspektorat im engsten Sinne eine administrative Einheit darstellt, die sich auf Art. 41 Abs. 1 des Bundesgesetzes über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel vom 13. März 1964 (Arbeitsgesetz,

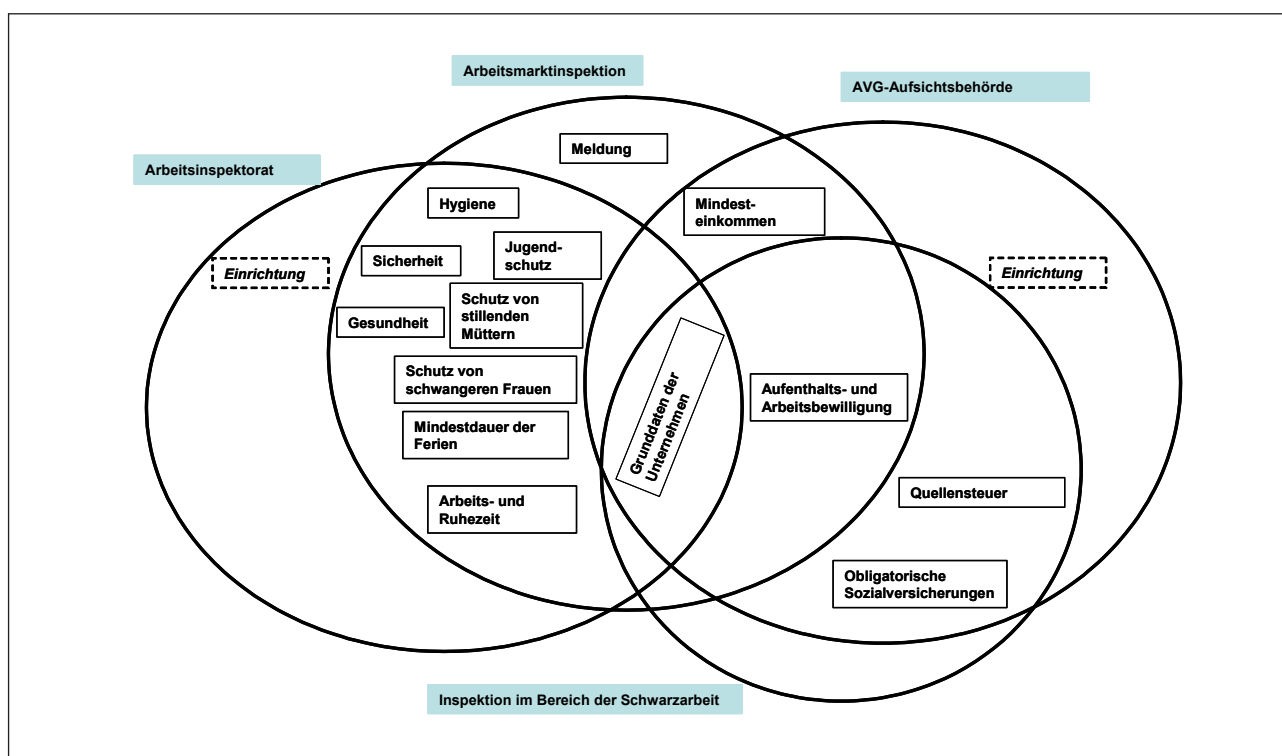
ArG; SR 822.11) abstützt. Die Kantone sind folglich selbst für ihre Organisation und das anwendbare Verfahrensrecht unter Vorbehalt der Bestimmungen des Bundesrechts zuständig. In der Schweiz gibt es verschiedene Modelle, nach denen die Arbeitsinspektion organisiert wird. Zwei Modelle sind am weitesten verbreitet: Das eine integriert die Arbeitsinspektion in einen öffentlichen Dienst (in der Regel: kantonales Arbeitsamt, je nach der jeweiligen kantonseigenen Bezeichnung). Dieser Dienst verfügt daneben über Kompetenzen, die über die Inspektion hinausgehen, und zwar namentlich im Bereich der Arbeitslosenversicherung (betroffene Westschweizer Kantone: Freiburg, Waadt und Jura). Das zweite Modell beinhaltet ein eigenes Verwaltungsorgan (in der Regel: Arbeitsinspektorat, je nach der jeweiligen kantonseigenen Bezeichnung; betroffene Westschweizer Kantone: Wallis, Neuenburg und Genf). Das erste Modell ist in der ganzen Schweiz am weitesten verbreitet, denn 16 von 26 Kantonen wenden es an. Der Gesetzesentwurf beachtet damit die entsprechenden Regeln und bietet den Vorteil, dass im Bereich der Kontrolle des Arbeitsmarkts die eingesetzten Mittel besprochen und koordiniert werden können.

Die Unabhängigkeit des Arbeitsinspektorats wird verstärkt, denn der Entwurf sieht vor, dass die Beschwerden gegen Verfügungen dieser Einheit direkt beim Kantonsgericht einzureichen sind (siehe Art. 105 und 108). Damit wird eine Abweichung von Artikel 116 Abs. 1 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (Berechtigung der Direktion, über die Beschwerden gegen Verfügungen ihrer Ämter in Kenntnis gesetzt zu werden) für das Arbeitsinspektorat eingeführt, wie im Absatz 3 des gleichen Artikels vorgesehen.

### Art. 12 Arbeitsmarktüberwachung

Aufgrund der Trennung des Arbeitsinspektorats von den anderen Einheiten zur Überwachung des Arbeitsmarkts (Arbeitsmarktinspektion und Inspektion im Bereich der Schwarzarbeit) musste, wie weiter oben erwähnt, Artikel 12 hinzugefügt werden. Dieser Artikel sieht die gegenseitige Zusammenarbeit der Arbeitsmarktüberwachung mit dem Arbeitsinspektorat vor.

Der Entwurf ist im Bereich der Arbeitsmarktüberwachung so ausgestaltet, dass er hinsichtlich der Funktionsweise alle Optionen offen lässt. So wird die gestützt auf Artikel 15 errichtete Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt verschiedene Möglichkeiten haben, um diese Überwachung entweder über den Staat oder mittels Delegation der Kontrolle an Dritte zu organisieren. Betrachtet man die Aufgaben, die die Bundesgesetzgebung den verschiedenen Kontrollorganen zuweist, kommt man allerdings nicht umhin, festzustellen, dass sich diese Bereiche oft überschneiden, ob sie sich auf das Arbeitsvermittlungsgesetz (Kontrolle der Arbeitsvermittlungs- und Personalverleihbetriebe), das Arbeitsgesetz (Kontrolle der Sicherheit und der Hygiene in Unternehmen), das Entsendegesetz (Kontrolle ausländischer Unternehmen, die Arbeitnehmende in die Schweiz entsenden) oder auf das Gesetz gegen Schwarzarbeit abstützen. Die folgende Darstellung bietet eine Übersicht über die Kompetenzüberlappungen:



Diese Situation könnte zu einer Vervielfachung der Kontrollen durch unterschiedliche Behörden führen, was ihre Wirksamkeit schmälern würde. Eine vom Arbeitsamt des Kantons Waadt in Auftrag gegebene, unveröffentlichte Studie hat übrigens darauf hingewiesen, dass die Arbeitsmarktüberwachung am wirksamsten ist, wenn Inspektoren ausgebildet werden, die als Generalisten arbeiten, wenn ein Amt für die Arbeitsmarktbeobachtung geschaffen wird, das alle verfügbaren Mittel unter sich vereint, und wenn eine gemeinsame Datenbank über die Unternehmen eingeführt wird. Diese Feststellungen veranlassen den Kanton Waadt, seine im Bereich der Arbeitsmarktüberwachung tätigen Stellen ab dem Jahre 2006 zu fusionieren<sup>1</sup>.

#### **Art. 13 Organ zur Beobachtung des Arbeitsmarkts**

Artikel 13 ist auf die Umgestaltung des Entwurfs infolge der Vernehmlassung zurückzuführen. Das Organ zur Beobachtung des Arbeitsmarkts, das ursprünglich im Artikel 64 erwähnt wurde, ist der Kohärenz wegen in den Teil über die Ausführungsbehörden aufgenommen worden. Diese Einheit existiert bereits und erstellt alle Studien und Statistiken über die Arbeitslosigkeit und den Arbeitsmarkt. Dieses Organ ist ein Instrument, das der Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt zur Verfügung steht und es ihr erlaubt, ihre Vorhaben und Entscheidungen auf zuverlässige und vergleichbare Daten abzustützen. Es handelt sich also um eine Art Observatorium.

#### **Art. 14 Vertrauensärztinnen oder Vertrauensärzte**

Diese Bestimmung gibt den Behörden die Möglichkeit, die Dienste eines oder mehrerer Vertrauensärzte in Anspruch zu nehmen. Im ursprünglichen Entwurf war dieses Instrument den Vollzugsbehörden der Arbeitslosenversicherung vorbehalten. Die Vernehmlassung hat ergeben, dass sich der Beizug eines Vertrauensarztes nicht alleine auf diese Versicherung beschränken soll. Die angehörten Organe haben den Wunsch geäußert, dass auch im Bereich der Hygiene und des Gesundheitsschutzes am Arbeitsplatz sowie im Bereich der interinstitutionellen Zusammenarbeit ärztliche Gutachten eingeholt werden können. Die Auftragsform wurde einer festen Anstellung vorgezogen, da die zu prüfenden Fälle sehr unterschiedlich sein können. So können sich die Behörden, die ein ärztliches Gutachten benötigen, an den Arzt wenden, der sich am besten für den jeweiligen Fall eignet.

#### **Art. 15 bis 18 Kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt**

Die Artikel 15 bis 18 errichten eine neue Kommission, die alle zurzeit aktiven tripartiten und anderen Kommissionen ersetzen wird (tripartite Kommissionen im Sinne des AVIG, Kantonale Arbeitsmarktkommission, Aufsichtskommission über den Arbeitsmarkt, Kantonale Kommission zur Förderung der Sicherheit und Gesundheitsvorsorge in den Betrieben, Kommission für die Zuteilung der ausländischen Arbeitskräfte). Der ursprüngliche Entwurf, der in die Vernehmlassung ging, sah zwei Kommissionen vor, die letztlich in eine zusammengeschlossen wurden. Mit der Straffung der Kommissionen sollen die Effizienz dieser Organe gesteigert, ihre Verfahren vereinfacht und ihre Verwaltungskosten gesenkt werden. Artikel 18 sieht

jedoch vor, dass die Kommission Büros bilden kann, die für die Behandlung besonderer Bereiche zuständig sind.

Die neue Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt, die sich aus fünfzehn Mitgliedern (darunter fünf Vertreter des Staats einschliesslich des Vorsitzes) zusammensetzt, verfügt folglich über Kompetenzen im Bereich der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit (ersetzt die tripartiten Kommissionen in diesem Bereich), im Bereich der besonderen Problematiken (Langzeitarbeitslosigkeit, Eingliederung von Jugendlichen) und im Bereich der Aufsicht über den Arbeitsmarkt, insbesondere in Bezug auf die Sicherheit und die Hygiene am Arbeitsplatz, die entsandten Arbeitnehmenden, die Schwarzarbeit und die Normalarbeitsverträge. Diese Kompetenzen, die nicht alle im ursprünglichen Entwurf enthalten waren, sind aus dem Vernehmlassungsverfahren und den Sitzungen mit den Sozialpartnern hervorgegangen. Die Kommission kann ausserdem auf Antrag der betroffenen paritätischen Organe die Kontrollen in Bereichen durchführen, die durch Gesamtarbeitsverträge abgedeckt sind.

#### **Art. 19 Besondere Kommissionen**

Der Gesetzesentwurf lässt dem Staatsrat die Möglichkeit, je nach Bedarf auf dem Gebiet der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts besondere Kommissionen einzusetzen. In diesem Zusammenhang denke man insbesondere an die kantonale Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung, die in allen Fragen zu dieser Problematik konsultiert wird und beauftragt ist, Vorschläge auf diesem Gebiet zu unterbreiten und die verschiedenen Anstrengungen in diesem Bereich zu koordinieren.

#### **Art. 20 Dienstverhältnis des Personals**

Diese Bestimmung übernimmt den Inhalt des geltenden BAHG. Sie erwähnt, dass das Personal nach den Regeln des Staats angestellt wird, präzisiert jedoch, dass der Personalbestand von der Finanzierung durch den Bund abhängt, die gestützt auf die Zahl der Stellensuchenden berechnet wird.

## **2. KAPITEL Ausführungsbestimmungen zur Bundesgesetzgebung**

### **1. ABSCHNITT Ausführung des AVG**

Dieses Kapitel befasst sich mit den Pflichten im Bereich des Arbeitsmarkts, die der Bund den Kantonen auferlegt. Die Artikel 21 bis 28 stellen die Ausführungsbestimmungen des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1989 über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVG) dar.

#### **Art. 21 Private Arbeitsvermittlung und Personalverleih – Bewilligungen**

Absatz 1 wurde unverändert aus dem BAHG übernommen. Absatz 2 ist neu, denn er führt ein Verwarnungsverfahren bei leichten Verstössen durch einen Arbeitsvermittlungs- oder Personalverleihbetrieb ein (z.B. bei einem ersten Gesetzesverstoss in Bezug auf die Lohnbedingungen). In der Praxis werden derartige Verwarnungen schon heute für leichtere Verstösse gegen das AVG ausgesprochen. Der Entwurf erlaubt es deshalb, die Kompetenz des Amtes in dieser Sache gesetzlich zu verankern und die Rechtsmittel zu klären.

<sup>1</sup> Kanton Waadt, Tätigkeitsbericht 2006 des Service de l'emploi, S. 4

## **Art. 22 Überprüfung**

Das Verfahren für die Kontrolle der oben erwähnten Betriebe wurde ebenfalls schriftlich festgehalten und an die Praxis des Amts angepasst. Es entspricht so den Vorschriften des Bundes für die Aufrechterhaltung der Bewilligung für die private Arbeitsvermittlung und den Personalverleih.

## **Art. 23 Kautionen**

Die Hinterlegung von Kautionen beim Amt stellt eine der Bedingungen für die Betriebsbewilligung gemäss Bundesrecht dar. Diese Kautionen (die zur Deckung allfälliger Lohnforderungen von Arbeitnehmenden dienen, die die Dienste der bewilligten Firma in Anspruch genommen haben) werden in der Regel in Form einer Bankgarantie geleistet. Sie werden bei einer Bank im Kanton abgelegt. In den weitaus meisten Fällen ist das Amt für die Verwertung der Kautionen zuständig, vereinzelt werden die Dossiers auch von den Betreibungs- und Konkursbehörden geregelt.

## **Art. 24 Gebühren**

Die Gebührenregelung wurde geändert. Im Gegensatz zum Entwurf, der in die Vernehmlassung ging, wurde ein Verweis auf das Ausführungsreglement zum Entwurf eingefügt, damit die Gebühren an die entsprechenden Weisungen des Bundes angepasst werden können, ohne dass das Gesetz geändert werden muss. Um dem Amt die Eintreibung dieser Gebühren zu erleichtern, erlaubt es der oben genannte Artikel dem Amt, den Entscheid über die Bewilligung der Tätigkeit erst auszuhändigen, wenn die Gebühren bezahlt sind.

## **Art. 25 Auskunftspflicht**

Die Auskunftspflicht steht in Verbindung mit der Kontrolle der Bedingungen, die für die Gewährung und Aufrechterhaltung von Bewilligungen für die private Arbeitsvermittlung und den Personalverleih erfüllt werden müssen. Der Artikel verlangt ferner von den betroffenen Firmen, dass sie dem Amt alle Vorkommnisse melden, die für die Überwachung des Arbeitsmarkts von Bedeutung sind, insbesondere allfällige Regelverstösse.

## **Art. 26 Beratung und Beschwerde**

Diese Bestimmung übernimmt den Inhalt von Artikel 15 Abs. 2 BAHG. Der in die Vernehmlassung gegangene Entwurf sah die Errichtung einer Schlichtungsstelle für Arbeitsstreitigkeiten vor, die von den verschiedenen Parteien angerufen werden kann, um eventuell eine aussergerichtliche Schlichtung zu erreichen. Dieser Vorschlag wurde vom Grossteil der Vernehmlassungsadressaten kritisiert, so dass er aus dem Entwurf gestrichen wurde. So können sich die Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden, die einen Personalverleihvertrag oder einen Arbeitsvermittlungsvertrag abgeschlossen haben, wie nach aktuellem Recht an das Amt wenden, um dessen Rat einzuholen oder Beschwerden einzureichen.

## **Art. 27 Zivilrechtliche Streitfälle**

Artikel 27 wurde vollständig aus dem BAHG übernommen. Er beinhaltet die Verfahrensregeln für zivilrechtliche Streitigkeiten über Arbeits- und Vermittlungsverträge und insbesondere die Regeln, die den Streitwert im Rahmen der Gewerbegerichtbarkeit betreffen (Art. 26 des Gesetzes über die Gewerbegerichtbarkeit; SGF 132.1).

Es gilt zu erwähnen, dass zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Justizgesetzes (JG; vgl. Botschaft Nr. 175 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf für ein Justizgesetz vom 14. Dezember 2009) einige Bestimmungen des Entwurfs des BAMG angepasst werden müssen. So wurde zum Beispiel die Bezugnahme auf die Streitwerte bei der Zuständigkeit des Arbeitsgerichts im JG aufgehoben, was für den Inhalt von Artikel 27 BAMG nicht ohne Konsequenzen bleibt.

## **Art. 28 Meldung offener Stellen**

Die Meldung der offenen Stellen, eine Massnahme, die bereits unter dem bisherigen Recht existierte, kann künftig auf Antrag der Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt verlangt werden. Es handelt sich dabei um eine Pflicht, die in Zeiten hoher Arbeitslosigkeit angeordnet werden kann, damit die Behörden über die nötigen Informationen für die Vermittlung der Stellensuchenden verfügen.

## **2. ABSCHNITT Ausführung des AVG und des OR: Verfahren bei Entlassungen**

### **Art. 29 und 30 Meldung von Entlassungen und Betriebsschliessungen**

Diese Bestimmungen führen die Artikel 29 AVG, 53 der Bundesverordnung über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVV; SR 823.111) und 335d OR aus. Gemäss Artikel 53 Abs. 1 AVV besteht eine Meldepflicht, wenn die Entlassungen mindestens zehn Arbeitnehmer betreffen. Absatz 2 des gleichen Artikels sieht aber vor, dass die Kantone die Meldepflicht auf Entlassungen oder Betriebsschliessungen ausdehnen können, die mindestens sechs Arbeitnehmer betreffen, wenn die Grösse oder die Strukturen des regionalen Arbeitsmarktes es verlangen. Diese zweite Option wurde im Kanton Freiburg bei der Verabschiedung des BAHG gewählt. Angesichts der relativ geringen Grösse der Unternehmen im Kanton schlägt der Staatsrat vor, die Grenze für die Meldepflicht bei sechs Entlassungen beizubehalten.

## **3. ABSCHNITT Ausführung des AVIG**

Die Ausführung des AVIG ist Gegenstand der Artikel 31 bis 40 des Gesetzesentwurfs. Diese Bestimmungen wurden aus dem BAHG und dessen Ausführungsreglement (Reglement vom 6. Juli 1999 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe; BAHG; SGF 866.1.11) übernommen. Bestimmte Artikel wurden vereinfacht, denn es wurde vorgezogen, einen Verweis auf das AVIG einzufügen, statt alle darin vorgesehenen Befugnisse aufzuzählen. Wie weiter oben erwähnt (zu Pkt. 1.1.2), wird das AVIG zurzeit revidiert. Allfällige Änderungen am Bundesgesetz werden jedoch keinen Einfluss auf den Inhalt des Gesetzesentwurfs haben.

### **Art. 31 Befugnisse des Amts**

Die oben erwähnte Vereinfachung wurde auf die Liste der Befugnisse des Amts angewendet (siehe Art. 31 Abs. 1 Bst. a). Dem Amt wird ferner eine neue Befugnis eingeräumt: Es kann selber arbeitsmarktliche Massnahmen in Bereichen organisieren, in denen das Massnahmenangebot nicht ausreicht (Bst. j). Die übrigen Aufgaben des Amts in Bezug auf die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit stammen aus dem BAHG und sind von den Vollzugsaufgaben nach Bundesrecht abgeleitet.

### **Art. 32 Befugnisse der regionalen Zentren**

Diese Befugnisse entspringen grösstenteils dem Bundesrecht und wurden aus dem BAHG übernommen. Artikel 32 Abs. 1 Bst. a führt dagegen eine Neuerung ein: Die Anmeldung der stellensuchenden Personen bei der Arbeitslosenversicherung findet künftig direkt bei den regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) statt und nicht mehr in den Gemeindearbeitsämtern. Diese Änderung des Anmeldeverfahrens wurde von verschiedenen Gemeinden beantragt, die von dieser Aufgabe aus praktischen und finanziellen Gründen entlastet werden möchten. Sie hat auch den Vorteil, dass die RAV eine bessere Kontrolle über die Arbeitslosendossiers haben (Anmeldung, Mutation und Annullierung). Dieses Verfahren erlaubt es ferner, überflüssige Anmeldungen zu vermeiden. Es hat sich nämlich gezeigt, dass bestimmte Stellensuchende, die als vermittlungsunfähig erklärt wurden – insbesondere wegen wiederholter Sanktionen – sich sofort bei der Arbeitslosenversicherung wieder anmelden, sobald ihr Dossier annulliert wurde. Nach aktuellem Verfahren kann ihre Vermittlungsunfähigkeit bei der Wiederanmeldung nicht festgestellt werden, sondern erst, wenn sich die Person beim RAV zu einem Gespräch einfindet (manchmal mehrere Wochen nach der Anmeldung). So kommt es vor, dass die betroffenen Behörden (Gemeinden, Arbeitslosenkassen, RAV und Personalberater) ein Dossier für eine stellensuchende Person eröffnen, die infolge eines vorangehenden Entscheids von der Arbeitslosenversicherung abgemeldet worden ist. Der hohe administrative Aufwand, der sich daraus ergibt, kann durch die Vereinfachung des Anmeldeverfahrens vermieden werden, da die RAV direkten Zugang zu früheren Dossiers der wieder angemeldeten Personen haben.

Bei der Vernehmlassung haben einzelne grosse Gemeinden, die zurzeit die Anmeldung ihrer Stellensuchenden erledigen, den Wunsch geäussert, diese Kompetenz zu behalten. Der ursprüngliche Entwurf wurde deshalb durch eine Bestimmung ergänzt, die dem Amt die Möglichkeit bietet, diese Aufgabe zu delegieren, soweit das Bundesrecht dem nicht entgegensteht. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass das AVAM-System, das für die elektronische Verwaltung der Arbeitslosenversicherung genutzt wird, geändert und durch ein elektronisches Dokumentmanagementsystem ergänzt wurde. Für die Migration dieses Systems musste der Bund eine neue Verordnung über das Informationssystem für die Arbeitsvermittlung und die Arbeitsmarktstatistik (AVAM-Verordnung; SR 823.114) aufstellen. Angesichts der Daten, die insbesondere über das elektronische Dokumentmanagementsystem zugänglich sind, stellte sich die Frage, ob der Bund noch Ausnahmen von den Zugriffsregeln gewähren wird. Diese erwähnen nämlich nicht ausdrücklich, dass andere Behörden als die, die für die Arbeitslosenversicherung zuständig sind (SECO, kantonale Vollzugsbehörde des AVIG, RAV, Logistik arbeitsmarktlicher Massnahmen und Arbeitslosenkassen), ebenfalls auf das System Zugriff haben. Auf diese Frage angesprochen, hat der Bund versichert, dass den Gemeinden, die weiterhin ihre Stellensuchenden selber anmelden möchten, der Zugriff auf das System gewährt werden könnte. Ihre Zugriffsrechte sind jedoch auf das Anmeldeverfahren im System beschränkt, und jeglicher spätere Zugriff auf das Dossier wird nicht mehr möglich sein, sobald dieses elektronisch an das zuständige RAV übermittelt wurde. Mit diesen neuen Betriebsregeln für das AVAM-System

möchten die Bundesbehörden namentlich die geltenden Bestimmungen des Datenschutzes einhalten.

### **Art. 33 Koordination**

Die Frage der Koordination der RAV mit den anderen Dienststellen (regionale und spezielle Sozialdienste, Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung) wurde in Artikel 33 (ursprünglich Art. 26 Abs. 3 bis 5 des Entwurfs, der in die Vernehmlassung ging) aufgenommen. Diese Änderung wurde vorgenommen, um Artikel 32 über die RAV zu entlasten. Die Grundlagen der Koordination stammen aus Artikel 10 BAHG (Abs. 4 bis 7).

### **Art. 34 Haftung**

Diese Bestimmung gibt die Bundesgesetzgebung über die Haftung der kantonalen Organe der Arbeitslosenversicherung wieder.

### **Art. 35 bis 40 Öffentliche Arbeitslosenkasse**

Artikel 35 bis 40 wurden aus dem BAHG und dem BAHR übernommen. Die einzige Änderung betrifft die Befugnis der öffentlichen Arbeitslosenkasse, Zahlstellen nicht nur pro Bezirk, sondern auch pro Region zu schaffen (Art. 40). Diese Ergänzung erlaubt es der Öffentlichen Arbeitslosenkasse, eine effizientere Organisation aufzubauen und insbesondere ihre Dienstleistungen in der Nähe ihrer Versicherten anzubieten.

## **4. ABSCHNITT Ausführung des ArG**

Artikel 41 bis 54 betreffen die Ausführung der Bundesgesetzgebung über die Arbeit im Kanton Freiburg. Dieser Abschnitt übernimmt die gesamten Bestimmungen des Ausführungsgesetzes vom 8. Februar 1966 zum Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (Arbeitsgesetz). Wie bereits erwähnt, ist das Arbeitsinspektorat die für den Erlass von Verfügungen befugte Behörde. Gegen seine Verfügungen kann künftig direkt beim Kantonsgericht Beschwerde erhoben werden (Art. 108). Diese Erläuterungen gelten auch für Artikel 55 bis 59 über die Ausführung im Kanton Freiburg der Bestimmungen über die Arbeitssicherheit des Bundesgesetzes vom 20. März 1981 über die Unfallversicherung (UVG), der Bundesverordnung vom 19. Dezember 1983 über die Verhütung von Unfällen und Berufskrankheiten (Verordnung über die Unfallverhütung, VUV) und des Bundesgesetzes vom 19. März 1976 über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten. Die Artikel des Gesetzesentwurfs wurden unverändert aus dem Ausführungsbeschluss vom 18. Dezember 1990 zur Verordnung des Bundesrates über die Verhütung von Unfällen und Berufskrankheiten (BVUV) übernommen, der mit Inkrafttreten des BAMG aufgehoben wird.

Die übrigen Änderungen beziehen sich auf Details, die es erlauben, die kantonalen Bestimmungen an die Vorschriften des Bundes anzupassen. In den folgenden Erläuterungen zum 4. und 5. Abschnitt des 2. Kapitels werden nur diese Änderungen besprochen.

### **Art. 49 Feiertage**

Artikel 49 ändert die Feiertagsregelung im Kanton, um zwischen dem mehrheitlich katholischen Kantonsteil und dem mehrheitlich reformierten Kantonsteil eine ausgeglichene Situation herzustellen. Nach heutiger Re-

gelung gelten im katholischen Kantonsteil acht Tage als Feiertage im Sinne der Bundesgesetzgebung, während der reformierte Kantonsteil nur vier hat. Der Gesetzesentwurf gibt folglich den Gemeinden mit einer gemäss Volkszählung mehrheitlich reformierten Bevölkerung (im Seebezirk: Gemeinden Büchlen, Courgevaux, Courlevon, Fräschels, Galmiz, Gempenach, Greng, Jeuss, Kerzers, Lurtigen, Meyriez, Muntelier, Murten/Morat, Ried, Salvenach, Ulmiz, Bas-Vully, Haut-Vully) die Möglichkeit, über vier zusätzliche Feiertage zu verfügen gemäss der abschliessenden Liste im Artikel 49 Abs. 3 des Entwurfs. Die Einführung neuer Feiertage durch die betroffenen Gemeinden wird keine bedeutenden Auswirkungen haben, da in der Regel die im Artikel 49 Abs. 3 hinzugefügten Tage heute bereits im reformierten Kantonsteil als Feiertage gelten. Im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens wurde vereinzelt die im ursprünglichen Entwurf vorgeschlagene Gleichbehandlung insbesondere aus wirtschaftlichen Gründen kritisiert (die Unternehmen können nicht mehr frei wählen, ob sie an den neu im Entwurf eingefügten Tagen arbeiten wollen oder nicht). In Anbetracht der Tatsache, dass die Gleichbehandlung der Arbeitnehmenden Vorrang haben sollte, wurde der Entwurf in dieser Frage angepasst. Der Artikel wurde ausserdem durch einen dritten Absatz ergänzt, der es dem Staatsrat ermöglicht, Ausnahmen von der Feiertagsregelung nach Konfessionsmehrheit zu erlauben. Besonders angesprochen wird damit die Ortschaft Flamatt (Gemeinde Wünnwil-Flamatt), für die eigentlich die katholische Feiertagsregelung gilt, die aber schon immer die Feiertage des reformierten Kantonsteils feierte. Absatz 1 betrifft die Bestimmungen des Bundes zum Arbeitsgesetz im Bezug auf Arbeitnehmende, die während Feiertagen zur Arbeit herangezogen werden. Insbesondere, was die selbstständige Erwerbstätigkeit betrifft, nennt die Bestimmung Tätigkeiten, die an diesen Tagen untersagt sind. In erster Linie handelt es sich um berufliche Tätigkeiten, die offensichtlich sind oder die Lärm erzeugen. Ziel ist es, die öffentliche Ruhe während der Tage, die dem Sonntag gleichgestellt sind, zu wahren. Absatz 5 legt fest, welche Feiertagsregelung anwendbar ist. Denn zahlreiche im reformierten Kantonsteil wohnhafte Arbeitnehmende üben ihre Tätigkeit im katholischen Kantonsteil aus (oder umgekehrt). Die neue Bestimmung räumt damit jegliche Zweifel aus dem Weg, was die anwendbare Feiertagsregelung betrifft, denn alleine der Arbeitsort ist entscheidend.

Die folgende Tabelle bietet einen Überblick über die Feiertagsregelung:

| Wann?          | Römisch-katholischer Teil | Evangelisch-reformierter Teil | Bemerkungen  |
|----------------|---------------------------|-------------------------------|--|
| 01.01          | X                         | X                             | Neujahr  |
| 02.01          |                           | X                             | Berchtoldstag  |
| März–April     | X                         | X                             | Karfreitag   |
| März–April     |                           | X                             | Ostermontag  |
| Mai–Juni       |                           | X                             | Pfingstmontag  |
| April–Mai–Juni | X                         | X                             | Auffahrt   |
| Mai–Juni       | X                         |                               | Fronleichnam   |
| 01.08          | X                         | X                             | 1. August (ganze Schweiz; Art. 40a Abs. 1 Arbeitsgesetz) |
| 15.08          | X                         |                               | Mariä Himmelfahrt  |

|       |   |   |                              |
|-------|---|---|------------------------------|
| 01.11 | X |   | Allerheiligen                |
| 08.12 | X |   | Mariä unbefleckte Empfängnis |
| 25.12 | X | X | Weihnachten                  |
| 26.12 |   | X | Stephanstag                  |
| Total | 9 | 9 |                              |

#### Art. 50 Jugendarbeitsschutz

Diese Bestimmung wurde geringfügig angepasst, denn die Anstellung von jungen Arbeitnehmenden ist nicht mehr bewilligungspflichtig, sie untersteht aber einer Meldepflicht beim Amt. Diese Änderung hat einen besseren Schutz der Jugendlichen zum Ziel, indem der Arbeitgeber durch ein vereinfachtes Verfahren ermutigt wird, die Arbeitsaufnahme zu melden. Unter der alten Regelung verzichteten die meisten Arbeitgeber darauf, eine Bewilligung zu beantragen, weil ihnen die Bearbeitungsdauer des Gesuchs zu lang war und weil sie so die Zahlung allfälliger Gebühren vermieden. Das Meldeverfahren erlaubt es folglich dem Arbeitsinspektorat, besser über die Anstellung von Jugendlichen informiert zu sein und gegebenenfalls geeignete Kontrollen vornehmen zu können, um ihre Sicherheit und den Schutz ihrer Gesundheit gewährleisten zu können. Durch dieses Verfahren wird diese Behörde auch von ihrer Pflicht befreit, eine formelle Verfügung in der Frage zu erlassen.

#### Art. 51, 52 und 54 Betriebsordnung, Kontrolle der Betriebe und Anzeigen

Diese Bestimmungen regeln Kompetenzfragen (Arbeitsinspektorat) für Aufgaben, die das Bundesrecht im Bereich der Kontrolle, der Betriebsordnungen und der Anzeigen den Kantonen überträgt.

#### Art. 53 Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden

Diese Bestimmung ist Bestandteil des Massnahmenpakets, das bezüglich der Sicherheit und des Gesundheitsschutzes am Arbeitsplatz, der Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern sowie der Schwarzarbeit in den Entwurf aufgenommen wurde. Im vorliegenden Fall geht es darum, den Behörden die nötigen Befugnisse zu erteilen, damit sie einschneidende Massnahmen gegen Betriebe ergreifen können, deren Tätigkeit die Gesundheit und die Sicherheit der Arbeitnehmenden gefährden, indem sie die Nutzung bestimmter Räume oder Anlagen des Betriebs verbieten oder gar die Schliessung des gesamten Betriebs anordnen können. Im Bereich der Sicherheit und des Gesundheitsschutzes sind diese Massnahmen bereits im Bundesrecht verankert. Artikel 52 nimmt somit nur Bezug auf diese Bundesbestimmungen und legt die Entscheidungskompetenz und das anwendbare Verfahren fest. Das Verfahren wird im Ausführungsreglement zum Gesetz geregelt.

#### 5. ABSCHNITT Ausführung der Bestimmungen über die Unfallversicherung und die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten

#### Art. 55, 56 und 58 Vollzugsorgan, Rechtshilfe und Anzeige bei Unfällen

Artikel 55, 56 und 58 regeln Kompetenzfragen (Arbeitsinspektorat und SPE) für Aufgaben, die das Bundesrecht

im Bereich der Unfallversicherung, der Sicherheitsvorschriften über technische Einrichtungen und Geräte sowie der Rechtshilfe den Kantonen überträgt. Für Anzeigen bei Unfällen ist nach heutiger Praxis ebenfalls das Arbeitsinspektorat zuständig.

#### **Art. 57 Koordinationstelle**

Artikel 57 enthält eine Anpassung, denn die Befugnisse der aktuellen Kantonalen Kommission zur Förderung der Sicherheit und Gesundheitsvorsorge in den Betrieben, die mit Ausführungsbeschluss zur Verordnung des Bundesrates über die Verhütung von Unfällen und Berufskrankheiten (BVUV; SGF 842.3.11) errichtet wurde, werden der neuen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt übertragen.

#### **Art. 59 Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden**

Die Gründe für die Einführung von Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden wurden weiter oben in den Anmerkungen zum Artikel 53 dargelegt. Artikel 59 überträgt also die weiter oben beschriebenen Befugnisse und Verfahren auf die Bestimmungen zur Unfallverhütung. Die Bestimmung wurde ausserdem auf die Zwangsmittel ausgedehnt, die das Bundesrecht auf diesem Gebiet vorsieht, nämlich insbesondere die Beschlagnahmung gefährlicher Stoffe.

### **6. ABSCHNITT Ausführung des HARg**

#### **Art. 60 und 61 Befugnisse des Amts**

Artikel 60 und 61 setzen auf kantonalen Ebene die Bundesvorschriften über die Heimarbeit um. Diese Bestimmungen stammen unverändert aus dem Beschluss vom 22. März 1983 betreffend den Vollzug des Bundesgesetzes vom 20. März 1981 über die Heimarbeit.

### **7. ABSCHNITT Ausführung des OR und des AVEG in Bezug auf die Normal- und Gesamtarbeitsverträge**

Der 7. Abschnitt des 2. Kapitels des Gesetzesentwurfs betrifft die kantonalen Kompetenzen in Bezug auf die Normal- und Gesamtarbeitsverträge.

#### **Art. 62 Normalarbeitsverträge – Befugnisse des Staatsrats**

Diese Bestimmung überträgt dem Staatsrat die Befugnis, Normalarbeitsverträge im Sinne von Artikel 359 und folgende des OR zu erlassen und zu genehmigen.

#### **Art. 63 Befugnisse der Kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt**

Diese Bestimmung setzt die Bundesvorschriften nach Artikel 360b OR über die Beobachtung des Arbeitsmarkts um. Zu diesem Zweck verfügt die Kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt insbesondere über das Beobachtungsorgan, das durch Artikel 13 des Entwurfs errichtet wird.

#### **Art. 64 Gesamtarbeitsverträge – Befugnisse des Staatsrats**

Artikel 64 enthält die Befugnisse des Staatsrats im Bereich der Gesamtarbeitsverträge gestützt auf das Obligationenrecht und auf das Bundesgesetz vom 28. Septem-

ber 1956 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG; SR 221.215.311). Diese Bestimmung stammt aus dem Ausführungsbeschluss vom 29. Oktober 1957 zum Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (SGF 222.5.81), der mit Inkrafttreten des BAMG aufgehoben wird. Im Vergleich zu anderen Kantonen hat der Kanton Freiburg nur sehr wenige Gesamtarbeitsverträge für allgemeinverbindlich erklärt. Der Entwurf, der in die Vernehmlassung ging, schlug deshalb vor, dass der Staatsrat den Abschluss derartiger Verträge fördert. Dieser Vorschlag wurde sowohl von den Arbeitgeber- wie auch von den Arbeitnehmervereinigungen zurückgewiesen mit der Begründung, dass es nicht die Aufgabe des Staats ist, sich auf diesem Gebiet einzumischen. Die entsprechenden Vorschläge wurden deshalb aus dem definitiven Entwurf gestrichen.

#### **Art. 65 Befugnisse des Amts**

Das Amt ist beauftragt, den Bedarf nach Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen zu prüfen und das Verfahren für die Allgemeinverbindlicherklärung zu leiten. Zusammen mit den Bundesbehörden unterstützt es die Vertragsparteien, damit auf ihre Anträge um Allgemeinverbindlicherklärung eingegangen werden kann. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass die Verfahren besonders aufgrund der Bedingungen nach Bundesrecht (Aufstellen von Quoren, Veröffentlichungen usw.) oft langwierig und komplex sind.

### **8. ABSCHNITT Ausführung des Gesetzes über die in die Schweiz entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer**

Die Artikel 66 bis 69 enthalten die Ausführungsbestimmungen zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1999 über die minimalen Arbeits- und Lohnbedingungen für in die Schweiz entsandte Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer und flankierende Massnahmen (SR 823.20). Im Entwurf wurden hierzu die Bestimmungen der Verordnung vom 2. Juni 2004 über die flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr (FMV; SGF 866.0.31) aufgenommen.

#### **Art. 66 Befugnisse des Staatsrats**

Für den Erlass von Normalarbeitsverträgen gemäss Bundesrecht ist der Staatsrat zuständig. Er kann dies zum Beispiel in Bereichen tun, in denen häufiges Lohndumping festgestellt wird.

#### **Art. 67 Befugnisse des Amts**

Der Artikel 67 zählt die Befugnisse des Amts auf dem Gebiet der Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern auf. Im Gegensatz zum ursprünglichen Entwurf und gestützt auf die Wünsche der konsultierten Organe sieht Artikel 67 Abs. 2 die Möglichkeit vor, dass das Amt für den Arbeitsmarkt die Kontrollaufgaben an ein verwaltungsexternes paritätisches Organ übertragen kann. Diese Aufgabendelegation kann über einen Leistungsauftrag erfolgen. Das Ausführungsreglement zum Gesetz wird den Inhalt des Leistungsauftrags festlegen und namentlich den Umfang der Delegation, die Kontrollorgane und die Entschädigung des beauftragten Kontrollorgans vorsehen. Die Kompetenzen der bisherigen kantonalen Arbeitsmarktkommission werden ausserdem



der neuen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt übertragen (Art. 67 Abs. 1 Bst. c).

#### **Art. 68 Befugnisse des für den Vollzug des Ausländerrechts zuständigen Amtes**

Diese Bestimmung wurde gegenüber der FMV nur leicht verändert, denn es wurde die neue Bezeichnung des zentralen Migrationsinformationssystems (ZEMIS) eingefügt.

#### **Art. 69 Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden**

Wie in den Anmerkungen zu den Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden im Bereich der Sicherheit und des Gesundheitsschutzes am Arbeitsplatz erwähnt, bietet der Gesetzesentwurf auch die Möglichkeit einer Betriebsschliessung, wenn ein Verdacht auf Verstoss gegen die Bestimmungen über die Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern besteht. Die Erfahrung hat nämlich gezeigt, dass sich die Ausführung des Bundesgesetzes als besonders schwierig erweisen kann, wenn es um die Kontrolle eines ausländischen Unternehmens auf Schweizer Boden geht, insbesondere da sich dieses nur für eine begrenzte Zeit in der Schweiz aufhält. Weiter wurde festgestellt, dass die bei den Kontrollen verlangten Unterlagen nur schwer erhältlich sind (Lohnabrechnungen, Arbeitszeitabrechnungen usw.), da sich die administrativen Einheiten dieser Unternehmen im Ausland befinden. In vielen Fällen geben die Unternehmen nur ungern die erwähnten Unterlagen heraus, schliesslich gibt es auch keine Mittel, sie in ihrem Land zur Herausgabe zu zwingen. Artikel 69 gibt deshalb den Vollzugsbehörden ein griffiges Instrument an die Hand, um die Unternehmen zur Beachtung der Bundesvorschriften zu zwingen. Das Ziel ist es, die Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmenden zu schützen, aber auch sicherzustellen, dass die Unternehmen, die auf einem bestimmten Gebiet arbeiten, nicht durch Konkurrenten benachteiligt werden, die zum Beispiel Lohndumping praktizieren. Der Artikel erlaubt somit eine umgehende Betriebsschliessung auf Freiburger Kantonsgebiet, bis das betroffene Unternehmen nachweist, dass eine gesetzeskonforme Situation wiederhergestellt wurde.

### **9. ABSCHNITT Ausführung des BGSA**

Bezüglich der Bekämpfung der Schwarzarbeit zielte der Entwurf, der in die Vernehmlassung ging, darauf ab, die Ausführungsbestimmungen zum Bundesgesetz vom 17. Juni 2005 über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Gesetz gegen die Schwarzarbeit, BGSA; SR 822.41) ab dessen Inkrafttreten am 1. Januar 2008 einzuführen. Aus verschiedenen Gründen, die bereits weiter oben erläutert wurden (zu Pkt. 1.4), wurde der vorliegende Entwurf verzögert, so dass er dem Gesetzgeber nicht vor dem erwähnten Datum vorgelegt werden konnte. Um einer vorübergehenden Gesetzeslücke entgegenzuwirken, hat der Staatsrat deshalb die Ausführungsverordnung vom 18. Dezember 2007 zur Bundesgesetzgebung gegen die Schwarzarbeit (AVGSA; SGF 866.0.22) verabschiedet, die mit Inkrafttreten des BAMG aufgehoben wird. Als Schwarzarbeit gilt jede entlohnte oder selbständige Arbeit in Verletzung von geltenden Gesetzesbestimmungen, insbesondere der Bestimmungen über die ausländischen Arbeitskräfte, die Steuern, die Sozialversicherungen und über den Arbeitnehmerschutz. Die Folgen von Schwarzarbeit sind vielfältig und kaum quantifizierbar:

Einerseits entgehen dem Staat beträchtliche Einnahmen (besonders Steuern); andererseits schliesst sie zahlreiche Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer vom Schutz der Sozialversicherungen aus, so dass sie der Ausbeutung durch skrupellose Arbeitgeber praktisch hilflos ausgeliefert sind (unterbezahlte Arbeit, zu lange Arbeitszeiten usw.). Im Kanton Freiburg wurde die Bekämpfung der Schwarzarbeit in den vergangenen Jahren durch Massnahmen des Staats im Baugewerbe in Zusammenarbeit mit den Sozialpartnern organisiert. Der Beschluss vom 18. Juni 2001 über Massnahmen gegen unerlaubte Arbeit im Baugewerbe (MUABB; SGF 866.0.22) ermöglichte die Einführung eines Systems zur Bekämpfung der Schwarzarbeit in den betroffenen Berufen, indem Kontroll- und Strafmechanismen eingeführt wurden. Dieser Beschluss wurde mit Inkrafttreten des AVGSA auf den 1. Januar 2008 aufgehoben.

#### **Art. 70 Ausführung des BGSA – Staatsrat**

Im Artikel 70 überträgt der Entwurf dem Staatsrat die Oberaufsicht über die Bekämpfung der Schwarzarbeit im Kanton. Er gibt dieser Behörde auch die Kompetenz, die Strategie des Kantons auf diesem Gebiet zu definieren und insbesondere die Berufsfelder festzulegen, denen besondere Beachtung geschenkt wird.

#### **Art. 71 Kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt**

Gestützt auf die Strategie des Kantons ist die im Artikel 15 errichtete Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt dafür zuständig, die Ziele und Aktionspläne auf dem Gebiet der Bekämpfung der Schwarzarbeit zu definieren. Folglich wird diese Behörde zum Beispiel die Prioritäten bezüglich der kontrollierten Berufsfelder festlegen müssen.

#### **Art. 72 Amt – Aufgaben**

Der ursprüngliche Entwurf sah vor, dass das Amt alleine die vom Bundesgesetz verlangten Kontrollen über seine Einheit für Arbeitsmarktüberwachung ausführt. Infolge des Vernehmlassungsverfahrens und der Diskussionsrunden mit den Sozialpartnern wurde vorgesehen, dass diese Kompetenz in Form eines Leistungsauftrags an ein paritätisch organisiertes Organ übertragen werden kann (Art.75). Diese Kompetenzdelegation ist im Übrigen in der Bundesverordnung über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (VOSA; SR 822.411) vorgesehen. Artikel 72 des definitiven Entwurfs überträgt folglich die Aufgabe der Bekämpfung der Schwarzarbeit dem Amt für den Arbeitsmarkt, sofern sie nicht gestützt auf Artikel 75 einem anderen Organ übertragen wurde. Zu diesem Zweck beschäftigt das Amt Inspektorinnen und Inspektoren im Rahmen der Einheit für Arbeitsmarktüberwachung und zieht bei Bedarf verwaltungsexterne Experten bei (z.B. Treuhandgesellschaft). Die restliche Bestimmung betrifft die Garantien, die das Personal leisten muss, das mit den Kontrollen beauftragt wird. Diese werden ebenfalls über das Bundesrecht geregelt.

#### **Art. 73 Befugnisse**

Unabhängig davon, ob die Kontrolltätigkeit delegiert wurde oder nicht, ist das Amt für den Erlass von Sanktionen zuständig, denn gemäss Bundesrecht wird diese Kompetenz der kantonalen Behörde übertragen. Dazu ist zu erwähnen, dass das Bundesrecht Sanktionen auf zwei Ebenen vorsieht: Einerseits kann die kantonale Behörde

die nach BGSA vorgesehenen Sanktionen aussprechen, die bis zum Ausschluss eines Unternehmens von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens oder zum Entzug von Finanzhilfen des Staats gehen können. Andererseits werden die Kontrollberichte an die staatlichen Behörden weitergeleitet, die von den festgestellten Verstössen betroffen sind, damit sie ihrerseits gestützt auf die von ihnen ausgeführten Gesetzesgrundlagen (Ausländerrecht, Steuerrecht, Sozialversicherungsrecht usw.) Sanktionen aussprechen können. Die Kopie der vom Amt ausgesprochenen Sanktionen wird an den Bund weitergeleitet, der eine Liste der betroffenen Unternehmen führt. Die Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt erhält ebenfalls eine Kopie der Verfügungen, die sie gegebenenfalls an die durch Gesamtarbeitsverträge errichteten, paritätischen Organe weiterleitet.

#### **Art. 74 Kontrollen**

Zur Durchführung der Kontrollen, die nicht an Dritte delegiert werden, verfügt der Staat über zwei Stellen für Inspektorinnen oder Inspektoren auf dem Gebiet der Schwarzarbeit. Die Inspektorinnen und Inspektoren kontrollieren von Amtes wegen – das heisst gemäss der Strategie und der Prioritäten des Kantons – oder auf Anzeige. Die Kontrollen richten sich nach den Vorschriften des Bundesgesetzes und seiner Verordnung.

#### **Art. 75 Delegation der Kontrolltätigkeiten**

Die im Artikel 72 erwähnte Delegation ist Gegenstand von Artikel 75 des Entwurfs. Diese Bestimmung führt die grundsätzliche Möglichkeit ein, auf Antrag der Kommission die Kontrolltätigkeit mittels Leistungsauftrag zu delegieren, der insbesondere die Frage der Kontrolldichte, der Finanzierung und des Inhalts der Kontrollprotokolle regelt (Art. 76). Die AVGSA, die mit Inkrafttreten des BAMG aufgehoben wird, sieht vor, dass im Baugewerbe die Kontrollen durch die Inspektoren für das Baugewerbe durchgeführt werden, die gestützt auf den MUABB angestellt wurden (Art. 9 AVGSA). In Erwartung des BAMG wird die direkte Delegation der Kontrolltätigkeit im Baugewerbe damit gerechtfertigt, dass eine Kontrollstruktur gestützt auf den oben erwähnten Beschluss bereits existiert und die im Rahmen dieser Struktur tätigen Inspektoren über die nötigen Kenntnisse und Erfahrung verfügen, um diese Kontrollen sicherstellen zu können. Diese besondere und provisorische Delegation wird nicht in das BAMG aufgenommen werden, da dieses die Frage der Delegation auf allgemeiner Ebene regeln muss. Da die Delegation der Kontrolltätigkeit im Baugewerbe bis Ende 2008 galt, musste für die bestehende Kontrollstruktur für 2009 und 2010 ein neuer Leistungsauftrag vergeben werden. Für die folgenden Jahre muss der Antrag um Kontrolldelegation an die Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt gestellt werden, die gestützt auf die Bestimmungen des Gesetzesentwurfs die Weiterführung der Delegation vorschlagen kann. Die restliche Bestimmung betrifft die Garantien, die das Personal des mit den Kontrollen beauftragten Organs leisten muss und die ebenfalls über das Bundesrecht geregelt werden.

#### **Art. 76 Kontrollprotokoll und Anzeigerapport**

Gemäss dieser Bestimmung wird über die Kontrollen Protokoll geführt. Dieses Protokoll wird gegebenenfalls als Grundlage zur Verfassung des Anzeigerapports durch das Amt genutzt. Der verfasste Anzeigerapport wird den zuständigen Gerichts- oder Verwaltungsbehörden sowie

der Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt ausgehändigt. Die Kommission ist dafür zuständig, die betroffenen paritätischen Organe im Rahmen des Vollzugs der GAV anzurufen (siehe Art. 76 Abs. 3). Die Anzeigerapporte werden folglich je nach den festgestellten Verstössen an die zuständigen Behörden auf dem Gebiet der Sozialversicherungen (AHV, IV, ALV, UV), der Fremdenpolizei (Asyl- und Ausländerrecht), der Kantons- und Bundessteuern und des Strafrechts weitergeleitet. Diese Behörden werden eingeladen, geeignete Massnahmen zu treffen und die entsprechenden Sanktionen auszusprechen. Diese Verfügungen werden dem Amt mitgeteilt, damit es die Folgen der Anzeigen kontrollieren und zusätzliche Sanktionen gemäss Bundesrecht aussprechen kann (Art. 73 Abs. 1).

#### **Art. 77 Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden**

Wie auf dem Gebiet der Sicherheit und des Gesundheitsschutzes am Arbeitsplatz sowie der entsandten Arbeitnehmenden erlaubt es der Entwurf, Sofortmassnahmen gegen Unternehmen zu ergreifen, die gegen die Regeln verstossen. Dem Amt wird nämlich die Befugnis übertragen, einen Betrieb, der schwarz arbeiten lässt, umgehend zu schliessen. Im vorliegenden Fall wird bezweckt, das betroffene Unternehmen zur aktiven Mitwirkung bei der Feststellung des Sachverhalts zu zwingen, da andernfalls der Betrieb geschlossen bleibt. Diese Massnahme soll nicht nur die Untersuchung eines allfälligen Verstosses vereinfachen, sondern auch die Arbeitgebenden davon abhalten, Personal schwarz zu beschäftigen.

#### **Art. 78 Gebühren und Kosten**

Gestützt auf diese Bestimmung können der Firma, die sich eines Verstosses schuldig gemacht hat, die Kontrollkosten auferlegt werden.

### **3. KAPITEL Kantonale Massnahmen**

#### **1. ABSCHNITT Kantonale Massnahmen zur beruflichen Eingliederung**

Die Artikel 79 bis 93 des Gesetzesentwurfs betreffen die kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung. Dies sind Massnahmen für Stellensuchende, die nicht oder nicht mehr in den Genuss von Arbeitslosentgeldern nach Bundesrecht kommen können. Diese Bestimmungen wurden aus dem heutigen BAHG übernommen und enthalten verschiedene Änderungen, um ihre Wirkung zu verbessern. Im Frühjahr 2006 beauftragte der Staatsrat nämlich das «Institut de hautes études en administration publique» und das «Observatoire Universitaire de l'Emploi» mit einer Bewertung der Massnahmen zur beruflichen Eingliederung im Kanton Freiburg gemäss einem Pflichtenheft vom 26. Juni 2006. Diese Bewertung stützt sich auf Artikel 22a Abs. 3 des Sozialhilfegesetzes (SHG; SGF 831.0.1), der Folgendes vorsieht: *Der Staatsrat «beauftragt mindestens einmal je Legislaturperiode ein externes Organ mit der quantitativen und qualitativen Beurteilung der Eingliederungsmassnahmen nach diesem Gesetz und der Eingliederungsmassnahmen nach dem Gesetz über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe. Er informiert den Grosse Rat darüber».* Der Bericht über die Beurteilung der sozialen und beruflichen

Eingliederungsmassnahmen<sup>1</sup>, der einer der Hauptgründe für den Aufschub des Gesetzesentwurfs ist, wurde dem Staatsrat am 9. Januar 2008 vorgelegt. Er befasst sich mit der Beurteilung der Effizienz der sozialen Eingliederungsmassnahmen nach dem SHG (MIS) und der Massnahmen zur beruflichen Eingliederung nach BAHG (QP). Die Studie stellt als erstes eine Bestandsaufnahme des Freiburger Instrumentariums für die soziale und berufliche Eingliederung auf. In dieser Beziehung kommt die Studie zu folgendem Schluss (siehe S. 23 des Berichts):

- Das System basiert auf einer Arbeits- und Kompetenzteilung zwischen dem Amt für den Arbeitsmarkt und dem Kantonalen Sozialamt (KSA).
- Das Eingliederungskonzept wird als «sequentiell» bezeichnet, denn es stützt sich auf den Übergang von der sozialen zur beruflichen Eingliederung.
- Der Erfolg des Systems hängt stark von der Zusammenarbeit der betroffenen Akteure ab.

Die Prüfung der Ausführung des Systems ergab Folgendes (siehe S. 36 des Berichts):

- Die Ausführung ist gesetzeskonform und grundsätzlich positiv.
- Es wird festgestellt, dass sich die Ziele «verschoben» haben in Bezug auf die ursprünglichen Absichten von der beruflichen Eingliederung in Richtung der Wiedereröffnung eines Anspruchs auf Entschädigung durch den Bund.
- Die Koordination zwischen den regionalen Sozialdiensten und den regionalen Arbeitsvermittlungszentren wird als problematisch eingestuft.

Die Wirkung der Massnahmen wird wie folgt bewertet (siehe S. 53 des Berichts):

- QP werden häufiger eingesetzt als MIS bei den Stellensuchenden, die zwischen 1999 und 2003 ausgesteuert wurden.
- Für die gleiche Gruppe von Leistungsempfängern ist die Wiedereinstiegsquote in den Arbeitsmarkt nach einem QP oder einer MIS kleiner als die Quote derer, die an keiner Massnahme teilgenommen haben.
- Die Teilnahme an einer Massnahme verbessert kaum die Chancen auf Eingliederung in den Arbeitsmarkt. Im Gegenteil, die Vergabe einer Massnahme bewirkt eine Verringerung der Wahrscheinlichkeit, aus der Arbeitslosigkeit herauszufinden und verlängert deren Dauer.

Die mangelnde Effizienz der sozialen und beruflichen Eingliederungsmassnahmen wird wie folgt erklärt (siehe S. 55 und Folgende des Berichts):

- Die Eröffnung einer neuen Rahmenfrist für den Bezug von Leistungen der Arbeitslosenversicherung des Bundes bleibt einer der Gründe für die Gewährung einer Massnahme.
- Der Zeitpunkt und die Art und Weise der Vergabe von beruflichen Eingliederungsmassnahmen verringern den Anreiz, wieder eine berufliche Tätigkeit aufzunehmen.

<sup>1</sup> Bonoli, Flückiger, Berclaz, Kempeneers und Wichmann, Evaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, Januar 2008

- Die Koordination zwischen dem Amt und dem KSA ist problematisch und schlägt sich in der Effizienz des Systems nieder.
- Es fehlt eine klare Zuweisung der Verantwortung für die soziale und berufliche Eingliederung.
- Es fehlt eine passende Betreuung für die Gruppe von Personen, die über eine geringe Einsatzfähigkeit verfügen und zwischen die beiden Einrichtungen des Systems fallen.
- Die Finanzierungsweise der MIS ermuntert die Anbieter von Massnahmen nicht, die Leistungsempfänger beruflich einzugliedern.
- Nur ein geringer Anteil von QP findet in Unternehmen statt.
- Der Schwelleneffekt der Sozialhilfe ist kein Ansporn, um eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen oder den Beschäftigungsgrad zu erhöhen.<sup>2</sup>

Gestützt auf diese Feststellungen haben die Autoren der Studie folgende Empfehlungen formuliert (siehe S. 61 des Berichts):

- Verstärkung des Aspekts der «beruflichen Eingliederung», insbesondere durch die Förderung von Massnahmen, die sich am Arbeitsmarkt orientieren (Programme in Unternehmen).
- Anpassung der Betreuung an die Bedürfnisse der stellensuchenden Person mittels *Profiling*.
- Aufwertung der Arbeit der Empfängerinnen und Empfänger von Sozialhilfe durch die Einführung eines degressiven Leistungssystems aufgrund der Berufstätigkeit.
- Verstärkung der Zusammenarbeit zwischen dem Amt für den Arbeitsmarkt und dem kantonalen Sozialamt durch eine gemeinsame Analyse der Fälle.
- Verbesserung des Systems zum Sammeln von Daten, um eine effiziente Evaluation der Dossiers zu garantieren.
- Verstärkte Spezialisierung des Personals der RAV und der Sozialhilfe im Zusammenhang mit dem *Profiling*.
- Einführung eines Sortier- und Begleitsystems in der Art eines «*Case Managements*» in den regionalen Sozialdiensten.
- Einführung einer neutralen Struktur, die in der Mitte des Systems steht und die für das *Profiling* der Leistungsempfängerinnen und -empfänger verantwortlich ist und über einen einzigen Massnahmenkatalog verfügt.

Die kantonalen Qualifizierungsprogramme wurden eingeführt, um den Stellensuchenden, denen es während der Rahmenfrist des Bundes nicht gelungen ist, sich wieder in den Arbeitsmarkt einzugliedern, nochmals eine Chance zu geben. Doch wie im Schlussbericht erwähnt, hat die Erfahrung gezeigt, dass die Massnahmen oft Dauerarbeitslosigkeit begünstigen. Etwa 80% der Stellensuchenden, die 2004 an einer kantonalen Massnahme teilnahmen, waren bereits im Genuss von zwei oder drei (vereinzelt gar sechs) Rahmenfristen des Bundes. Jenseits des vom BAHG beabsichtigten Eingliederungsziels wurden die

<sup>2</sup> Mit den neuen Normen der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) aus dem Jahr 2007, die die Einführung eines Einkommensfreibetrags ermöglichten, konnte diesem Problem entgegengewirkt werden.

kantonale Massnahmen in erster Linie als ein Mittel gesehen, um die erforderliche Beitragszeit (zwölf Monate) zu erfüllen, damit erneut Anspruch auf Leistungen der Arbeitslosenversicherung erhoben werden konnte. Diese Praxis konnte in Zeiten, in denen die Zahl der Ausgesteuerten rückläufig war, toleriert werden. Doch die starke Zunahme der Qualifizierungsprogramme (QP), die 2004 gestützt auf das BAHG organisiert wurden, erfordert eine Anpassung der Gesetzgebung, um das vorrangige Ziel des Gesetzgebers, nämlich die berufliche Eingliederung, zu stärken. Die Zahlen sprechen eine deutliche Sprache: 2003 wurden 218 Massnahmen für 158 Personen organisiert, 2004 dagegen kamen insgesamt 307 Personen in den Genuss von 460 Massnahmen.

Mit dem Gesetzesentwurf soll deshalb das Ziel der Massnahmen wieder auf die berufliche Eingliederung ausgerichtet und verhindert werden, dass diese als ein Mittel zur Eröffnung eines neuen Anspruchs auf Entschädigungsleistungen durch den Bund verstanden werden. Diese Sichtweise wird übrigens auch durch die jüngsten Entwicklungen auf dem Gebiet der Rechtsprechung gestützt (siehe z.B. den Entscheid des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 17. August 2007, Ref. C68/2007, der bestätigt, dass eine kantonale Massnahme in Form einer vorübergehenden Beschäftigung ohne wirkliche Berufstätigkeit nicht als Beitragszeit für die Arbeitslosenversicherung angerechnet werden kann). Der Änderungsentwurf zum Artikel 23 AVIG geht in die gleiche Richtung mit der Regelung, dass ein Verdienst, welchen eine teilnehmende Person anlässlich einer von der öffentlichen Hand finanzierten arbeitsmarktlichen Massnahme erzielt, nicht mehr versichert ist (in Vernehmlassung befindliche Teilrevision des AVIG; BBl 2008 S. 52 zu Art. 23 Abs. 3<sup>bis</sup>).

Da die Massnahmen über den kantonalen Beschäftigungsfonds finanziert werden, ist das Amt dafür zuständig, die Massnahmen unter Berücksichtigung der verfügbaren Mittel des Fonds zu verwalten. Es muss deshalb die Massnahmen gestützt auf das Budget des Fonds kontingentieren und auf die RAV anhand des Anteils der Ausgesteuerten an der Wohnbevölkerung verteilen. Damit die RAV die Nachfrage nach Programmen befriedigen können, benötigen sie ein Instrument, mit dem sie abklären können, ob die Stellensuchenden ernsthaft um Eingliederung in den Arbeitsmarkt bemüht sind (insbesondere durch die Kontrolle der Arbeitsbemühungen). Sie müssen auch im Rahmen der verfügbaren Kontingente Stellensuchenden, die noch nie in den Genuss einer derartigen Massnahme gekommen sind, bevorzugt eine Massnahme gewähren können. Um ferner die rasche Eingliederung der Stellensuchenden zu begünstigen, wurde die ursprüngliche Dauer der QP verkürzt. Eine Verlängerung ist aber immer noch möglich, falls die stellensuchende Person unter Beweis stellt, dass sie intensiv nach einer neuen Stelle sucht. Alle diese Massnahmen, die den im Schlussbericht aufgeführten Empfehlungen der Experten entsprechen, wurden als Änderungsvorschläge in den Gesetzesentwurf aufgenommen. Die Studie führte auch dazu, dass der Entwurf an die Schlussfolgerungen angepasst wurde, in denen gefordert wird, dass die Betreuung der Leistungsempfängerinnen und -empfänger und die Gewährung von Massnahmen zwischen dem Amt und dem KSA koordiniert werden.

Wie erwartet, deckte die Vernehmlassung zwei gänzlich entgegengesetzte Strömungen auf: Ein Teil der konsultierten Organe erachtete die Änderung des aktuellen Sys-

tems als unakzeptierbare zusätzliche Einschränkungen und vertrat die Meinung, dass die Leistungen garantiert und ausgedehnt werden sollten (bis hin zur Gewährung eines minimalen Eingliederungseinkommens); der andere Teil hielt die vorgeschlagenen Massnahmen als durchaus geeignet und gerechtfertigt, da sie auf eine rasche und effiziente Eingliederung der Stellensuchenden abzielen, die nicht oder nicht mehr Anspruch auf Leistungen nach AVIG haben. Angesichts dieser Sachlage können die Bestimmungen des Gesetzesentwurfs über die kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung wie folgt kommentiert werden:

#### **Art. 79 Kantonale Massnahmen zur beruflichen Eingliederung – Art der Massnahmen**

Die Existenz von kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung wurde im Entwurf nicht in Frage gestellt, da diese auch im Rahmen der Beurteilung nicht in Frage gestellt wurde. Die Begrenzung der Massnahmen und deren Einteilung in Kontingente sowie die Grundlagen dieser Kontingente befinden sich in den Artikeln 79 Abs. 4 (Begrenzung der Zahl) und 80 Abs. 1 des Entwurfs. Die Verbindung der Kontingente mit den verfügbaren Mitteln erlaubt es den Behörden, den Einsatz der Massnahmen zu optimieren und gleichzeitig die Gleichbehandlung der Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger zu garantieren. Es wird möglich sein, gestützt auf die fortlaufende Jahresplanung die monatlich zur Verfügung stehenden Massnahmen neu einzuschätzen. Absatz 3 von Artikel 79 wurde geringfügig geändert (das Wort «respektive» wurde eingefügt), um das Gesetz an den anerkannten Empfängerkreis anzupassen.

#### **Art. 80 Kontingente**

Diese Bestimmung legt den Aufteilschlüssel der verfügbaren Massnahmen unter Berücksichtigung der finanziellen Mittel fest, die dem Amt zur Verfügung stehen. Die Kontingente bestehen aus einer Anzahl Tage pro Massnahme, die gestützt auf die vereinbarten durchschnittlichen Kosten pro Leistungsempfängerin oder -empfänger berechnet wird. Diese werden danach anhand der Bedürfnisse der zivilrechtlichen Bevölkerung auf die RAV des Kantons und auf die in Artikel 86 eingeführte Betreuungseinrichtung für Stellensuchende, die vom Kanton oder von der Gemeinde Sozialhilfe beziehen oder bezogen haben, aufgeteilt. Der Einsatz dieser Kontingente wird regelmässig durch die für die arbeitsmarktlichen Massnahmen zuständige Einheit kontrolliert. Falls es sich zeigt, dass in bestimmten Regionen die Bedürfnisse höher liegen, ist ein Transfer der Kontingente aus anderen Regionen innerhalb der Budgetgrenzen möglich. Die Erläuterungen zur oben genannten Einrichtung befinden sich weiter unten im Teil, der sich mit ihr befasst.

#### **Art. 81 Bedingungen für die Bewilligung**

Bezüglich der Bedingungen und der Kriterien für die Bewilligung von Massnahmen verweist Artikel 81 auf das Ausführungsreglement. Die Wartefrist gemäss Artikel 81 Abs. 2 wurde nicht geändert: Sie gilt nur für Stellensuchende, die zuvor keine Arbeitslosenentschädigung erhalten haben und nicht in einem RAV angemeldet waren. In diesem Fall dient die Wartefrist dazu, die Betroffenen bei ihren Bemühungen um eine neue Stelle durch das RAV zu unterstützen, bevor ihnen eine Massnahme gewährt werden kann. Das Ausführungsreglement zum Gesetz wird die aktuellen Bestimmungen mit geringfügigen An-

derungen übernehmen, um den Kreis der Leistungsempfängerinnen und -empfänger genau zu definieren: Hinsichtlich der Gewährung von Massnahmen für Personen, die Leistungen des Bundes aufgrund einer Befreiung der Beitragspflicht bezogen haben, werden die Regeln präzisiert, um eine Lücke des bisherigen Gesetzes zu füllen, das bisher in diesem Punkt interpretiert werden musste. Ausserdem wird eine neue Bestimmung eingeführt werden, die es erlaubt, von den Bedingungen für die Bewilligung abzusehen, wenn die Gewährung einer Massnahme durch die neue Struktur beschlossen wurde, die das Amt für den Arbeitsmarkt und das kantonale Sozialamt gemeinsam organisieren (siehe Art. 86 weiter unten). Falls den Einschätzungen der oben erwähnten Struktur zufolge die Eingliederung mittels einer kantonalen Massnahme gute Erfolgschancen hat, wäre die Ablehnung der Massnahme wegen Nichterfüllen der Bedingungen offensichtlich kontraproduktiv und würde dem vom Gesetz verfolgten Ziel zuwiderlaufen.

#### **Art. 82 Zuständige Behörde**

Mit Ausnahme der Fälle, die von der gemeinsamen Struktur der RAV und des KSA betreut werden, (siehe Art. 86 weiter unten), bleiben die Dossiers für die Massnahmen zur beruflichen Eingliederung wie bisher in der Zuständigkeit der RAV. Es handelt sich dabei um Stellensuchende, die Leistungen des Bundes bezogen haben, ohne eine neue Stelle gefunden zu haben, oder um Personen, die keinen Anspruch auf Leistungen des Bundes haben, hauptsächlich weil sie keine Beitragszeit vorweisen können. Das Verfahren für die Gewährung von Massnahmen wird im Ausführungsreglement zum Gesetz festgelegt. Weil die verfügbaren Massnahmen begrenzt sind (Kontingente aufgrund des Budgets), wurde ein Kriterienkatalog aufgestellt, nach dem die Prioritäten gesetzt werden können. Berücksichtigt werden die familiäre Situation der antragstellenden Person, ihr Alter, die Gesundheit, die Berufserfahrung, die Anstrengungen bei der Suche nach einer Stelle im Laufe der Rahmenfrist des Bundes usw. Die Anträge von Personen, die bereits in den Genuss einer Eingliederungsmassnahme gekommen sind oder die im Laufe der Rahmenfrist des Bundes sanktioniert wurden, werden nicht ausgeschlossen. Ihre Anträge gelten jedoch in Zeiten hoher Nachfrage nicht als prioritär. Artikel 82 wurde ausserdem in Bezug auf die Rechtsmittel ergänzt, wenn das RAV die Gewährung einer Massnahme ablehnt (Abs. 3 und 4). Um diese Behörde nicht zu überlasten, wird eine formelle Verfügung nur auf Antrag der Person ausgestellt, deren Gesuch abgelehnt wurde. Diese Verfügung kann mit Einsprache an das Amt angefochten werden.

#### **Art. 83 Einstellung und Entzug des Leistungsanspruchs**

Artikel 83 erlaubt es den Behörden, das Arbeitsverhältnis aufzulösen, falls aufgrund des Verhaltens der Leistungsempfängerin oder des Leistungsempfängers der Nutzen der Massnahme fraglich ist. Auch hier wird das Gewicht auf die berufliche Eingliederung der stellensuchenden Person gelegt, die von der Massnahme ausgeschlossen werden kann, falls sie sich nicht genügend um eine neue Stelle bemüht (fehlende Arbeitsbemühungen oder Fernbleiben von einem Vermittlungsgespräch). Ein Vorbehalt wurde jedoch für Leistungsempfängerinnen und -empfänger eingefügt, die im Rahmen der besonderen Einrichtung nach Artikel 86 betreut werden.

#### **Art. 84 Art der Leistungen und kantonale Rahmenfrist**

Der Entwurf legt die maximale Dauer der Massnahme fest. Entgegen dem ursprünglichen Entwurf, der eine dreimonatige Dauer vorsah, verweist Artikel 84 Abs. 2 auf das Ausführungsreglement. Diese Änderung wird damit begründet, dass auf diese Weise die Dauer der Massnahme je nach den sich ändernden Bedürfnissen der Leistungsempfänger, der Konjunktur usw. angepasst werden kann. Der Entwurf sieht ausserdem vor, dass die Massnahme bis zur maximalen Dauer von einem Jahr verlängert werden kann, falls es das Eingliederungsziel rechtfertigt. Mit diesen Vorschriften wird eine bessere Betreuung der Leistungsempfängerinnen und -empfänger bezweckt. Der zuständigen Behörde wird ferner die Möglichkeit gegeben, die Wirkung der Massnahme und die Chancen auf eine Eingliederung in den Arbeitsmarkt zu bewerten. Ausserdem sollen diese Bestimmungen die betroffene Person zur Stellensuche anspornen, da nicht sicher ist, ob die Massnahme über die ursprünglich vereinbarte Dauer hinaus verlängert wird. Sie erlauben auch eine bessere Handhabung der Kontingente in Zeiten starker Nachfrage.

Im Artikel 84 Abs. 2 wird für die Betreuung der Leistungsempfängerinnen und -empfänger durch das RAV verlangt, dass ein berufliches Eingliederungsprojekt aufgestellt wird. Dieses Projekt muss neben den Qualifikationen der stellensuchenden Person und ihren Wünschen vor allem die zur Verfügung stehenden Arbeitsplätze berücksichtigen, denn die Eingliederung der Person in den Arbeitsmarkt hat oberste Priorität. Nach Misserfolgen aller im Rahmen der Arbeitslosenversicherung des Bundes unternommenen Massnahmen, stellt das kantonale Programm für die stellensuchende Person die letzte Chance dar, um sich beruflich wieder einzugliedern. Deshalb darf von ihr verlangt werden, dass sie bereit ist, eine Arbeit anzunehmen, die ihren Bedürfnissen auf vernünftige Weise entspricht. All diese Bestimmungen, die hauptsächlich die ursprüngliche Dauer der Massnahme und die Erstellung eines Berufsprojekts betreffen, werden von den Feststellungen der Experten zur Wirksamkeit des Freiburger Systems untermauert. Diese weisen bezüglich der Hindernisse, die einer Eingliederung im Wege stehen, auf Folgendes hin: *«Trotz der im Jahr 2005 beschlossenen Neuorientierung der BAHG-Massnahmen bleibt die Eröffnung einer neuen Rahmenfrist des Bundes ein Ziel des gesamten Systems, das von beiden Dienststellen manchmal über Aktionen verfolgt wird, die nicht unbedingt koordiniert werden (...). Diese Praxis stellt mittelfristig ein Hindernis für die berufliche Eingliederung dar, da sie der Dauerarbeitslosigkeit Vorschub leistet. (...) Zu wissen, dass die Rahmenfrist des Bundes höchstwahrscheinlich mit zwei Massnahmen nach BAHG ergänzt wird, bedeutet in Tat und Wahrheit eine Verlängerung der Entschädigungsfrist um sechs Monate. Dadurch wird der auf Ende der Rahmenfrist des Bundes ausgeübte Druck, eine Stelle zu finden, abgeschwächt. Die Tatsache, dass bestimmte Personalberaterinnen und -berater lieber nicht von der Möglichkeit einer Massnahme nach BAHG sprechen, bestätigt, dass die Problematik den Akteuren an der Front durchaus bewusst ist.»* (Schlussbericht, S. 55, eigene Übersetzung). Der Gesetzesentwurf hat folglich klar zum Ziel, die Hindernisse abzubauen, die die Wirkung der Massnahme schmälern, und das System wieder auf die berufliche Eingliederung auszurichten.

### **Art. 85 Betreuung der Leistungsempfängerinnen und -empfänger – Regionales Zentrum**

In dieser Bestimmung werden die Betreuungsaufgaben der RAV dargelegt. Der Artikel stellt die Grundlage für die Pflicht zur Erstellung eines Berufsziels für die betroffene Person dar (siehe Erläuterungen zum Art. 84). Absatz 3 von Artikel 85 führt jedoch eine Sonderregelung für Personen ein, die im Rahmen der gemeinsamen Struktur des Amts und des KSA betreut werden und denen eine auf ihre Situation zugeschnittene Betreuung gewährt werden muss.

### **Art. 86 Betreuungseinrichtung für bestimmte Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger**

Diese Bestimmung wurde aufgrund des Berichts über die vom Staatsrat in Auftrag gegebene Beurteilung der Wirkung der beruflichen und sozialen Eingliederungsmassnahmen eingeführt. Aus den Empfehlungen, die in diesem Bericht formuliert werden, geht nämlich Folgendes hervor: «...Um die Koordinationsprobleme zwischen den beiden am System beteiligten Einrichtungen zu beheben und mit dem Ziel, die jeweiligen Kompetenzen der beiden Einrichtungen möglichst profitabel einzusetzen und die Spannungen aufgrund der unterschiedlichen Unternehmenskulturen abzubauen, wird mit diesem Lösungsansatz vorgeschlagen, eine neue, neutrale Struktur aufzustellen. Diese hat hauptsächlich zur Aufgabe, die Lage der Stellensuchenden einzuschätzen, die unabhängig von ihrer Stellung (AVIG, Empfänger von Sozialleistungen oder andere) Probleme bezüglich der Beschäftigungsfähigkeit aufweisen, und sich dieser Stellensuchenden anzunehmen. Die teilweise Überschneidung der heutigen Massnahmen, die auf der einen Seite von den RSD und auf der anderen Seite von den RAV angeboten werden, spricht dafür, dass ein gemeinsamer Massnahmenkatalog geschaffen wird, der von beiden Einrichtungen gemeinsam verwaltet wird. (...) Diese Struktur sollte sich auf ein Profiling-Tool abstützen (...). Die Stellensuchenden würden danach je nach ihrem Profil und ihren Problemen bei der beruflichen Eingliederung auf den RSD oder das RAV oder eine andere anerkannte öffentliche oder private Institution verwiesen. Zu diesem Zweck ständen ihr alle öffentlichen und privaten Institutionen zur Verfügung, deren Massnahmen im Katalog aufgeführt sind. Die Finanzierung der Massnahmen würde über die Dienststelle laufen, die für den Anbieter der Massnahme gesetzlich zuständig ist, wie dies bei den RAV bereits für die Anbieter von arbeitsmarktlichen Massnahmen gestützt auf das AVIG (Leistungsvereinbarung) praktiziert wird. Um Spannungen zwischen den Dienststellen zu vermeiden, sollte die Struktur nicht von einer der beiden betroffenen Dienststellen abhängen. Es könnte sich dabei um eine interdepartementale Institution handeln, die sich aus Mitarbeitern zusammensetzt, die aus den beiden Dienststellen an sie entsandt und für diese Aufgabe speziell ausgebildet werden. Jede Dienststelle schickt aus ihrem Zuständigkeitsbereich die Personen an sie, die als schwer vermittelbar gelten. Sobald die Evaluationsstruktur eine Person einer Dienststelle zugewiesen hat (RSD, RAV oder andere), ist diese für die Betreuung der betroffenen Person zuständig. Diese wäre auch dafür zuständig, am Ende der Massnahme die Evaluationsstruktur mit einer Neuzeuweisung zu beauftragen, falls keine berufliche Eingliederung erreicht werden konnte.» (Evaluationsbericht, S. 66, eigene Übersetzung).

Artikel 86 Abs. 1 legt somit den Grundstein für die Zusammenarbeit des Amts für den Arbeitsmarkt mit dem Kantonalen Sozialamt und den Sozialdiensten für die Vergabe von Massnahmen zugunsten von Stellensuchenden, die vom Kanton oder von der Gemeinde Sozialhilfe beziehen oder bezogen haben. Diese Zusammenarbeit darf nicht mit der interinstitutionellen Zusammenarbeit gemäss Artikel 98 und folgende des Projekts verwechselt werden: Da sie sich einzig um die Koordination von Leistungen des Kantons und der Gemeinden (QP und MIS) für die soziale und berufliche Eingliederung von Leistungsempfängern kümmert, geht die durch Artikel 86 eingeführte Koordination weiter als die nach Bundesrecht vorgesehene interinstitutionelle Zusammenarbeit im Rahmen der Sozialversicherungen (AVIG, IV usw.), die über die Vergabe von finanziellen Mitteln an die einzelnen Versicherungen umgesetzt wird. Die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der kantonalen Massnahmen im Sinne des Entwurfs hat folglich in erster Linie zum Ziel, die Effizienz der kantonalen Eingliederungsinstrumente zu verbessern, indem die Leistungsempfänger individuell betreut und begleitet werden und indem ihnen eine Massnahme nach kantonalem Recht vergeben werden kann. Nichts hindert die Betreuungsstruktur gemäss Absatz 2 von Artikel 86 jedoch daran, mit weiteren Partnern zusammenzuarbeiten, wenn es sich erweist, dass der Leistungsempfänger diese benötigt. Mit der nach Artikel 86 vorgesehenen Zusammenarbeit soll folglich den Empfehlungen der Experten entsprochen werden, indem eine neutrale Abklärungsstruktur im Zentrum des QP-MIS-Systems aufgestellt wird und diese den koordinierten Übergang von der einen zur anderen Massnahme ermöglicht («Institutionalisierung einer Koordinationsstelle RSD – RAV», siehe Evaluationsbericht, S.63 § 10). Diese Einrichtung wird durch Absatz 2 eingeführt. Für ihre Organisation und Leitung sind die beiden betroffenen Dienststellen zuständig. Diese Koordinationsplattform wird von speziell ausgebildeten Mitarbeitern der RAV (Personalberater) und der Sozialdienste (Sozialarbeiter) betrieben. Die Modalitäten der Zusammenarbeit und der Verwaltung der Einrichtung werden über eine Vereinbarung zwischen den Dienststellen geregelt (Abs. 3).

Ausserdem wird vorgesehen, dass ein gemeinsames statistisches Instrument zur Verfügung gestellt wird, um eine zuverlässige Datenerhebung zu ermöglichen (siehe Evaluationsbericht, Ziel Nr. 5, S. 63). Die Einrichtung hat die Aufgabe, anhand der Dossiers abzuklären, ob und in welcher Form die betroffenen Personen von ihr betreut werden sollen (Profiling). Es handelt sich dabei hauptsächlich um Stellensuchende, die entweder sofort oder kurz- bzw. mittelfristig an einem beruflichen Eingliederungsprogramm teilnehmen können (insbesondere im Anschluss an eine erfolgreiche MIS), aber trotzdem eine individuelle Betreuung benötigen, um den Erfolg der Massnahme zu sichern. Diese besondere Betreuung hat somit zum Ziel, die Stellensuchenden (insbesondere die, die Leistungen der Sozialhilfe bezogen haben) auf dem Weg der beruflichen Eingliederung zu begleiten und eine soziale Betreuung sicherzustellen (Hilfe für die Organisation der Familie, Anpassung an den Arbeitsrhythmus usw.) und gleichzeitig die Vermittlungsfähigkeit auf dem Arbeitsmarkt zu verbessern.

### **Art. 87 Besondere Einrichtung für Jugendliche**

Artikel 87 beauftragt das Amt für den Arbeitsmarkt und die anderen betroffenen Dienststellen des Kantons ebenfalls, bei der beruflichen Eingliederung von Jugendlichen

zusammenzuarbeiten. Diese Einrichtung hat die Aufgabe, sich der Jugendlichen mit Eingliederungsschwierigkeiten anzunehmen, ihnen geeignete Massnahmen anzubieten und die ihr unterbreiteten Fälle von Jugendlichen zu betreuen. Der Gesetzesentwurf schafft folglich die formellen gesetzlichen Grundlagen, die es dem Amt für den Arbeitsmarkt erlauben, die bereits heute bestehende Zusammenarbeit auf diesem Gebiet insbesondere im Rahmen der «Plattform Jugendliche» fortzusetzen.

#### **Art. 88 Koordination**

Für die Koordination und die Anpassung des Massnahmenangebots an die Bedürfnisse ist das Amt im Rahmen seiner finanziellen Möglichkeiten zuständig.

#### **Art. 89 und 90 Qualifizierungsprogramm – Begriff – Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger**

Diese Bestimmungen übernehmen den Inhalt des BAHG und befassen sich mit den Arten von Qualifizierungsprogrammen, die den Leistungsempfängerinnen und -empfängern zur Verfügung stehen.

#### **Art. 91 Pflichten der Anbieter**

Artikel 91 Abs. 2 betrifft insbesondere den Beitrag des Anbieters einer Massnahme an den Lohn der Leistungsempfängerin oder des Leistungsempfängers, wenn es sich beim Anbieter um ein Unternehmen handelt. Der Monatslohn der stellensuchenden Person wird vollständig über das Konto des kantonalen Beschäftigungsfonds ausgezahlt. Der Anbieter verpflichtet sich aber beim Abschluss des Vertrags, einen festen Anteil des Lohns zu zahlen. Nach geltendem Recht kann über diesen Lohnanteil, der 20 bis 75% des ausgezahlten Lohns betragen kann, verhandelt werden. Die Arbeitgeber müssen sich grundsätzlich zu 75% am Lohn beteiligen, ihr Anteil kann jedoch unter besonderen Umständen zweimal um 30% reduziert werden. Obwohl die minimale Beteiligung des Unternehmens von 20% eine Ausnahme darstellen sollte, so ist aus den abgeschlossenen Verträgen ersichtlich, dass dieser Mindestbeitrag inzwischen zur Regel geworden ist. Entgegen dem Entwurf, der in die Vernehmlassung ging und der eine strengere Regelung bezüglich des Beitrags von 75% vorsah, verweist der aktuelle Artikel auf das Ausführungsreglement, damit die Höhe des Beitrags leichter aufgrund der Nachfrage nach Massnahmen und der Konjunktur im Kanton geändert werden kann. Die für die Ratifizierung der Verträge zuständigen Behörden behalten einen gewissen Verhandlungsspielraum.

Der Gesetzesentwurf befasst sich ferner mit der beruflichen Vorsorge bei den kantonalen Eingliederungsmassnahmen. Die Behörden sind dafür zuständig, im Ausführungsreglement die Bedingungen (Alter, Mindestdauer der Massnahme, Höchstbeiträge usw.) festzulegen, nach denen der kantonale Beschäftigungsfonds Beiträge an die berufliche Vorsorge der Leistungsempfängerinnen und -empfänger leistet. In diesem Zusammenhang ist vorgesehen, dass Versicherungsbeiträge geleistet werden, wenn zwischen dem Amt und der betroffenen Person ein Vertrag über eine Massnahme von mindestens einem Monat abgeschlossen wird, auch wenn eine Versicherungspflicht erst für Verträge von über drei Monaten besteht. Dieser Entscheid lässt sich damit rechtfertigen, dass die berufliche Vorsorge das Risiko von Tod und Invalidität durch einen Anspruch auf eine Hinterbliebenen- oder Invalidenrente deckt, was eine Absicherung bei Mass-

nahmen darstellt, die Tätigkeiten mit derartigen Risiken umfassen. Der Entwurf erwähnt ausserdem, dass für die Beitragsleistung Alterseinschränkungen gemacht werden können, die aber zurzeit nicht Gegenstand einer Ausführungsbestimmung sind. Entsprechende Bedingungen können später eingeführt werden, falls sie sich insbesondere aus Budgetgründen als nötig erweisen. Die Höhe der vom Beschäftigungsfonds bezahlten Beiträge entspricht der einschlägigen Bundesgesetzgebung, insbesondere was den koordinierten Jahreslohn gemäss Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (SR 831.40) betrifft. Für 2007 belief sich der Beitrag des Beschäftigungsfonds (Arbeitgeberanteil) auf 165 378.15 Franken.

#### **Art. 92 Anforderungen an Unternehmen**

Artikel 92 definiert die Bedingungen, die ein Unternehmen erfüllen muss, um eine Massnahme zur beruflichen Eingliederung anbieten zu können. Diese Bestimmung wurde unverändert aus dem BAHG übernommen. Mit dieser Bestimmung soll vermieden werden, dass die Massnahme für das Unternehmen ein Mittel darstellt, Arbeitskräfte anzustellen, deren Löhne grösstenteils durch den Staat finanziert werden. So wird einem Unternehmen die Organisation einer Massnahme verweigert, wenn es in den vergangenen achtzehn Monaten Personal entlassen hat oder die Gesamtarbeitsverträge missachtet oder die üblichen Löhne nicht einhält. Ferner muss auch verhindert werden, dass ein Unternehmen Massnahmen kumuliert, wenn es eine Leistungsempfängerin oder einen Leistungsempfänger aus Gründen nicht anstellt, für die es selber verantwortlich ist.

#### **Art. 93 Verträge**

Diese Bestimmung stammt aus dem BAHG. Sie wurde durch eine Klausel ergänzt, mit der eine vereinfachte Kündigung des Vertrags mit der Leistungsempfängerin oder dem Leistungsempfänger ermöglicht wird, falls Pflichtverletzungen gemäss Artikel 83 vorliegen (Abbruch der Massnahme, Missachtung des Vermittlungsvertrags mit dem RAV usw.).

## **2. ABSCHNITT Erwerbsausfall bei Krankheit**

#### **Art. 94 Beiträge**

Die Einführung dieser Bestimmung ist auf die Motion Antoinette Romanens und André Ackermann vom Juni 2007 (M1021.07) zurückzuführen, auf die der Staatsrat eingetreten ist. Die Verfasser der Motion verlangten vom Staatsrat, dass eine neue Bestimmung in das Gesetz über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe eingefügt wird, um unter bestimmten Bedingungen Beiträge an die Prämien einer Erwerbsausfallversicherung für arbeitslose Personen zu leisten. An dieser Stelle ist zu erwähnen, dass der Grosse Rat am 17. Juni 2009 dem Dekret über die Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg zugestimmt hat. Dieses Dekret sieht das vorgezogene Inkrafttreten dieser Massnahme vor, die über den Konjunkturfonds finanziert wird, der im Rahmen der Abschlussbuchungen zur Staatsrechnung 2008 geschaffen wurde. Diese Unterstützungsmassnahme gilt jedoch nur bis Juli 2011, so dass die im vorliegenden Entwurf vorgesehenen Bestimmungen für die Zeit danach gelten werden.

In der Schweiz ist die Erwerbsausfallversicherung von Personen im Besitz eines Arbeitsvertrags freiwillig. Es

gibt zwei unterschiedliche Versicherungsformen: die eine stützt sich auf die freiwillige Taggeldversicherung gemäss Artikel 67ff des Bundesgesetzes vom 18. März über die Krankenversicherung (KVG; SR 832.10), die andere auf den Vertrag mit einem Privatversicherer gemäss dem Bundesgesetz vom 2. April 1908 über den Versicherungsvertrag (VVG; SR 221.229.1). Besteht eine Erwerbsausfallversicherung, so ist in beiden Formen der Übergang von einer kollektiven zu einer individuellen Versicherung vorgesehen, wenn das Arbeitsverhältnis zwischen Arbeitnehmer und Arbeitgeber aufgelöst wird. Diese Möglichkeit wird jedoch von den Personen, die ihre Stelle verlieren und sich bei der Arbeitslosenversicherung anmelden, meist aus Kostengründen kaum genutzt.

Die vom AVIG vorgesehenen Leistungen bei Krankheit sind sehr begrenzt. Denn Artikel 28 Abs. 1 AVIG lautet wie folgt: *«Versicherte, die wegen Krankheit (...), Unfall (...) oder Schwangerschaft vorübergehend nicht oder nur vermindert arbeits- und vermittlungsfähig sind und deshalb die Kontrollvorschriften nicht erfüllen können, haben, sofern sie die übrigen Anspruchsvoraussetzungen erfüllen, Anspruch auf das volle Taggeld. Dieser dauert längstens bis zum 30. Tag nach Beginn der ganzen oder teilweisen Arbeitsunfähigkeit und ist innerhalb der Rahmenfrist auf 44 Tagelder beschränkt»*. Daraus ergibt sich, dass eine stellensuchende Person bei einer langfristigen Krankheit ihren Taggeldanspruch ab dem 31. Tag der Arbeitsunfähigkeit verliert. Ausserdem kann ihre Vermittlungsfähigkeit verneint werden, falls sich die Krankheit in die Länge zieht. Eine stellensuchende Person, die keine Erwerbsausfallversicherung bei Krankheit abgeschlossen hat, verfügt nach Ablauf dieser Frist über keine weiteren Einnahmen und muss auf ihre privaten Ersparnisse zurückgreifen oder Sozialhilfe beanspruchen.

Angesichts dieser Versicherungslücke haben einzelne Kantone Massnahmen getroffen, um dem Risiko des Erwerbsausfalls bei Krankheit von Stellensuchenden entgegenzuwirken. Der Kanton Genf hat eine obligatorische Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende vorgesehen und zieht die Prämie systematisch von den Taggeldleistungen der Arbeitslosenkassen ab (siehe das Genfer Gesetz vom 11. November 1983: *Loi en matière de chômage*; RSG J 2 20; Art. 9ff). Bei Krankheit kommt die betroffene Person in den Genuss von bis zu 270 Taggeldern der Erwerbsausfallversicherung innerhalb der Rahmenfrist des Bundes für den Taggeldbezug. Die Erwerbsausfallversicherung tritt nach den vom AVIG gedeckten 30 Tagen mit einer Wartefrist von 5 Tagen in Aktion. Der Kanton Neuenburg hat seinerseits ein fakultatives System eingeführt, mit dem die Stellensuchenden durch Subventionierung der Versicherungsprämien dazu ermuntert werden, eine Erwerbsausfallversicherung abzuschliessen. Die Arbeitslosen müssen sich also selber versichern und Subventionen beantragen, falls sie die Bedingungen für deren Gewährung erfüllen (siehe das Neuenburger Gesetz vom 25. Mai 2004: *loi sur l'emploi et l'assurance-chômage*; RSN 813.10; Art. 43 Abs. 1 Bst. e; sowie das Reglement vom 23. Dezember 1998: *règlement concernant le subventionnement de l'assurance perte de gain pour chômeurs et bénéficiaires de mesures d'intégration professionnelle*; RSN 823.201.2). Es ist darauf hinzuweisen, dass die Subventionierung der Prämien sich nicht nur an Stellensuchende richtet, die Leistungen der Arbeitslosenversicherung beziehen, sondern auch an Personen im Genuss von kantonalen Eingliederungsmassnahmen.

Dem heutigen System Neuenburgs ist eine andere Lösung vorangegangen, die am 1. Januar 1997 eingeführt wurde und die sich auf eine Vereinbarung zwischen einem privaten Versicherer und dem Kanton abstützte, der sich verpflichtete, alle seine Stellensuchenden einer kollektiven Erwerbsausfallversicherung anzuschliessen. Um die finanzielle Situation der einkommensschwachen Bevölkerungsschichten nicht zu beeinträchtigen, wurden die vom Arbeitslosentaggeld abgezogenen Beiträge an die Versicherungsprämie auf einen annehmbaren Betrag festgelegt. Dies erforderte einen Beitrag der öffentlichen Hand von 50 Franken pro Monat und arbeitslose Person, was etwa auf drei Millionen Franken pro Jahr zu stehen kam. Angesichts der Kosten wurde dieses System abgeschafft und durch das oben beschriebene, freiwillige Subventionssystem ersetzt.

Auch der Kanton Freiburg hat ab 1998 die Möglichkeit geprüft, seine Stellensuchenden gegen das Risiko eines Erwerbsausfalls bei Krankheit zu versichern. Die Abklärungen bezogen sich auf ein Modell, das mit dem ursprünglichen System des Kantons Neuenburg vergleichbar war. Angesichts der errechneten Kosten zulasten des Kantons beschloss der Staatsrat daraufhin, auf die fragliche Versicherung zu verzichten.

Der Nutzen einer Erwerbsausfallversicherung bei Krankheit für Stellensuchende ist dennoch fraglos. Der Staatsrat ist sich bewusst, dass für diese Personen, die sich bereits aufgrund der Arbeitslosigkeit in einer unsicheren Lage befinden, eine längere Krankheit zu einer sehr prekären finanziellen Situation führen kann. Er weist ferner darauf hin, dass die Arbeitslosigkeit aufgrund des psychologischen Drucks oft die Gesundheit der Stellensuchenden beeinträchtigt. Eine ungenügende Versicherungsdeckung im Krankheitsfall bedeutet Sparen am falschen Ort, und zwar nicht nur für die Stellensuchenden, sondern auch für den Staat und die Gemeinden, namentlich wenn sie über die Sozialhilfe das fehlende Einkommen kompensieren müssen.

Die Abklärungen des Staatsrats im Rahmen seiner Antwort auf die Motion Romanens/Ackermann haben zum Schluss geführt, dass im Kanton Freiburg eine fakultative Versicherung mit Subventionierung der Prämien nach dem Vorbild Neuenburgs durchführbar ist. Gemäss Auskunft der Arbeitslosenkasse des Kantons Neuenburg, die mit der Subventionierung betraut ist, beliefen sich 2008 die gewährten Beiträge auf 115 488 Franken für 101 Empfängerinnen und Empfänger, 2007 auf 145 724 Franken für 138 Empfängerinnen und Empfänger, 2006 auf 200 617.80 Franken für 167 Empfängerinnen und Empfänger und 2005 auf 245 327.60 Franken für 205 Empfängerinnen und Empfänger (CCNAC, Geschäftsberichte 2005, 2006, 2007 und 2008). Das Neuenburger Modell begrenzt ausserdem den Kreis der Beitragsempfänger aufgrund des steuerbaren Vermögens. Diese Einschränkung erlaubt es, die staatlichen Beiträge auf die Stellensuchenden zu begrenzen, die sich finanziell in einer schwierigen Lage befinden. Die Beiträge werden in Form von Pauschalen ausbezahlt, deren Höhe proportional zum versicherten Verdienst oder zum Lohn aus einer beruflichen Eingliederungsmassnahme festgelegt wird. Damit ist das System an das vom Staat gewährte Budget anpassbar. Durch eine Änderung des Reglements können der Kreis der Leistungsempfänger und die Höhe der gewährten Beiträge geändert werden. Die zusätzliche Arbeitslast der Arbeitslosenkasse des Kantons Neuenburg wurde für 2006 auf 268 Stunden geschätzt. Diese Stunden wurden



für die Bearbeitung von 182 Dossiers aufgewendet (167 positive Entscheide; 15 negative Entscheide).

Aufgrund dieses Sachverhalts und insbesondere angesichts der sozialen und finanziellen Auswirkungen einer fehlenden Erwerbsausfallversicherung bei Krankheit für Arbeitslose und für Empfänger von Eingliederungsmassnahmen ist der Staatsrat auf die Motion eingetreten und hat im Artikel 96 des Gesetzesentwurfs eine Anpassung der Gesetzgebung vorgeschlagen, um die Subventionierung von Versicherungsprämien auf diesem Gebiet einzuführen. Das gewählte Modell lehnt sich an die Neuenburger Lösung an und umfasst eine fakultative Subventionierung zugunsten von Stellensuchenden, die sich finanziell in einer weniger vorteilhaften Lage befinden. Da die Kantone Freiburg und Neuenburg eine vergleichbare Anzahl Stellensuchende aufweisen, kann davon ausgegangen werden, dass die Kosten und der Verwaltungsaufwand ähnlich ausfallen werden. Gemäss Artikel 94 beurteilt die Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt die Subventionierung und schlägt dem Staatsrat gegebenenfalls die Massnahme vor. Das Verfahren für die Gewährung von Beiträgen wird im Reglement festgelegt. Die öffentliche Arbeitslosenkasse wurde in der Frage angehört. Sie hat sich bereit erklärt, die Prüfung der Dossiers und die Zahlung der Beiträge zu übernehmen.

Gestützt auf die Erfahrungen, die zurzeit im Rahmen des Plans zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg gesammelt werden, können die Bedingungen für die Bewilligung der Beiträge noch angepasst werden, um die Attraktivität der Massnahme zu steigern. Die Bedingungen für die Bewilligung berücksichtigen das Mindestalter der Empfängerinnen und Empfänger, ihr Vermögen und ihre familiäre Situation und werden über das Ausführungsreglement zum Gesetz angepasst werden.

### 3. ABSCHNITT Service Check

Die Artikel 95 bis 97 des Entwurfs stellen die Gesetzesgrundlage für den Service Check dar, der im Juni 2006 im Kanton Freiburg eingeführt wurde. Schwarzarbeit ist bei den «persönlichen» Dienstleistungen weit verbreitet. Es handelt sich dabei um Teilzeitanstellungen oder befristete Anstellungen von Arbeitskräften durch eine Privatperson, die den Lohn direkt in die Hand auszahlt (z.B. Anstellung einer Haushaltshilfe für einige Stunden pro Woche). Dass diese Arbeit nicht gemeldet wird, ist oft nicht auf einen absichtlichen Verstoß gegen die Gesetzesbestimmungen zurückzuführen, sondern vielmehr auf das komplizierte administrative Verfahren, das bei der Anstellung von Personal zu beachten ist. Eine Person, die eine Arbeitskraft für persönliche Dienstleistungen anstellt, hat den Status eines Arbeitgebers und muss die damit verbundenen Pflichten erfüllen, insbesondere die Auszahlung des Lohns sowie den Anschluss der angestellten Person an die Sozialversicherungen und die Einzahlung der Versicherungsbeiträge. Das System des Service Checks erlaubt es, diese administrativen Hürden abzubauen und das Verfahren stark zu vereinfachen: Der Arbeitgeber zahlt der Arbeitskraft den Lohn in die Hand und füllt einen dreiteiligen Service Check aus, auf dem der Betrag und das Datum der Zahlung eingetragen werden. Der erste Teil dient dem Arbeitgeber als Quittung, der zweite dient der Arbeitskraft als Lohnabrechnung und der dritte wird einer Verwaltungseinheit zugestellt,

die beauftragt ist, anhand des Lohns den Betrag der Sozialversicherungsbeiträge zu berechnen.

Diese Beiträge sowie die Quellensteuern können entweder mittels Vorauszahlung der ungefähren Beträge oder über eine Abrechnung an den Arbeitgeber einkassiert werden. Die Verwaltungseinheit zahlt daraufhin die erhobenen Beträge bei den verschiedenen Sozialversicherungen ein. Die Arbeitskraft ist so bei der AHV, IV, BVG, ALV und UV versichert und der Arbeitgeber hat ebenfalls «seine Pflicht erfüllt». Die sozialen Einrichtungen ihrerseits erhalten Beiträge, die ihnen bisher entgingen. Der Service Check enthebt die Vertragsparteien jedoch nicht von der Pflicht, die Vorschriften der Ausländerpolizei und der Steuergesetzgebung zu beachten. Die Verwaltungseinheit des Service Checks gewährleistet jedoch den Parteien die Vertraulichkeit ihrer persönlichen Daten (Name, Adresse usw.).

#### Art. 95 Service Check – Definition

Artikel 95 definiert die Begriffe des Service Checks und der persönlichen Dienstleistung (z.B. Haushaltshilfe, Kinderbetreuung, Gartenarbeit usw.) wie weiter oben dargelegt und bietet ferner die Möglichkeit, das System je nach Bedarf auch auf andere Tätigkeitsbereiche auszuweiten.

#### Art. 96 Befugnisse des Amts

Das Amt ist mit der Einführung des Systems beauftragt. Zu diesem Zweck arbeitet es mit den anderen betroffenen Behörden, insbesondere den Sozialversicherungen, zusammen und verhandelt mit ihnen. Das Amt organisiert ferner die Verwaltungsstelle, deren Aufgabe es ist, die bei den Parteien erhobenen Sozialversicherungsbeiträge und Quellensteuern zu berechnen, einzukassieren und einzuzahlen. Für diese Aufgabe kann es eine private, nicht gewinnorientierte Institution in Auftrag nehmen. Der Service Check wurde vor Inkraftsetzung der entsprechenden Gesetzesgrundlagen eingeführt. Der Kanton Freiburg hat am 20. Juni 2006 dieses System eingeführt, das Arbeitgebern, die persönliche Dienstleistungen in Anspruch nehmen, die administrativen Aufgaben erleichtert. Die Verwaltung dieses Systems wurde nach einer öffentlichen Ausschreibung an das *Centre d'intégration socio-professionnelle* (CIS) vergeben. Im Juli 2007 waren bei diesem Verein 131 Arbeitsverträge registriert, was einer monatlichen Lohnsumme von knapp 61 000 Franken und Sozialversicherungsbeiträgen von etwa 10 000 Franken entspricht (siehe Antwort des Staatsrats vom 6. November 2007 auf die Anfrage Xavier Ganiot «Service Check: Wirkungsmessung»; QA 3054.07).

#### Art. 97 Buchführungsbericht

Diese Bestimmung sieht vor, dass der Direktion ein jährlicher Buchführungsbericht über die Tätigkeit des Service Checks unterbreitet wird.

## 4. KAPITEL Verschiedene Bestimmungen

### 1. ABSCHNITT Interinstitutionelle Zusammenarbeit

#### Art. 98 und 99 Im Allgemeinen und im Bereich der Arbeitslosenversicherung

Die Artikel 98 und 99 des Entwurfs führen die Pflicht des Amts ein, mit den anderen Dienststellen des Staats in

bestimmten Bereichen zusammenzuarbeiten. Im Gegenzug muss sich das Amt auch auf die Kompetenzen dieser Dienststellen abstützen können, um seine eigenen Aufgaben zu erfüllen. Was die Arbeitslosigkeit betrifft, muss der Nutzen der interinstitutionellen Zusammenarbeit insbesondere zwischen dem Amt für den Arbeitsmarkt, den Sozialdiensten und der Invalidenversicherung nicht mehr unter Beweis gestellt werden. Der Gesetzesentwurf schafft also die gesetzliche Grundlage, die es diesen Einheiten erlaubt, ihre Anstrengungen um Zusammenarbeit in diesem Bereich fortzusetzen.

#### **Art. 100 Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger**

Diese Bestimmung sieht vor, dass die Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfänger ausdrücklich ihre Einwilligung zur interinstitutionellen Zusammenarbeit geben müssen, insbesondere damit die für das Dossier zuständigen Behörden Informationen austauschen können.

## **2. ABSCHNITT Finanzielle Mittel und Finanzierung**

#### **Art. 101 Elektronisches Informationssystem**

Artikel 101 überträgt dem Amt die Befugnis, einen Informatikdienst zu führen, der es erlaubt, die Stellensuchenden über das AVAM-System bei den RAV anzumelden und die zentralisierte Betreuung der Dossiers sicherzustellen. Es ist ebenfalls vorgesehen, dass sich das Amt mit einem gemeinsamen System für seine Einheiten ausstattet, die kantonale Aktivitäten ausführen. Damit die Aktivitäten dieser Einheiten, namentlich die der verschiedenen Inspektionen (Arbeit, Arbeitsmarkt, Schwarzarbeit) sowie die Kontrolle der privaten Arbeitsvermittlungs- und Personalverleihbetriebe, miteinander koordiniert werden können, müssen die relevanten Daten allen betroffenen Mitarbeitenden zur Verfügung stehen. Damit wird das Ziel verfolgt, die Effizienz dieser Einheiten bei der Ausführung ihrer Tätigkeit zu steigern.

#### **Art. 102 Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und Bekämpfung der Schwarzarbeit**

Artikel 102 regelt die Delegation der Kontrolltätigkeit mittels Leistungsaufträgen. Die Entschädigung richtet sich nach den durchgeführten Kontrollen.

#### **Art. 103 und 104 Finanzierung**

Die Finanzierung der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Aktivitäten wird in den Artikeln 103 und 104 behandelt. Diese Bestimmungen regeln die Verwaltung des kantonalen Beschäftigungsfonds, der wichtigsten Finanzierungsquelle für die kantonalen Aufgaben im Bereich der Beschäftigung. Die Bestimmungen wurden aus dem geltenden BAHG mit verschiedenen Änderungen übernommen: Die Kontingentierung der kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung wird im Rahmen der Bestimmung erwähnt, die deren Finanzierung über den Fonds regelt (Art. 103 Abs. 1 Bst. a). Mit dem Entwurf wird beabsichtigt, das Massnahmenangebot von den effektiv verfügbaren Mitteln des Fonds abhängig zu machen.

Für die Finanzierung der Beiträge an Erwerbsausfallversicherungen (Art. 103 Abs. 1 Bst. b) wurden die erwarteten Kosten weiter oben erwähnt (Art. 94). Der in die Vernehmlassung gegebene Entwurf wurde bezüglich der

Gemeindebeiträge geändert (Art. 103 Abs. 3): Der Beitrag der Gemeinden ist auf 15 Franken festgelegt. Die Gemeinden müssen über allfällige Erhöhungen vorgängig informiert werden. Als wichtigster Nutzniesser der Mittel, die durch den kantonalen Beschäftigungsfonds bereitgestellt werden, ist das Amt für die laufende Verwaltung des Fonds zuständig (Art. 104).

Artikel 103 Abs. 1 Bst. g regelt, unter Vorbehalt der von der Arbeitslosenversicherung bereitgestellten Mittel, die Finanzierung der Betreuungseinrichtung für Empfängerinnen und Empfänger von kantonalen Massnahmen für die berufliche Eingliederung, die zusammen mit den für Sozialhilfe zuständigen Behörden betrieben wird, sowie der Betreuungseinrichtung für Jugendliche mit Eingliederungsschwierigkeiten. Auch wenn die Organisation dieser Betreuungseinrichtungen noch nicht vollständig definiert ist, kann davon ausgegangen werden, dass sich der Personalbedarf auf etwa 4 bis 6 Vollzeitstellen belaufen wird.

## **3. ABSCHNITT Rechtsmittel**

#### **Art. 105 bis 108 Grundsatz und besondere Fälle**

Die Artikel 105 bis 108 des Entwurfs befassen sich mit den Rechtsmitteln. Diese Bestimmungen wurden gegenüber jenen des BAHG umgestellt, denn gemäss den allgemeinen Verfahrensgrundsätzen werden die Rechtsmittel nach Bereich geordnet aufgeführt. Artikel 105 weist darauf hin, dass die Verfügungen unter Vorbehalt des Bundesrechts nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit Beschwerde anfechtbar sind. Die Verfügungen der RAV über die Gewährung von kantonalen Massnahmen sind mit Einsprache an das Amt anfechtbar (Art. 107). Artikel 108 regelt die Rechtsmittel in allen Bereichen, die die Kompetenzen des Arbeitsinspektors betreffen. Er errichtet ein Einspracheverfahren mit einer Einsprachefrist von dreissig Tagen. Der Einspracheentscheid ist seinerseits beim Kantonsgericht innerhalb der gleichen Frist anfechtbar (Art. 108 Abs. 2). Die Einführung einer direkten Beschwerde an das Kantonsgericht bezweckt, die Unabhängigkeit des Arbeitsinspektors zu stärken, so dass dieses Organ nicht mehr der direkten Kontrolle einer hierarchisch höher gestellten Behörde untersteht.

## **4. ABSCHNITT Pflichten**

#### **Art. 109 bis 111 Auskunft-, Schweige- und Datenschutzpflicht**

Die Artikel 109 bis 111 des Entwurfs zählen die Pflichten der Staatsangestellten auf, die mit seiner Ausführung beauftragt sind. Diese Bestimmungen, die aus dem BAHG übernommen wurden, legen die Pflicht zur unentgeltlichen Auskunft, zur Wahrung des Amtsgeheimnisses und zur Beachtung des Datenschutzes fest.

## **5. ABSCHNITT Strafbestimmungen**

#### **Art. 112 bis 114 Im Allgemeinen und in besonderen Fällen**

Die Strafbestimmungen sind teils allgemein anwendbar (Art. 112), teils betreffen sie nur die Verstösse gegen das Arbeitsvermittlungsgesetz und das Arbeitsgesetz. Was die nach AVG vorgesehenen Bussen betrifft, wird die Zuständigkeit nach dem Vorbild Genfs an das Amt übertragen.

Begründet wird die Änderung damit, dass die Verwaltung und die Kontrolle der privaten Arbeitsvermittlungs- und Personalverleihbetriebe ein sehr spezifisches Gebiet ist, in dem hochspezialisiertes Personal eingesetzt werden muss. Da das Amt die nach dem Gesetz vorgesehenen Aufgaben in Zusammenarbeit mit den Bundesbehörden ausführt und über alle nötigen Mittel für diese Tätigkeit verfügt (z.B. den Zugang zur Datenbank des Bundes für die Verwaltung der betroffenen Betriebe; VZAVG), ist es gerechtfertigt, dass es auch für die Verhängung von Busse- zuständig ist (Art. 113 Abs. 1). Bezüglich der Straf- bestimmungen des ArG sieht die bisherige Gesetzgebung vor, dass der Oberamtmann für Verstösse auf diesem Ge- biet zuständig ist. Angesichts der Art der Verstösse, die schwerwiegende Auswirkungen auf die Gesundheit der Arbeitnehmenden haben können, ist es angebracht, dass die Zuständigkeit insbesondere im Hinblick auf die Stra- fen, die verhängt werden können (Art. 114), dem Polizeirichter übertragen wird. Es gilt zu erwähnen, dass zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Justizgesetzes (JG; vgl. Botschaft Nr. 175 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf für ein Justizgesetz vom 14. Dezem- ber 2009) einige Strafbestimmungen des Entwurfs des BAMG angepasst werden müssen.

## 6. ABSCHNITT Gebühren und Kosten

### Art. 115 Grundsatz

Artikel 115 führt den allgemeinen Grundsatz ein, dass für den Erlass einer Verfügung durch die zuständige Be- hörde Gebühren erhoben und Verfahrenskosten angelas- tet werden können. Es wird heute als selbstverständlich erachtet, dass der Staat seine Dienstleistungen zugunsten der Bürgerinnen und Bürger je nach Arbeitsaufwand in Rechnung stellen kann. Die Höhe der Gebühren wird im Ausführungsreglement festgelegt, sofern die Unentgelt- lichkeit des Verfahrens nicht ausdrücklich zugestanden wird.

## 5. KAPITEL Schlussbestimmungen

### Art. 116 bis 119 Übergangs- und Aufhebungsbestimmungen, Änderungen und Inkrafttreten

Das letzte Kapitel des Gesetzesentwurfs enthält die Übergangs- und Schlussbestimmungen. Diese wahren den Besitzstand der ausgesteuerten Stellensuchenden, damit ihnen aus einem Inkrafttreten des neuen Gesetzes keine Nachteile erwachsen (Art. 116). Mit Artikel 117 werden die verschiedenen kantonalen Erlasse, die in das BAMG eingeflossen sind, sowie einige längst überhol- te Gesetze aufgehoben. Artikel 118 sieht die Änderung weiterer Erlasstexte vor. Das Datum des Inkrafttretens des BAMG wird vom Staatsrat festgelegt (Art. 119). Ein späteres Inkrafttreten der Bestimmungen, die besondere organisatorische Massnahmen erfordern, ist jedoch vor- zusehen. Davon betroffen sind die Bestimmungen über die Anmeldung der Stellensuchenden bei den RAV und die Einführung besonderer Dienstleistungen im Bereich der Kommunikation (Informatik usw.).

Der Staatsrat lädt Sie ein, den vorliegenden Entwurf des Gesetzes über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt anzunehmen.

## **BEILAGE:** Abkürzungsverzeichnis

|       |   |
|-------|---|
| Abs.  | Absatz  |
| ad    | zu  |
| AHV   | Alters- und Hinterlassenenversicherung  |
| AMA   | Amt für den Arbeitsmarkt  |
| AMM   | Arbeitsmarktliche Massnahmen  |
| ArG   | Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Ar-<br>beit in Industrie, Gewerbe und Handel;   |
| Art.  | Artikel   |
| AVAM  | Informationssystem für Arbeitsvermittlung und<br>Arbeitsmarktstatistik  |
| AVEG  | Bundesgesetz vom 28. September 1956 über<br>die Allgemeinverbindlicherklärung von Ge-<br>samtarbeitsverträgen   |
| AVG   | Bundesgesetz vom 6. Oktober 1989 über die<br>Arbeitsvermittlung und den Personalverleih;<br>Arbeitsvermittlungsgesetz   |
| AVGSA | Ausführungsverordnung vom 18. Dezem-<br>ber 2007 zur Bundesgesetzgebung gegen die<br>Schwarzarbeit  |
| AVIG  | Bundesgesetz vom 25. Juni 1982 über die ob-<br>ligatorische Arbeitslosenversicherung und die<br>Insolvenzenschädigung; Arbeitslosenversi-<br>cherungsgesetz                           |
| AVV   | Verordnung vom 16. Januar 1991 über die Ar-<br>beitsvermittlung und den Personalverleih (Ar-<br>beitsvermittlung)   |
| BAHG  | Gesetz vom 13. November 1996 über die Be-<br>schäftigung und die Arbeitslosenhilfe  |
| BAMG  | Gesetz über die Beschäftigung und den Ar-<br>beitsmarkt   |
| BB1   | Bundesblatt   |
| BGSA  | Bundesgesetz vom 17. Juni 2005 über Mass-<br>nahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit<br>(Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit)  |
| Bsp.  | Beispiel  |
| Bst.  | Buchstabe   |
| BUVB  | Ausführungsbeschluss vom 18. Dezember<br>1990 zur Verordnung des Bundesrates über die<br>Verhütung von Unfällen und Berufskrankhei-<br>ten  |
| CCNAC | Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-<br>chômage (Arbeitslosenkasse des Kt. Neuen-<br>burg)   |
| CIS   | Centre d'intégration socioprofessionnel   |
| EAV   | Erwerbsausfallversicherung bei Krankheit  |
| EXLSE | Système d'information pour la gestion des en-<br>treprises de placement et de location de services<br>(Informationssystem über die Arbeitsvermittler<br>und Personalverleiher - seco) |
| ff.   | folgende  |
| FMV   | Ausführungsverordnung vom 2. Juni 2004 über<br>die flankierenden Massnahmen zum freien Per-<br>sonenverkehr   |
| GAV   | Gesamtarbeitsvertrag  |
| HArG  | Bundesgesetz vom 20. März 1981 über die<br>Heimarbeit; Heimarbeitsgesetz  |
| IIZ   | Interinstitutionelle Zusammenarbeit   |
| IV    | Invalidenversicherung   |
| JG    | Freiburger Entwurf für ein Justizgesetz   |
| KA    | Kurzarbeit  |
| KSA   | Kantonales Sozialamt  |

|       |   |       |  |
|-------|---|-------|--|
| KVG   | Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung   | SGF   | Systematische Gesetzessammlung des Kantons Freiburg  |
| LEmp  | Loi vaudoise du 5 juillet 2005 sur l'emploi (Gesetz des Kantons Waadt vom 5. Juli 2005 über die Beschäftigung)  | S.    | Seite  |
| LOCEA | Loi fribourgeoise sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (Gesetz des Kantons Freiburg vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrats und der Verwaltung (SVOG)) | SECO  | Staatssekretariat für Wirtschaft   |
| LTr   | Loi sur le travail (Arbeitsgesetz ArG)  | SeMo  | Motivationssemester  |
| MIS   | Mesure d'insertion sociale (Massnahme zur sozialen Eingliederung)   | SGG   | Systematische Gesetzessammlung des Kantons Genf  |
| MUABB | Freiburger Beschluss vom 18. Juni 2001 über Massnahmen gegen unerlaubte Arbeit im Baugewerbe  | SGN   | Systematische Gesetzessammlung des Kantons Neuenburg   |
| MWSt  | Mehrwertsteuer  | SGW   | Systematische Gesetzessammlung des Kantons Waadt   |
| OR    | Bundesgesetz vom 30. März 1911 betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht)   | SHG   | Freiburger Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991   |
| PB    | Personalberater/in  | SKOS  | Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe   |
| QA    | Question parlementaire (Parlamentarische Anfrage)   | SR    | Systematische Sammlung des Bundesrechts  |
| QP    | Qualifizierungsprogramm   | Symic | Système d'information central sur la migration (ZEMIS Zentrales Migrationsinformationssystem)                                |
| RAV   | Regionales Arbeitsvermittlungszentrum   | UVG   | Bundesgesetz vom 20. März 1981 über die Unfallversicherung   |
| RDS   | Regionale Sozialdienste   | VOSA  | Verordnung vom 6. September 2006 über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Verordnung gegen die Schwarzarbeit)       |
| REAC  | Règlement fribourgeois du 6 juillet 1999 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (BAHR Reglement vom 6. Juli 1999 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe)                                 | VUV   | Verordnung vom 19. Dezember 1983 über die Verhütung von Unfällen und Berufskrankheiten (Verordnung über die Unfallverhütung) |
| Ref.  | Referenz  | VVG   | Bundesgesetz vom 2. April 1908 über den Versicherungsvertrag   |
|       |   | VWD   | Volkswirtschaftsdirektion  |

## Loi

*du*

### sur l'emploi et le marché du travail (LEMT)

---

#### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services (LSE);

Vu la loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI);

Vu les articles 335d et suivants, 359 et suivants et 360a et suivants du code des obligations (CO);

Vu la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (LTr) et ses ordonnances d'application;

Vu la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA) et l'ordonnance du 19 décembre 1983 sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA);

Vu la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques;

Vu la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile (LTrD) et l'arrêté fédéral du 12 février 1949 tendant à encourager le travail à domicile;

Vu la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECCT);

Vu l'ordonnance du 24 octobre 2007 relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) et l'ordonnance du 22 mai 2002 sur l'introduction progressive de la libre circulation des personnes (OLCP);

Vu la loi fédérale du 8 octobre 1999 sur les conditions minimales de travail et de salaire applicables aux travailleurs et travailleuses détachés en Suisse et sur les mesures d'accompagnement (Loi sur les travailleurs détachés);

## Gesetz

*vom*

### über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG)

---

#### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 6. Oktober 1989 über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVG);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 25. Juni 1982 über die obligatorische Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzenschädigung (AVIG);

gestützt auf die Artikel 335d ff. 359 ff. und 360a ff. des Obligationenrechts (OR);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (ArG) und seine Ausführungsverordnungen;

gestützt auf das Bundesgesetz vom 20. März 1981 über die Unfallversicherung (UVG) und die Verordnung vom 19. Dezember 1983 über die Verhütung von Unfällen und Berufskrankheiten (Verordnung über die Unfallverhütung, VUV);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 19. März 1976 über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten;

gestützt auf das Bundesgesetz vom 20. März 1981 über die Heimarbeit (HArG) und den Bundesbeschluss vom 12. Februar 1949 über die Förderung der Heimarbeit;

gestützt auf das Bundesgesetz vom 28. September 1956 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG);

gestützt auf die Verordnung vom 24. Oktober 2007 über Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE) und die Verordnung vom 22. Mai 2002 über die Einführung des freien Personenverkehrs (VEP);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 8. Oktober 1999 über die minimalen Arbeits- und Lohnbedingungen für in die Schweiz entsandte Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer und flankierende Massnahmen (Bundesgesetz über die in die Schweiz entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer);

Vu la loi fédérale du 17 juin 2005 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Loi sur le travail au noir, LTN);

Vu les articles 55 al. 2 et 57 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 20 avril 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

## **CHAPITRE PREMIER**

### **Dispositions générales**

#### *SECTION 1*

*But et champ d'application*

#### **Art. 1** Objectifs

La présente loi vise à favoriser le partenariat social, à garantir un marché de l'emploi équilibré et préservé de toute distorsion ainsi qu'à promouvoir et assurer la sécurité et la santé au travail.

#### **Art. 2** But

La présente loi a pour but:

- a) d'instituer les dispositions cantonales d'application en matière de lutte contre le chômage, d'emploi et du marché du travail;
- b) de favoriser l'insertion professionnelle des demandeurs et demandeuses d'emploi ainsi que des chômeurs et chômeuses ne bénéficiant plus des prestations de l'assurance-chômage;
- c) de promouvoir la collaboration interinstitutionnelle.

#### **Art. 3** Champ d'application matériel

<sup>1</sup> La présente loi règle l'exécution des législations fédérales en matière:

- a) de service de l'emploi et de location de services;
- b) d'assurance-chômage obligatoire et d'indemnité en cas d'insolvabilité;

gestützt auf das Bundesgesetz vom 17. Juni 2005 über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit, BGSA);

gestützt auf die Artikel 55 Abs. 2 und 57 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 20. April 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

## **1. KAPITEL**

### **Allgemeine Bestimmungen**

#### *1. ABSCHNITT*

*Ziel und Geltungsbereich*

#### **Art. 1** Ziel

Mit diesem Gesetz sollen die Sozialpartnerschaft gestärkt, ein ausgeglichener und unverzerrter Arbeitsmarkt gewährleistet und die Sicherheit und der Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz gefördert und sichergestellt werden.

#### **Art. 2** Zweck

Dieses Gesetz hat zum Zweck:

- a) die kantonalen Ausführungsbestimmungen im Bereich der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts aufzustellen;
- b) die berufliche Eingliederung von Stellensuchenden und von Arbeitslosen zu fördern, die keine Leistungen der Arbeitslosenversicherung mehr erhalten;
- c) die interinstitutionelle Zusammenarbeit zu fördern.

#### **Art. 3** Sachlicher Geltungsbereich

<sup>1</sup> Dieses Gesetz führt die Bundesgesetzgebung in den folgenden Bereichen aus:

- a) Arbeitsvermittlung und Personalverleih;
- b) obligatorische Arbeitslosenversicherung und Insolvenzenschädigung;

- c) de procédure en matière de licenciement collectif;
- d) d'extension des conventions collectives de travail;
- e) de prévention des accidents et de protection de la santé des travailleurs et travailleuses;
- f) d'autorisations de séjour soumises aux mesures de limitation fédérales;
- g) de libre circulation des travailleurs et travailleuses détachés en Suisse;
- h) de lutte contre le travail au noir.

<sup>2</sup> Elle instaure en outre des mesures cantonales relatives à l'insertion professionnelle des demandeurs et demandeuses d'emploi non couverts selon la LACI ou qui ne le sont plus.

#### **Art. 4** Champ d'application personnel

Sont soumis à la loi:

- a) les travailleurs et travailleuses déployant une activité professionnelle durable ou temporaire dans le canton;
- b) les employeurs et employeuses ayant leur domicile, leur siège, une succursale ou un établissement dans le canton;
- c) les employeurs et employeuses déployant une activité durable ou temporaire dans le canton;
- d) les demandeurs et demandeuses d'emploi qui résident dans le canton, soit les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement et qui cherchent un emploi;
- e) les chômeurs et chômeuses qui résident dans le canton, soit les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement et qui sont immédiatement disponibles en vue d'un placement;
- f) les bénéficiaires des mesures cantonales d'insertion professionnelle;
- g) les jeunes en difficulté d'insertion professionnelle;
- h) les entreprises privées de placement et de location de services ayant leur siège ou une succursale dans le canton.

- c) Verfahren bei Massenentlassungen;
- d) Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen;
- e) Unfallverhütung und Gesundheitsschutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer;
- f) Aufenthaltsbewilligungen, deren Zahl vom Bund begrenzt wird;
- g) freier Personenverkehr im Bereich der in die Schweiz entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer;
- h) Bekämpfung der Schwarzarbeit.

<sup>2</sup> Es führt kantonale Massnahmen zur beruflichen Eingliederung von Stellensuchenden ein, die keine Leistungen gemäss AVIG beanspruchen können oder ihren Leistungsanspruch ausgeschöpft haben.

#### **Art. 4** Persönlicher Geltungsbereich

Das Gesetz gilt für:

- a) Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, die dauerhaft oder vorübergehend im Kanton erwerbstätig sind;
- b) Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber mit Wohnsitz, Sitz, Filiale oder Niederlassung im Kanton;
- c) Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber, die dauerhaft oder vorübergehend im Kanton tätig sind;
- d) im Kanton wohnhafte Stellensuchende, d.h. Personen, die bei den regionalen Arbeitsvermittlungszentren gemeldet sind und eine Arbeit suchen;
- e) im Kanton wohnhafte Arbeitslose, d.h. Personen, die bei den regionalen Arbeitsvermittlungszentren gemeldet sind und sofort für eine Arbeit zur Verfügung stehen;
- f) Personen, die an kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung teilnehmen;
- g) Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung;
- h) private Arbeitsvermittler (Vermittler) und Personalverleiher (Verleiher) mit Sitz oder Filiale im Kanton.

## SECTION 2

### Autorités d'exécution

#### Art. 5 Conseil d'Etat

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Il définit la politique cantonale en matière d'emploi et de marché du travail, notamment de lutte contre le chômage.

<sup>3</sup> Il édicte les dispositions d'exécution. Il peut déléguer cette compétence à la Direction chargée de la politique de l'emploi et de la lutte contre le chômage.

#### Art. 6 Direction

La Direction chargée de la politique de l'emploi et de la lutte contre le chômage (ci-après: la Direction):

- a) applique la politique cantonale en matière d'emploi et de marché du travail telle qu'elle est définie par le Conseil d'Etat;
- b) développe les partenariats en matière d'hygiène et de sécurité au travail;
- c) exerce la surveillance sur les autorités d'exécution;
- d) coordonne les mesures cantonales instaurées par la présente loi;
- e) octroie les subventions prévues par la présente loi;
- f) exerce toute autre compétence que la loi lui attribue.

#### Art. 7 Service

En plus des compétences attribuées par la législation relative aux domaines couverts par la présente loi, le service chargé de l'emploi et de la lutte contre le chômage (ci-après: le Service) veille notamment à:

- a) garantir une gestion financière conforme aux prescriptions du droit fédéral et cantonal;
- b) établir et transmettre les communications et rapports requis par les autorités fédérales dans ses domaines de compétence;
- c) élaborer les rapports de gestion requis par la Direction.

#### Art. 8 Offices régionaux de placement

<sup>1</sup> Les offices régionaux de placement (ci-après: les offices régionaux) sont institués, gérés et surveillés conformément aux dispositions de la LACI.

## 2. ABSCHNITT

### Vollzugsbehörden

#### Art. 5 Staatsrat

<sup>1</sup> Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über den Vollzug dieses Gesetzes aus.

<sup>2</sup> Er definiert die kantonale Beschäftigungs- und Arbeitsmarktpolitik, insbesondere zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit.

<sup>3</sup> Er erlässt die Vollzugsbestimmungen. Er kann diese Befugnis der für die Beschäftigungspolitik und die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit zuständigen Direktion (die Direktion) übertragen.

#### Art. 6 Direktion

Die Direktion hat folgende Befugnisse:

- a) Sie setzt die vom Staatsrat festgelegte kantonale Beschäftigungs- und Arbeitsmarktpolitik um.
- b) Sie baut Partnerschaften im Bereich der Hygiene und der Sicherheit am Arbeitsplatz auf.
- c) Sie beaufsichtigt die Vollzugsbehörden.
- d) Sie koordiniert die kantonalen Massnahmen nach diesem Gesetz.
- e) Sie gewährt die in diesem Gesetz vorgesehenen Beiträge.
- f) Sie erfüllt alle anderen Aufgaben, die dieses Gesetz ihr überträgt.

#### Art. 7 Amt

Neben den gesetzlichen Befugnissen in den Bereichen, die durch dieses Gesetz geregelt werden, hat das für die Beschäftigung und die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit zuständige Amt (das Amt) namentlich die folgenden Aufgaben:

- a) Es verwaltet die Finanzen im Sinne der Gesetzgebung des Bundes und des Kantons.
- b) Es verfasst und übermittelt die von den Bundesbehörden verlangten Mitteilungen und Berichte in seinem Zuständigkeitsbereich.
- c) Es verfasst die von der Direktion verlangten Tätigkeitsberichte.

#### Art. 8 Regionale Arbeitsvermittlungszentren

<sup>1</sup> Die regionalen Arbeitsvermittlungszentren (regionale Zentren) werden gemäss den Bestimmungen des AVIG errichtet, geführt und beaufsichtigt.



<sup>2</sup> Ils sont à la disposition des demandeurs et demandeuses d'emploi et des chômeurs et chômeuses ainsi que des entreprises à la recherche de personnel.

<sup>3</sup> Ils exercent des tâches de conseil, de contrôle, de placement et de décision dans les domaines pour lesquels la compétence leur en a été déléguée. Ils assurent également un contact permanent avec les employeurs et employeuses.

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat décide du nombre des offices régionaux, après consultation de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail.

#### **Art. 9** Logistique des mesures de marché du travail

<sup>1</sup> La logistique des mesures de marché du travail est instituée, gérée et surveillée conformément aux dispositions de la LACI.

<sup>2</sup> Elle veille à développer des mesures de marché du travail adaptées aux besoins des demandeurs et demandeuses d'emploi.

<sup>3</sup> Elle prépare et négocie les mandats de prestations avec les fournisseurs de mesures.

<sup>4</sup> Elle s'assure de la qualité des mesures de marché du travail et coordonne et surveille l'ensemble de ces mesures de manière à pouvoir répondre de leur déroulement envers l'autorité fédérale.

#### **Art. 10** Médiation

<sup>1</sup> Il est institué une médiation en matière d'assurance-chômage.

<sup>2</sup> Le médiateur ou la médiatrice informe et propose des solutions ou une conciliation aux demandeurs et demandeuses d'emploi qui en font la demande à la suite d'un litige dans le cadre des activités de conseil, de contrôle et de placement ou d'une décision rendue en application de la législation relative à l'assurance-chômage.

<sup>3</sup> Le médiateur ou la médiatrice est nommé-e par la Direction, qui en définit le mandat.

#### **Art. 11** Inspection du travail

<sup>1</sup> L'inspection du travail exécute les tâches attribuées par la présente loi et rend ses décisions en toute indépendance.

<sup>2</sup> Elle coordonne ses activités avec celles de la surveillance du marché du travail, avec laquelle elle collabore.

<sup>3</sup> Elle transmet au Service les communications et rapports requis par le droit fédéral.

<sup>2</sup> Sie stehen den Stellensuchenden und den Arbeitslosen sowie den Unternehmen, die Personal suchen, zur Verfügung.

<sup>3</sup> Sie beraten, kontrollieren und vermitteln die Stellensuchenden und erlassen Verfügungen in ihren Zuständigkeitsbereichen. Sie gewährleisten den ständigen Kontakt mit den Arbeitgeberinnen und Arbeitgebern.

<sup>4</sup> Der Staatsrat entscheidet nach Anhören der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt über die Zahl der regionalen Arbeitsvermittlungszentren.

#### **Art. 9** Logistik der arbeitsmarktlichen Massnahmen

<sup>1</sup> Die Logistik der arbeitsmarktlichen Massnahmen wird gemäss den Bestimmungen des AVIG errichtet, geführt und beaufsichtigt.

<sup>2</sup> Sie sorgt dafür, dass arbeitsmarktliche Massnahmen entwickelt werden, die den Bedürfnissen der Stellensuchenden entsprechen.

<sup>3</sup> Sie bereitet die Leistungsaufträge der Anbieter von Massnahmen vor und führt die Verhandlungen mit ihnen.

<sup>4</sup> Sie stellt die Qualität der arbeitsmarktlichen Massnahmen sicher und koordiniert und beaufsichtigt das gesamte Massnahmenangebot, um gegenüber den Bundesbehörden den reibungslosen Ablauf gewährleisten zu können.

#### **Art. 10** Mediation

<sup>1</sup> Im Bereich der Arbeitslosenversicherung wird eine Mediation eingerichtet.

<sup>2</sup> Stellensuchende können sich bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Beratungs-, Kontroll- und Vermittlungstätigkeit oder einer Verfügung gemäss der Gesetzgebung über die Arbeitslosenversicherung an die Mediation wenden. Diese gibt ihnen Auskunft und schlägt Lösungen vor oder bietet eine Schlichtung an.

<sup>3</sup> Die Mediatorin oder der Mediator wird von der Direktion ernannt, die den Auftrag der Mediation festlegt.

#### **Art. 11** Arbeitsinspektorat

<sup>1</sup> Das Arbeitsinspektorat führt die ihm durch dieses Gesetz übertragenen Aufgaben aus und erlässt seine Verfügungen unabhängig.

<sup>2</sup> Es koordiniert seine Tätigkeit mit der Arbeitsmarktüberwachung, mit der es zusammenarbeitet.

<sup>3</sup> Es übermittelt dem Amt die nach Bundesrecht verlangten Mitteilungen und Berichte.

#### **Art. 12** Surveillance du marché du travail

<sup>1</sup> La surveillance du marché du travail exécute les tâches attribuées par la présente loi, selon les objectifs fixés par la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail.

<sup>2</sup> Elle coordonne ses activités avec celles de l'inspection du travail, celles des organes paritaires institués par les conventions collectives de travail et celles de contrôle en matière de placement privé et de location de services. Elle collabore avec les autorités concernées.

<sup>3</sup> Elle transmet ses rapports à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail ou à l'autorité désignée par cette dernière.

#### **Art. 13** Observatoire du marché du travail

<sup>1</sup> L'observatoire du marché du travail exécute les enquêtes et les études permettant d'analyser le développement du marché du travail.

<sup>2</sup> Il est à la disposition de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, qui en désigne ses membres et règle son fonctionnement et ses compétences.

<sup>3</sup> L'observatoire s'appuie notamment sur les données statistiques du chômage, sur l'enquête suisse sur les salaires et sur un système statistique d'évaluation des salaires usuels.

#### **Art. 14** Médecins-conseils

<sup>1</sup> Le service chargé des questions médicales désigne un ou une médecin-conseil ou plusieurs médecins-conseils en matière de médecine, santé et hygiène du travail.

<sup>2</sup> Les médecins-conseils s'engagent à exercer leur mandat en toute indépendance et conformément aux règles d'éthique professionnelle.

<sup>3</sup> Le Service requiert l'avis des médecins-conseils dans les cas où un avis médical s'impose en matière d'assurance-chômage ou d'aide sociale ainsi qu'en matière de santé et d'hygiène au travail.

<sup>4</sup> Le recours à un ou une médecin-conseil peut également être commandé par l'organe de collaboration interinstitutionnelle.

#### **Art. 12** Arbeitsmarktüberwachung

<sup>1</sup> Die Arbeitsmarktüberwachung führt die ihr durch dieses Gesetz übertragenen Aufgaben aus; sie beachtet dabei die von der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt festgelegten Ziele.

<sup>2</sup> Sie koordiniert ihre Tätigkeit mit dem Arbeitsinspektorat und den paritätischen Organen, die durch Gesamtarbeitsverträge errichtet werden, sowie mit den Kontrollaktivitäten im Bereich der privaten Arbeitsvermittlung und des Personalverleihs. Sie arbeitet mit den betreffenden Behörden zusammen.

<sup>3</sup> Sie leitet ihre Berichte an die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt oder an die Behörde weiter, die von dieser bezeichnet wird.

#### **Art. 13** Organ zur Beobachtung des Arbeitsmarkts

<sup>1</sup> Das Organ zur Beobachtung des Arbeitsmarkts führt die Umfragen und Studien durch, mit denen die Entwicklung des Arbeitsmarkts analysiert werden kann.

<sup>2</sup> Es steht der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt zur Verfügung, die seine Mitglieder bezeichnet und seine Arbeitsweise und Befugnisse festlegt.

<sup>3</sup> Das Organ stützt sich namentlich auf die Arbeitslosenstatistik, auf die schweizerische Lohnstrukturerhebung und auf ein statistisches System zur Einschätzung der orts- und berufsüblichen Löhne.

#### **Art. 14** Vertrauensärztinnen und Vertrauensärzte

<sup>1</sup> Das für Gesundheitsfragen zuständige Amt bezeichnet im Bereich der Arbeitsmedizin, des Gesundheitsschutzes und der Hygiene am Arbeitsplatz eine oder mehrere Vertrauensärztinnen oder einen oder mehrere Vertrauensärzte.

<sup>2</sup> Die Vertrauensärztinnen und Vertrauensärzte verpflichten sich, ihren Auftrag unabhängig und in Beachtung der Berufsethik zu erfüllen.

<sup>3</sup> Das Amt wendet sich an die Vertrauensärztinnen und Vertrauensärzte, wenn es ein ärztliches Gutachten im Bereich der Arbeitslosenversicherung, der Sozialhilfe oder auf dem Gebiet des Gesundheitsschutzes und der Hygiene am Arbeitsplatz benötigt.

<sup>4</sup> Der Beizug einer Vertrauensärztin oder eines Vertrauensarztes kann auch vom Organ verlangt werden, das für die interinstitutionelle Zusammenarbeit zuständig ist.

<sup>5</sup> En cas de divergence entre le ou la médecin traitant-e de l'assuré-e et le ou la médecin-conseil, l'avis de cette dernière personne prévaut.

<sup>6</sup> Les médecins-conseils collaborent avec les autres institutions d'assurances sociales, en particulier avec les autorités compétentes en matière d'assurance-invalidité et d'aide sociale.

**Art. 15** Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail

a) Institution, organisation et statut

<sup>1</sup> Il est institué, sous le nom de Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail (ci-après: la Commission), une commission traitant des questions de l'emploi et du marché du travail ainsi que du chômage et de l'insertion des demandeurs et demandeuses d'emploi non couverts par la LACI.

<sup>2</sup> La Commission est composée de quinze membres. Ils sont nommés par le Conseil d'Etat, sur la proposition des partenaires sociaux et de la Direction. Parmi ces membres, quatre personnes représentent les associations patronales, quatre personnes représentent les associations de travailleurs et travailleuses, deux personnes représentent les districts et les communes et cinq personnes représentent l'Etat, président ou présidente compris-e.

<sup>3</sup> La Commission est présidée par le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice responsable de la politique de l'emploi, du marché du travail et de la lutte contre le chômage. Elle est rattachée administrativement à la Direction, et le Service en assure le secrétariat.

<sup>4</sup> La Caisse publique de chômage, le service chargé de la formation professionnelle et le service chargé de l'orientation professionnelle sont également représentés dans la Commission, avec voix consultative.

**Art. 16** b) Attributions et compétences

<sup>1</sup> La Commission assume les tâches attribuées aux commissions tripartites instituées par la LACI. Elle est compétente dans le domaine de la politique contractuelle et la politique relative au placement.

<sup>2</sup> Elle exerce en outre les attributions suivantes:

- a) elle est consultée sur les lignes directrices et les objectifs de la politique cantonale en matière de lutte contre le chômage ainsi que sur les projets de lois et de règlements relatifs à l'emploi et l'aide aux chômeurs et chômeuses;
- b) elle formule toute proposition utile visant à améliorer la situation de l'emploi, notamment en matière de chômage de longue durée, de chômage touchant particulièrement certaines catégories de personnes (p. ex. les jeunes) et de prise en charge de chômeurs et chômeuses en fin de droit;

<sup>5</sup> Bei Meinungsverschiedenheit hat das Gutachten der Vertrauensärztin oder des Vertrauensarztes Vorrang vor dem der behandelnden Ärztin oder des behandelnden Arztes.

<sup>6</sup> Die Vertrauensärztinnen und Vertrauensärzte arbeiten mit den übrigen Sozialversicherungseinrichtungen, insbesondere mit den für die Invalidenversicherung und die Sozialhilfe zuständigen Behörden, zusammen.

**Art. 15** Kantonale Kommission für die Beschäftigung

und den Arbeitsmarkt

a) Errichtung, Organisation und Stellung

<sup>1</sup> Es wird eine kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt geschaffen; diese behandelt Fragen der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts sowie der Arbeitslosigkeit und der Eingliederung von Stellensuchenden, die keine Leistungen gemäss AVIG beanspruchen können.

<sup>2</sup> Die Kommission setzt sich aus fünfzehn Mitgliedern zusammen. Sie werden vom Staatsrat auf Vorschlag der Sozialpartner und der Direktion bezeichnet. Vier Mitglieder vertreten die Arbeitgebervereinigungen, vier die Arbeitnehmervereinigungen, zwei die Bezirke und die Gemeinden und fünf Mitglieder, darunter die Präsidentin oder der Präsident, den Staat.

<sup>3</sup> Die Kommission wird von der Vorsteherin oder dem Vorsteher der Direktion präsidiert. Sie ist der Direktion administrativ zugewiesen, das Amt führt das Sekretariat.

<sup>4</sup> Die Öffentliche Arbeitslosenkasse, das für die Berufsbildung zuständige Amt und das für die Berufsberatung zuständige Amt sind mit beratender Stimme in der Kommission vertreten.

**Art. 16** b) Befugnisse und Kompetenzen

<sup>1</sup> Die Kommission erfüllt die Aufgaben der tripartiten Kommissionen gemäss AVIG. Sie ist für den Bereich der Vertrags- und Arbeitsvermittlungspolitik zuständig.

<sup>2</sup> Sie hat ferner folgende Befugnisse:

- a) Sie nimmt Stellung zu den Leitlinien und den Zielen der kantonalen Politik zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und zu den Gesetzes- und Reglementsentwürfen über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe.
- b) Sie formuliert Vorschläge zur Verbesserung der Beschäftigungssituation, insbesondere für die Langzeitarbeitslosen, gewisse Kategorien von Arbeitslosen (z.B. arbeitslose Jugendliche) und zur Betreuung von ausgesteuerten Arbeitslosen.

- c) elle formule toute proposition utile visant à améliorer la situation du marché du travail;
- d) elle formule toute proposition utile concernant la protection des travailleurs et travailleuses, la gestion de la main-d'œuvre étrangère, les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes et la lutte contre le travail au noir;
- e) elle fixe, sur la proposition du Service, les tâches et objectifs de l'inspection du travail en matière de sécurité et d'hygiène dans les entreprises; elle assume en outre les tâches prévues par l'article 56 de la présente loi;
- f) elle fixe, sur la proposition du Service, les tâches et les objectifs de la surveillance du marché du travail en matière de travail détaché et de travail au noir et elle reçoit les rapports de dénonciation du Service ou de l'organe délégué par ce dernier et les transmet aux organes paritaires concernés. Elle coordonne ces tâches avec celles qui sont accomplies par les organes paritaires dans le cadre de l'application des conventions collectives de travail;
- g) elle peut, sur mandat des organes paritaires concernés, charger la surveillance du marché du travail des contrôles dans les domaines couverts par des conventions collectives de travail;
- h) elle est l'autorité instituée au sens de l'article 360b CO;
- i) elle établit les rapports d'activité requis par les autorités fédérales dans ses domaines de compétence;
- j) elle est informée sur les conclusions du rapport de révision du Fonds cantonal de l'emploi établi à l'attention de la Direction;
- k) elle assume les autres tâches confiées par la présente loi.

**Art. 17** c) Fonctionnement

<sup>1</sup> La Commission se réunit au moins deux fois par année et aussi souvent que le président ou la présidente l'estime nécessaire. En outre, elle doit être convoquée à la demande de trois membres.

<sup>2</sup> Elle ne peut délibérer que si la majorité des membres est présente.

<sup>3</sup> La Commission prend ses décisions à la majorité des membres qui se prononcent, le vote du président ou de la présidente départageant en cas d'égalité de voix.

- c) Sie formuliert Vorschläge zur Verbesserung der Situation auf dem Arbeitsmarkt.
- d) Sie formuliert Vorschläge für den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, die Verwaltung der ausländischen Arbeitskräfte, die flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr und die Bekämpfung der Schwarzarbeit.
- e) Auf Antrag des Amts legt sie die Aufgaben und Ziele des Arbeitsinspektors im Bereich der Sicherheit und der Hygiene in den Unternehmen fest; sie führt ausserdem alle Aufgaben nach Artikel 56 dieses Gesetzes aus.
- f) Auf Antrag des Amts legt sie die Aufgaben und Ziele der Arbeitsmarktbeobachtung im Bereich der entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer und der Schwarzarbeit fest, nimmt die Anzeigerapporte des Amts oder des von ihm beauftragten Organs entgegen und leitet sie an die betroffenen paritätischen Organe weiter. Sie koordiniert diese Aufgaben mit jenen der paritätischen Organe im Rahmen des Vollzugs der Gesamtarbeitsverträge.
- g) Im Auftrag der betroffenen paritätischen Organe kann sie die Arbeitsmarktbeobachtung mit den Kontrollen in den Bereichen beauftragen, die von Gesamtarbeitsverträgen abgedeckt sind.
- h) Sie ist die tripartite Kommission nach Artikel 360b OR.
- i) Sie verfasst die von den Bundesbehörden verlangten Tätigkeitsberichte über ihre Zuständigkeitsbereiche.
- j) Sie wird über die Schlussfolgerungen des zuhanden der Direktion verfassten Revisionsberichts über den kantonalen Beschäftigungsfonds informiert.
- k) Sie erfüllt alle weiteren Aufgaben, die ihr durch dieses Gesetz übertragen werden.

**Art. 17** c) Arbeitsweise

<sup>1</sup> Die Kommission tagt mindestens zweimal im Jahr und so oft es die Präsidentin oder der Präsident für nötig erachtet. Sie muss ausserdem einberufen werden, wenn drei Mitglieder dies verlangen.

<sup>2</sup> Sie ist nur verhandlungsfähig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

<sup>3</sup> Die Kommission trifft ihre Entscheidungen mit der Mehrheit der stimmenden Mitglieder. Bei Stimmengleichheit hat die Präsidentin oder der Präsident den Stichentscheid.

**Art. 18** d) Bureaux

<sup>1</sup> La Commission peut s'organiser en bureaux, selon les domaines d'attribution et de compétence à traiter.

<sup>2</sup> Elle édicte les règles de fonctionnement de ces bureaux.

**Art. 19** Commissions particulières

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat peut instituer des commissions particulières, en fonction des besoins de l'emploi et du marché du travail.

<sup>2</sup> La composition de ces commissions et leur fonctionnement sont prévus dans le règlement d'exécution.

**Art. 20** Statut du personnel

Le personnel du Service est engagé conformément à la législation sur le personnel de l'Etat. La possibilité de décider des suppressions de postes ensuite d'une diminution du nombre des demandeurs et demandeuses d'emploi demeure toutefois réservée.

## CHAPITRE II

### Dispositions d'application de la législation fédérale

#### SECTION I

##### Application de la LSE

**Art. 21** Placement privé et location de services

a) Autorisations

<sup>1</sup> Le Service délivre, révisé et retire les autorisations de placement privé et de location de services.

<sup>2</sup> Le retrait d'autorisation prononcé pour faute de l'entreprise est, dans les cas de peu de gravité, précédé d'un avertissement. Celui-ci est assorti d'un délai raisonnable octroyé à l'entreprise pour régulariser sa situation.

**Art. 22** b) Réexamen

<sup>1</sup> Le Service réexamine périodiquement le bien-fondé du maintien de l'autorisation.

<sup>2</sup> Il procède par des contrôles réguliers, qui font l'objet de rapports à l'attention des entreprises contrôlées.

**Art. 18** d) Unterkommissionen

<sup>1</sup> Die Kommission kann sich für die Bearbeitung unterschiedlicher Zuständigkeits- und Kompetenzbereiche in Unterkommissionen aufteilen.

<sup>2</sup> Sie legt die Arbeitsweise dieser Unterkommissionen fest.

**Art. 19** Besondere Kommissionen

<sup>1</sup> Der Staatsrat kann je nach den Bedürfnissen im Bereich der Beschäftigung und des Arbeitsmarkts besondere Kommissionen errichten.

<sup>2</sup> Die Zusammensetzung dieser Kommissionen und ihre Arbeitsweise werden im Ausführungsreglement festgelegt.

**Art. 20** Dienstverhältnis des Personals

Das Personal des Amtes wird gemäss der Gesetzgebung über das Staatspersonal angestellt. Die Möglichkeit von Stellenaufhebungen bei rückläufiger Zahl der Stellensuchenden bleibt vorbehalten.

## 2. KAPITEL

### Ausführungsbestimmungen zur Bundesgesetzgebung

#### 1. ABSCHNITT

##### Ausführung des AVG

**Art. 21** Private Arbeitsvermittlung und Personalverleih

a) Bewilligungen

<sup>1</sup> Das Amt ist zuständig für die Erteilung, die Änderung und den Entzug der Bewilligungen für die private Arbeitsvermittlung und den Personalverleih.

<sup>2</sup> Vor dem Entzug einer Bewilligung wegen eines Verschuldens des Unternehmens wird in leichten Fällen zuerst eine Verwarnung ausgesprochen. Mit der Verwarnung wird eine angemessene Frist zur Wiederherstellung des rechtmässigen Zustands gesetzt.

**Art. 22** b) Überprüfung

<sup>1</sup> Das Amt überprüft periodisch, ob die Aufrechterhaltung der Bewilligung gerechtfertigt ist.

<sup>2</sup> Es führt zu diesem Zweck regelmässig Kontrollen durch und erstattet den kontrollierten Unternehmen darüber Bericht.

<sup>3</sup> L'entreprise est invitée à corriger les irrégularités constatées à l'occasion du contrôle. Le Service fixe à l'entreprise un délai pour y procéder.

**Art. 23** c) Sûretés

<sup>1</sup> Le bailleur de services dépose les sûretés nécessaires auprès du Service, qui a en principe la charge d'en régler le sort en cas de faillite de l'entreprise.

<sup>2</sup> Le Service peut déléguer à des tiers le soin de conserver les sûretés.

**Art. 24** d) Emoluments

<sup>1</sup> Le Service perçoit les émoluments prévus par le droit fédéral, qui sont fixés en fonction du travail engendré par l'examen de la demande d'autorisation ou la révision de cette dernière.

<sup>2</sup> Le montant de ces émoluments est fixé par le règlement.

<sup>3</sup> L'octroi de l'autorisation ou sa modification peuvent être conditionnés au paiement préalable des émoluments.

**Art. 25** e) Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Les entreprises de placement privé et de location de services fournissent tous les renseignements et documents nécessaires à l'établissement et au maintien de leur autorisation, d'office ou sur requête du Service.

<sup>2</sup> Elles le renseignent d'office sur tout fait parvenant à leur connaissance et ayant une importance notable pour la surveillance du marché de l'emploi.

**Art. 26** f) Conseil et plainte

Les travailleurs et travailleuses et les employeurs et employeuses peuvent demander conseil et adresser leurs plaintes au Service, qui examine si les conditions au maintien de l'autorisation sont préservées.

**Art. 27** g) Contestations civiles

<sup>1</sup> Les litiges opposant, d'une part, le placeur et la placeuse au demandeur et à la demandeuse d'emploi au sujet du contrat de placement et, d'autre part, le bailleur et la bailleuse de services au travailleur et à la travailleuse au sujet du contrat de travail sont de la compétence des tribunaux ordinaires. Toutefois, ces contestations relèvent de la juridiction des prud'hommes lorsque la valeur litigieuse n'excède pas 30 000 francs.

<sup>3</sup> Es fordert die Unternehmen auf, die bei der Kontrolle festgestellten Mängel zu beheben, und setzt ihnen dafür eine Frist.

**Art. 23** c) Sicherheiten

<sup>1</sup> Der Verleiher hinterlegt die nötigen Sicherheiten beim Amt, das bei Konkurs des Unternehmens für deren Verwertung zuständig ist.

<sup>2</sup> Das Amt kann die Aufbewahrung der Sicherheiten Dritten übertragen.

**Art. 24** d) Gebühren

<sup>1</sup> Das Amt erhebt die Gebühren nach der Bundesgesetzgebung. Diese werden nach dem Aufwand bemessen, den die Prüfung des Bewilligungsgesuchs oder die Änderung der Bewilligung verursacht.

<sup>2</sup> Das Reglement setzt die Höhe der Gebühren fest.

<sup>3</sup> Die Erteilung einer Bewilligung oder einer Bewilligungsänderung kann davon abhängig gemacht werden, dass die Gebühren im Voraus bezahlt werden.

**Art. 25** e) Auskunftspflicht

<sup>1</sup> Die Vermittler und Verleiher müssen von Amtes wegen oder auf Verlangen des Amtes die Auskünfte und Dokumente vorlegen, die für die Erteilung und die Aufrechterhaltung der Bewilligung nötig sind.

<sup>2</sup> Sie informieren das Amt von Amtes wegen über alle ihnen bekannten Vorkommnisse, die für die Überwachung des Arbeitsmarkts von besonderer Bedeutung sind.

**Art. 26** f) Beratung und Beschwerde

Die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer sowie die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber können beim Amt Rat einholen oder Klagen einreichen. Das Amt prüft daraufhin, ob die Bewilligungsvoraussetzungen noch erfüllt sind.

**Art. 27** g) Zivilrechtliche Streitigkeiten

<sup>1</sup> Für Streitigkeiten zwischen der Vermittlerin oder dem Vermittler und der stellensuchenden Person wegen des Vermittlungsvertrags oder zwischen der Verleiherin oder dem Verleiher und der arbeitnehmenden Person wegen des Arbeitsvertrags sind die ordentlichen Gerichte zuständig. Diese Streitsachen kommen jedoch vor das Gewerbegericht, wenn der Streitwert 30 000 Franken nicht übersteigt.

<sup>2</sup> La procédure devant le ou la juge ordinaire est régie par le code de procédure civile. La loi sur la juridiction des prud'hommes s'applique à la procédure régissant les contestations civiles dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 30 000 francs.

<sup>3</sup> Les prescriptions impératives découlant du droit fédéral en matière de for, d'établissement des faits et d'appréciation des preuves demeurent réservées.

#### **Art. 28** Places vacantes

<sup>1</sup> En cas de chômage prononcé et persistant et à la requête de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, le Conseil d'Etat peut introduire l'obligation d'annoncer au Service les places vacantes dans les branches, les professions ou les régions particulièrement touchées.

<sup>2</sup> Les annonces se font simultanément à toute publication dans les médias, au moyen de la formule officielle.

### *SECTION 2*

#### *Application de la LSE et du CO: procédure en cas de licenciements*

#### **Art. 29** Annonces des licenciements et fermetures d'entreprises

<sup>1</sup> Les employeurs et employeuses annoncent au Service les licenciements et les fermetures d'entreprises, conformément aux dispositions de la législation fédérale topique, dès que six travailleurs ou travailleuses sont touchés.

<sup>2</sup> L'annonce se fait au moyen de la formule officielle, au plus tard le jour où la résiliation des rapports de travail est notifiée aux travailleurs et travailleuses.

<sup>3</sup> Le Service veille à ce que les employeurs et employeuses élaborent le plan social institué par le droit fédéral. Il met ses services à leur disposition afin d'assurer l'insertion professionnelle des travailleurs et travailleuses, notamment par l'envoi de collaborateurs et collaboratrices des offices régionaux dans les entreprises concernées.

<sup>4</sup> Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale en cas d'infraction au devoir d'annoncer sont réservées.

#### **Art. 30** Licenciements collectifs

Le Service est l'autorité compétente en matière de licenciements collectifs selon les articles 335d et suivants CO.

<sup>2</sup> Das Verfahren vor dem ordentlichen Gericht richtet sich nach der Zivilprozessordnung. Das Gesetz über die Gewerbegerichtsbarkeit kommt bei Streitigkeiten zur Anwendung, deren Streitwert 30 000 Franken nicht übersteigt.

<sup>3</sup> Die zwingenden Vorschriften des Bundesrechts über den Gerichtsstand, die Feststellung des Sachverhalts und die Beweiswürdigung bleiben vorbehalten.

#### **Art. 28** Freie Stellen

<sup>1</sup> Bei andauernder erheblicher Arbeitslosigkeit kann der Staatsrat auf Ersuchen der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt verlangen, dass die freien Stellen in besonders betroffenen Branchen, Berufen oder Regionen dem Amt gemeldet werden müssen.

<sup>2</sup> Die Meldung muss gleichzeitig mit der Ausschreibung in den Medien auf dem dafür vorgesehenen Formular gemacht werden.

### *2. ABSCHNITT*

#### *Ausführung des AVG und des OR: Verfahren bei Entlassungen*

#### **Art. 29** Meldung von Entlassungen und Betriebsschliessungen

<sup>1</sup> Die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber müssen dem Amt die Entlassungen und die Betriebsschliessungen nach den Bestimmungen der einschlägigen Bundesgesetzgebung melden, sobald sechs Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer betroffen sind.

<sup>2</sup> Die Meldung muss spätestens am Tag, an dem den Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern die Kündigung mitgeteilt wird, mit dem dafür vorgesehenen Formular gemacht werden.

<sup>3</sup> Das Amt sorgt dafür, dass die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber den Sozialplan nach Bundesrecht ausarbeiten. Es stellt ihnen seine Dienste zur Verfügung, um die berufliche Eingliederung der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer zu gewährleisten, insbesondere indem es die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter seiner regionalen Zentren in die betroffenen Betriebe sendet.

<sup>4</sup> Die bundesrechtlichen Strafbestimmungen über Verletzungen der Meldepflicht bleiben vorbehalten.

#### **Art. 30** Massenentlassungen

Das Amt ist die zuständige Behörde bei Massenentlassungen im Sinne der Artikel 335d ff. OR.

### SECTION 3

#### Application de la LACI

#### Art. 31 Compétences du Service

<sup>1</sup> Le Service assume notamment les compétences suivantes:

- a) exercer les compétences décisionnelles prévues dans la LACI, ainsi que les autres attributions qui lui sont conférées par la législation fédérale, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été déléguées aux offices régionaux;
- b) organiser, gérer et surveiller les offices régionaux, conformément à la législation fédérale;
- c) veiller à l'exécution du mandat de prestations fédéral des offices régionaux et de la logistique des mesures relatives au marché du travail;
- d) coordonner et approuver les actions des offices régionaux et arrêter les directives d'exécution;
- e) déléguer aux communes la compétence de procéder à l'inscription et à la désinscription des demandeurs et demandeuses d'emploi, dans la mesure où le droit fédéral ne s'y oppose pas;
- f) établir un projet cadre des mesures relatives au marché du travail conformément au droit fédéral et en assurer le financement sur la base des subventions versées par la Confédération et de la part cantonale allouée par l'intermédiaire du Fonds cantonal de l'emploi;
- g) mettre à la disposition des demandeurs et demandeuses d'emploi une offre suffisante de mesures de qualification, de perfectionnement et de reconversion professionnels et s'assurer de leur saine gestion financière;
- h) attribuer les mandats aux organisateurs de mesures relatives au marché du travail;
- i) organiser lui-même des mesures relatives au marché du travail dans les domaines où l'offre est insuffisante, notamment en faveur des jeunes chômeurs et chômeuses et des demandeurs et demandeuses d'emploi non qualifiés;
- j) entretenir un contact permanent avec les milieux économiques, les partenaires sociaux, les collectivités publiques, les services sociaux, l'orientation professionnelle et les institutions concernés par la lutte contre le chômage et leur proposer, si nécessaire, des conventions de collaboration. Le Service veille à instaurer une collaboration efficace notamment:
  1. entre les organes compétents en matière de placement et d'assurance-chômage,

### 3. ABSCHNITT

#### Ausführung des AVIG

#### Art. 31 Befugnisse des Amts

<sup>1</sup> Das Amt hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Es übt die Entscheidbefugnisse nach AVIG sowie alle weiteren Befugnisse aus, die ihm von der Bundesgesetzgebung übertragen werden, soweit diese nicht an die regionalen Zentren abgetreten werden.
- b) Es organisiert, leitet und überwacht die regionalen Zentren gemäss der Bundesgesetzgebung.
- c) Es sorgt für den Vollzug des Leistungsauftrags, den der Bund den regionalen Zentren und der Logistik der arbeitsmarktlichen Massnahmen erteilt.
- d) Es koordiniert und genehmigt die Tätigkeit der regionalen Zentren und erlässt die Weisungen für den Vollzug.
- e) Es überträgt die Befugnis für die An- und Abmeldung der Stellensuchenden an die Gemeinden, soweit das Bundesrecht dem nicht entgegensteht.
- f) Es erstellt einen Rahmenplan über die arbeitsmarktlichen Massnahmen gemäss Bundesrecht und stellt deren Finanzierung mit Hilfe der Beiträge des Bundes und des über den kantonalen Beschäftigungsfonds gewährten Beitrags des Kantons sicher.
- g) Es bietet den Stellensuchenden ausreichend Massnahmen zur Qualifizierung, Weiterbildung und Umschulung an und sorgt für die zweckmässige Verwaltung der dazu eingesetzten finanziellen Mittel.
- h) Es schliesst Leistungsaufträge mit den Anbietern von arbeitsmarktlichen Massnahmen ab.
- i) Es organisiert arbeitsmarktliche Massnahmen in den Bereichen, in denen das Angebot nicht ausreicht, insbesondere zugunsten von jungen Arbeitslosen und ungelerten Stellensuchenden.
- j) Es pflegt den ständigen Kontakt mit der Wirtschaft, den Sozialpartnern, den öffentlich-rechtlichen Körperschaften, den Sozialdiensten, der Berufsberatung und den Institutionen, die sich an der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit beteiligen, und schlägt ihnen gegebenenfalls Vereinbarungen zur Zusammenarbeit vor. Das Amt sorgt für eine wirksame Zusammenarbeit insbesondere:
  1. zwischen den für die Arbeitsvermittlung und die Arbeitslosenversicherung zuständigen Organen;



2. avec les associations d'employeurs et de travailleurs ainsi qu'avec d'autres organisations professionnelles et spécialisées,
3. avec les entreprises privées de placement et de location de services,
4. avec d'autres organes intéressés, notamment dans le domaine de l'aide sociale, de l'orientation professionnelle et de l'assurance-invalidité.

<sup>2</sup> Il exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées expressément à une autre autorité.

**Art. 32** Compétences des offices régionaux  
a) En général

<sup>1</sup> Les offices régionaux exécutent le mandat de prestations défini par les autorités fédérales compétentes. Ils sont notamment compétents pour:

- a) procéder à l'inscription et à la désinscription des demandeurs et demandeuses d'emploi, dans la mesure où cette compétence n'a pas été déléguée, et examiner, à titre préliminaire, leur aptitude au placement. La procédure est réglée par le règlement;
- b) conseiller les demandeurs et demandeuses d'emploi et les chômeurs et chômeuses dans leurs démarches en vue de retrouver un emploi;
- c) placer les demandeurs et demandeuses d'emploi et les chômeurs et chômeuses et pourvoir les places que les employeurs et employeuses annoncent vacantes;
- d) assigner les intéressé-e-s aux mesures relatives au marché du travail susceptibles de favoriser une insertion rapide et durable;
- e) exercer les contrôles nécessaires en vue de lutter contre les abus des employeurs et employeuses, des demandeurs et demandeuses d'emploi et des chômeurs et chômeuses;
- f) signaler les abus des entreprises, des collectivités publiques et des associations à but non lucratif.

<sup>2</sup> Les offices régionaux veillent à collaborer efficacement avec la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail ainsi qu'avec les milieux concernés de leur région.

**Art. 33** b) Coordination

<sup>1</sup> Les offices régionaux coordonnent leurs activités avec les services sociaux régionaux et spécialisés en vue de faciliter le placement des demandeurs et demandeuses d'emploi. Une convention détermine le contenu et les modalités de cette collaboration.

2. mit den Arbeitgeber- und Arbeitnehmervereinigungen sowie mit weiteren Berufsorganisationen und Fachverbänden;
3. mit den privaten Arbeitsvermittlern und Personalverleihern;
4. mit anderen betroffenen Organisationen, namentlich im Bereich der Sozialhilfe, der Berufsberatung und der Invalidenversicherung.

<sup>2</sup> Es nimmt alle Aufgaben wahr, die nicht ausdrücklich einer anderen Behörde zugewiesen werden.

**Art. 32** Befugnisse der regionalen Zentren  
a) Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Die regionalen Zentren vollziehen den von den zuständigen Bundesbehörden festgelegten Leistungsauftrag. Sie haben namentlich folgende Befugnisse:

- a) Sie sind für die An- und Abmeldung der Stellensuchenden zuständig, soweit diese Befugnis nicht delegiert wurde, und nehmen eine Vorprüfung der Vermittlungsfähigkeit dieser Personen vor. Das Reglement legt das Verfahren fest.
- b) Sie beraten die Stellensuchenden und Arbeitslosen bei der Arbeitssuche.
- c) Sie vermitteln den stellensuchenden und arbeitslosen Personen Arbeit und besetzen die von den Arbeitgeberinnen und Arbeitgebern gemeldeten freien Stellen wieder.
- d) Sie weisen die Betroffenen den arbeitsmarktlichen Massnahmen zu, die geeignet sind, eine rasche und dauerhafte Eingliederung zu begünstigen.
- e) Sie kontrollieren Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber sowie Stellensuchende und Arbeitslose, um Missbräuche zu bekämpfen.
- f) Sie weisen auf Missbräuche seitens der Unternehmen, der öffentlich-rechtlichen Körperschaften und der nicht gewinnorientierten Institutionen hin.

<sup>2</sup> Die regionalen Zentren sorgen für eine wirksame Zusammenarbeit mit der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt und den betroffenen Kreisen in ihrer Region.

**Art. 33** b) Koordination

<sup>1</sup> Die regionalen Zentren koordinieren ihre Tätigkeit mit den regionalen Sozialdiensten und jenen Sozialdiensten, die darauf spezialisiert sind, die Vermittlung von Stellensuchenden zu fördern. Der Inhalt und die Modalitäten dieser Zusammenarbeit werden in einer Vereinbarung geregelt.

<sup>2</sup> Ils coordonnent également leurs activités avec le service chargé de l'orientation professionnelle et de la formation en vue de faciliter l'insertion des demandeurs et demandeuses d'emploi, notamment lorsqu'une réorientation professionnelle est nécessaire.

<sup>3</sup> Dans le cadre de la coordination, les offices régionaux peuvent échanger les données concernant les demandeurs et demandeuses d'emploi avec les services concernés.

**Art. 34** c) Responsabilité

L'Etat assume la responsabilité des offices régionaux envers la Confédération, conformément à la législation fédérale.

**Art. 35** Caisse publique de chômage  
a) Organisation

<sup>1</sup> L'Etat gère une caisse publique de chômage, au sens de la législation fédérale, sous le nom de Caisse publique de chômage du canton de Fribourg (ci-après: la Caisse publique).

<sup>2</sup> La Caisse publique est un établissement autonome, sans personnalité juridique, rattaché administrativement à la Direction.

<sup>3</sup> Elle est dirigée par un administrateur ou une administratrice, responsable de la gestion.

<sup>4</sup> L'administrateur ou l'administratrice et le personnel sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat. La possibilité de décider des suppressions de postes consécutives à une diminution des demandeurs et demandeuses d'emploi demeure réservée.

**Art. 36** b) Responsabilité

L'Etat assume la responsabilité de la Caisse publique envers la Confédération, conformément à la législation fédérale.

**Art. 37** c) Usagers

<sup>1</sup> La Caisse publique est ouverte à toutes les personnes domiciliées sur le territoire du canton ainsi qu'à toutes les personnes travaillant ou ayant travaillé en dernier lieu dans le canton.

<sup>2</sup> Elle est, en outre, à la disposition des entreprises situées dans le canton pour verser les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail et d'intempéries.

<sup>3</sup> Elle est seule compétente pour verser les indemnités en cas d'insolvabilité.

<sup>2</sup> Sie koordinieren ausserdem ihre Tätigkeit mit den für Berufsberatung und Berufsbildung zuständigen Ämtern, um die berufliche Eingliederung der Stellensuchenden zu erleichtern, namentlich wenn eine berufliche Umschulung nötig ist.

<sup>3</sup> Im Rahmen der Koordination ihrer Tätigkeit können die regionalen Zentren mit den betroffenen Dienststellen Daten der Stellensuchenden austauschen.

**Art. 34** c) Haftung

Der Staat haftet für die regionalen Zentren dem Bund gegenüber gemäss Bundesgesetzgebung.

**Art. 35** Öffentliche Arbeitslosenkasse  
a) Organisation

<sup>1</sup> Der Staat führt eine öffentliche Arbeitslosenkasse im Sinne der Bundesgesetzgebung. Sie trägt die Bezeichnung Öffentliche Arbeitslosenkasse des Kantons Freiburg (die Öffentliche Kasse).

<sup>2</sup> Die Öffentliche Kasse ist eine autonome Institution ohne Rechtspersönlichkeit, die administrativ der Direktion zugewiesen ist.

<sup>3</sup> Sie wird von einer Verwalterin oder einem Verwalter geleitet, die oder der für die Geschäftsführung verantwortlich ist.

<sup>4</sup> Die Verwalterin oder der Verwalter und das Personal unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal. Die Möglichkeit von Stellenaufhebungen bei rückläufiger Zahl der Stellensuchenden bleibt vorbehalten.

**Art. 36** b) Haftung

Der Staat haftet für die Öffentliche Kasse dem Bund gegenüber gemäss Bundesgesetzgebung.

**Art. 37** c) Bezügerinnen und Bezüger

<sup>1</sup> Die Öffentliche Kasse steht allen Personen offen, die ihren Wohnsitz im Kanton Freiburg haben oder die im Kanton Freiburg arbeiten oder zuletzt gearbeitet haben.

<sup>2</sup> Sie steht ausserdem den Unternehmen im Kanton zur Auszahlung der Kurzarbeits- und Schlechtwetterentschädigungen zur Verfügung.

<sup>3</sup> Sie ist allein zuständig für die Auszahlung der Insolvenzenschädigungen.

**Art. 38** d) Gestion

<sup>1</sup> L'administrateur ou l'administratrice gère la Caisse publique conformément aux prescriptions du droit fédéral et du droit cantonal.

<sup>2</sup> Il ou elle prend toutes les mesures utiles en vue d'en assurer une gestion rationnelle.

<sup>3</sup> Il ou elle représente l'établissement envers les tiers ainsi qu'en cas de litige. Une délégation interne demeure toutefois possible.

<sup>4</sup> Le contrôle de la gestion, la révision des paiements et la surveillance sont effectués conformément aux prescriptions du droit fédéral.

**Art. 39** e) Droit de représentation

Pour les opérations financières, la Caisse publique est engagée par la signature collective à deux de l'administrateur ou de l'administratrice et de l'un ou l'une des collaborateurs ou collaboratrices responsables de la comptabilité et des paiements ou par la signature collective à deux de l'une de ces personnes et du conseiller d'Etat ou de la conseillère d'Etat responsable de la Direction ou du ou de la secrétaire général-e de la Direction.

**Art. 40** f) Offices de paiement

Au besoin, des offices de paiement peuvent être créés dans les districts ou par région, avec l'accord de la Direction.

*SECTION 4*

*Application de la LTr*

**Art. 41** Compétences de l'inspection du travail

<sup>1</sup> L'inspection du travail est compétente pour prendre toutes les décisions et accorder toutes les autorisations prévues par la loi et les ordonnances fédérales, en tant qu'elles ne sont pas expressément réservées à une autre autorité désignée par la présente loi.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes en matière de police cantonale ou communale, de police des constructions, de police du feu et de police sanitaire peuvent être appelées à collaborer à l'application de la législation en la matière.

**Art. 38** d) Verwaltung

<sup>1</sup> Die Verwalterin oder der Verwalter führt die Öffentliche Kasse gemäss den Vorschriften des Bundesrechts und des kantonalen Rechts.

<sup>2</sup> Sie oder er trifft alle Massnahmen, die für eine rationelle Geschäftsführung der Öffentlichen Kasse notwendig sind.

<sup>3</sup> Sie oder er vertritt die Institution gegenüber Dritten und bei Rechtsstreitigkeiten. Diese Befugnis kann intern auch einer anderen Person übertragen werden.

<sup>4</sup> Für die Geschäftsführungsprüfung, die Revision der Auszahlungen und die Aufsicht gelten die Vorschriften der Bundesgesetzgebung.

**Art. 39** e) Vertretungsbefugnis

Bei Finanzgeschäften wird die Öffentliche Kasse durch die Kollektivunterschrift zu zweit folgender Personen verpflichtet: der Verwalterin oder des Verwalters und einer für Buchhaltung und Zahlungen verantwortlichen angestellten Person, oder einer dieser beiden Personen und der Direktionsvorsteherin oder des Direktionsvorstehers oder der Generalsekretärin oder des Generalsekretärs der Direktion.

**Art. 40** f) Zahlstellen

Bei Bedarf können mit dem Einverständnis der Direktion in den Bezirken oder Regionen Zahlstellen geschaffen werden.

*4. ABSCHNITT*

*Ausführung des ArG*

**Art. 41** Befugnisse des Arbeitsinspektorats

<sup>1</sup> Das Arbeitsinspektorat trifft die Verfügungen und erteilt die Bewilligungen nach dem Bundesgesetz und den Bundesverordnungen, soweit sie nicht ausdrücklich in die Zuständigkeit einer andern, in diesem Gesetz bezeichneten Behörde fallen.

<sup>2</sup> Die für Kantons- oder Gemeindepolizei, Baupolizei, Feuer- und Sanitätspolizei zuständigen Organe können bei der Ausführung der einschlägigen Gesetzgebung beigezogen werden.

**Art. 42** Compétences du conseil communal

Le conseil communal remplit, en accord avec le Service, les tâches que les dispositions de la présente loi lui attribuent.

**Art. 43** Répertoire des entreprises  
a) Entreprises non industrielles

<sup>1</sup> Le conseil communal établit et tient constamment à jour un répertoire des entreprises non industrielles soumises à la loi fédérale.

<sup>2</sup> Les inscriptions dans ce répertoire, ainsi que leur modification, doivent être immédiatement communiquées, par écrit, au Service.

<sup>3</sup> En cas de doute quant à l'applicabilité de la loi fédérale à une entreprise non industrielle ou à certains travailleurs et travailleuses occupés dans une entreprise industrielle ou non industrielle, le conseil communal soumet le cas à l'appréciation du Service qui statue comme autorité de première instance.

<sup>4</sup> Tout employeur ou toute employeuse doit informer l'autorité communale de la création, du transfert, de la remise ou de la fermeture de son entreprise ainsi que des mesures modifiant la nature de l'exploitation.

**Art. 44** b) Entreprises industrielles

<sup>1</sup> Le Service décide de l'assujettissement aux prescriptions spéciales relatives aux entreprises industrielles des entreprises et parties d'entreprises qui en répondent à la définition.

<sup>2</sup> Il décide également de la modification ou de l'abrogation de l'assujettissement.

<sup>3</sup> Le Service tient le registre cantonal des entreprises industrielles.

**Art. 45** Plans de construction et autorisation d'exploiter une entreprise industrielle  
a) Demandes

<sup>1</sup> Les demandes d'approbation des plans concernant la construction, la transformation ou l'agrandissement d'une entreprise industrielle doivent être adressées au Service, accompagnées des pièces prévues par la législation fédérale.

<sup>2</sup> Les demandes d'autorisation d'exploiter une entreprise industrielle doivent être adressées au Service.

**Art. 42** Befugnisse des Gemeinderats

Der Gemeinderat erfüllt im Einvernehmen mit dem Amt die Aufgaben, die ihm durch dieses Gesetz übertragen werden.

**Art. 43** Betriebsverzeichnis  
a) Nichtindustrielle Betriebe

<sup>1</sup> Der Gemeinderat führt laufend ein Verzeichnis über die dem Arbeitsgesetz unterstellten nichtindustriellen Betriebe.

<sup>2</sup> Alle Eintragungen und Änderungen in diesem Verzeichnis müssen dem Amt umgehend schriftlich gemeldet werden.

<sup>3</sup> Bestehen Zweifel darüber, ob das Arbeitsgesetz für einen nichtindustriellen Betrieb oder für gewisse Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in industriellen oder nichtindustriellen Betrieben gilt, so unterbreitet der Gemeinderat den Fall dem Amt, das in erster Instanz entscheidet.

<sup>4</sup> Alle Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber müssen der Gemeindebehörde die Errichtung eines Betriebes sowie die Verlegung oder Übergabe, die Einstellung der Tätigkeit und alle Vorkehren mitteilen, die die Art eines Betriebes ändern könnten.

**Art. 44** b) Industrielle Betriebe

<sup>1</sup> Das Amt entscheidet, welche Betriebe und Betriebsabteilungen, die die Voraussetzungen eines industriellen Betriebs erfüllen, den speziellen Vorschriften für industrielle Betriebe unterstellt werden.

<sup>2</sup> Es entscheidet auch über die Änderung oder Löschung der Unterstellung.

<sup>3</sup> Das Amt führt das kantonale Register der industriellen Betriebe.

**Art. 45** Baupläne und Betriebsbewilligung für industrielle Betriebe  
a) Gesuche

<sup>1</sup> Die Gesuche um Genehmigung der Pläne für den Bau, die Umgestaltung oder Vergrößerung eines industriellen Betriebes müssen dem Amt zusammen mit den in der Bundesgesetzgebung verlangten Schriftstücken unterbreitet werden.

<sup>2</sup> Die Gesuche um Betriebsbewilligung eines industriellen Betriebes muss an das Amt gerichtet werden.

**Art. 46** b) Décisions

Les décisions d'approbation des plans et d'autorisation d'exploiter sont prises par l'inspection du travail.

**Art. 47** c) Construction, transformation ou agrandissement d'une entreprise non industrielle

<sup>1</sup> L'autorité compétente en matière de police des constructions doit soumettre à l'inspection du travail, pour préavis, toute demande d'autorisation de construire, de transformer ou d'agrandir formulée par une entreprise non industrielle.

<sup>2</sup> L'inspection du travail peut demander que des mesures spéciales nécessaires, au sens de la loi fédérale ou de ses ordonnances d'application, soient imposées par le permis de construire.

**Art. 48** Durée du travail et repos  
a) Contrôle des heures de travail

L'employeur ou l'employeuse a l'obligation de tenir un contrôle des heures de travail effectuées. Ce contrôle doit permettre en tout temps l'établissement du nombre des heures de travail fournies par chaque travailleur et chaque travailleuse.

**Art. 49** b) Jours fériés

<sup>1</sup> Les jours fériés sont les jours assimilés au dimanche au sens de la loi fédérale et durant lesquels il est interdit d'exercer les activités décrites dans le règlement.

<sup>2</sup> Les jours fériés suivants sont applicables à l'ensemble du canton: Nouvel-An, Vendredi-Saint, Ascension et Noël.

<sup>3</sup> Sont également fériés les jours suivants:

- a) dans les communes à population majoritairement catholique romaine:
  - Fête-Dieu, Assomption, Toussaint, Immaculée-Conception;
- b) dans les communes à population majoritairement évangélique réformée:
  - lendemain du Nouvel-An, lundi de Pâques, lundi de Pentecôte, lendemain de Noël.

<sup>4</sup> Pour des raisons historiques, le Conseil d'Etat peut autoriser des exceptions à la répartition des jours fériés.

<sup>5</sup> Le lieu du travail détermine le droit aux jours fériés.

**Art. 46** b) Verfügen

Das Arbeitsinspektorat entscheidet über die Genehmigung der Baupläne und Betriebsbewilligungen.

**Art. 47** c) Bau, Umgestaltung und Vergrößerung von nichtindustriellen Betrieben

<sup>1</sup> Die für die Baupolizei zuständige Behörde unterbreitet alle Gesuche, die von nichtindustriellen Betrieben für den Bau, die Umgestaltung oder die Vergrößerung an sie gerichtet werden, dem Arbeitsinspektorat zur Stellungnahme.

<sup>2</sup> Das Arbeitsinspektorat kann verlangen, dass an die Baubewilligung besondere Massnahmen geknüpft werden, die im Sinne des Bundesgesetzes oder seiner Ausführungsverordnungen nötig sind.

**Art. 48** Arbeits- und Ruhezeit  
a) Kontrolle der Arbeitsstunden

Die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber müssen eine Kontrolle der geleisteten Arbeitsstunden führen; diese muss jederzeit erlauben, die Zahl der von jeder Arbeitnehmerin und jedem Arbeitnehmer geleisteten Arbeitsstunden festzustellen.

**Art. 49** b) Feiertage

<sup>1</sup> Feiertage gelten im Sinne des Bundesgesetzes als Sonntage. An diesen Tagen ist die Ausübung der im Reglement beschriebenen Tätigkeiten verboten.

<sup>2</sup> Folgende Feiertage gelten für das gesamte Kantonsgebiet: Neujahr, Karfreitag, Auffahrt und Weihnachten.

<sup>3</sup> Die folgenden Tage gelten ebenfalls als Feiertage:

- a) in den Gemeinden mit einer mehrheitlich römisch-katholischen Bevölkerung:
  - Fronleichnam, Mariä Himmelfahrt, Allerheiligen und Mariä Empfängnis;
- b) in den Gemeinden mit einer mehrheitlich evangelisch-reformierten Bevölkerung:
  - Berchtoldstag, Ostermontag, Pfingstmontag und Stephanstag.

<sup>4</sup> Der Staatsrat kann aus historischen Gründen Ausnahmen von der Aufteilung der Feiertage bewilligen.

<sup>5</sup> Der Anspruch auf Feiertage hängt vom Arbeitsort ab.

**Art. 50** Protection des jeunes travailleurs

Le Conseil d'Etat règle les procédures relatives aux annonces et autres autorisations prévues par le droit fédéral sur la protection des jeunes travailleurs (OLT 5; RS 822.115).

**Art. 51** Approbation du règlement d'entreprise

La demande d'approbation du règlement d'entreprise ou de sa modification doit être adressée à l'inspection du travail.

**Art. 52** Contrôle

<sup>1</sup> Le contrôle des entreprises prévu par la loi fédérale se fait par l'inspection du travail, sans qu'une annonce préalable soit requise.

<sup>2</sup> A la demande de l'inspection du travail, le préfet peut charger les communes, la police communale et la Police cantonale de certaines tâches déterminées.

**Art. 53** Mesures de contrainte administrative

<sup>1</sup> Les mesures de contrainte administrative prévues par la loi fédérale sont prises par l'inspection du travail.

<sup>2</sup> La procédure d'opposition à l'utilisation des locaux ou des installations et la fermeture de l'entreprise pour une période déterminée sont prévues par le règlement.

**Art. 54** Dénonciations

Les dénonciations pour inobservation des prescriptions fédérales et cantonales ou d'une décision administrative doivent être adressées à l'inspection du travail.

*SECTION 5*

*Application de la LAA, de l'OPA et de la loi sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques*

**Art. 55** Organe d'exécution

<sup>1</sup> L'inspection du travail veille à l'application des prescriptions sur la sécurité au travail dans les entreprises ainsi qu'à l'application des prescriptions sur la sécurité des installations et appareils techniques, à moins qu'un autre organe d'exécution ne soit compétent. A cet effet, elle est habilitée à:

**Art. 50** Jugendarbeitsschutz

Der Staatsrat regelt die Verfahren für die Meldungen und Bewilligungen nach der Bundesgesetzgebung über den Jugendarbeitsschutz. <sup>1)</sup>

<sup>1)</sup> ArGV 5; SR 822.115.

**Art. 51** Genehmigung der Betriebsordnung

Die Gesuche um Genehmigung oder Änderung der Betriebsordnung sind an das Arbeitsinspektorat zu richten.

**Art. 52** Kontrolle

<sup>1</sup> Die Betriebskontrolle nach dem Bundesgesetz wird vom Arbeitsinspektorat durchgeführt; dafür braucht es keine vorherige Meldung.

<sup>2</sup> Auf Ersuchen des Arbeitsinspektorats kann die Oberamtsperson den Gemeinden, der Gemeindepolizei und der Kantonspolizei bestimmte Aufgaben übertragen.

**Art. 53** Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörde

<sup>1</sup> Die Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörde gemäss Bundesgesetz werden vom Arbeitsinspektorat getroffen.

<sup>2</sup> Das Reglement legt das Verfahren fest, das zu befolgen ist, wenn es darum geht, die Benützung von Räumen oder Einrichtungen zu verhindern oder einen Betrieb für eine bestimmte Zeit zu schliessen.

**Art. 54** Anzeigen

Anzeigen wegen Nichtbefolgens der Vorschriften des Bundes oder des Kantons oder einer Verfügungsverfügung sind an das Arbeitsinspektorat zu richten.

*5. ABSCHNITT*

*Ausführung des UVG, der VUV und des Bundesgesetzes über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten*

**Art. 55** Vollzugsorgan

<sup>1</sup> Das Arbeitsinspektorat sorgt dafür, dass die Vorschriften über die Arbeitssicherheit in den Betrieben sowie die Sicherheitsvorschriften für technische Einrichtungen und Geräte beachtet werden, soweit dafür nicht ein anderes Vollzugsorgan zuständig ist. Zu diesem Zweck kann es:

- a) contrôler les entreprises, d'office ou sur plainte (art. 60 à 63 OPA);
- b) contraindre les entreprises, par des instructions, à se conformer à leurs obligations légales (art. 64 et 65 OPA);
- c) exécuter ses décisions entrées en force ou les mesures provisoires qu'elle ordonne au moyen de l'augmentation des primes ou des mesures de contrainte (art. 66 et 67 OPA).

<sup>2</sup> Les employeurs et employeuses et les travailleurs et travailleuses peuvent requérir de l'inspection du travail les conseils nécessaires en vue de se conformer aux prescriptions sur la sécurité au travail; les informations sont fournies gratuitement.

<sup>3</sup> L'inspection du travail informe de manière appropriée les autorités intéressées et les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs sur les aspects essentiels de son activité.

#### **Art. 56** Autorité cantonale d'entraide administrative

<sup>1</sup> Les organes d'exécution de la Confédération et des cantons doivent adresser leurs demandes d'entraide administrative au Service lorsqu'ils recourent à la force publique en vue de l'exécution de leurs décisions.

<sup>2</sup> Le Service transmet sans délai les instructions de l'organe d'exécution cantonal ou fédéral à la Police cantonale ou communale.

<sup>3</sup> La Police cantonale ou communale est liée par les instructions des organes d'exécution de la Confédération et des cantons; elle répond uniquement de l'exécution correcte des ordres qu'elle reçoit.

#### **Art. 57** Organisme de coordination

<sup>1</sup> La collaboration entre les autorités et les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs est assurée par la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail.

<sup>2</sup> Celle-ci exerce les attributions suivantes:

- a) elle se détermine sur les lignes directrices de la politique cantonale et inter-cantonale en matière de sécurité et d'hygiène au travail;
- b) elle émet un avis sur les priorités que l'organe cantonal d'exécution doit respecter dans l'exercice de son activité;
- c) elle développe un projet d'information et de formation en matière de sécurité et d'hygiène au travail;

- a) die Betriebe von Amtes wegen oder auf eine Anzeige hin kontrollieren (Art. 60–63 VUV);
- b) einen Betrieb mit einer Verfügung zur Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften zwingen (Art. 64 und 65 VUV);
- c) seine vollstreckbaren Verfügungen oder die von ihm getroffenen vorsorglichen Massnahmen durch eine Prämienhöhung oder durch Zwangsmassnahmen durchsetzen (Art. 66 und 67 VUV).

<sup>2</sup> Die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber und die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer können den Rat des Arbeitsinspektorats über die einschlägigen Vorschriften zur Arbeitssicherheit einholen. Diese Auskünfte sind unentgeltlich.

<sup>3</sup> Das Arbeitsinspektorat orientiert die betreffenden Behörden sowie die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen in zweckmässiger Weise über die wichtigsten Aspekte seines Tätigkeitsbereichs.

#### **Art. 56** Kantonale Rechtshilfebehörde

<sup>1</sup> Die Vollzugsorgane des Bundes und des Kantons richten ihre Rechtshilfege-suche zur Vollstreckung rechtskräftiger Verfügungen an das Amt.

<sup>2</sup> Das Amt leitet die Anweisungen der Vollzugsorgane des Bundes und des Kantons umgehend an die Kantons- oder Gemeindepolizei weiter.

<sup>3</sup> Die Kantons- und die Gemeindepolizei sind an die Anweisungen der Vollzugsorgane des Bundes und des Kantons gebunden. Sie ist ausschliesslich für die korrekte Ausführung der erhaltenen Anweisungen verantwortlich.

#### **Art. 57** Koordinationsstelle

<sup>1</sup> Die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt gewährleistet die Zusammenarbeit zwischen den Behörden und den Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen.

<sup>2</sup> Sie hat folgende Aufgaben:

- a) Sie nimmt Stellung zu den Richtlinien der kantonalen und interkantonalen Politik zur Arbeitssicherheit und Gesundheitsvorsorge in den Betrieben.
- b) Sie nimmt Stellung zu den Prioritäten, die das kantonale Vollzugsorgan in seiner Tätigkeit zu befolgen hat.
- c) Sie entwickelt im Hinblick auf die Arbeitssicherheit und die Gesundheitsvorsorge in den Betrieben ein Informations- und Ausbildungskonzept.

- d) elle établit, au besoin, des recommandations à l'intention de groupes déterminés d'entreprises;
- e) elle peut se saisir de toute autre affaire, d'ordre général ou particulier, lorsque l'accomplissement de son mandat le rend nécessaire.

**Art. 58** Avis en cas d'accidents

<sup>1</sup> La Police cantonale ou communale avise sans délai l'inspection du travail des accidents de travail dont elle a connaissance.

<sup>2</sup> L'avis n'est soumis à aucune forme.

**Art. 59** Mesures de contrainte administrative

<sup>1</sup> Les mesures de contrainte administrative prévues par la loi fédérale sont prises par l'inspection du travail.

<sup>2</sup> La procédure d'interdiction de l'utilisation des locaux ou des installations, la saisie de substances ou d'objets et la fermeture de l'entreprise pour une période déterminée sont prévues par le règlement.

*SECTION 6*

*Application de la LTrD*

**Art. 60** Compétences

L'inspection du travail exerce les compétences prévues par le droit fédéral.

**Art. 61**

Elle a notamment les attributions suivantes:

- a) trancher d'office ou à la requête d'un ou d'une intéressé-e si, dans un cas particulier, il y a doute sur l'application de la loi;
- b) tenir le registre cantonal des employeurs et employeuses qui font exécuter du travail à domicile, conformément au droit fédéral;
- c) surveiller la tenue des listes des travailleurs et travailleuses à domicile dressées par les employeurs et employeuses;
- d) accorder des dérogations en vertu du droit fédéral;
- e) établir, à l'attention des autorités fédérales compétentes, un rapport annuel sur l'exécution de la loi.

- d) Sie erstellt nach Bedarf Empfehlungen für bestimmte Unternehmensgruppen.
- e) Sie kann sich weiterer allgemeiner oder spezieller Angelegenheiten annehmen, wenn dies für die Erfüllung ihrer Aufgaben nötig ist.

**Art. 58** Meldepflicht bei Unfällen

<sup>1</sup> Erfährt die Kantons- oder Gemeindepolizei, dass sich ein Arbeitsunfall ereignet hat, so muss sie dies unverzüglich dem Arbeitsinspektorat melden.

<sup>2</sup> Die Meldung ist an keine Form gebunden.

**Art. 59** Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörde

<sup>1</sup> Die Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörde gemäss Bundesgesetz werden vom Arbeitsinspektorat getroffen.

<sup>2</sup> Das Reglement legt das Verfahren fest, das zu befolgen ist, wenn es darum geht, die Benützung von Räumen oder Einrichtungen zu verhindern oder einen Betrieb für eine bestimmte Zeit zu schliessen.

*6. ABSCHNITT*

*Ausführung des HARg*

**Art. 60** Befugnisse

Die Befugnisse des Arbeitsinspektorats richten sich nach dem Bundesrecht.

**Art. 61**

Das Arbeitsinspektorat hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Es entscheidet von Amtes wegen oder auf Begehren einer betroffenen Person, wenn in einem bestimmten Fall Zweifel am Vollzug des Gesetzes bestehen.
- b) Es führt gemäss Bundesrecht das kantonale Register über die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber, die Heimarbeit vergeben.
- c) Es kontrolliert die von den Arbeitgeberinnen und Arbeitgebern geführten Heimarbeiterinnen- und Heimarbeiterlisten.
- d) Es gestattet Abweichungen gemäss Bundesgesetz.
- e) Es erstattet den zuständigen Bundesbehörden jährlich Bericht über den Vollzug des Bundesgesetzes.



## SECTION 7

*Application du CO et de la LECCT en matière de contrats types et de conventions collectives de travail*

**Art. 62** Contrats types de travail  
a) Compétences du Conseil d'Etat

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente en matière de contrats types de travail au sens du code des obligations.

<sup>2</sup> A ce titre, il édicte des contrats types pour les travailleurs et travailleuses agricoles et le service de maison ou pour les branches dans lesquelles cela s'avère nécessaire.

**Art. 63** b) Compétences de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail

<sup>1</sup> La Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail remplit les tâches qui lui sont assignées par la législation fédérale (art. 360b CO).

<sup>2</sup> Elle doit en outre:

- a) établir les documents reflétant les usages, sur la base des directives de l'observatoire du marché du travail;
- b) contrôler le respect des salaires minimaux fixés par les contrats types de travail, conformément à la loi fédérale;
- c) définir et publier régulièrement des informations pertinentes relatives aux salaires usuels dans certaines branches et pour certaines catégories de salariés.

**Art. 64** Conventions collectives de travail  
a) Compétences du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat exerce les compétences suivantes en matière de conventions collectives de travail:

- a) il décide l'extension du champ d'application d'une convention collective;
- b) il fixe le champ d'application quant au territoire, à la branche économique ou à la profession, ainsi que la date d'entrée en vigueur et la durée de validité;
- c) il prononce les modifications des clauses étendues et l'extension de nouvelles clauses;

## 7. ABSCHNITT

*Ausführung des OR und des AVEG im Zusammenhang mit den Normal- und Gesamtarbeitsverträgen*

**Art. 62** Normalarbeitsverträge  
a) Befugnisse des Staatsrats

<sup>1</sup> Der Staatsrat ist die für Normalarbeitsverträge zuständige Behörde im Sinne des Obligationenrechts.

<sup>2</sup> Er erlässt Normalarbeitsverträge für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in der Landwirtschaft und im Hausdienst sowie in den Wirtschaftszweigen, in denen ein Bedarf besteht.

**Art. 63** b) Befugnisse der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt

<sup>1</sup> Die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt erfüllt ihre Aufgaben gemäss Bundesgesetzgebung (Art. 360b OR).

<sup>2</sup> Sie muss ferner:

- a) gestützt auf die Weisungen des Organs zur Beobachtung des Arbeitsmarkts Unterlagen erarbeiten, die die berufs- und ortsüblichen Arbeitsbedingungen widerspiegeln;
- b) die Einhaltung der durch Normalarbeitsverträge festgelegten Mindestlöhne gemäss Bundesgesetz kontrollieren;
- c) relevante Informationen über die üblichen Löhne in bestimmten Wirtschaftszweigen und Berufskategorien aufstellen und regelmässig veröffentlichen.

**Art. 64** Gesamtarbeitsverträge  
a) Befugnisse des Staatsrats

Der Staatsrat hat folgende Befugnisse für die Gesamtarbeitsverträge:

- a) Er beschliesst die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen.
- b) Er legt den Geltungsbereich in Bezug auf das Gebiet, den Wirtschaftszweig oder den Beruf sowie das Datum des Inkrafttretens und die Dauer der Allgemeinverbindlicherklärung fest.
- c) Er verfügt die Änderung oder Ausdehnung von allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen.

- d) il proroge ou abroge les décisions d'extension;
- e) il rapporte les décisions d'extension.

**Art. 65** b) Compétences du Service

Le Service exerce les compétences suivantes:

- a) il analyse le besoin d'extension des conventions collectives dans des secteurs professionnels particuliers;
- b) il assiste les parties en vue de l'extension des conventions collectives;
- c) il est chargé de la procédure instituée par la loi fédérale;
- d) il est l'organe de surveillance prévu par la loi fédérale;
- e) il est compétent pour désigner, à la place de l'organe de contrôle institué par la convention, un organe de contrôle indépendant des parties.

*SECTION 8*

*Application de la loi sur les travailleurs détachés*

**Art. 66** Compétences du Conseil d'Etat

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat édicte, au besoin, les contrats types prévus par le droit fédéral.

<sup>2</sup> Le cas échéant, il édicte les dispositions d'exécution complémentaires.

**Art. 67** Compétences du Service

<sup>1</sup> Le Service a les attributions suivantes:

- a) il effectue, par le biais de la surveillance du marché du travail, tous les contrôles qui ne sont pas expressément confiés à une autre autorité par le droit fédéral ou le droit cantonal, en sollicitant, au besoin, le concours des autorités communales ou d'autres instances étatiques;
- b) il prend les sanctions administratives prévues par le droit fédéral;
- c) il transmet les rapports de contrôle et ses décisions à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail;

- d) Er verlängert oder hebt Allgemeinverbindlicherklärungen auf.
- e) Er setzt Allgemeinverbindlicherklärungen ausser Kraft.

**Art. 65** b) Befugnisse des Amts

Das Amt hat folgende Befugnisse:

- a) Es prüft, ob für die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen in besonderen Berufssparten ein Bedarf besteht.
- b) Es unterstützt die Parteien im Hinblick auf die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen.
- c) Es ist mit der Leitung des Verfahrens nach Bundesgesetz beauftragt.
- d) Es ist Aufsichtsorgan im Sinne des Bundesgesetzes.
- e) Es ist ermächtigt, an Stelle der im Vertrag vorgesehenen Kontrollorgane ein besonderes, von den Vertragsparteien unabhängiges Kontrollorgan zu bestimmen.

*8. ABSCHNITT*

*Ausführung des Gesetzes über die in die Schweiz entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer*

**Art. 66** Befugnisse des Staatsrats

<sup>1</sup> Der Staatsrat erlässt bei Bedarf Normalarbeitsverträge gemäss Bundesgesetzgebung.

<sup>2</sup> Gegebenenfalls erlässt er weitere Vollzugsbestimmungen.

**Art. 67** Befugnisse des Amts

<sup>1</sup> Das Amt hat folgende Befugnisse:

- a) Es führt über die Arbeitsmarktüberwachung alle Kontrollen durch, die nicht ausdrücklich einer anderen, durch die eidgenössische oder kantonale Gesetzgebung bezeichneten Behörde übertragen werden. Es kann bei Bedarf die Unterstützung der Gemeindebehörden oder anderer staatlicher Behörden anfordern.
- b) Es entscheidet über Verwaltungssanktionen gemäss der Bundesgesetzgebung.
- c) Es leitet die Kontrollberichte und seine Verfügungen an die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt weiter.

- d) il tranche les litiges, en particulier ceux qui sont mentionnés à l'article 360b al. 5 CO;
- e) il remplit toutes les autres tâches qui ne sont pas expressément confiées à un autre organe par la présente loi.

<sup>2</sup> Le Service peut déléguer les tâches de contrôle à un organe composé paritairement, externe à l'administration. La délégation se fait sous forme de mandat de prestations.

**Art. 68** Compétences du service chargé de l'application du droit des étrangers

<sup>1</sup> Le service chargé de l'application du droit des étrangers est l'autorité compétente en matière de procédure d'annonce au sens de la législation fédérale.

<sup>2</sup> Il reçoit en particulier l'annonce qui ne serait pas formulée en ligne directement auprès des autorités fédérales compétentes.

<sup>3</sup> Il informe la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, dans un délai de deux jours, de chaque annonce qui lui est transmise et enregistré sans tarder l'annonce complète dans le Système d'information central sur la migration (Symic).

**Art. 69** Mesures de contrainte administrative

<sup>1</sup> En cas de suspicion d'infraction à la législation fédérale et si l'entreprise refuse de collaborer à l'établissement des faits, le Service peut ordonner la suspension immédiate de l'activité de cette entreprise.

<sup>2</sup> La procédure est prévue par le règlement.

*SECTION 9*

*Application de la LTN*

**Art. 70** Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat définit périodiquement, sur la proposition de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, la stratégie de l'Etat en matière de lutte contre le travail au noir.

**Art. 71** Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail

La Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail définit les objectifs et plans d'action cantonaux en matière de lutte contre le travail au noir.

- d) Es entscheidet über Streitigkeiten, insbesondere über die Streitfälle nach Artikel 360b Abs. 5 OR.

- e) Es erfüllt alle übrigen Aufgaben, die durch dieses Gesetz nicht ausdrücklich einer anderen Behörde übertragen werden.

<sup>2</sup> Das Amt kann seine Kontrollaufgaben einem verwaltungsexternen paritätischen Organ übertragen. Die Aufgabendelegation erfolgt in Form eines Leistungsauftrags.

**Art. 68** Befugnisse des für den Vollzug des Ausländerrechts zuständigen Amts

<sup>1</sup> Das für den Vollzug des Ausländerrechts zuständige Amt ist für das Meldeverfahren im Sinne der Bundesgesetzgebung zuständig.

<sup>2</sup> Es empfängt insbesondere alle Meldungen, die nicht direkt den zuständigen Bundesbehörden elektronisch zugestellt werden.

<sup>3</sup> Es informiert die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt innert zwei Tagen über jede Meldung, die ihm zugestellt wird, und registriert die vollständige Meldung unverzüglich im Zentralen Migrationsinformationssystem (ZEMIS).

**Art. 69** Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden

<sup>1</sup> Besteht ein Verdacht auf Verstoss gegen die Bundesgesetzgebung und weigert sich der Betrieb, bei der Feststellung des Sachverhalts mitzuwirken, so kann das Amt umgehend die Einstellung des Betriebs anordnen.

<sup>2</sup> Das Verfahren wird im Reglement festgelegt.

*9. ABSCHNITT*

*Ausführung des BGSA*

**Art. 70** Staatsrat

Der Staatsrat legt auf Antrag der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt periodisch die Strategie des Kantons bei der Bekämpfung der Schwarzarbeit fest.

**Art. 71** Kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt

Die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt definiert die Ziele und Aktionspläne des Kantons bei der Bekämpfung der Schwarzarbeit.

**Art. 72** Service

## a) Tâches et attributions

<sup>1</sup> Le Service effectue les contrôles prévus par le droit fédéral par le biais de la surveillance du marché du travail.

<sup>2</sup> En cas de besoin, il peut recourir aux services d'experts ou d'expertes externes à l'administration.

<sup>3</sup> Il veille à ce que les personnes chargées des contrôles disposent des connaissances et des compétences nécessaires en matière de contrôle du marché du travail.

<sup>4</sup> Il veille à ce que le personnel chargé des contrôles respecte l'obligation de garder le secret et celle de protéger les données.

<sup>5</sup> Il s'assure que le personnel travaillant au sein de l'organe de contrôle cantonal ou pour cet organe ne se trouve pas dans un rapport de concurrence économique directe avec les personnes ou les entreprises contrôlées.

**Art. 73** b) Compétences

<sup>1</sup> Le Service prononce les sanctions en matière de marché public et d'aides financières prévues par le droit fédéral et le droit cantonal, sur la base des infractions constatées par les autorités administratives et judiciaires dans les domaines contrôlés. Les autorités compétentes lui fournissent les informations nécessaires à l'établissement de l'existence d'aides financières fédérales ou cantonales octroyées aux entreprises concernées.

<sup>2</sup> Le code de procédure et de juridiction administrative (CPJA) est applicable à ses décisions.

<sup>3</sup> Le Service transmet une copie des sanctions prononcées à l'autorité fédérale compétente, aux autorités cantonales concernées et à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, à charge pour elle de la transmettre aux organes paritaires concernés.

**Art. 74** Contrôles

<sup>1</sup> Les contrôles sont effectués d'office ou sur dénonciation.

<sup>2</sup> Ils sont accomplis conformément aux dispositions du droit fédéral.

**Art. 72** Amt

## a) Aufgaben

<sup>1</sup> Das Amt führt mit Hilfe der Arbeitsmarktüberwachung Kontrollen gemäss der Bundesgesetzgebung durch.

<sup>2</sup> Bei Bedarf kann es die Dienste aussenstehender Fachpersonen beanspruchen.

<sup>3</sup> Es sorgt dafür, dass die mit den Kontrollen beauftragten Personen über die erforderlichen Kenntnisse und Fähigkeiten in der Arbeitsmarktkontrolle verfügen.

<sup>4</sup> Es sorgt dafür, dass die mit den Kontrollen beauftragten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter das Amtsgeheimnis und die Vorschriften über den Datenschutz beachten.

<sup>5</sup> Es stellt sicher, dass das Personal, das im kantonalen Kontrollorgan oder für dieses Organ arbeitet, nicht in einem direkten wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnis zu den kontrollierten Personen oder Betrieben steht.

**Art. 73** b) Befugnisse

<sup>1</sup> Das Amt verfügt Sanktionen im Bereich des öffentlichen Beschaffungswesens und der Finanzhilfen gemäss den Gesetzgebungen des Bundes und des Kantons. Es stützt sich dabei auf die von den Verwaltungs- und Gerichtsbehörden festgestellten Verstösse in den kontrollierten Bereichen. Die zuständigen Behörden liefern ihm die nötigen Informationen, damit es feststellen kann, ob die betroffenen Unternehmen Finanzhilfen des Bundes oder des Kantons erhalten.

<sup>2</sup> Es erlässt seine Verfügungen nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG).

<sup>3</sup> Das Amt stellt der zuständigen Bundesbehörde, den betreffenden kantonalen Behörden und der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt eine Kopie seiner Verfügungen zu. Die Kommission leitet diese an die betreffenden paritätischen Organe weiter.

**Art. 74** Kontrollen

<sup>1</sup> Die Kontrollen werden von Amtes wegen oder auf Anzeige durchgeführt.

<sup>2</sup> Sie werden gemäss den Bestimmungen der Bundesgesetzgebung ausgeführt.

#### **Art. 75** Délégation des activités de contrôle

<sup>1</sup> Sur la proposition de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, les activités de contrôle peuvent être déléguées conformément au droit fédéral.

<sup>2</sup> Les modalités de la délégation des tâches de contrôle sont réglées dans un mandat de prestations entre le Service et les tiers délégués.

<sup>3</sup> Lorsque l'organe délégué est institué par une convention collective de travail, il ne peut contrôler que des entreprises soumises à cette dernière.

<sup>4</sup> Lorsque l'activité de contrôle est déléguée à des tiers, le Service s'assure que les personnes procédant aux contrôles ne se trouvent pas dans un rapport de concurrence économique directe avec les personnes contrôlées.

#### **Art. 76** Procès-verbal de contrôle et rapport de dénonciation

<sup>1</sup> Le procès-verbal de contrôle est établi et communiqué conformément aux prescriptions de la loi fédérale. Il est transmis sans délai au Service, lequel établit un rapport de dénonciation.

<sup>2</sup> Le rapport de dénonciation indique les diverses infractions constatées et l'identité des personnes impliquées. Il est transmis avec le procès-verbal de contrôle à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail et aux autorités appelées à statuer.

<sup>3</sup> La Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail transmet le rapport de dénonciation aux commissions paritaires concernées.

<sup>4</sup> Dans son rapport de dénonciation, le Service invite les autorités concernées à statuer sur les infractions constatées. Celles-là informent le Service et la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail de leurs décisions et des sanctions prononcées conformément au droit fédéral, en vue du prononcé des sanctions relevant de la compétence du Service (art. 73 al. 1 de la présente loi).

<sup>5</sup> La Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail informe les autorités paritaires concernées des sanctions prononcées.

#### **Art. 77** Mesures de contrainte administrative

<sup>1</sup> En cas de suspicion de travail au noir et si l'entreprise refuse de collaborer à l'établissement des faits, le Service peut ordonner la suspension immédiate de l'activité de cette entreprise.

<sup>2</sup> La procédure de suspension est prévue dans le règlement.

#### **Art. 75** Delegation der Kontrolltätigkeiten

<sup>1</sup> Die Kontrolltätigkeiten können auf Antrag der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt gemäss der Bundesgesetzgebung delegiert werden.

<sup>2</sup> Die Delegation von Kontrolltätigkeiten wird im Einzelnen in einem Leistungsauftrag zwischen dem Amt und dem beauftragten Dritten geregelt.

<sup>3</sup> Wurde das Kontrollorgan durch einen Gesamtarbeitsvertrag eingesetzt, so kann es lediglich Betriebe kontrollieren, die dem betreffenden Gesamtarbeitsvertrag unterstehen.

<sup>4</sup> Wird die Kontrolltätigkeit an Dritte delegiert, so stellt das Amt sicher, dass die kontrollierenden Personen in keinem direkten wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnis zu den kontrollierten Personen stehen.

#### **Art. 76** Kontrollprotokoll und Anzeigerapport

<sup>1</sup> Das Kontrollprotokoll wird gemäss den Vorschriften des Bundesgesetzes verfasst und weitergeleitet. Es wird unverzüglich an das Amt weitergeleitet, das gegebenenfalls einen Anzeigerapport erstellt.

<sup>2</sup> Der Anzeigerapport informiert über die festgestellten Verstösse und die Identität der betroffenen Personen. Er wird zusammen mit dem Kontrollprotokoll an die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt und an die Entscheidbehörden weitergeleitet.

<sup>3</sup> Die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt leitet den Anzeigerapport an die betreffenden paritätischen Kommissionen weiter.

<sup>4</sup> In seinem Anzeigerapport ersucht das Amt die betreffenden Behörden, über die festgestellten Verstösse zu entscheiden. Diese informieren das Amt und die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt über ihre Entscheide und die ausgesprochenen Sanktionen gemäss den Vorschriften des Bundesrechts, damit das Amt die Sanktionen aussprechen kann, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen (Art. 73 Abs. 1 dieses Gesetzes).

<sup>5</sup> Die kantonale Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt informiert die betreffenden paritätischen Kommissionen über die ausgesprochenen Sanktionen.

#### **Art. 77** Zwangsmassnahmen der Verwaltungsbehörden

<sup>1</sup> Besteht ein Verdacht auf Schwarzarbeit und weigert sich der Betrieb, bei der Feststellung des Sachverhalts mitzuwirken, so kann das Amt umgehend die Einstellung des Betriebs anordnen.

<sup>2</sup> Das Einstellungsverfahren wird im Reglement festgelegt.

#### **Art. 78** Emoluments et frais

<sup>1</sup> Lorsque le travail au noir est avéré ou lorsque le comportement de l'employeur, de l'employeuse ou de l'entreprise a eu pour effet de rallonger notablement la procédure, le Service met les frais occasionnés par les contrôles, y compris les frais des expertises, à la charge de ces derniers.

<sup>2</sup> Les émoluments sont fixés conformément au droit fédéral.

### **CHAPITRE III**

#### **Mesures cantonales**

##### *SECTION 1*

##### *Mesures cantonales d'insertion professionnelle*

#### **Art. 79** Nature des mesures

<sup>1</sup> L'Etat met en place des mesures (ci-après: les mesures cantonales) en vue de favoriser l'insertion professionnelle des demandeurs et demandeuses d'emploi et des chômeurs et chômeuses.

<sup>2</sup> Ces mesures ne constituent pas des prestations au sens de la loi sur l'aide sociale. Elles sont potestatives et subsidiaires par rapport au droit fédéral.

<sup>3</sup> Elles sont destinées aux personnes qui ont épuisé leurs indemnités de chômage fédérales et/ou qui n'en remplissent pas les conditions.

<sup>4</sup> Les mesures au sens du présent chapitre sont octroyées selon les mêmes normes qualitatives que celles qui sont destinées aux chômeurs et chômeuses pris en charge par la loi fédérale, mais sont quantitativement limitées aux quotas dont disposent les offices régionaux.

#### **Art. 80** Quotas

<sup>1</sup> Le Service arrête les quotas selon son budget annuel, lequel est établi en fonction de la fortune, des ressources et des charges du Fonds cantonal de l'emploi.

<sup>2</sup> Ces quotas sont répartis entre les offices régionaux et la structure de prise en charge mentionnée à l'article 86 al. 2 de la présente loi, sur proposition du Service avalisée par la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, en tenant compte notamment de la population légale du district et du nombre de demandeurs et demandeuses d'emploi ayant épuisé leurs indemnités.

#### **Art. 78** Gebühren und Kosten

<sup>1</sup> Wird ein Fall von Schwarzarbeit aufgedeckt oder hat das Verhalten der Arbeitgeberin oder des Arbeitgebers oder des Betriebs das Verfahren deutlich verlängert, so auferlegt das Amt ihr oder ihm die durch das Verfahren verursachten Kosten einschliesslich der Kosten für Expertisen.

<sup>2</sup> Die Gebühren werden gemäss Bundesgesetzgebung festgesetzt.

### **3. KAPITEL**

#### **Kantonale Massnahmen**

##### *1. ABSCHNITT*

##### *Kantonale Massnahmen zur beruflichen Eingliederung*

#### **Art. 79** Art der Massnahmen

<sup>1</sup> Der Staat bietet Massnahmen zur Förderung der beruflichen Eingliederung von Stellensuchenden und Arbeitslosen (kantonale Massnahmen) an.

<sup>2</sup> Die kantonalen Massnahmen stellen keine Leistungen im Sinne des Sozialhilfegesetzes dar. Es besteht kein Anspruch darauf und sie sind subsidiär zu den Leistungen nach der Bundesgesetzgebung.

<sup>3</sup> Sie sind für Personen bestimmt, die ihren Anspruch auf Arbeitslosenentschädigung des Bundes ausgeschöpft haben oder die die Voraussetzungen für diese Entschädigung nicht erfüllen.

<sup>4</sup> Die Massnahmen im Sinne dieses Kapitels werden gemäss denselben qualitativen Grundsätzen bewilligt wie die Massnahmen für Arbeitslose, die gemäss Bundesgesetz entschädigt werden, sind aber für jedes regionale Zentrum kontingentiert.

#### **Art. 80** Kontingente

<sup>1</sup> Das Amt legt die Kontingente gestützt auf sein Jahresbudget fest, das unter Berücksichtigung des Vermögens, der Einnahmen und der Ausgaben des kantonalen Beschäftigungsfonds aufgestellt wird.

<sup>2</sup> Diese Kontingente werden auf Vorschlag des Amts im Einvernehmen mit der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt namentlich im Verhältnis zur zivilrechtlichen Bevölkerung der Bezirke und der Anzahl Stellensuchenden, die ihren Anspruch auf Entschädigungen des Bundes ausgeschöpft haben, auf die regionalen Zentren und die Betreuungseinrichtung nach Artikel 86 Abs. 2 dieses Gesetzes verteilt.

<sup>3</sup> Les offices régionaux et la structure précitée assurent une saine gestion des quotas.

#### **Art. 81** Conditions d'octroi

<sup>1</sup> Le règlement fixe les conditions et les critères d'octroi des mesures cantonales d'insertion professionnelle.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires peuvent prétendre aux mesures cantonales après une période d'inscription à l'office régional de trois mois au moins.

#### **Art. 82** Autorité compétente

<sup>1</sup> L'office régional est l'autorité compétente pour octroyer les mesures cantonales en fonction de critères de priorité.

<sup>2</sup> Le règlement prévoit la procédure d'octroi des mesures.

<sup>3</sup> Sur requête du demandeur ou de la demandeuse d'emploi, l'office régional rend une décision statuant sur l'octroi, qui est soumise aux dispositions de la procédure administrative.

<sup>4</sup> La décision de l'office régional peut faire l'objet d'une opposition auprès du Service, dans un délai de trente jours.

#### **Art. 83** Suspension et exclusion du droit aux prestations

<sup>1</sup> Quiconque refuse une mesure ordonnée par l'autorité compétente, contrevient à son contrat de placement, en ce sens qu'il ne se présente pas à l'office régional pour l'entretien de conseil et de contrôle ou s'abstient de rechercher un emploi selon les directives établies par l'office, voit son droit aux prestations suspendu ou exclu, à moins que la mesure ne puisse être raisonnablement exigée, notamment dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle.

<sup>2</sup> L'exclusion du droit est prononcée lorsque la personne bénéficiaire abandonne la mesure de manière injustifiée ou doit la quitter à la suite de la notification d'un licenciement pour faute.

<sup>3</sup> L'exclusion prononcée pour violation du contrat de placement est en général précédée d'un avertissement.

<sup>4</sup> Il peut être toutefois renoncé à la suspension ou à l'exclusion lorsque la personne bénéficiaire est suivie par la structure de prise en charge au sens de l'article 86 de la présente loi ou dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle. Dans ce cas, le bien-fondé de la poursuite de la mesure fait l'objet d'une évaluation par les partenaires chargés de ce suivi.

<sup>3</sup> Die regionalen Zentren und die erwähnte Betreuungseinrichtung sorgen für die zweckmässige Nutzung der Kontingente.

#### **Art. 81** Voraussetzungen für die Bewilligungserteilung

<sup>1</sup> Das Reglement legt die Voraussetzungen und Kriterien für die Gewährung von kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung fest.

<sup>2</sup> Die Leistungsempfängerinnen und -empfänger können eine kantonale Massnahme beantragen, wenn sie seit mindestens drei Monaten beim regionalen Zentrum angemeldet sind.

#### **Art. 82** Zuständige Behörde

<sup>1</sup> Das regionale Zentrum ist für die Gewährung der kantonalen Massnahmen zuständig. Es wendet dabei Prioritätskriterien an.

<sup>2</sup> Das Reglement legt das Verfahren für die Gewährung der Massnahmen fest.

<sup>3</sup> Auf Antrag der stellensuchenden Person erlässt das regionale Zentrum eine Verfügung gemäss den Vorschriften des Verwaltungsverfahrens.

<sup>4</sup> Die Verfügung des regionalen Zentrums kann innert dreissig Tagen mit Einsprache an das Amt angefochten werden.

#### **Art. 83** Einstellung und Entzug des Leistungsanspruchs

<sup>1</sup> Die Einstellung oder der Entzug des Leistungsanspruchs wird verfügt, wenn eine Person eine von der zuständigen Behörde angeordnete Massnahme ablehnt oder gegen den Vermittlungsvertrag verstösst, indem sie einem Beratungsgespräch im regionalen Zentrum fernbleibt oder keine Bemühungen um Arbeit nach den Weisungen des Amtes macht, es sei denn, die Massnahme sei unzumutbar, insbesondere im Falle der interinstitutionellen Zusammenarbeit.

<sup>2</sup> Der Leistungsanspruch wird entzogen, wenn die betreffende Person eine Massnahme ohne entschuldbare Gründe abbricht oder wenn sie durch eigenes Verschulden entlassen wird.

<sup>3</sup> Bevor der Leistungsanspruch wegen Verletzung des Vermittlungsvertrags entzogen wird, wird die Person in der Regel verwart.

<sup>4</sup> Von einer Einstellung oder einem Entzug des Leistungsanspruchs kann jedoch abgesehen werden, wenn die betreffende Person durch die Betreuungseinrichtung im Sinne von Artikel 86 dieses Gesetzes oder im Rahmen der interinstitutionellen Zusammenarbeit betreut wird. In diesem Fall klären die für die Betreuung zuständigen Partner ab, ob die Fortsetzung der Massnahme angezeigt ist.

<sup>5</sup> Si la personne bénéficiaire refuse une mesure, son droit aux prestations peut être rétabli avec effet à la date à laquelle elle déclare, par écrit, l'accepter.

#### **Art. 84** Genres de prestations et délai cadre cantonal

<sup>1</sup> L'Etat octroie les mesures cantonales suivantes:

- a) la clarification des aptitudes professionnelles et l'encadrement par les offices régionaux;
- b) les programmes de qualification auprès d'entreprises, de collectivités publiques ou d'associations à but non lucratif;
- c) les programmes organisés sous la forme de location de services, dont la gestion peut être confiée à un organisme privé à but non lucratif;
- d) les mesures instituées en vue de compléter l'offre en faveur de groupes spécifiques de chômeurs et chômeuses, au sens de l'article 31 al. 1 let. i de la présente loi.

<sup>2</sup> Les prestations au sens de l'alinéa 1 let. b sont en principe accordées pour une durée définie par le règlement et peuvent être prolongées si l'objectif d'insertion le justifie. Elles sont limitées à une année au maximum, soit pour la durée complète du délai cadre cantonal, lequel commence à courir le premier jour à partir duquel la personne bénéficiaire participe à un programme de qualification.

<sup>3</sup> Une fois le délai cadre cantonal épuisé, les prestations ne peuvent être accordées à nouveau avant l'écoulement d'un délai de deux ans.

#### **Art. 85** Encadrement des bénéficiaires

- a) Office régional

<sup>1</sup> L'office régional compétent clarifie les aptitudes professionnelles des bénéficiaires, les conseille, les contrôle et les place selon les modalités prévues pour les demandeurs et demandeuses d'emploi soumis au droit fédéral.

<sup>2</sup> Un objectif professionnel d'insertion ou de qualification est établi, lequel tient compte des qualifications de la personne concernée, de ses aspirations professionnelles et, en priorité, des postes disponibles sur le marché du travail.

<sup>3</sup> L'encadrement des bénéficiaires pris en charge sur la base de la collaboration avec les autorités compétentes en matière d'aide sociale est adapté aux besoins particuliers de ceux-là.

<sup>5</sup> Der Leistungsanspruch wird mit Wirkung auf den Tag, an dem die Leistungsempfängerin oder der Leistungsempfänger die Massnahme schriftlich annimmt, wiederhergestellt.

#### **Art. 84** Art der Leistungen und kantonale Rahmenfrist

<sup>1</sup> Der Staat bietet die folgenden kantonalen Massnahmen an:

- a) Abklärung der beruflichen Fähigkeiten und Betreuung durch die regionalen Zentren;
- b) Qualifizierungsprogramme bei Unternehmen, öffentlich-rechtlichen Körperschaften und nicht gewinnorientierten Institutionen;
- c) Programme, die in Form eines Personalverleihs organisiert werden und deren Verwaltung einer privaten, nicht gewinnorientierten Körperschaft übertragen werden kann;
- d) Massnahmen zur Ergänzung des Angebots für besondere Gruppen von Arbeitslosen im Sinne von Artikel 31. Bst. i dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Die Leistungen nach Absatz 1 Bst. b werden in der Regel für die im Reglement festgelegte Dauer gewährt und können verlängert werden, falls das Eingliederungsziel dies rechtfertigt. Die Leistungen sind auf längstens ein Jahr beschränkt. Dies entspricht der vollen Rahmenfrist des Kantons, die von dem Tag an zu laufen beginnt, an dem die Leistungsempfängerin oder der Leistungsempfänger ein Qualifizierungsprogramm antritt.

<sup>3</sup> Nach Ablauf der kantonalen Rahmenfrist können erst nach einer Wartezeit von zwei Jahren wieder Leistungen gewährt werden.

#### **Art. 85** Betreuung der Leistungsempfängerinnen und -empfänger

- a) Regionales Zentrum

<sup>1</sup> Das zuständige regionale Zentrum klärt die beruflichen Fähigkeiten der Leistungsempfängerinnen und -empfänger ab, berät, kontrolliert und vermittelt sie gemäss den Modalitäten, die für die dem Bundesrecht unterstehenden Stellensuchenden gelten.

<sup>2</sup> Für die betreffenden Personen wird ein berufliches Eingliederungs- oder Qualifizierungsziel festgesetzt, das ihren Qualifikationen und Berufswünschen, in erster Linie aber den auf dem Arbeitsmarkt zur Verfügung stehenden Arbeitsplätzen Rechnung trägt.

<sup>3</sup> Das regionale Zentrum stimmt die Betreuung von Leistungsempfängerinnen und -empfängern, die im Rahmen der Zusammenarbeit mit den für Soziales zuständigen Behörden aufgenommen werden, auf die besonderen Bedürfnisse dieser Personen ab.



**Art. 86** b) Structure particulière de prise en charge de certains bénéficiaires

<sup>1</sup> Le Service collabore avec le service chargé des questions sociales et les autres services sociaux compétents, pour rechercher des solutions d'insertion professionnelle intégrant notamment l'octroi de mesures cantonales en faveur des demandeurs et demandeuses d'emploi bénéficiant ou ayant bénéficié d'autres prestations sociales cantonales ou communales.

<sup>2</sup> Dans ce but, le Service et le service chargé des questions sociales organisent et conduisent une structure de prise en charge et de suivi des demandeurs et demandeuses d'emploi concernés.

<sup>3</sup> Les services cités à l'alinéa 2 déterminent les modalités d'application de la collaboration par le biais d'une convention. Cette convention prévoit également l'établissement d'une statistique commune.

**Art. 87** c) Structure particulière pour les jeunes

<sup>1</sup> Le Service collabore notamment avec les services chargés respectivement de l'instruction publique, de la formation professionnelle, des questions de migration et des questions sociales, en vue de favoriser la prise en charge des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle.

<sup>2</sup> Dans ce but, les services concernés organisent et conduisent une structure d'évaluation des situations et de suivi des personnes prises en charge.

<sup>3</sup> Le règlement précise l'organisation de la structure.

**Art. 88** d) Coordination

<sup>1</sup> Dans la mesure de ses moyens, le Service garantit une offre de mesures adaptées aux besoins des demandeurs et demandeuses d'emploi, ainsi que des jeunes pris en charge par les structures particulières. Il en assure la logistique.

<sup>2</sup> A cet effet, il détermine le nombre de mesures cantonales qui peuvent être réalisées.

**Art. 89** Programme de qualification  
a) Notion

<sup>1</sup> Le programme de qualification consiste en une occupation qualifiante de durée déterminée auprès d'entreprises, de collectivités publiques ou d'associations à but non lucratif.

**Art. 86** b) Besondere Betreuungseinrichtung für bestimmte Leistungsempfängerinnen und -empfänger

<sup>1</sup> Das Amt arbeitet mit dem für Soziales zuständigen Amt und den übrigen zuständigen Sozialdiensten zusammen, um nach Lösungen für die berufliche Eingliederung von Stellensuchenden zu suchen, die andere Sozialleistungen des Kantons oder der Gemeinden beziehen oder bezogen haben. Zu diesem Zweck können namentlich kantonale Massnahmen eingesetzt werden.

<sup>2</sup> Das Amt und das für Soziales zuständige Amt organisieren und verwalten eine Betreuungseinrichtung für die betroffenen Stellensuchenden.

<sup>3</sup> Die Ämter nach Absatz 2 legen in einer Vereinbarung die Einzelheiten ihrer Zusammenarbeit fest. Diese Vereinbarung sieht namentlich eine gemeinsame Statistik vor.

**Art. 87** c) Besondere Einrichtung für Jugendliche

<sup>1</sup> Das Amt arbeitet namentlich mit den für Erziehung, Berufsbildung, Migrationsfragen und sozialen Fragen zuständigen Dienststellen zusammen, um die Betreuung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung zu erleichtern.

<sup>2</sup> Zu diesem Zweck organisieren und verwalten die betreffenden Dienststellen eine Einrichtung für die Abklärung der persönlichen Situation und die Betreuung der Jugendlichen.

<sup>3</sup> Das Reglement legt die Organisation der Einrichtung fest.

**Art. 88** d) Koordination

<sup>1</sup> Das Amt sorgt im Rahmen seiner Möglichkeiten für ein Massnahmenangebot, das den Bedürfnissen der Stellensuchenden und der Jugendlichen entspricht, die von den besonderen Einrichtungen betreut werden, und stellt die Logistik sicher.

<sup>2</sup> Zu diesem Zweck legt es die Zahl der kantonalen Massnahmen fest, die durchgeführt werden können.

**Art. 89** Qualifizierungsprogramm  
a) Begriff

<sup>1</sup> Ein Qualifizierungsprogramm ist eine befristete, qualifizierende Beschäftigung bei einem Unternehmen, einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft oder einer nicht gewinnorientierten Institution.

<sup>2</sup> Est réputée qualifiante l'occupation qui permet au demandeur ou à la demandeuse d'emploi de compléter ses connaissances professionnelles ou ses compétences sociales ou d'en acquérir de nouvelles par un accompagnement soutenu sur la place de travail, auquel peuvent s'ajouter des cours théoriques.

<sup>3</sup> Les exigences auxquelles doivent satisfaire les associations à but non lucratif et les collectivités publiques pour organiser des programmes sont les mêmes que celles qui sont requises pour l'organisation de mesures financées par l'assurance-chômage obligatoire.

**Art. 90** b) Bénéficiaires

<sup>1</sup> L'office régional peut placer dans des programmes de qualification les bénéficiaires qui, malgré les démarches entreprises, n'ont pu se réinsérer durablement sur le marché du travail.

<sup>2</sup> Un plan de formation est établi par l'office régional et l'organisateur de la mesure. Il définit les objectifs de qualification visés en faveur de la personne bénéficiaire.

**Art. 91** c) Obligations de l'organisateur

<sup>1</sup> L'organisateur du programme de qualification s'engage à former le demandeur ou la demandeuse d'emploi sur sa place de travail en lui assurant un encadrement adéquat.

<sup>2</sup> La prise en charge des frais d'encadrement et du salaire est fixée dans le règlement.

<sup>3</sup> Le règlement en définit également les conditions (âge des bénéficiaires et durée de la mesure) ainsi que le montant maximal pour lequel le Fonds cantonal de l'emploi peut contribuer à la prévoyance professionnelle des bénéficiaires.

**Art. 92** d) Conditions à remplir par l'entreprise

<sup>1</sup> Une entreprise peut organiser des programmes de qualification aux conditions suivantes:

- a) ne pas avoir procédé, durant les dix-huit derniers mois, à des licenciements économiques, soit à des licenciements dus à des facteurs d'ordre économique et indépendants de la personne du travailleur ou de la travailleuse concerné-e. Un licenciement consécutif à une restructuration de l'entreprise n'est pas assimilé à un licenciement économique;

<sup>2</sup> Eine Beschäftigung gilt als qualifizierend, wenn sie der stellensuchenden Person ermöglicht, dank einer intensiven Begleitung am Arbeitsplatz, die mit Theoriekursen ergänzt werden kann, ihre beruflichen Kenntnisse oder sozialen Fähigkeiten zu verbessern oder neue Kenntnisse und Fähigkeiten zu erwerben.

<sup>3</sup> Die nicht gewinnorientierten Institutionen und öffentlich-rechtlichen Körperschaften müssen für die Organisation von Qualifizierungsprogrammen dieselben Anforderungen erfüllen wie für die Organisation von Massnahmen, die von der obligatorischen Arbeitslosenversicherung finanziert werden.

**Art. 90** b) Leistungsempfängerinnen und -empfänger

<sup>1</sup> Das regionale Zentrum kann Leistungsempfängerinnen und -empfängern, denen es trotz ihrer Bemühungen nicht gelungen ist, sich dauerhaft auf dem Arbeitsmarkt wieder einzugliedern, Qualifizierungsprogramme vermitteln.

<sup>2</sup> Das regionale Zentrum und der Anbieter der Massnahme stellen einen Ausbildungsplan auf. Dieser definiert die Qualifizierungsziele der Leistungsempfängerin oder des Leistungsempfängers.

**Art. 91** c) Pflichten der Anbieter

<sup>1</sup> Die Anbieter von Qualifizierungsprogrammen verpflichten sich, Stellensuchende am Arbeitsplatz auszubilden und ihren Bedürfnissen entsprechend zu betreuen.

<sup>2</sup> Die Übernahme der Betreuungs- und Lohnkosten wird im Reglement festgelegt.

<sup>3</sup> Das Reglement legt ebenfalls die Bedingungen (Alter der Leistungsempfängerinnen und -empfänger und Dauer der Massnahme) sowie den Höchstbetrag des kantonalen Beschäftigungsfonds an die berufliche Vorsorge der Leistungsempfängerinnen und -empfänger.

**Art. 92** d) Anforderungen an Unternehmen

<sup>1</sup> Ein Unternehmen kann Qualifizierungsprogramme durchführen, wenn es:

- a) in den letzten 18 Monaten keine Angestellten aus wirtschaftlichen Gründen entlassen hat, also keine Kündigungen ausgesprochen hat, die auf wirtschaftliche Faktoren zurückzuführen sind und in keinem Zusammenhang mit der Person der betroffenen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer stehen. Die Entlassung infolge einer Umstrukturierung des Unternehmens gilt nicht als Entlassung aus wirtschaftlichen Gründen;

b) respecter les conventions collectives de travail, les contrats types de travail et les usages professionnels et locaux.

<sup>2</sup> L'organisation successive de programmes n'est admise qu'à la condition que l'entreprise ait engagé le demandeur ou la demandeuse d'emploi, ou qu'elle ne soit pas responsable de son non-engagement, faute de quoi elle devra attendre l'écoulement d'un délai de dix-huit mois.

#### **Art. 93** Contrats

<sup>1</sup> Un contrat de travail de durée déterminée est conclu entre le participant ou la participante au programme et le Service.

<sup>2</sup> Un contrat de mise à disposition du personnel est conclu entre l'organisateur du programme et le Service.

<sup>3</sup> Ces contrats prévoient des clauses de résiliation facilitée en cas de non-respect des obligations entre les parties, notamment dans les cas prévus par l'article 83 de la présente loi.

### *SECTION 2*

#### *Perte de gain en cas de maladie*

#### **Art. 94** Subventions

<sup>1</sup> Sur la proposition de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, le Conseil d'Etat peut, par le versement de subventions au paiement des primes d'assurance, encourager les chômeurs et chômeuses et les bénéficiaires de mesures cantonales d'insertion professionnelle à s'assurer pour la perte de gain en cas de maladie.

<sup>2</sup> La procédure, le montant des subventions et le cercle des bénéficiaires sont fixés par le règlement.

### *SECTION 3*

#### *Chèque emploi*

#### **Art. 95** Définition

<sup>1</sup> Par chèque emploi, on entend un système permettant d'alléger la charge administrative résultant de la déclaration aux assurances sociales, ainsi que de la perception de l'impôt à la source, des employeurs et employeuses qui occupent occasionnellement ou régulièrement du personnel dans le cadre des emplois de proximité.

b) sich an Gesamt- und Normalarbeitsverträge hält und berufs- und ortsübliche Arbeitsbedingungen bietet.

<sup>2</sup> Programme dürfen nur dann unmittelbar hintereinander organisiert werden, wenn das Unternehmen die stellensuchende Person angestellt hat oder nicht dafür verantwortlich gemacht werden kann, dass keine Anstellung zustande kam; andernfalls muss eine Frist von 18 Monaten eingehalten werden.

#### **Art. 93** Verträge

<sup>1</sup> Zwischen der Programmteilnehmerin oder dem Programmteilnehmer und dem Amt wird ein befristeter Arbeitsvertrag abgeschlossen.

<sup>2</sup> Zwischen dem Programmanbieter und dem Amt wird ein Personalverleihvertrag abgeschlossen.

<sup>3</sup> Die Verträge enthalten Klauseln für eine erleichterte Kündigung für den Fall, dass die zwischen den Parteien vereinbarten Pflichten nicht erfüllt werden, z.B. in den Fällen nach Artikel 83 dieses Gesetzes.

### *2. ABSCHNITT*

#### *Erwerbsausfallversicherung bei Krankheit*

#### **Art. 94** Beiträge

<sup>1</sup> Auf Antrag der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt kann der Staatsrat die Arbeitslosen und die Personen, die an kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung teilnehmen, ermuntern, eine Erwerbsausfallversicherung bei Krankheit abzuschliessen, indem er Beiträge an die Versicherungsprämien leistet.

<sup>2</sup> Das Verfahren, die Höhe der Beiträge und der Kreis der Leistungsempfängerinnen und -empfänger werden im Reglement festgelegt.

### *3. ABSCHNITT*

#### *Service Check*

#### **Art. 95** Definition

<sup>1</sup> Service Check ist ein System, das den Arbeitgeberinnen und Arbeitgebern, die gelegentlich oder regelmässig Personen zur Ausführung persönlicher Dienstleistungen beschäftigen, die administrativen Schritte zur Anmeldung bei den Sozialversicherungen und zur Erhebung der Quellensteuer erleichtert.

<sup>2</sup> Par emploi de proximité, on entend notamment une relation de travail à temps partiel ou de durée limitée fondée sur un contrat écrit ou oral et dont le salaire est payé directement au travailleur ou à la travailleuse.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat peut, sur la proposition de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail, étendre le système du chèque emploi à d'autres emplois, dans la mesure où le besoin est avéré.

#### **Art. 96** Compétences du Service

<sup>1</sup> Le Service instaure un système de chèque emploi, dont il assume la gestion et le contrôle. A cet effet:

- a) il collabore avec les autorités chargées de l'application de la législation en matière d'assurance sociale et avec les assurances privées;
- b) il organise une structure chargée d'encaisser, par le biais de chèques, les charges sociales et l'impôt à la source dus en raison d'une relation de travail issue d'un emploi de proximité;
- c) il s'assure du remboursement, par la structure mentionnée à la lettre b, des charges sociales et de l'impôt à la source encaissés en faveur des autorités et des assurances concernées;
- d) il favorise l'annonce simplifiée des emplois de proximité en vue de l'établissement de chèques emploi, notamment par la voie informatique.

<sup>2</sup> Le Service peut confier la tâche d'encaissement et de remboursement à un organisme privé à but non lucratif.

<sup>3</sup> Il peut prélever des frais administratifs pour la fourniture des prestations liées au système du chèque emploi.

<sup>4</sup> Le Service assure la promotion du chèque emploi auprès du public et des milieux intéressés.

#### **Art. 97** Rapport comptable

A la fin de chaque année civile, le Service adresse à la Direction un rapport comptable de ses activités liées au chèque emploi.

<sup>2</sup> Als persönliche Dienstleistung gilt insbesondere eine Teilzeitbeschäftigung oder eine befristete Tätigkeit, die auf einem schriftlichen oder mündlichen Vertrag beruht und deren Lohn der Arbeitskraft direkt ausgezahlt wird.

<sup>3</sup> Der Staatsrat kann bei Bedarf auf Antrag der kantonalen Kommission für die Beschäftigung und die Beschäftigung das System Service Check auf andere Tätigkeiten ausdehnen.

#### **Art. 96** Befugnisse des Amts

<sup>1</sup> Das Amt führt ein System Service Check ein und stellt dessen Verwaltung und Kontrolle sicher. Zu diesem Zweck:

- a) arbeitet es mit den Behörden, die für den Vollzug der Gesetzgebung über die Sozialversicherungen zuständig sind, und mit den Privatversicherungen zusammen;
- b) stellt es eine Struktur auf, die dafür zuständig ist, die Sozialabgaben und die Quellensteuern aus Arbeitsverhältnissen im Bereich der persönlichen Dienstleistungen mit Schecks einzukassieren;
- c) stellt es sicher, dass die Struktur nach Buchstabe b die eingekassierten Sozialabgaben und Quellensteuern bei den betreffenden Behörden und Versicherungen einzahlt;
- d) begünstigt es für die Ausstellung der Schecks die vereinfachte Anmeldung von persönlichen Dienstleistungen insbesondere auf elektronischem Weg.

<sup>2</sup> Das Amt kann das Einkassieren und das Einzahlen einer privaten, nicht gewinnorientierten Institution übertragen.

<sup>3</sup> Es kann für Dienstleistungen im Zusammenhang mit Service Check Verwaltungsgebühren erheben.

<sup>4</sup> Das Amt sorgt dafür, dass das System Service Check in der Öffentlichkeit und bei den interessierten Kreisen bekannt wird.

#### **Art. 97** Buchführungsbericht

Das Amt unterbreitet der Direktion jeweils auf Ende des Kalenderjahres einen Buchführungsbericht über seine Tätigkeit im Zusammenhang mit Service Check.

## CHAPITRE IV

### Dispositions diverses

#### SECTION 1

##### *Collaboration interinstitutionnelle*

#### **Art. 98** En général

Le Service collabore notamment avec les service chargés respectivement de la promotion économique, de la formation professionnelle, de l'application du droit des étrangers, de la statistique et des questions sociales.

#### **Art. 99** En matière d'assurance-chômage

<sup>1</sup> Le Service public de l'emploi, l'Office cantonal de l'assurance-invalidité ainsi que le Service de l'action sociale et les services sociaux régionaux sont les partenaires d'une collaboration interinstitutionnelle en exécutant la législation fédérale qui la prévoit.

<sup>2</sup> Les partenaires collaborent étroitement dans le cadre de l'objectif commun de l'insertion, en particulier dans les domaines de l'évaluation, de la qualification, du placement et de l'insertion des personnes concernées.

<sup>3</sup> Les partenaires instaurent un outil informatique sécurisé qui est nécessaire à l'exécution des tâches leur incombant. L'outil sert au recueil et à l'échange des données saisies par les partenaires, à leur conservation et à leur traitement. Il ne contient aucune donnée accessible au public.

<sup>4</sup> Les partenaires s'échangent les informations nécessaires, dans les limites fixées par les dispositions légales relatives à la protection des données.

#### **Art. 100** Bénéficiaires

Les demandeurs et demandeuses d'emploi et les chômeurs et chômeuses suivis par les offices régionaux de placement, les assuré-e-s au sens de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) et les personnes bénéficiant de l'aide sociale au sens de la loi cantonale sur l'aide sociale (LASoc) (ci-après: les bénéficiaires) peuvent bénéficier de la collaboration interinstitutionnelle, à la condition qu'ils aient accepté, par consentement écrit, d'y participer.

## 4. KAPITEL

### Verschiedene Bestimmungen

#### 1. ABSCHNITT

##### *Interinstitutionelle Zusammenarbeit*

#### **Art. 98** Im Allgemeinen

Das Amt arbeitet namentlich mit den Ämtern zusammen, die für Wirtschaftsförderung, Berufsbildung, den Vollzug des Ausländerrechts, Statistik, und Soziales zuständig sind.

#### **Art. 99** Im Bereich der Arbeitslosenversicherung

<sup>1</sup> Das Amt für den Arbeitsmarkt, die Kantonale Invalidenversicherungsstelle sowie das Kantonale Sozialamt oder die regionalen Sozialdienste sind Partner der interinstitutionellen Zusammenarbeit gemäss Bundesgesetzgebung.

<sup>2</sup> Die Partner arbeiten zur Erreichung des Eingliederungsziels eng zusammen. Die Zusammenarbeit bezieht sich insbesondere auf den Bereich der Abklärung, der Qualifizierung, der Vermittlung und der Eingliederung der betroffenen Personen.

<sup>3</sup> Die Partner schaffen die für die Ausführung ihrer Aufgaben nötige gesicherte Informatikanwendung an. Die Anwendung dient der Sammlung und dem Austausch der von den Partnern erfassten Daten sowie der Aufbewahrung und Bearbeitung. Sie enthält keine öffentlich zugänglichen Daten.

<sup>4</sup> Die Partner tauschen die notwendigen Informationen aus; sie beachten dabei die Gesetzesbestimmungen über den Datenschutz.

#### **Art. 100** Leistungsempfängerinnen und -empfänger

Die Stellensuchenden und Arbeitslosen, die von den regionalen Arbeitsvermittlungszentren betreut werden, die Versicherten im Sinne des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (IVG) und die Personen, die Sozialhilfe im Sinne des kantonalen Sozialhilfegesetzes (SHG) erhalten, können in den Genuss der interinstitutionellen Zusammenarbeit kommen, wenn sie der Teilnahme schriftlich zustimmen.

## SECTION 2

### Moyens et financement

#### Art. 101 Système électronique d'information

<sup>1</sup> Le Service et les offices régionaux assument dans le canton la saisie et la mise à jour électroniques des données du système électronique de la Confédération (PLASTA).

<sup>2</sup> Le Service se dote en outre d'un système d'information utile à la gestion de l'ensemble de ses propres activités, de celles de l'inspection du travail et de la surveillance du marché du travail ainsi que de celles de l'observatoire du marché du travail.

<sup>3</sup> Les données de ce système sont accessibles aux autorités instituées par la présente loi.

#### Art. 102 Travail détaché et lutte contre le travail au noir

<sup>1</sup> Le financement est réglé conformément au droit fédéral.

<sup>2</sup> Lorsque l'activité de contrôle est déléguée, la rémunération est fixée pour chaque contrôle exécuté. Le montant de la rémunération est fixé dans le mandat de prestations.

#### Art. 103 Fonds cantonal de l'emploi a) Organisation et affectation

<sup>1</sup> L'Etat de Fribourg dispose d'un Fonds cantonal de l'emploi. Le capital, les revenus et les intérêts de celui-ci sont affectés:

- a) au financement des mesures cantonales, notamment sur la base des quotas établis pour l'année en cours;
- b) au financement des subventions aux primes d'assurance perte de gain pour maladie des chômeurs et chômeuses et des bénéficiaires de mesures cantonales d'insertion professionnelle, ainsi qu'au remboursement des frais administratifs qui y sont liés;
- c) au financement de la part cantonale au fonds de compensation de l'assurance-chômage;
- d) au financement ou cofinancement de projets de recherche relatifs au marché de l'emploi;
- e) au financement, sous réserve des subventions fédérales, des frais d'investissements et de gestion du Service et de la Caisse publique;

## 2. ABSCHNITT

### Mittel und Finanzierung

#### Art. 101 Elektronisches Informationssystem

<sup>1</sup> Das Amt und die regionalen Zentren sind im Kanton für die elektronische Erfassung und Nachführung der Daten des Informationssystems des Bundes (AVAM) zuständig.

<sup>2</sup> Das Amt verfügt über ein Informationssystem, mit dem die eigenen Aktivitäten sowie die Aktivitäten des Arbeitsinspektorats, der Arbeitsmarktüberwachung und des Organs zur Beobachtung des Arbeitsmarkts verwaltet werden können.

<sup>3</sup> Die Daten dieses Systems sind den durch dieses Gesetz eingesetzten Behörden zugänglich.

#### Art. 102 Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und Bekämpfung der Schwarzarbeit

<sup>1</sup> Die Finanzierung richtet sich nach der Bundesgesetzgebung.

<sup>2</sup> Wird die Kontrolltätigkeit delegiert, so wird die Entschädigung für jede durchgeführte Kontrolle ausgerichtet. Die Höhe der Entschädigung wird im Leistungsauftrag festgelegt.

#### Art. 103 Kantonaler Beschäftigungsfonds a) Organisation und Verwendung

<sup>1</sup> Der Kanton Freiburg verfügt über einen kantonalen Beschäftigungsfonds. Das Kapital, die Erträge und die Zinsen dieses Fonds werden verwendet für:

- a) die Finanzierung der kantonalen Massnahmen im Rahmen der für das laufende Jahr festgelegten Kontingente;
- b) die Finanzierung der Beiträge an die Prämien von Erwerbsausfallversicherungen bei Krankheit für Arbeitslose und Personen, die an kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung teilnehmen, sowie zur Rückerstattung der damit verbundenen Verwaltungskosten;
- c) die Finanzierung des kantonalen Beitrags an den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung;
- d) die Finanzierung oder Mitfinanzierung von Forschungsprojekten über den Arbeitsmarkt;
- e) die Finanzierung der Investitions- und Verwaltungskosten des Amtes und der Öffentlichen Kasse unter Vorbehalt der Bundesbeiträge;

- f) au financement des organes de médiation en matière de LACI;
- g) au financement des structures instituées pour les demandeurs et demandeuses d'emploi bénéficiant ou ayant bénéficié d'autres prestations sociales cantonales ou communales, ainsi que pour les jeunes en difficulté d'insertion professionnelle, sous réserve de leur financement par l'assurance-chômage.

<sup>2</sup> Le Fonds cantonal de l'emploi est alimenté:

- a) par un versement porté au budget de l'Etat, correspondant au moins à la contribution des communes mentionnée sous la lettre c;
- b) par les intérêts du capital;
- c) par une contribution des communes de 15 francs par habitant;
- d) par des dons, des legs et toute autre contribution.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat est compétent pour réduire la contribution des communes, selon les besoins du Fonds. Il peut également l'augmenter, jusqu'à concurrence de 20 francs par habitant, après en avoir informé les communes. Dans ce cas, le versement du canton (al. 2 let. a) est modifié de la même manière.

#### **Art. 104** b) Gestion

<sup>1</sup> Le Service assume la gestion courante du Fonds cantonal de l'emploi.

<sup>2</sup> Il établit, à l'attention du Conseil d'Etat et des communes, un rapport comptable annuel sur la gestion du Fonds, notamment l'état des réserves et des dépenses.

### *SECTION 3*

#### *Voies de droit*

#### **Art. 105** Principe

<sup>1</sup> Les décisions rendues en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative, sous réserve des dispositions qui suivent.

<sup>2</sup> Les dispositions de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA) sont également réservées.

- f) die Finanzierung der Mediationsstelle für Streitigkeiten im Zusammenhang mit dem AVIG;
- g) die Finanzierung der Einrichtungen für Stellensuchende, die andere Sozialleistungen des Kantons oder der Gemeinden beziehen oder bezogen haben, und für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung, soweit diese Einrichtungen nicht durch die Arbeitslosenversicherung finanziert werden.

<sup>2</sup> Der Beschäftigungsfonds wird gespeist durch:

- a) einen in den Voranschlag des Staats aufgenommenen Beitrag, der mindestens gleich hoch ist wie der Beitrag der Gemeinden nach Buchstabe c;
- b) die Kapitalzinsen;
- c) einen Beitrag der Gemeinden von 15 Franken pro Einwohner;
- d) Geschenke, Vermächtnisse und andere Beiträge.

<sup>3</sup> Der Staatsrat kann, je nach den Bedürfnissen des Fonds, den Beitrag der Gemeinden senken. Er kann den Beitrag auf höchstens 20 Franken pro Einwohner erhöhen, nachdem die Gemeinden informiert wurden. In diesem Fall wird der Beitrag des Kantons (Abs. 2 Bst. a) auf dieselbe Weise verändert.

#### **Art. 104** b) Verwaltung

<sup>1</sup> Das Amt ist für die laufende Verwaltung des Beschäftigungsfonds zuständig.

<sup>2</sup> Es berichtet dem Staatsrat und den Gemeinden jährlich über die Buchführung des Beschäftigungsfonds, insbesondere über den Stand der Reserven und die Ausgaben.

### *3. ABSCHNITT*

#### *Rechtsmittel*

#### **Art. 105** Grundsatz

<sup>1</sup> Die Verfügungen, die in Anwendung dieses Gesetzes getroffen werden, sind unter dem Vorbehalt der folgenden Bestimmungen nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit Beschwerde anfechtbar.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen des Bundesgesetzes über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) sind ebenfalls vorbehalten.

**Art. 106** En matière d'assurance-chômage

<sup>1</sup> Les dispositions de la LPGA sont applicables dans le domaine de l'assurance-chômage.

<sup>2</sup> Les articles 100 à 102 LACI demeurent réservés.

**Art. 107** En matière de mesures cantonales d'insertion professionnelle

<sup>1</sup> Les décisions des offices régionaux en matière de mesures cantonales d'insertion professionnelle peuvent faire l'objet d'une opposition auprès du Service.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions de la LPGA sont applicables par analogie.

**Art. 108** Décisions rendues par l'inspection du travail

<sup>1</sup> Les décisions rendues par l'inspection du travail peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'une réclamation auprès du Service.

<sup>2</sup> Les décisions rendues sur réclamation selon l'alinéa précédent peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal.

*SECTION 4*

*Obligations*

**Art. 109** Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Les autorités administratives de l'Etat fournissent gratuitement les renseignements et documents que les autorités d'exécution requièrent auprès d'elles.

<sup>2</sup> Le devoir de renseigner incombe également à quiconque requiert les services desdites autorités.

<sup>3</sup> Les dispositions de la LPGA et de la LACI sont réservées.

**Art. 110** Obligation de garder le secret

<sup>1</sup> Les personnes participant à l'exécution de la présente loi sont tenues de garder le secret à l'égard de tiers sur les informations dont elles ont connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Les dispositions de la LPGA et de la LACI sont réservées.

**Art. 111** Obligation quant à la protection des données

La communication des données est assujettie aux principes de protection des données définis dans la législation topique.

**Art. 106** Im Bereich der Arbeitslosenversicherung

<sup>1</sup> Die Bestimmungen des ATSG sind im Bereich der Arbeitslosenversicherung anwendbar.

<sup>2</sup> Die Artikel 100–102 AVIG bleiben vorbehalten.

**Art. 107** Im Bereich der kantonalen Massnahmen zur beruflichen Eingliederung

<sup>1</sup> Verfügungen der regionalen Zentren über kantonale Massnahmen zur beruflichen Eingliederung können mit Einsprache an das Amt angefochten werden.

<sup>2</sup> Ausserdem gelten die Bestimmungen des ATSG sinngemäss.

**Art. 108** Verfügungen des Arbeitsinspektorats

<sup>1</sup> Die Verfügungen des Arbeitsinspektorats können innert dreissig Tagen mit Einsprache an das Amt angefochten werden.

<sup>2</sup> Die Entscheide über Einsprachen nach Absatz 1 können innert dreissig Tagen mit Beschwerde an das Kantonsgericht angefochten werden.

*4. ABSCHNITT*

*Pflichten*

**Art. 109** Auskunftspflicht

<sup>1</sup> Die Verwaltungsbehörden des Kantons geben den Vollzugsbehörden die verlangten Auskünfte und Dokumente kostenlos ab.

<sup>2</sup> Wer die Dienste dieser Behörden in Anspruch nimmt, ist ebenfalls auskunftspflichtig.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen des ATSG und des AVIG bleiben vorbehalten.

**Art. 110** Schweigepflicht

<sup>1</sup> Die Personen, die am Vollzug dieses Gesetzes beteiligt sind, müssen Dritten gegenüber Stillschweigen bewahren über die Informationen, von denen sie in Ausübung ihrer Funktion Kenntnis erhalten.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen des ATSG und des AVIG bleiben vorbehalten.

**Art. 111** Datenschutzpflicht

Die Bekanntgabe von Daten untersteht den Grundsätzen des Datenschutzes gemäss der einschlägigen Gesetzgebung.



## SECTION 5

### Dispositions pénales

#### **Art. 112** En général

<sup>1</sup> Sera puni-e d'une amende de 10 000 francs au plus:

- a) celui ou celle qui, par des indications fausses ou incomplètes, ou d'une autre manière, aura obtenu des prestations auxquelles il ou elle n'a pas droit;
- b) celui ou celle qui, en violation de son obligation de renseigner, aura sciemment fourni des informations inexactes ou refusé de les fournir;
- c) celui ou celle qui aura violé l'obligation de garder le secret;
- d) celui ou celle qui, en qualité d'organe d'exécution, aura violé ses obligations pour se procurer un avantage ou procurer à un tiers un avantage illicite.

<sup>2</sup> Sont réservés les crimes ou délits passibles d'une peine plus lourde selon le code pénal suisse ou la législation spéciale de la Confédération.

<sup>3</sup> Les autorités pénales transmettent au Service une copie des jugements rendus en la matière.

<sup>4</sup> Sont réservés la poursuite et le jugement des infractions prévues par le droit fédéral, lesquels ont lieu conformément au code de procédure pénale.

#### **Art. 113** En matière de LSE

<sup>1</sup> Le Service est compétent pour prononcer l'amende prévue par la loi fédérale.

<sup>2</sup> Le code de procédure pénale cantonale est applicable pour le surplus.

#### **Art. 114** En matière de LTr

<sup>1</sup> Le juge de police est compétent pour connaître des infractions aux prescriptions de la LTr, des ordonnances fédérales y relatives et de la présente loi.

<sup>2</sup> Le for et la poursuite pénale se déterminent d'après les règles du code de procédure pénale cantonale.

## 5. ABSCHNITT

### Strafbestimmungen

#### **Art. 112** Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Mit einer Busse von bis zu 10 000 Franken wird bestraft,

- a) wer durch unwahre oder unvollständige Angaben oder in anderer Weise zu Unrecht Leistungen erwirkt;
- b) wer die Auskunftspflicht verletzt, indem er wissentlich irreführende Angaben macht oder die Auskunft verweigert;
- c) wer die Schweigepflicht verletzt;
- d) wer als Vollzugsorgan seine Pflichten verletzt, um dadurch sich selbst oder einem anderen einen unrechtmässigen Vorteil zu verschaffen.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben mit einer höheren Strafe bedrohte Verbrechen oder Vergehen nach dem Schweizerischen Strafgesetzbuch oder nach der Spezialgesetzgebung des Bundes.

<sup>3</sup> Die Strafbehörden stellen dem Amt eine Kopie der entsprechenden Urteile zu.

<sup>4</sup> Vorbehalten bleiben die Verfolgung und die Beurteilung der bundesrechtlich geregelten Zuwiderhandlungen, die sich nach der Strafprozessordnung richten.

#### **Art. 113** Für Widerhandlungen gegen das AVG

<sup>1</sup> Das Amt verhängt die Bussen nach dem Bundesgesetz.

<sup>2</sup> Im Übrigen ist die kantonale Strafprozessordnung anwendbar.

#### **Art. 114** Für Widerhandlungen gegen das ArG

<sup>1</sup> Die Polizeirichterin oder der Polizeirichter beurteilt Widerhandlungen gegen das ArG, die einschlägigen Bundesverordnungen und dieses Gesetz.

<sup>2</sup> Gerichtsstand und Strafverfolgung richten sich nach der kantonalen Strafprozessordnung.

## SECTION 6

### Emoluments et frais

#### Art. 115

<sup>1</sup> Lorsqu'une décision est prononcée, l'autorité compétente peut mettre les frais de procédure à la charge de la personne concernée.

<sup>2</sup> Les émoluments et autres frais sont fixés dans le règlement.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions fédérales et cantonales, notamment celles qui ont trait à la gratuité des procédures.

## CHAPITRE V

### Dispositions finales

#### Art. 116 Droit aux mesures cantonales

<sup>1</sup> Il est tenu compte, aux fins de détermination du droit aux mesures cantonales:

- a) des délais cadres en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi;
- b) des périodes de domicile et de recherche d'emploi accomplies avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Toutefois, les prestations ne sont pas versées rétroactivement.

#### Art. 117 Abrogations

Sont abrogées:

- a) la loi du 8 février 1966 d'application de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (RSF 864.1.1);
- b) la loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC) (RSF 866.1.1);
- c) la loi du 24 novembre 1859 concernant la sanctification des dimanches et fêtes (RSF 865.1);
- d) la loi complémentaire du 15 février 1868 sur la sanctification des dimanches et fêtes (RSF 865.10).

## 6. ABSCHNITT

### Gebühren und Kosten

#### Art. 115

<sup>1</sup> Für Verfügungen kann die zuständige Behörde der betroffenen Person die Verfahrenskosten auferlegen.

<sup>2</sup> Die Gebühren und Kosten werden im Reglement festgelegt.

<sup>3</sup> Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Bundes und des Kantons, namentlich diejenigen über die Unentgeltlichkeit der Verfahren.

## 5. KAPITEL

### Schlussbestimmungen

#### Art. 116 Anspruch auf kantonale Massnahmen

<sup>1</sup> Für die Bestimmung des Anspruchs auf kantonale Massnahmen sind massgebend:

- a) die bei Inkrafttreten des Gesetzes laufenden Rahmenfristen;
- b) die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes ausgewiesene Dauer des Wohnsitzes und der Stellensuche.

<sup>2</sup> Es werden keine Leistungen rückwirkend ausgezahlt.

#### Art. 117 Aufhebung bisherigen Rechts

Aufgehoben werden:

- a) das Ausführungsgesetz vom 8. Februar 1966 zum Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (SGF 864.1.1);
- b) das Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG)(SGF 866.1.1);
- c) das Gesetz vom 24. November 1859 betreffend die Heiligung der Sonn- und Feiertage (SGF 865.1);
- d) das Nachtragsgesetz vom 15. November 1868 betreffend die Heiligung der Sonn- und Feiertage (SGF 865.10).

**Art. 118** Modification

La loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1) est modifiée comme il suit:

***Art. 18a al. 4***

*Abrogé*

**Art. 119** Entrée en vigueur et referendum

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

---

**Approbation**

La présente loi a été approuvée par l'autorité fédérale compétente le ...

**Art. 118** Änderung bisherigen Rechts

Das Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1) wird wie folgt geändert:

***Art. 18a Abs. 4***

*Aufgehoben*

**Art. 119** Inkrafttreten und Referendum

<sup>1</sup> Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

<sup>2</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

---

**Genehmigung**

Dieses Gesetz ist von der zuständigen Bundesbehörde am ... genehmigt worden.